



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

-NRLF



162 685





Ed. F. M. D.
L. 1000. a. 1. 1000

LA PAPAUTÉ

LE SOCIALISME ET LA DÉMOCRATIE

DU MÊME AUTEUR

UN EMPEREUR, UN ROI, UN PAPE, UNE RESTAURATION (in-18, Charpentier). — L'Empereur Napoléon III et la politique du second empire. — Le Roi Victor-Emmanuel et la monarchie italienne. — Le Pape Pie IX, le Saint-Siège et l'Église. — La Monarchie espagnole sous Alphonse XII. 1 vol.

LES CATHOLIQUES LIBÉRAUX, L'ÉGLISE ET LE LIBÉRALISME, de 1830 à nos jours (in-18, E. Plon, Nourrit). 1 —

LA RÉVOLUTION ET LE LIBÉRALISME, essais de critique et d'histoire (in-16, Hachette, 1890). — Le Banquet du Centenaire de 1789. — La Révolution et M. Taine. — Les Mécomptes du libéralisme. — La Révolution et la Séparation de l'Église et de l'État. — Nos hôtes de 1889. 1 —

L'EMPIRE DES TSARS ET LES RUSSES (in-8, Hachette).
— Tome I : Le Pays et les Habitants (3^e édition) . . . 1 —
— Tome II : Les Institutions (2^e édition) 1 —
— Tome III : La Religion 1 —

UN HOMME D'ÉTAT RUSSE (Nicolas Milutine), d'après sa correspondance inédite. — Étude sur la Russie et la Pologne pendant le règne d'Alexandre II. (In-16, Hachette) 1 —

LA FRANCE, LA RUSSIE ET L'EUROPE (in-18, Calmann Lévy) 1 —

ANATOLE LEROY-BEAULIEU

MEMBRE DE L'INSTITUT

LA PAPAUTÉ

LE SOCIALISME

ET

LA DÉMOCRATIE

OUVRAGE SUIVI DE

L'ENCYCLIQUE PONTIFICALE SUR LA CONDITION DES OUVRIERS

DEUXIÈME ÉDITION



PARIS

CALMANN LÉVY, ÉDITEUR

ANCIENNE MAISON MICHEL LÉVY FRÈRES

3, RUE AUBER, 3

1892

Droits de traduction et de reproduction réservés.

BX957

L4

1892

TO THE
LIBRARY OF THE
CONGRESS

PRÉFACE

Cette étude sur la papauté, le socialisme et la démocratie a paru, en trois parties successives, il y a peu de semaines, dans la *Revue des Deux Mondes*. Je me suis contenté d'y ajouter quelques notes que ne comportait point le cadre de la *Revue*, et d'y joindre en appendice le texte latin et la version française de l'encyclique du pape Léon XIII sur la condition des ouvriers.

Ce volume se rattache à la fois à des travaux antérieurs et à des travaux en cours d'exécution que j'espère avoir le loisir d'achever avant la fin du siècle. Ce que j'ai fait,

non sans labeur, pour le plus grand des États de ce monde, pour l'empire autocratique, je me prépare à le tenter bientôt pour la plus vaste domination spirituelle que la terre ait connue. Voici déjà de longues années que, de loin ou de près, j'observe la monarchie pontificale et les ressorts du gouvernement de l'Église. Je ne crois pas que pour l'historien, pour le politique ou pour le philosophe, il y ait, sur notre planète, plus beau sujet d'étude.

L'existence même de la papauté, sa survivance à tout ce qui paraissait une condition nécessaire de sa durée a quelque chose de merveilleux, qui semble un défi aux lois habituelles de l'histoire. Une royauté spirituelle, sans support temporel, au milieu d'une Europe où toute puissance repose sur la gueule des canons d'acier ; — une autorité internationale librement consentie par des millions d'hommes, à une époque où chaque peuple se montre féroce jaloux de toute tutelle étrangère ; — une société enfin avec un gouvernement tout hiérarchique, où le pouvoir s'est concentré tout entier au sommet, dans un temps où toute hiérarchie est en train de disparaître et

dans un monde où le pouvoir tend partout à descendre en bas : — tel est le triple paradoxe, paradoxe vivant, que nous présente la Rome papale au milieu des nations contemporaines.

A voir tant de contrastes entre la société ecclésiastique et la société laïque, à suivre leur évolution interne en sens opposé, on se demande ce qu'il peut bien rester de commun entre elles, et par quelle anse l'une pourrait avoir prise sur l'autre? — Serait-ce par la démocratie et par le socialisme, comme d'autres semblent le croire? C'est là une question qu'on s'est posée dans ce volume; mais ce n'est pas la seule, car il en est une autre plus générale et plus haute : c'est de savoir si le christianisme ou — ce qui revient au même dans les pays en majorité catholiques — si la papauté et l'Église de Rome peuvent encore exercer une action sociale.

Quelques personnes s'imagineront peut-être en ouvrant ce livre que l'auteur est, avant tout, préoccupé de la crise religieuse, et que c'est le souci de la foi et des intérêts de l'Église qui lui a fait écrire ces pages. De bonnes âmes ont paru le croire; j'ai été très touché de leurs

félicitations, mais je ne les mérite qu'à demi. Il me faut l'avouer, en toute sincérité et toute humilité, mon ambition a été moins noble ou moins désintéressée. Le zèle de la maison du Seigneur n'est pas ce qui a guidé ma plume. En considérant ici l'Église et la démocratie, je me suis moins placé au point de vue religieux qu'au point de vue politique. Ce n'est pas du ciel et pour ainsi dire des hauteurs du dogme, à la lumière divine de la foi, que j'ai contemplé nos luttes sociales et l'évolution démocratique des nations modernes ; c'est de la terre, du faite peu élevé de nos sciences humaines, au jour banal de la raison et à la vulgaire clarté de l'expérience. La cité sur laquelle étaient fixés mes regards, ce n'était point la mystérieuse Jérusalem, patrie idéale des âmes chrétiennes, mais bien la cité terrestre, aux croulantes tours de pierre, l'humaine demeure aux murailles en ruines, qui penchent sur nous, fendues du haut en bas par des explosifs plus redoutables que la dynamite et tous les fulminates.

Quoique j'aie éprouvé, personnellement, la valeur du sentiment religieux pour la vie mo-

rale individuelle, je ne me suis point inquiété ici des choses spirituelles et du salut éternel des âmes ; mes yeux n'ont pas visé si haut ; je n'ai eu en vue que le salut social de nos démocraties. J'ai seulement cherché à voir par-dessus la double et triple enceinte de préjugés élevée autour de nous par la légèreté ou par les passions du siècle ; et ce que j'ai vu, je l'ai dit simplement, sans respect humain et sans réticence, en homme libre de tout joug et indépendant de toute école.

On estimera sans doute que je n'ai rien découvert de bien nouveau, et l'on aura raison. Nous qui passons notre vie à remuer les idées morales, nous n'arrivons, le plus souvent, qu'à retrouver laborieusement des vérités vieilles comme le monde. A quoi ont ici abouti mes recherches ? A découvrir ce qu'on avait reconnu cent fois avant moi : que les sociétés ne peuvent se passer d'un principe moral, et que l'évaporation du sentiment religieux laisse chez les peuples modernes un vide. Ce vide, si nous n'avons pas de quoi le combler, nous ne pouvons prêter la main à ceux qui travaillent à l'agrandir. Et quand des chrétiens de bonne

volonté, fût-ce le pape de Rome et fût-ce le clergé français, s'efforcent de restaurer dans le peuple le sentiment moral par le sentiment religieux, et que ce pape et cette Église ne nous demandent pour cela que la liberté, le souvenir d'anciens dissentiments ou de vieilles rancunes ne nous donne pas le droit de le leur interdire. Qu'on ne vienne pas nous parler de la théocratie; ce que n'ont pu achever la pesante hiérarchie et la foi naïve du XIII^e siècle, notre turbulence raisonneuse ne l'accomplira point. Notre société civile est assez forte, la liberté de conscience et la liberté de penser sont, dans notre France au moins, assez solidement assises pour n'avoir rien à redouter du pape et des curés.

Pareilles appréhensions ont, chez nous, quelque chose d'archaïque. Elles sont le produit d'une illusion d'optique fréquente à toute époque. Rien de plus rare peut-être en politique que de voir les choses et les hommes tels qu'ils sont. La plupart des contemporains voient mal et jugent mal, parce qu'ils n'aperçoivent guère le présent qu'à travers le passé, et qu'ainsi, comme par une sorte de réfraction,

les objets se déforment à leurs yeux. C'est l'histoire des Français de notre temps qui derrière la papauté et derrière l'Église découvrent toujours Grégoire VII et Innocent III, la théocratie et l'inquisition. Leurs terreurs surannées me font penser à nos crédules ancêtres de 1789, les libéraux de la Constituante, dont les naïves défiances étaient tout entières tournées vers la royauté et vers le château. C'était contre le roi et contre la cour qu'ils s'ingéniaient à défendre la liberté, alors que déjà l'attroupement et l'émeute étaient les mattres de la Révolution. Eux, au moins, avaient devant eux le majestueux palais de Louis XIV et le fastueux appareil de la monarchie absolue, extérieurement intacte. Les yeux fixés sur les frontons de Versailles ou sur les pavillons des Tuileries, ils ne voyaient point, à leurs pieds, le péril de la rue. Telle et plus grave encore est aujourd'hui la méprise des pusillanimes législateurs du Palais Bourbon ou de Monte Citorio, quand ils tressaillent d'épouvante en apercevant, par-dessus les ponts, les tours de Notre-Dame ou la coupole de Saint-Pierre. Sont-elles autre chose qu'une hypocrite

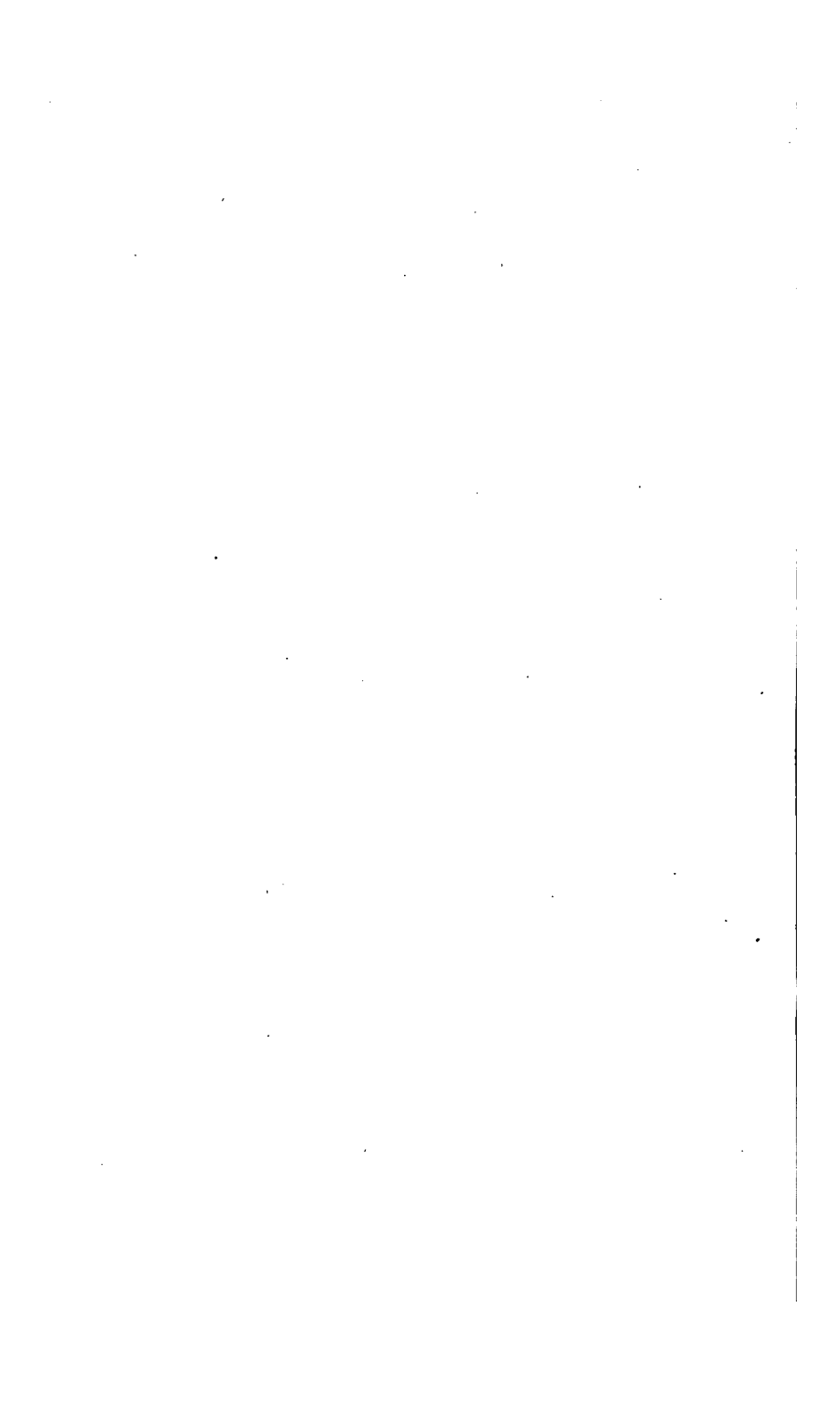
terreur de commande, leurs craintes affolées les ravalent au-dessous du paysan de l'Auvergne ou du Limousin, qui, cent ans après la Révolution, redoute encore le rétablissement de la dîme et de la corvée.

Le monde moderne doit-il, à son tour, subir la tyrannie de l'ignorance et, comme la civilisation gréco-romaine après Athènes et après Alexandrie, notre orgueilleuse culture germano-latine aura-t-elle à traverser une éclipse de mille ans, — ce ne sera pas du fait de l'Église et de la papauté. La science et la civilisation ont, me semble-t-il, des ennemis plus proches et autrement redoutables. Si nos bibliothèques et nos laboratoires, si nos académies et nos musées doivent être livrés aux flammes, le feu ne sera pas allumé aux cierges de nos cathédrales. — Pauvres cathédrales ! le pape et ses prêtres auront peine à y faire rentrer les foules populaires ; nos églises de Paris en savent quelque chose ; et si le peuple de nos grandes villes en reprenait le chemin, s'il revenait s'asseoir au pied de la chaire chrétienne, non plus par une irrespectueuse curiosité, pour siffler ou « blaguer » l'éloquence des curés, mais pour entendre

tomber sur sa tête la parole de l'Évangile, il sortirait de ces « temples de la superstition » moins aigri contre la société et moins mécontent de son lot ; — je doute, en tout cas, qu'il en devînt moins digne de liberté.

Quelques-uns, autour de nous, semblent craindre que, dans notre société française, la mince écorce cultivée, l'élite pensante qui, en tout pays, a le dépôt de la science et de l'art, « l'intelligence », comme disent les Russes, ne se trouve prise, un jour, entre la vieille Église et l'extrême Démocratie, et ne soit écrasée par elles, broyée entre la compression spirituelle d'en haut et la poussée brutale d'en bas. Appréhension chimérique ! Pourquoi je ne saurais la partager, on le verra dans ce livre.

Paris, avril 1892.



LA PAPAUTÉ

LE SOCIALISME ET LA DÉMOCRATIE

I

Comment le XIX^e siècle avait prétendu exclure l'Église des affaires de ce monde. — Qui a le premier sollicité l'intervention du pape dans les questions sociales. — Saint-Simon et les saint-simoniens. — La Mennais. — Le mouvement de 1848. — Ce qui a retardé l'évolution démocratique de la papauté.

« De quoi donc aujourd'hui vient se mêler le pape ? et par où la question sociale regarde-t-elle l'Église et les curés ? » Ainsi s'exprimait un vieillard, et, en tenant ce langage, il était bien dans la tradition de ce siècle expirant, dans la tradition française, du moins. Le XIX^e siècle, — nous en pouvons déjà parler au passé, — s'était flatté d'exclure l'Église des affaires de ce monde. Il lui semblait que la religion, faite

pour les choses du ciel, n'avait rien à prétendre aux choses de la terre. Le libéralisme, en faisant profession de respecter la liberté religieuse, avait pris soin d'enfermer le clergé dans ses églises, dans ses séminaires et ses couvents. Le siècle avait fait comme ces maires ou ces sous-préfets qui, de par la loi, font défense au Christ de se montrer dans la rue. La croix ne devait plus se laisser voir que dans la solitude des cimetières, sur la tombe des morts, ou, loin des regards des vivants, sur la flèche des tours perdues, là-haut, dans les airs. A beaucoup il semblait même, par là, servir la religion : c'était la compromettre que de la laisser sortir de son double domaine, la nef de ses églises et le sanctuaire de la conscience. L'y confiner, en fermant sur elle les portes du temple, c'était la ramener à sa mission.

Eh bien ! non, ce n'était là qu'une illusion. Nous avons eu beau séparer le temporel du spirituel, on ne peut ainsi en faire deux compartiments isolés par une cloison étanche. L'Église ne saurait longtemps se désintéresser de tout ce qui vit et s'agite autour d'elle. Ses prêtres ne pouvaient se borner à psalmodier, dans l'immobilité de leurs stalles, des oraisons latines, à entonner le *De profundis* devant le catafalque des morts, à faire réciter le catéchisme à des enfants distraits et à écouter, dans le silencieux demi-jour du confessionnal, les monotones aveux

des dévotés de tout âge. L'Église, il est vrai, tout en protestant contre cette réclusion, semblait peu à peu en prendre l'habitude. On eût dit que le pape, interné au Vatican, allait devenir le symbole vivant de la situation faite à la religion et au Christ. A l'imitation du suprême pontife, les évêques n'apparaissaient guère sous le portail de leurs cathédrales que pour jeter un anathème aux nouveautés du jour. Par ses malédictions chagrines, l'Église semblait elle-même se reléguer à l'écart de ce monde qui se retirait d'elle. Prétendait-elle encore s'adresser à eux, les peuples ne la comprenaient plus. Nombre même de ses enfants ne lui prêtaient qu'une oreille inattentive. C'est qu'elle les fatiguait de ses doléances sur les malheurs des temps, ne cessant de vanter le passé à des générations qui n'avaient d'yeux que pour l'avenir. — Et voilà que cette vieille mère, traitée de radoteuse par l'irrévérence de tant de ses fils, s'est mise à parler aux hommes de ce qui les passionne et les divise le plus. Tout comme aux temps des Grégoire VII et des Sixte-Quint, le pape veut dire son mot sur les affaires humaines ; et le monde ne s'en irrite point, et le siècle ne s'en montre pas trop surpris. C'est encore là un signe des temps qui viennent.

Il semble bien que nous assistions à la rentrée en scène d'un des grands acteurs de l'histoire ; — et,

sur le vieux théâtre d'où on l'avait crue à jamais bannie, la papauté aperçoit un personnage nouveau, bien différent de ceux auxquels, pendant mille ans, elle a donné la réplique. A la place des dynasties sacrées par ses mains, elle a en face d'elle la démocratie; émouvante rencontre, en vérité, et d'où dépend beaucoup le dénouement du drame des temps prochains. La papauté en a le sentiment, et, sans s'attarder à des discours inutiles, elle va droit à la démocratie, et de quoi lui parle-t-elle? De ce qui tient le plus au cœur du peuple, de la question sociale.

Cette intervention de l'Église dans la plus brûlante des questions contemporaines, le saint-siège y avait été, dès longtemps, sollicité par deux des voix les plus retentissantes du siècle, toutes deux françaises, l'une partie du sanctuaire et l'autre du monde; mais aucune des deux, pour des raisons diverses, n'avait trouvé d'écho à Rome. Voici déjà trois ou quatre générations qui s'éprennent tour à tour du rêve de renouveler les sociétés humaines; entre tous les esprits qu'a hantés ce beau songe, quelques-uns, plus libres ou moins infatués, sentant que, pour une pareille entreprise, ce n'était pas trop de toutes les forces sociales, avaient osé inviter la vieille Église, à prendre elle-même en main

l'initiative de la réforme. C'est ainsi que Paris fit appel à Rome, et que la question sociale, encore novice et déjà hardie, frappa bruyamment, presque impérieusement, deux fois en quelques années, à la porte du Vatican. La première fois, c'était par la main de Saint-Simon; la seconde, par celle de La Mennais, deux prophètes des temps nouveaux presque également téméraires et également superbes, qui, à travers toutes leurs chimères, ont tous deux, à certaines heures, été des voyants. Saint-Simon, La Mennais, voilà les deux grands ancêtres de cet enfant, né d'hier, qu'on appelle le socialisme chrétien.

Alors que tout le siècle semblait se complaire à repousser l'Église loin du monde pour la confiner dans l'ombre mystérieuse de ses cathédrales, c'est de l'école la plus impatiente de nouveautés qu'est parti le plus ancien et peut-être le plus pressant appel à la coopération sociale de la papauté. Qui s'en souvient aujourd'hui parmi les adhérents de M. de Mun ou de M. Decurtins? Le premier à réclamer pour les classes ouvrières le secours du pontife romain a été Saint-Simon. En cela, l'utopiste était plus clairvoyant que les politiques. Il pressentait que les convulsions des sociétés modernes devaient offrir à la papauté l'occasion d'un rôle nouveau; seulement, il n'était pas assez catholique pour en apercevoir les conditions. Il avait le tort de croire

qu'il fallait, pour cela, renouveler tout le christianisme.

La révolution qu'il projetait d'accomplir dans le monde, le gentilhomme socialiste eût voulu la pouvoir placer sous le patronage de la papauté. Dès 1825, dans son *Nouveau Christianisme*, Saint-Simon, s'adressant au pontife suprême, lui disait, en ses pesantes formules : « Vos devanciers ont suffisamment perfectionné la théorie du christianisme, ils l'ont suffisamment propagée. C'est de l'application de la doctrine qu'il faut vous occuper. Le véritable christianisme doit rendre les hommes heureux non seulement dans le ciel, mais sur la terre. Votre tâche consiste à organiser l'espèce humaine d'après le principe fondamental de la morale divine. Il ne faut pas vous borner à prêcher aux fidèles que les pauvres sont les enfants chéris de Dieu, il faut que vous usiez franchement et énergiquement de tous les pouvoirs et de tous les moyens de l'Église militante pour améliorer promptement l'état moral et physique de la classe la plus nombreuse ¹. » Saint-Simon démontrait à l'Église que,

1. Voyez le *Nouveau Christianisme*, p. 138-149 (*Œuvres de Saint-Simon*, publiées par Olinde Rodrigues en 1832). Par un bizarre anachronisme, Saint-Simon imaginait de placer tout ce long discours dans la bouche de Luther, indiquant par là quel langage devait tenir à la papauté un véritable réformateur.

pour garder ou pour reconquérir son empire sur les peuples, il lui eût fallu s'emparer de la direction de la grande réforme sociale qui se préparait dans le monde ¹.

Pareille sommation ne pouvait être entendue de la Rome de 1825. Puis, l'auteur du *Nouveau Christianisme* mêlait à ses vues humanitaires des thèses philosophiques malsonnantes pour un pape. Le vicaire du Christ ne pouvait se faire le prosélyte de Saint-Simon, ou devenir le collègue du père Enfantin, le pape laïque de Ménilmontant. Mais, cinquante ans plus tard, lors de l'avènement du pape Léon XIII, en 1878, le même vœu, sous une forme plus respectueuse et plus acceptable, était adressé, de Paris, au nouveau pontife, par un survivant de l'église saint-simonienne. Cette fois, les temps étaient accomplis ; ce cri de la société nouvelle ne devait pas frapper l'oreille d'un sourd. En relisant l'appel du vieux saint-simonien, on croirait lire, treize ans d'avance, le sommaire, la matière de l'en-

1. La même idée se rencontre, beaucoup plus tard, dans un rare et volumineux ouvrage écrit, à Rome même, par une femme, la princesse Caroline Wittgenstein, sous ce titre bizarre : *des Causes intérieures de la faiblesse extérieure de l'Église* (voyez particulièrement tome XII, p. 297). On retrouve dans cet ouvrage anonyme, dont il ne subsiste que quelques exemplaires (un ou deux en France), toutes les grandes lignes de ce qu'on a depuis nommé « le socialisme catholique ».

cyclique *Rerum novarum*. Et pour que cette invocation à l'Église fût plus caractéristique, comme pour mieux montrer à ce siècle orgueilleux l'inanité puérile de ses préventions, il se trouva que le vieux saint-simonien qui suppliait le pape de résoudre « le redoutable problème du paupérisme et du travail » n'était ni catholique ni même chrétien; c'était un juif, tant aux esprits émancipés des préjugés de la foule l'intervention de l'Église apparaissait légitime et désirable.

« Comment, disait ce juif au pape, l'Église a-t-elle pu ne pas comprendre que la transformation profonde qui s'opérait dans le monde, loin d'être une œuvre impie, destructive du christianisme, était un fait providentiel, une application de l'idée chrétienne, dans ce qu'elle a de plus juste et de plus sublime ¹? » Et si la papauté ne l'avait pas senti plus tôt, l'ancien saint-simonien en rejetait la faute sur l'État, sur la Révolution, sur la guerre inepte faite par de faux libéraux et d'aveugles démocrates à l'Église et à l'idée religieuse. « Jamais, continuait le banquier israélite, œuvre plus digne d'elle, plus conforme à l'enseignement de son divin maître, ne s'est offerte à la sollicitude de l'Église. N'est-elle pas, par son principe même, la mère de tous les

1. Isaac Pereire, *la Question religieuse*; Paris, Motteroz, 1878, *passim*.

petits, la protectrice de tous les opprimés ? Elle n'a qu'à se rappeler son histoire et sa tradition. Après avoir détruit l'esclavage antique et le servage féodal, l'Église doit encore améliorer le sort de l'ouvrier moderne. Elle accomplira ainsi l'œuvre de rédemption universelle que son divin fondateur a définie par ces deux maximes : « Laissez venir à moi les petits ; — Aimez-vous les uns les autres. »

Tel était le programme que, à la veille de quitter ce monde, dont sa jeunesse avait rêvé la transfiguration, le saint-simonien vieilli osait tracer au nouveau pontife. Il sentait que, pour une pareille œuvre, il fallait autre chose que la propagande de philanthropes enrichis, ou l'agitation de sociétés humanitaires. Par sa bouche, la petite église saint-simonienne, revenue de l'orgueilleuse ambition de fonder un nouveau pouvoir spirituel, abdiquait devant ce pontificat romain, dont le siècle avait cru le rôle à jamais fini. Ce n'était pas seulement, comme le reconnaissait Isaac Pereire, que « le catholicisme est la seule église organisée assez fortement pour exercer une grande action sociale » ; c'est, affirmait-il, qu'elle seule était capable de ce noble apostolat ¹. Et, en suppliant le pape Léon XIII de faire

1. « Pour accomplir cette œuvre de paix et d'harmonie, à côté ou plutôt au-dessus des législateurs, des savants, des industriels, il faut des apôtres, des missionnaires prêts à se

prêcher la moderne croisade contre la misère, le vieux juif lui montrait la papauté « replacée au sommet de la pyramide humaine, reprenant son antique prestige et faisant triompher, contre l'individualisme protestant, le principe vraiment chrétien de la solidarité universelle. »

Ce que sentaient si vivement des étrangers au Christ, il était malaisé que des catholiques n'en eussent pas le sentiment. Aussi bien, sous l'immobilité apparente de la surface, il y avait, depuis longtemps, au fond de l'Église, un courant démocratique. Ici encore, l'initiative semble être partie de la France. « Le catholicisme social », tout comme le « catholicisme libéral », a eu ses premiers représentants chez nous; mais, dans notre France, il est longtemps resté à l'état d'aspiration vague. C'est à l'étranger, en Allemagne surtout, qu'il a pris corps, et c'est de l'étranger qu'il nous est revenu.

dévouer pour le salut de l'humanité, des prédicateurs du droit et de la justice, assez indépendants pour dire à tous la vérité, et où en trouver en dehors de l'Église? — Il faut que l'Église reprenne, dans des conditions nouvelles, le grand enseignement moral par lequel, il y a quinze siècles, elle a transformé le paganisme romain et civilisé les barbares. » (Isaac PEREIRE, *ibidem*.) — Je retrouve, quinze ans plus tôt, des idées analogues chez un autre ancien saint-simonien, également d'origine israélite, M. Gustave d'Eichthal : *les Évangiles*, Hachette, 1863: préface, p. xxxvi·xl.

La Mennais, l'homme du siècle, peut-être, dont l'action dans l'Église a été la plus profonde¹, n'avait pas attendu sa rupture avec Rome, pour s'éprendre de la question sociale. Le fougueux Breton entrevoyait le parti qu'en pourrait tirer l'Église pour le triomphe du nouvel ultramontanisme, rêvé par lui sous les ombrages de La Chesnaie. A ses yeux, déjà, la question sociale était, à la fois, le but et le moyen. Pour mettre la papauté à la tête du mouvement démocratique, il demandait au pape, suivant les conseils de Saint-Simon, de se faire, devant le monde, le porte-voix des revendications ouvrières. C'était là un des points du hardi et confus programme de *l'Avenir*, un des articles de foi du nouveau *credo* que l'auteur de *l'Essai sur l'indifférence* eût voulu greffer sur l'ancien.

Pour le vertigineux agitateur, la réforme sociale devait accompagner les libres institutions démocratiques que la papauté émancipatrice allait apporter au monde. Il annonçait hautement, dans *l'Avenir*, que, « à moins d'un changement total dans le système industriel, un soulèvement général des pauvres contre les riches deviendrait inévitable ». Il voyait déjà « la société bouleversée de fond en

1. Voyez les *Catholiques libéraux, l'Église et le libéralisme* (Plon et Nourrit).

comble périr dans d'effroyables convulsions¹ r. Pour lui, il n'était pas douteux que l'Église ne dût se tourner du côté des faibles et des petits, et se faire l'avocat des multitudes souffrantes. Et, lorsque la papauté, sommée de se déclarer, refusait de le suivre, le fougueux abbé dénonçait, dans son langage apocalyptique, le pape et les prêtres comme traîtres à l'Évangile et apostats de la loi de charité, pour s'être ligüés avec les tyrans et les despotes contre les faibles et les opprimés, les pauvres et les petits que Jésus était venu sauver. Cette idée, chez La Mennais, était déjà entrée si avant que, une fois le prêtre disparu, il ne resta, du nouveau père de l'Église, qu'un démocrate socialiste. On sentait, depuis longtemps, ce dernier couvrir sous l'apologiste; il fit éruption dans les *Paroles d'un croyant*.

Un tel parrain devait porter malheur à ses fileuls. L'intempérante éloquence de La Mennais était faite pour compromettre toutes les causes qu'elle plaidait. La trace de ses tendances sociales et démocratiques resta, cependant, toujours visible chez son grand disciple, Lacordaire. Et l'on en distingue, çà et là, des vestiges chez bien d'autres, dans les deux groupes rivaux entre lesquels se partagèrent,

1. *L'Avenir*, 30 juin 1831.

vers le milieu du siècle, les catholiques militants ¹. La révolution de 1848 réveilla, un moment, dans l'Église de nuageuses aspirations sociales. A Rome, le langage et les actes du futur pape du *Syllabus* semblaient autoriser toutes les espérances et toutes les alliances.

« Passons aux barbares et suivons Pie IX, » s'écriait Ozanam, à la veille du 24 février. *L'Univers* prêchait que la démocratie n'était qu'une application du christianisme. Veillot voyait dans la révolution de 1848, et « dans les principes sociaux qui allaient se formuler en institutions », l'avènement de la pensée chrétienne dans le gouvernement des sociétés ². Lacordaire fondait, avec Ozanam et l'abbé Maret, le journal *l'Ère nouvelle* qui semblait reprendre le programme de *l'Avenir*. Les plus conservateurs des catholiques se déclaraient, par la bouche de Montalembert, « prêts à descendre dans l'arène, avec tous leurs concitoyens, pour revendiquer toutes les libertés politiques et sociales ³. » Durant quel-

1. En dehors des deux fractions du parti catholique, on doit mentionner, sur les confins de l'orthodoxie, le néo-catholicisme à tendances socialistes, de Buchez, et le « règne social du christianisme », de Huet.

2. *Univers*, 27 février 1848, article de L. Veillot, cité par Daniel Stern dans son *Histoire de la Révolution de 1848*; cf. *M. Veillot et les Évêques de France*, par l'abbé Ansault, p. 72 et 74.

3. Manifeste publié par *l'Univers*, le 28 février 1848.

ques semaines, on put croire à l'alliance de la démocratie et de l'Église sur cette terre vague des réformes sociales¹.

Les journées de juin, en France, la république romaine au centre de la catholicité, vinrent bientôt décourager les catholiques les plus optimistes. Pour eux, comme pour le pape, les tendances socialistes se confondirent avec les passions révolutionnaires. Pie IX, revenu de ses illusions généreuses, leur gardait les rancunes d'un esprit déçu et d'un cœur blessé. Le Pie IX de 1848 était mort de ses mécomptes ; il ne les devait jamais pardonner à la démocratie. Politiques ou sociales, toutes les nouveautés redevinrent suspectes à Rome. La curie, systématiquement fermée aux voix de ce monde, inclinait à condamner toutes les aspirations du siècle, sous le nom maudit de Révolution. C'est ainsi que, après avoir paru, un moment, à la veille de s'achever, l'évolution sociale de la papauté se trouvait indéfiniment ajournée. Pour qu'elle pût être tentée de nouveau, il fallait un nouveau pape, une nouvelle Rome, une nouvelle Europe.

1. Voyez notamment M. H. Joly : *Le Socialisme chrétien*, Hachette 1892.

II

Comment au Vatican tout a été longtemps subordonné au maintien du pouvoir temporel des papes. — Comment cela eût suffi à rendre la démocratie suspecte au saint-siège. — Conséquences, à cet égard, de la chute de la monarchie pontificale. — Il devient plus aisé à la papauté de se tourner vers la démocratie. — Pourquoi l'Église s'effraierait-elle des aspirations sociales? — L'Église et la société bourgeoise; comment elle avait eu peu à s'en louer. — Pourquoi elle devait se tourner vers les foules démocratiques.

Durant tout le long pontificat de Pie IX, pour ne pas dire durant tout notre xix^e siècle, la conduite de la papauté et la politique de l'Église ont été dominées par un souci qui, de loin, peut sembler mesquin, celui du maintien de la royauté temporelle des papes ¹. Comment s'en scandaliser, quand il semblait

1. Nous en avons donné les motifs dans notre livre : *les Catholiques libéraux, l'Église et le Libéralisme de 1830 à nos jours*, chap. xii; Plon, 1885.

que l'indépendance spirituelle du saint-siège fût liée à sa souveraineté territoriale ? Tout, à Rome, était subordonné à la défense de la chétive monarchie pontificale. C'était la faute des temps plutôt que celle des hommes, si le Vatican mesurait toutes choses à cette courte mesure. La démocratie semblait une ennemie de la papauté, parce qu'elle était une menace pour sa royauté temporelle. La démocratie se personnifiait, pour l'ancien exilé de Gaëte, dans Mazzini et dans Garibaldi, dans les hommes qui s'étaient insurgés contre le trône sacré du souverain pontife, de même que le libéralisme lui apparaissait sous les traits des Cavour, des Ricasoli, des Minghetti, des politiques qui ne craignaient pas de porter une main sacrilège sur l'héritage de saint Pierre. Entre la démocratie et le saint-siège romain, la question romaine semblait creuser un fossé infranchissable. Or, ce fossé a été, en partie, comblé par la ruine même de l'antique monarchie pontificale. De toutes les conséquences de la chute du pouvoir temporel des papes, c'est peut-être la plus considérable et la moins prévue.

Il ne fallait rien moins que cette révolution dans sa capitale pour que le saint-siège pût, de nouveau, accueillir le rêve d'une alliance entre l'Église et la démocratie. La papauté, dépouillée par un roi, avec le concours des parlements et la connivence des chan-

celleries, devait être amenée à chercher les peuples par-dessous les trônes et les gouvernements. Le 20 septembre 1870 a coupé le lien séculaire qui semblait enchaîner les successeurs du pêcheur galiléen aux rois, aux princes, aux riches, aux grands de ce monde.

La brèche de la Porta Pia a ouvert au saint-siège des perspectives nouvelles. Les bornes du *non possumus* ont été déplacées. Si le siècle voulait garder une prise sur la tiare, il ne fallait pas la laisser alléger de sa couronne temporelle. La papauté évincée de ses domaines terrestres nous réserve plus d'une surprise. Elle ne saurait voir le monde et les affaires du monde des mêmes yeux que ses prédécesseurs, les papes rois, la dynastie pontificale reléguée, avec les dieux de marbre, au fond d'un palais malsain, n'ayant le choix qu'entre l'internement ou l'exil, condamnée à demeurer captive ou à se faire errante, et déjà redevenue mendiante. Que de fois le siècle n'avait-il pas répété que, en se laissant enrôler parmi les souverains terrestres, en attachant les clés mystiques à un sceptre et en faisant porter devant elle les deux épées nues, symbole des deux pouvoirs, la papauté avait perdu l'esprit de l'Évangile ! Le jugement était dur, et contre lui protestent bien des actes de l'Église romaine. N'importe, en cessant d'être puissance temporelle, la papauté est, en quelque

façon, redevenue toute spirituelle. La matière a moins de prise sur elle ; elle ne tient pour ainsi dire plus à la terre ; ayant cessé de compter parmi les princes de ce monde, il lui est plus aisé de se montrer évangélique. Par sa dépossession même, par sa captivité, par sa pauvreté, par sa faiblesse apparente, elle se trouve plus près du peuple, plus près des pauvres et des petits, qu'elle ne l'avait été depuis mille ans.

Nous le voyons déjà. L'horizon du Vatican a reculé ; il s'est élargi, tout en s'assombrissant, depuis 1870 et la mort de Pie IX. Pour Pie IX et pour Grégoire XVI, — comme pour M. Clémenceau et les pontifes du radicalisme, — la Révolution formait un bloc ; Rome en repoussait tout *in globo*. Entre les idées modernes que La Mennais avait, en vain, voulu lui faire bénir et qui paraissaient également réprouvées par le *Syllabus*, la curie romaine devait apprendre à faire des distinctions. Elle s'est mise à les trier, elle les a secouées dans le van de ses docteurs, elle les a passées au crible subtil de ses théologiens, et plus d'une a trouvé grâce devant elle. Rome a déclaré que la démocratie, la république, les réformes sociales n'avaient rien pour l'effrayer. Elle ne craint plus de sourire à la société moderne ; au lieu de lui barrer le chemin avec des anathèmes, elle offre de lui aplanir la route.

C'est aux petites gens, aux ouvriers, à ceux qui supportent le poids de la chaleur du jour, que semble s'adresser, de préférence, le pape détrôné ; et il leur parle de ce que ces pauvres gens, absorbés par les soucis de la vie ont le plus à cœur, de leur travail, de leur salaire, de leur pain quotidien. Le Vatican, qu'on s'était habitué à regarder comme la borne de l'immobilité, est, à son tour, dans le mouvement. La papauté, elle aussi, « va au peuple », la papauté « se fait peuple ».

C'est que les revendications ouvrières offrent au saint-siège un moyen de s'associer aux aspirations du siècle sans rompre avec les doctrines traditionnelles. N'allons pas croire que la tradition ait perdu toute autorité à Rome, que le pape octogénaire se soucie peu d'être d'accord avec ses deux cent cinquante prédécesseurs. Nullement ; la solidarité pontificale n'est pas en cause ; il serait malséant de crier à la contradiction. Pour la papauté, la question ouvrière a, précisément, cet avantage, qu'elle lui permet de donner la main au peuple, tout en tournant le dos à la Révolution. C'est là un point à retenir. La chaîne sacrée des enseignements pontificaux est demeurée intacte ; parce qu'elle a été pliée et comme coudée dans une direction nouvelle, il n'y a pas de rupture entre ses anneaux. Ne cherchons pas à mettre les encycliques du pape Léon XIII

en opposition avec le bullaire de ses prédécesseurs. Nous n'y réussirions point. A tout prendre, il n'y a pas ici de palinodie. L'importance croissante donnée aux questions sociales n'est pas un démenti à l'Église; ce serait plutôt un démenti à la Révolution, ou à ce que l'Église considérerait comme un succédané de la Révolution, au libéralisme.

Le peuple, longtemps nourri de la viande creuse des théories politiques et enivré de l'eau-de-vie capiteuse des principes abstraits, le peuple réclame des aliments plus substantiels. Cela seul, dit-on à Rome, n'est-il pas la justification de l'Église? et n'avait-elle pas raison quand elle accusait la révolution d'offrir aux peuples des pierres au lieu de pain et du poison sous forme de miel? N'est-ce pas là une défaite pour les arrogantes prétentions du libéralisme parlementaire et des doctrinaires bourgeois qui s'imaginaient suffire à tous les besoins des sociétés avec leur table des droits de l'homme? Pour apaiser la faim du monstre imprudemment déchaîné et follement investi de la souveraineté, il faut autre chose que des bulletins d'électeurs ou de vagues formules de liberté et d'égalité. — Et, demande l'Église, qu'ont d'autre à lui jeter en pâture le libéralisme bourgeois ou le radicalisme révolutionnaire? Leurs mains sont vides; qu'ils les ouvrent: rien dedans.

Ayons la loyauté de le reconnaître: nous avons

trop présumé de la liberté¹. Elle n'a pas tenu toutes les promesses que nous avons faites en son nom, et elle devient, maintenant, victime de l'excès des espérances mises sur elle. Pourquoi ne pas l'avouer ? Le seul fait que, cent ans à peine après la révolution qui devait renouveler la face du monde, les sociétés nouvelles appellent de nouvelles transformations et de nouvelles révolutions est un dur désaveu pour l'orgueil du siècle et pour l'ordre social nouveau. Je ne sais s'il est dans l'histoire spectacle plus attristant. — Mais qu'importe à l'Église ? Pourquoi s'affligerait-elle des déconvenues du siècle ? Que lui fait l'ébranlement de cet édifice à peine achevé d'hier, et qu'il nous semble déjà entendre craquer sur nos têtes ? elle n'en redoute pas la chute ; elle en triompherait plutôt. N'avait-il pas été construit sans elle et parfois contre elle ? La Révolution avait prétendu rebâtir la société sans la Croix et sans Dieu ; qu'a d'inattendu, ou de lamentable, pour l'Église, l'échec des présomptueux qui avaient obstinément refusé ses bénédictions ? Elle n'a jamais cru à la solidité de leur œuvre ; elle n'a cessé de leur

1. J'ai eu l'occasion de développer ailleurs cette idée dans une étude intitulée : *les Mécomptes du libéralisme* (*Revue des Deux Mondes* 1^{er} juin 1885), réimprimée, avec quelques considérations nouvelles, dans le volume ayant pour titre : *la Révolution et le Libéralisme* (Hachette, in-16, 1890).

en prédire le renversement. — Puis, en quoi l'Église avait-elle tant à se féliciter de l'ordre social, issu de 1789, qu'elle en dût redouter la précoce décadence ? Que notre orgueilleuse société moderne vienne à s'écrouler, ce ne sera pour la papauté qu'une nouvelle application de l'éternel *Nisi Dominus*. Voilà bien des années que, sans crainte d'être accusée de radoter, elle nous répète, chaque jour, que si nous voulons raffermir la société, il nous faut la replacer sur la pierre angulaire, sur Dieu et son Christ.

Quand les sociétés nouvelles menaceraient ruine, la papauté, dira-t-on, sait bien que les forces qui en minent les fondements ne travaillent pas pour l'Église. Ce n'est point pour rétablir la royauté du Christ et le trône de son vicaire que la démocratie ouvrière s'efforce de renverser le règne de la bourgeoisie et du « capitalisme ». Cela est vrai, et Rome a des raisons de ne pas l'ignorer ; mais Rome, malgré tout, se défie peut-être moins de la démocratie et du populaire que des classes moyennes et de la bourgeoisie. L'Église a, de tout temps, témoigné peu de confiance aux légistes et aux parlementaires, en qui s'est incarné l'esprit bourgeois. Elle a trouvé en eux ses adversaires les plus dangereux, sinon les plus ardents : elle craint moins la grossièreté, les coups de tête et les coups de main des masses ignorantes

que l'astuce perfide et les hypocrites respects des hommes de loi. N'est-ce pas ces derniers qui, sous le couvert d'un libéralisme souvent plus soucieux de domination que de liberté, l'ont frustrée de son autorité, dépouillée de ses biens, et, ce qui lui est plus sensible, l'ont bannie de toutes les sphères de la vie sociale? La démocratie, avec ses violences, ses appétits, ses emportements, le peuple, avec sa brutalité et sa férocité, c'est le barbare, le sauvage, si l'on veut; mais des sauvages et des barbares, l'Église en a tant rencontré dans sa longue existence. elle en a tant baptisé qu'elle se flatte d'avoir aussi raison de celui-là. La brute ne lui fait pas peur; elle croit avoir de quoi la mater. Libre au monde de taxer sa confiance de témérité; elle lui répond en répétant les promesses de son divin fondateur. L'Église a cette chose unique qui s'appelle la foi; elle l'a autant, elle l'a plus peut-être qu'à aucune époque des quatre ou cinq derniers siècles. Comme autrefois, dans l'arène du Colisée, sous les regards des Césars et des vestales, elle trouverait des hommes pour descendre, les mains jointes, au milieu des léopards. Apprivoiser les lions, rogner les griffes des tigres lui a toujours paru de sa mission; elle a, de sa jeunesse, gardé le goût du métier de dompteur.

Un rôle, au contraire, qui, à Rome et partout, commence à lui peser, c'est celui que notre égoïsme

s'imaginait fait pour elle, celui de chien de garde à la chaîne, — ou, comme disait Veillot, celui de gendarme en soutane, le seul que consentissent à lui laisser les maîtres de la société bourgeoise ¹. Une sorte de police spirituelle, complément et auxiliaire de l'autre, c'est bien, en effet, ce que Thiers, comme Napoléon, ce que le patron de la loi Falloux, de même que l'auteur du Concordat, eussent voulu faire du clergé ². Daignait-il reconnaître au christianisme un office social, c'est bien ainsi que ce siècle de peu de foi a généralement compris la fonction de l'Église : une succursale de la gendarmerie.

Besogne ingrate, en vérité, et méchant rôle pour les successeurs des Grégoire VII et des Innocent III, des Ambroise et des Augustin, des Becket et des Bossuet ! Y a-t-il quelque part, en Prusse ou en Russie, des clergés qui s'en peuvent contenter,

1. Lettre de L. Veillot à monseigneur Rendu, évêque d'Annecy, 2 mars 1849 : « M. Thiers voudrait aujourd'hui fortifier le parti des révolutionnaires contents et repus, dont il est le chef, d'un corps de gendarmes en soutane, à cause de l'insuffisance manifeste des autres. »

2. Rappelez-vous le langage du cardinal Maury à M. Pasquier, préfet de police de l'Empire : « Avec une bonne police et un bon clergé... » Voyez M. Taine : *La Reconstruction de la France en 1800, l'Église* (*Revue des Deux Mondes* du 1^{er} mai 1891).

ce n'est point celui du pontife romain; s'il a parfois semblé s'y résigner, ce ne pouvait être pour longtemps. Comme, naguère, les ministres des monarchies semblaient croire l'Église instituée pour faire la sentinelle autour des trônes ou former aux rois des sujets dociles, les bourgeois enrichis se figuraient qu'elle était faite pour veiller sur leur coffre-fort et sur leur garde-manger, pour permettre à leurs femmes ou à leurs filles de passer en sécurité les nuits à valser, et à leurs fils de souper en joyeuse compagnie dans les cabarets à la mode. Voilà à quoi se réduisait, pour la plupart des hommes du XIX^e siècle, l'utilité de la religion. Interrogez M. Prudhomme, c'est pour cela qu'il consentait à voter le budget des cultes. Ce n'est pourtant point pour cela que le Verbe s'est fait chair; que Pierre de Galilée et Paul de Tarse ont apporté l'Évangile aux nations; que les Urbain et les Sixte, les Hildebrand et les Alexandre ont lutté dix siècles contre les anciens et les nouveaux Césars. — Et pourquoi ne pas le dire? nous-mêmes qui prétendions la défendre contre l'inepte fanatisme de bornés libres-penseurs, nous nous faisons de l'Église et de la religion une assez piètre idée. Ce que l'humanité a connu de plus divinement sublime, la croix du Calvaire, nous le ravalions au terre-à-terre d'un utilitarisme grossier.

Jamais peut-être on n'avait plus ingénûment maté-

rialisé la religion. Alors que, par nos égards et par l'affectation de nos respects, pour ne pas dire de nos politesses, envers l'Église et ses ministres, nous nous vantions d'avoir rompu avec l'impiété à courte vue du XVIII^e siècle, nous demeurions, à notre insu, dans la tradition du voltairianisme, mais d'un voltairianisme dénié par les révolutions. A l'imitation du Béarnais, la reine d'hier, la parvenue du jour, la bourgeoisie avait dit : « Régner vaut bien une messe ! » Elle sentait le besoin d'avoir entre le peuple et elle, entre les convoitises d'en bas et les jouissances d'en haut, quelqu'un qui prêchât aux masses la patience et la résignation ; une voix qui, durant ses fêtes et ses plaisirs, criât aux misérables : Tenez-vous tranquilles, regardez jouir les autres ; vous aurez votre récompense ailleurs. » Nous croyions, bonnement, que c'était pour cela surtout que la religion méritait de vivre, — et nous nous en cachions si peu que le peuple a appris de nous à s'en méfier, si bien que, pour lui aussi, la religion a perdu presque toute son efficacité. Après avoir enlevé à l'Église ses biens et ses fondations, après l'avoir dépossédée de ses droits et privilèges, après avoir souvent fermé ses écoles, ses monastères, ses noviciats, et tout en prenant soin de la tenir à l'écart des affaires de ce monde, nous l'appelions volontiers à notre aide pour refréner les passions et brider les

appétits du populaire. Le calcul de notre part était sage ; c'était de bonne politique, et d'hommes avisés. L'erreur, la naïve erreur était de croire que l'Église dût toujours se prêter à ce jeu.

Si nous lisions encore la Bible, notre manière de procéder avec l'Église, vis-à-vis des masses ouvrières, nous rappellerait une des lointaines histoires du *Pentateuque*, celle du prophète Balaam que le roi de Moab va chercher pour maudire le camp d'Israël et arrêter par ses imprécations l'invasion des douze tribus. Nous, aussi, nous avons, en quelque sorte, été chercher la vieille Église pour exorciser les foules et arrêter, au seuil de nos demeures, l'irruption des hordes inquiétantes qui campent à nos portes. Nous nous promettions de l'entendre maudire les revendications téméraires qui menacent notre repos et l'héritage de nos enfants. Et comme Balaam, en présence des tabernacles d'Israël, la vieille Église, amenée devant les foules démocratiques, s'est mise à parler un langage qui nous a surpris et qui n'était pas celui que nous attendions d'elle. Elle, aussi, a refusé de maudire ; au lieu d'anathèmes, elle a répandu sur les tribus des travailleurs ses bénédictions. « J'ai reçu commission de bénir, » nous répond-elle, à son tour, comme Balaam à Balac, roi de Moab. Aux foules démocratiques, rangées devant elle en bataille pour la conquête du

monde, elle a dit que leurs souffrances étaient im-
méritées et que leur cause était juste. — Voulez-
vous sortir des arides régions du désert où vous
peinez, depuis des générations, suivez-moi, leur
a-t-elle dit, et je vous conduirai dans la terre de
Chanaan où vos enfants trouveront l'abondance. Tel
est, en substance, avec des précautions de langage,
le discours tenu par la papauté à la démocratie.
Encore une fois, ce n'est pas tout à fait celui que le
monde attendait d'elle. Quelques-uns en ont pris
scandale. Ils ont tort. Comme Balac, roi de Moab,
ils ont oublié qu'on ne fait pas la leçon aux pro-
phètes ; que lorsque l'Église ouvre la bouche, c'est
pour répéter les paroles que Dieu lui met sur les
lèvres. Or, le Dieu de l'Évangile est avec les petits,
et ses faveurs sont pour les pauvres. Ils sont les
bénis du Père céleste.

III

La tradition de l'Église et les petits de ce monde. — L'Évangile, la charité et la justice sociale. — En se tournant vers le peuple, l'Église revenait à son principe. — Évolution sociale et évolution politique de la papauté. — D'où est partie l'impulsion ?

Ce n'était pas, il est vrai, sur les classes ouvrières que semblaient, de préférence, tomber les bénédictions que, de la *loggia* de Saint-Pierre, le pape, les bras étendus, jetait solennellement *urbi et orbi*. Aujourd'hui, les ouvriers sont les pèlerins les mieux accueillis du père commun. Ils sont devenus les fils chéris de l'Église ; le pape fait pour eux ce qu'il n'accorde point aux princes ; il les reçoit dans son palais et tient à les avoir pour ses hôtes ; il descend vers eux dans la grande basilique et déploie, à leur intention, le fastueux cérémonial dont le pontificat en deuil semblait avoir oublié les pompes.

Pour être une nouveauté dans l'histoire du siècle,

ces démonstrations de tendresse paternelle n'en sont pas moins dans la tradition de l'Église. La papauté devait, un jour, se pencher vers le peuple ; elle y était prédestinée. Ce qui doit étonner, c'est qu'elle ne l'ait pas fait plus tôt, qu'elle ait attendu si longtemps pour entendre les revendications des masses ouvrières : le pourquoi, nous en avons dit quelques raisons, nous dirons les autres tout à l'heure. Par son principe, par l'esprit de ses enseignements, le siège romain est naturellement porté à prendre le parti des faibles et des misérables.

En principe, dans la théorie chrétienne, sinon toujours dans la pratique, la pauvreté n'a jamais cessé d'être, aux yeux de l'Église, un titre de faveur, un privilège, une dignité. N'est-ce pas aux pauvres que le Christ a été d'abord envoyé : *Evangelizare pauperibus misit me*. Bossuet¹, en plein xvii^e siècle, osait dire que « l'Église est proprement la ville des pauvres, que dans son premier plan elle n'a été bâtie que pour les pauvres, et qu'ils sont les véritables citoyens de cette bienheureuse cité que l'Écriture a nommée la cité de Dieu ». Les riches, ne craint pas d'ajouter l'évêque de Meaux, les riches étant de la suite du monde, n'y sont soufferts que par tolérance. A-t-elle quelquefois paru l'oublier devant les grands

1. Sermon sur l'éminente dignité des pauvres dans l'Église.

de la terre, l'Église devait, tôt ou tard, se rappeler pour qui elle avait été spécialement construite. Si, dans ses mains, la symbolique balance de la justice, toujours malaisée à tenir en équilibre, devait pencher d'un côté, ce ne pouvait être longtemps du côté des privilégiés de ce monde. L'Église a-t-elle quelque prédilection, c'est, comme toute mère, envers les plus petits, ou les plus débiles de ses enfants. Pour que nous ayons pu nous y tromper, il faut que, sur ce point, nos idées aient été singulièrement faussées, ou que nous ayons cru l'Église, dégénérée et mondanisée, à jamais incapable de revenir à sa mission première. Le « malheur à vous, riches, qui avez reçu votre récompense en ce monde ! » n'avait pourtant pas été rayé de l'Évangile, et le terrible mot d'Abraham¹ : *Fili recordare quia recepisti bona in vita tua*, est toujours demeuré sur les lèvres de l'Église, lors même qu'elles s'efforçaient de sourire aux heureux de la terre. Une fois placée, par notre siècle industriel, en face des revendications de la multitude courbée sur les métiers de nos manufactures ou rampant au fond des mines, la papauté devait répéter, sur la foule des ouvriers, le *misereor super turbam* du Sau-

1. Paroles d'Abraham au mauvais riche dans la parabole évangélique.

veur, devant les milliers d'hommes affamés dans le désert.

Le monde va, depuis quelques années, parlant, comme d'une nouveauté, de la religion de la souffrance humaine. Cette religion-là n'est pas nouvelle ; ce n'est ni Dostoïevski, ni Tolstoï, — ni leur maître, le *moujik*, près duquel tous deux se vantent de l'avoir apprise, — qui l'ont inventée. Cette religion, elle est aussi vieille que le Calvaire. C'est tout bonnement l'Évangile, le christianisme, et, en particulier, le catholicisme, celle de toutes les Églises chrétiennes qui a le plus aimé les misérables, parce qu'elle a le plus ressenti la folie de la croix, et que jamais elle ne s'est lassée de baiser les pieds saignants du Crucifié.

Pendant longtemps, elle a cru pouvoir soigner tous les maux des membres souffrants du Christ avec l'aumône et la charité, avec la main virginale de ses sœurs et de ses frères, — des frères de Saint-Jean-de-Dieu ou des filles de Saint-Vincent-de-Paul, également propres à panser les plaies du corps et les ulcères de l'âme. L'Église avait en ce genre, depuis un ou deux siècles surtout, un choix de spécialités unique au monde ; elle s'était ingéniée à ne laisser sans secours aucune des innombrables infirmités humaines. Nulle part cette charité multiforme n'avait été pratiquée avec plus d'amour et plus de

variété que dans la Rome papale, devenue, déjà, presque aussi ancienne pour nous que la Rome impériale. Les papes semblaient avoir mis leur orgueil à faire de leur capitale la ville de la charité et la cité des pauvres. Ils y avaient même trop bien réussi. Dans leur zèle de père et de prince, ils avaient péché par l'excès de leur bienfaisance, décourageant involontairement l'esprit d'initiative et de travail, à force de parer à toutes les suites de l'imprévoyance ou de la fainéantise. Rome, avec ses palais des pauvres, avec ses orphelinats, ses hospices, ses hôpitaux, ses refuges, ses asiles de toute sorte, Rome elle-même donnait la démonstration de l'impuissance de la charité, publique ou privée, à guérir tous les maux de l'humanité.

Le monde, aujourd'hui, dit que l'aumône ne suffit point, en quoi il a raison. Le monde se révolte contre le vieux mot de charité, *caritas*, en quoi il a tort, car il n'en comprend plus le sens. Riches et pauvres l'ignorent presque également. La foule des déshérités se réclame de la justice. Cela n'est pas fait pour effrayer l'Église. Ce n'est point là un vocable qu'elle n'entende point. La justice, elle en a faim et soif. Bienheureux, va-t-elle répétant, depuis le Sermon sur la montagne, ceux qui sont altérés de justice ! Il y a des siècles qu'elle la prêche aux grands, comme aux petits, sans l'isoler

de la charité, car, pour sa sagesse, plus profonde que celle de nos modernes réformateurs, justice et charité sont inséparables, toutes deux n'étant que les deux faces d'une même vertu. Justice, solidarité, fraternité, autant d'idées et de sentiments d'origine chrétienne¹. Ces idées, c'est le christianisme qui les a apportées à notre monde méditerranéen, et il les avait trouvées dans l'héritage de ses ancêtres de Judée. La justice, au sens social aussi, est un mot de son vocabulaire ; il a passé du psalmiste et des prophètes aux apôtres et à l'Église. C'est de là qu'il est venu à ceux qui l'emploient en dehors d'elle, et parfois contre elle ; ils le lui ont dérobé, et, en le lui enlevant, ils en ont souvent faussé le sens. Ce n'est pas une raison pour que l'Église ne le reprenne point. Au contraire, dès qu'il se pose dans le monde une question de justice, l'Église ne peut se taire. Il faut que la papauté parle, car elle seule a qualité pour cela. Le pape est, de droit divin, le gardien de la justice. La chaire romaine a été fondée pour l'enseigner aux hommes, et nous aurons beau chercher

1. Nous ne pouvons ici insister sur ce point, quelle qu'en soit l'importance. Nous l'avons du reste fait ailleurs, spécialement dans le « Banquet du Centenaire de la Révolution ». (*Revue des Deux Mondes*, du 15 juin 1889, étude reproduite dans le livre intitulé, *La Révolution et le Libéralisme*. Hachette, 1890. Voyez en particulier p. 43, 44)

entre toutes les puissances de ce monde, nulle n'a pareille autorité pour en faire entendre la voix aux peuples ou aux classes en lutte. Le jour où ceux qui paient l'ouvrage et ceux qui exécutent l'ouvrage se disputent sur les limites de la justice, se demandant où elle commence, où elle finit, il était impossible que la papauté n'intervint pas. S'enfermer dans le silence eût été abdiquer.

Et dès que Rome parlait, quel langage pouvait-elle faire entendre ? Faut-il nous demander ce qu'eussent dit les douze pêcheurs de Galilée devant les revendications de ces artisans, de ce menu peuple des villes, par lequel l'Évangile a conquis Rome et vaincu les Césars ? Et le restaurateur du christianisme évangélique au moyen âge, le doux François d'Assise, si peu tendre à la féodalité guerrière, croyons-nous qu'il eût hésiter à se prononcer ? ou que, dans cet âpre débat entre ceux qui ont la puissance de l'argent et ceux qui n'ont d'autres richesses que leurs bras, « le Christ de l'Ombrie » se fût toujours mis du côté de l'argent, avec les riches et les patrons ? S'il se fût gardé d'inciter les foules à la révolte, saint François, escorté de ses « mineurs », n'eût pas manqué de se faire, devant les princes de la finance ou les barons de l'industrie, le champion des droits du « pauvre peuple ». — Les défenseurs du pauvre peuple, les saints l'ont été,

de tout temps ; de Chrysostome à Vincent de Paul, tel a été leur rôle de prédilection. En se retournant vers la plèbe, l'Église, loin de s'écarter de sa tradition, y est rentrée. Elle revenait à son principe ; et, comme le dit Léon XIII, pour les institutions religieuses, de même que pour les États, revenir à son principe, c'est souvent se retremper dans sa jeunesse.

Faut-il le dire ? Entre l'Église et le monde, il y avait un malentendu séculaire. Cela datait de la Révolution, ou, plus exactement, cela datait de la fin du moyen âge, du xv^e, du xiv^e siècle, des temps de Rome ou d'Avignon, où la papauté était devenue riche et quasi mondaine ; où l'Église, secouée par le schisme et par l'hérésie, avait pris l'habitude de s'appuyer sur les monarques et sur les monarchies. Cela, depuis Luther et depuis Voltaire, semblait convenir à la débilité de ses vieux jours. C'est ainsi que nous nous étions accoutumés à voir dans l'Église du Christ l'auxiliaire naturelle des princes, des grands, des riches. Mais ce que notre myopie ou notre irréflexion prenait comme une condition normale de son existence n'était, dans l'histoire de l'Église, qu'une phase passagère. Le temps devait venir où, lasse d'alliances qui tendent parfois à se changer en servitudes, l'Église, se ressouvenant de sa jeunesse, chercherait à se dégager

de solidarités souvent plus gênantes que profitables.

Les temps sont venus, en effet, et plus vite qu'on ne l'eût supposé au Vatican. Ceux d'entre nous qui se plaisent à chercher dans la couleur du ciel et dans la direction des vents les signes des changements de saisons ne s'y sont pas trompés. Ils n'ont pas attendu que le pape parlât pour annoncer que, du fond de sa prison volontaire, la papauté, dépossédée par un roi, s'allait tourner vers la démocratie. Un homme dont les yeux aiment à percer par delà l'horizon, M. E.-M. de Vogüé, en faisait part aux lecteurs de la *Revue des Deux Mondes*¹. dès son retour de Rome, au printemps de 1887. A beaucoup de bons esprits les prévisions de l'audacieux écrivain paraissent quelque peu chimériques; il a suffi de quatre ans pour qu'elles fussent, en grande partie, justifiées. Ce qui semblait paradoxe sera bientôt lieu commun. La question sociale s'est officiellement imposée à la sollicitude de la curie romaine. Nous-même, s'il nous est permis de le rappeler, nous avions, quelques années plus tôt, indiqué, à la même place, les surprises que pouvait ménager à notre inattention l'attitude de l'Église vis-à-vis de la démocratie. Par-dessus les combinaisons de la savante diplomatie du pape

1. Voyez la *Revue des Deux Mondes* du 1^{er} mai 1887 et *Spectacles contemporains* (A. Collin, 1891), 1^{re} partie : Affaires de Rome

Léon XIII, nous entrevoyions, dans le lointain, la possibilité d'une double évolution de la papauté, et sur le terrain social et sur le terrain politique.

« Au risque de la scandaliser, écrivions-nous alors, on pourrait presque prédire à la papauté une évolution républicaine. De même que, au moyen âge, elle s'est faite souvent l'alliée des libres communes contre les empereurs du Nord ou les rois du Midi, elle pourrait, un jour, selon les conseils qu'elle a jadis repoussés de la bouche de La Mennais, « abandonner les rois pour les peuples », passer, avec les pauvres et les humbles du Christ, à la politique démocratique. Ce ne sont pas les textes évangéliques qui feraient défaut pour autoriser une telle conversion. Bien plus, ajoutions-nous, rien n'interdirait au saint-siège d'emprunter la tactique essayée déjà par les catholiques dans plusieurs États, de chercher, lui aussi, à tirer parti des revendications sociales, de faire valoir, à son profit, les intérêts des classes déshéritées, de prêcher au monde, avec la fraternité chrétienne, la rénovation économique de nos vieilles sociétés ¹. »

Ce que nous osions à peine annoncer, en 1883, la papauté l'accomplit, sous nos yeux, presque

1. Voyez dans la *Revue des Deux Mondes* du 1^{er} janvier 1884, l'étude intitulée : *le Vatican et le Quirinal*, p. 145.

simultanément, dans les deux directions indiquées par nous. Le pape sourit, en même temps, à la démocratie sociale et à la république. Il dit, ou il fait dire aux conservateurs français : Acceptez le régime populaire et la royauté du suffrage universel ; ne vous faites pas scrupule de jouer *la Marseillaise* ou de marquer vos maisons du R. F. ; au lieu de vous effrayer de la démocratie et de ses applications politiques, apprenez à les faire tourner au profit de l'Église¹. Il dit aux riches et aux classes dirigeantes : Écoutez les voix qui montent d'en bas, et efforcez-vous de satisfaire les vœux des multitudes qui crient vers vous, car la situation du peuple est dure et ses réclamations sont justes.

Ce langage, nouveau sur les lèvres pontificales, nous l'attendions moins, il est vrai, du pape Léon XIII que de ses successeurs ; mais les années courent vite de nos jours, et, à Rome aussi, dans la somnolente cité naguère immobile, le temps précipite sa marche. Rien, au début de son pontificat, ne faisait présager encore, en Léon XIII, le pape de la démocratie. Il n'avait pas renoncé au vieux jeu de la curie ; il paraissait plus préoccupé des gouvernements que des peuples. S'il rompait avec les erre-

1. Voyez notamment l'encyclique adressée aux évêques, au clergé et aux catholiques français, en février 1892.

ments des dernières années de Pie IX, c'était pour renouer des négociations avec les cours catholiques ou hétérodoxes. Il s'adressait de préférence aux chanceliers et aux empereurs-rois; il semblait chercher, jusque parmi les fils de Luther, l'épée d'un nouveau Charlemagne qui relevât le trône et l'ascendant de la papauté. L'ancien nonce de Bruxelles s'annonçait surtout comme un pape diplomate; mais c'était, en même temps, un pape politique et, n'ayant pas trouvé chez les empereurs ce qu'il avait espéré des monarchies, il s'est retourné vers les peuples.

Rien ne ressemble moins à un coup de tête que le coup de barre vers la démocratie donné par le vénérable pilote à la barque de saint Pierre. A l'inverse de son ardent prédécesseur, Léon XIII n'est pas l'homme des impulsions soudaines. Tout, chez lui, est pesé, calculé. Des sept vertus dont ses yeux rencontrent partout l'image sur les murs de son palais, la prudence est sa préférée. Il en a donné la preuve jusque dans son apparente témérité. Le mouvement qui entraîne l'Église vers la démocratie et les questions ouvrières n'est pas, en effet, parti de Rome. Le pape, en réalité, l'a plutôt ralenti ou modéré qu'il ne l'a accéléré. L'initiative n'est pas venue de Léon XIII. En lui faisant prendre position sur le terrain social, le saint-père n'a pas fait exécu-

ter à l'Église et aux milices ecclésiastiques, comme à une armée docile au commandement, un demi-tour soudain.

Tout au contraire, le saint-siège a suivi le clergé et les catholiques dans la voie où laïques, prêtres et moines s'étaient déjà engagés d'eux-mêmes. Presque partout, depuis quelques années, les influences religieuses tendaient à s'immiscer dans les questions sociales. Les hommes que leurs adversaires se plaisent à désigner du nom équivoque de cléricaux s'efforçaient de s'emparer de la direction du mouvement ouvrier pour ramener les foules au giron de l'Église. L'impulsion ici ne pouvait guère venir du Vatican. La cour de Saint-Damas, isolée à une extrémité de la vieille Rome, est peut-être un des endroits du monde où retentissent le moins les revendications ouvrières. Pour s'y faire entendre, il a fallu qu'elles y fussent apportées par des voix lointaines, dans toutes les langues du monde catholique.

IV

Que l'Église n'est pas un mécanisme mu par un moteur unique.
— Erreur de ce point de vue. — Comment l'initiative du mouvement social catholique n'est pas venue de Rome, mais d'outre-mont et d'outre-mer. — Comment ce mouvement rentrait néanmoins dans le plan de Léon XIII. — Raisons qui, après l'avoir fait hésiter, ont décidé le saint-siège. — La papauté en face des idées nouvelles et des questions nouvelles.

On se représente souvent l'Église romaine avec son chef omnipotent, comme une machine dont toutes les parties sont mues, du centre, par un moteur unique. Rien de plus erroné : en dépit de la concentration graduelle de tous ses pouvoirs dans une seule main, l'Église, aujourd'hui comme au moyen âge, demeure un corps vivant, composé de membres et d'organes vivants qui, d'une extrémité à l'autre de ce corps gigantesque, conservent cette grande chose, la spontanéité de la vie. Cette spontanéité,

la tension même de l'autorité n'a pu l'étouffer. L'Église la plus centralisée du monde est peut-être encore celle où l'initiative individuelle, — partout le grand ressort du progrès, — garde le champ plus large. On ne lui demande guère que de ne pas franchir les limites du dogme. L'individu, sous le nom de saint ou de bienheureux, a toujours dans l'Église joué les grands rôles, sans même avoir besoin pour cela de titres ni de dignités. Nulle part, peut-être, le plus humble des hommes ne peut exercer une action aussi lointaine et aussi profonde. Le XIX^e siècle en a fourni plus d'un exemple, et, phénomène presque nouveau dans l'histoire ecclésiastique, ceux qui donnent le branle à l'Église, ceux qui jettent l'idée ou lancent la parole répercutée par tous les échos du monde catholique, ce n'est pas seulement les clercs, les oints, les évêques, les moines, mais, bien aussi, les laïques, les simples fidèles, sans place ni fonction dans le sanctuaire. Cela est si vrai que, à certains moments, en telle contrée, les pasteurs ont eu l'air d'être conduits par les brebis.

Le siècle a ici réagi sur l'Église, et la cité terrestre sur la cité de Dieu. La presse et la tribune ont introduit dans la vie, sinon dans le gouvernement, de la société chrétienne un facteur nouveau. Les hommes habitués, par la politique, à se jeter

dans toutes les luttes qui passionnent les peuples ont pris, eux aussi, leur part des combats livrés autour de la religion. Et l'Église a été heureuse d'avoir ses journalistes et ses tribuns. C'est ainsi que jamais, à aucune époque, les laïques n'ont eu plus d'influence dans l'Église ; et, naturellement, avec les laïques, devaient pénétrer dans le sanctuaire les préoccupations du dehors. L'attention et les efforts de la hiérarchie ont dû se tourner vers des questions, en elles-mêmes, plus intéressantes pour la masse des fidèles que pour le corps des pasteurs. Cela seul eût introduit la question sociale dans l'Église.

Autre remarque et autre fait connexe. Dans la société religieuse comme dans la société civile, et dans l'Église, de même que dans l'État, les grandes initiatives partent rarement du gouvernement, de l'autorité suprême. Cela, pour l'Église, a été particulièrement vrai du xix^e siècle. Si nous laissons de côté le dogme, l'impulsion est venue plus fréquemment des membres que de la tête, de la circonférence que du centre ; elle est venue, généralement, d'au delà des monts ou d'au delà des mers, si bien que la papauté l'a plus souvent reçue de l'Église qu'elle ne la lui a donnée. Rome n'est pas le moteur dont tout part ; c'est le centre où tout aboutit et qui coordonne tous les mouvements. Rome,

toujours fidèle au vieux génie romain, ne fait souvent que codifier, que réduire en lois et en corps de doctrine ce qui a été pensé, rêvé, prêché, ce qui a été tenté ou élaboré par ses enfants des quatre parties du monde.

Ainsi a procédé le siège romain pour la question sociale. Le pape Léon XIII, cédant aux pieuses instances de ses fils, a rédigé en latin pour l'universalité de l'Eglise, afin de donner plus d'unité à l'action catholique, une solennelle consultation sur des problèmes remués, depuis des années, loin des académies romaines, par des évêques tels que Ketteler, Manning ou Gibbons, par des curés tels que Winterer, par des laïques, fils d'anciennes familles ou fils du peuple, tels que de Mun ou Decurtins¹.

Allemands, Belges, Suisses, Autrichiens, Américains, Français même, les catholiques, pour s'attaquer à la question sociale, n'avaient pas attendu le mot d'ordre de Rome. Ils avaient, dès longtemps, pris les devants. En Allemagne, le mouvement était déjà ancien, il était contemporain du pontificat de Pie IX. Le principal instigateur en a été un noble prélat, le baron von Ketteler, évêque de Mayence.

1. Nous ne pouvons ici faire l'histoire des différentes écoles sociales catholiques. Le lecteur en trouvera les éléments dans l'ouvrage de F. Nitti : *Il socialismo cattolico*, 1891.

Il y a partout beaucoup d'aristocrates de naissance parmi les fauteurs des revendications ouvrières ; on sent parfois, chez ces nobles patrons du « quatrième État », comme une pointe de rancune féodale contre le règne usurpateur du bourgeois. L'évêque baron de Ketteler a été plus qu'un précurseur. Il ne se contentait pas, comme La Mennais, d'un vague socialisme de rhéteur. Au rebours de ce que nous attendions naguère de l'Allemagne, l'idée sociale catholique sortait, avec Ketteler, des brouillards de la spéculation pour entrer dans l'étude pratique des questions ouvrières. L'action de Ketteler a été considérable, surtout dans les pays de langue allemande, de la Schlucht au Wienerwald. Catholiques, protestants, juifs, libres penseurs étaient du reste, en Allemagne, tous entraînés dans la même direction. C'était, entre les différents groupes politiques et religieux, comme une course où chacun cherchait à dépasser ses rivaux. La question sociale était inscrite en vedette sur les drapeaux de tous les partis. Il y avait le socialisme conservateur inauguré, dès avant 1848, par Rodbertus Jagetzow, — le socialisme chrétien ou évangélique de l'ex-pasteur de la cour, Stöcker, — le socialisme de la chaire des professeurs d'université, jaloux de donner à l'Allemagne une « économie nationale » différente de celle de la France ou de l'Angleterre, — le socialisme d'État de

M. de Bismarck et des bureaucrates, heureux d'entendre encore l'action de l'État prussien. Il fallait bien qu'il y eût, aussi, un socialisme catholique ou un catholicisme social.

C'était l'époque du *Kulturkampf* ; les catholiques, obligés de se défendre contre l'administration prussienne et toutes les forces du nouvel empire, n'avaient pas le choix ; pour faire front à la coalition des *junkers* piétistes et des pseudo-libéraux du « national-libéralisme », il leur fallait se retrancher au fond des couches populaires et, pour ainsi dire, dans le cœur même du peuple. Ce n'est qu'en faisant cause commune avec l'ouvrier de Westphalie et de Silésie, en prenant en main les mieux fondées de ses revendications, en multipliant les associations ouvrières et les *Bauernvereine*, que Windthorst et le « centre ultramontain » ont fini par battre le grand tacticien de Friedrichsruhe. C'est avec la pioche du mineur et le ringard du puddleur que le vieux guelfe a remporté la plus grande bataille qu'ait gagnée l'Église depuis Lépante, et conduit le très victorieux empereur Guillaume et son très orgueilleux chancelier jusqu'aux portes de Canossa.

Quel exemple pour les catholiques voisins ? Puisque l'Église militante semblait, plus que jamais, vouée aux combats et aux assauts, n'y avait-il pas là, pour ses défenseurs, une tactique nouvelle à op-

poser aux nouvelles machines de guerre de l'éternel ennemi ? Il ne suffisait plus à l'Église de recruter ses soldats dans les classes dirigeantes, parmi les gentilshommes épris des souvenirs du passé, ou les fils de la bourgeoisie satisfaits des jours présents ; il lui fallait chercher des recrues là où sont le nombre et la force, dans les classes inférieures, parmi les masses ouvrières mécontentes de l'ordre social actuel. Grand changement pour les habitudes et pour les goûts des *leaders* catholiques ! C'était une révolution analogue à celle qui a déjà, deux ou trois fois, transformé les conditions de la guerre, quelque chose comme la substitution des roturières armées de fantassins à l'ancienne chevalerie bardée de fer. « Pour le peuple et par le peuple ! » tel était le mot d'ordre jeté par les novateurs au camp catholique.

La nouvelle tactique trouvait d'ardents et nombreux partisans dans presque toute l'Europe continentale, germanique ou latine. L'Irlande avait, dès longtemps, donné l'exemple. Aux États-Unis, en Angleterre même, comment les évêques et le clergé eussent-ils hésité ? La clientèle catholique étant, en grande majorité, composée d'ouvriers et d'artisans, il leur fallait prendre leur point d'appui sur les masses, ou se résoudre à l'effacement et au dépérissement. Pareille résignation ne va guère au caractère anglo-saxon. Les Américains se sont lancés

dans la mêlée avec l'énergie de leur tempérament. L'éloquent archevêque de Saint-Paul, monseigneur Ireland, déclarait, à Baltimore, dans un discours célèbre, au congrès des catholiques américains, que la force de l'Église est dans le peuple, et que le Christ a fait de la question sociale la base même de son ministère¹. Quand le pape Léon XIII, — qui n'était pas encore le pape des ouvriers, — s'apprêtait à condamner les « chevaliers du travail », le cardinal Gibbons accourait au Vatican arrêter les foudres pontificales. On sait avec quelle vaillance l'octogénaire cardinal Manning s'était constitué l'avocat des *dockers* de la Tamise ; après cela, il ne craignait guère d'entendre les rues de Londres lui crier : *no popery*. Tout le poids du monde anglo-saxon et des espérances mises par Rome sur cette race, dont l'ubiquité est rivale de la sienne, était jeté dans la balance ; l'Europe et l'Amérique la faisaient pencher du même côté.

Rome a cédé ; c'est ainsi que, après avoir failli mettre en interdit les *knights of labour*, le pape Léon XIII est, à quatre-vingts ans, devenu le pape des prolétaires. Évêques, prêtres, moines, laïques,

1. *The strength of the Church to day in all countries, particularly in America, is the people.* — Et plus loin, *Christ made the social question the very basis of his ministry.* Tout le discours du grand évêque du Mississippi roulait sur ces deux maximes.

tout ce qu'il y avait de hardi et d'entreprenant dans l'Église la poussait dans le même sens, se félicitant d'avoir enfin donné à la vieille mère, si longtemps négligée, une prise sur ses filles ingrates, les nations modernes. « Allez au peuple ! répétaient au pape des voix d'Orient et des voix d'Occident, des voix du Septentrion et des voix du Midi, et, par le peuple, vous rétablirez l'ascendant du Christ et vous préparerez le triomphe de son Église. » Léon XIII après de longues réflexions, s'est rendu à ces conseils ; sa réponse a été l'encyclique *Novarum rerum*, la bien nommée ; car, si elle parle de choses en réalité aussi vieilles que le monde, du travail, de la souffrance, du pain gagné à la sueur du front, elle le fait avec des accents nouveaux dans l'Église, en des termes inconnus du latin ecclésiastique. Ce n'était plus pour réprouver les aspirations du siècle que le saint-père s'adressait aux peuples, c'était pour leur montrer qu'elles ne pouvaient être satisfaites que par la religion et par le Christ.

Et ce n'était pas là, de la part du pontife romain, pure habileté politique. Certes, l'ascendant qu'elle a trop souvent perdu sur les classes populaires, il est permis à l'Église de chercher par quels moyens elle peut le rétablir. Mais il y a autre chose ici. Pour emprunter le langage du maître de la politique réaliste, la question sociale n'est pas seulement une

carte dans le jeu du Vatican, un atout tenu en réserve, que, en joueur habile, le pape jette sur table, au moment venu, pour gagner une manche de l'interminable partie engagée entre l'Église et l'État moderne. Non ; — qu'il en soit ainsi, en certains pays, de différentes écoles sociales, plus ou moins chrétiennes, nous n'y contredirons point. Avec le régime électif, tout, pour les partis, devient tactique électorale ; et, le sort des élections dépendant des masses démocratiques, chacun s'ingénie à s'affubler en démocrate. C'est ainsi que, presque partout, les halles publiques, où se fait la criée des votes du peuple, retentissent de surenchères démoralisantes. Gauche ou droite, républicains ou monarchistes, — le socialisme est la fausse monnaie dont les joueurs de la politique paient les voix du peuple.

La papauté a trop de foi dans sa mission pour se résigner à de pareils marchés. Je ne sais rien, — de nos jours du moins, à lui comparer pour la sincérité. Que de fois n'a-t-elle pas montré qu'elle craignait peu de froisser les sentiments du siècle ! La politique et les considérations humaines ont-elles eu leur part dans la conduite de Léon XIII, c'est dans un sens plus élevé qu'on ne le croit d'ordinaire. Si lente que Rome ait été à s'y décider, cette évolution démocratique rentre dans le plan général qu'avait

longuement médité, à Pérouse, le grand pontife qui a succédé à Pie IX.

Quel est le but que paraît s'être donné le cardinal Pecci en acceptant l'anneau du pêcheur? un double but, semble-t-il; il visait deux choses simultanément, et l'une par l'autre. Il voulait réconcilier l'Église et la société moderne, et il voulait, par cette réconciliation, relever l'ascendant du saint-siège et restaurer son indépendance. La paix de l'Église et de la société moderne, entre lesquelles le *Syllabus* de Pie IX semblait creuser un fossé, tel était le premier article du programme pontifical, apporté de l'Ombrie. Relisez les deux lettres pastorales de « l'archevêque-évêque » de Pérouse sur l'Église et la civilisation ¹. S'il était permis de se servir ici de comparaison profane, nous dirions, à l'américaine, que ces lettres pastorales ont été la plate-forme de l'élection de Léon XIII. Elles contenaient, dans ses grandes lignes, tout un programme de gouvernement spirituel ². Les quatorze années du pontificat de Léon XIII n'en ont guère été qu'une application. Si le pape a parfois semblé hésitant, tâtonnant, vacil-

1. *Lettres pastorales* pour le carême de 1877 et pour celui de 1878.

2. On y trouve déjà la préoccupation du sort des ouvriers, et spécialement du sort des enfants et des femmes assujettis, trop tôt ou trop longtemps, au travail industriel.

lant, c'est sur les voies et les moyens, non sur le but. Pie IX avait laissé l'autorité du saint-siège fortifiée dans l'Église et affaiblie au dehors; il laissait la papauté, dépouillée de sa couronne temporelle et nimbée de l'auréole de l'infailibilité, en guerre avec presque tous les États et toutes les puissances de ce monde. Léon XIII a voulu réconcilier le saint-siège avec les puissances, en même temps qu'avec la société moderne; — et parmi ces puissances, il a rencontré la souveraine des temps nouveaux, la démocratie, et derrière la démocratie, la question sociale.

Léon XIII était, ainsi, par la logique de ses propres idées, silencieusement conduit là où le poussait bruyamment la pression du dehors. Comment donc un pape, si peu avare de ses enseignements, a-t-il attendu d'être octogénaire pour se prononcer sur la plus pressante des questions et nous donner l'encyclique *de Conditione opificum*? C'est que, si bien des considérations inclinaient l'Église vers la démocratie, d'autres la retenaient sur cette pente. L'évolution que d'aucuns veulent attribuer uniquement à la politique, la politique l'a retardée longtemps.

Des liens multiples et anciens liaient le siège romain à la politique conservatrice. Le long pontificat de Pie IX l'y avait attaché par des nœuds qu'aucuns doigts ne semblaient pouvoir dénouer. La guerre,

ouverte ou sournoise, menée en tant de pays contre l'Église, au nom de la démocratie, avait, plus que jamais, rejeté la papauté vers les idées d'autorité et les « principes conservateurs ». Alors que le saint-siège, traqué jusque dans les murs de la ville sainte, ne trouvait guère de dévouement que parmi les classes intéressées au maintien de l'ordre social actuel, il était malaisé à la papauté d'avoir l'air de désertier le camp de ses défenseurs pour se ranger du côté de ses ennemis. Le Vatican ne pouvait guère encourager les revendications ouvrières que le jour où, par calcul ou par entraînement, l'élite des classes conservatrices se déciderait elle-même à leur prêter l'oreille.

Or, ce jour est venu. La mode est aux questions sociales. L'homme du monde, le *clubman* n'en a plus peur, et les politiciens de toute origine leur font bon visage. Elles ont, pour elles, ce qu'il y a de plus généreux, et ce qu'il y a de plus intéressé dans le cœur des hommes, — avec ce qui subsiste de sérieux dans les cervelles frivoles. Les uns, en quête d'idéal, rêvent d'acheminer nos vieilles sociétés vers un vapoureux Eldorado ; les autres, en quête des moyens de parvenir, s'ingénient à capter les faveurs du nouveau souverain. Les espérances que les générations précédentes avaient placées sur la liberté politique, les générations nouvelles, désa-

busées de la politique, tendent à les reporter sur les réformes sociales. La foi dont ont besoin les peuples et la jeunesse a changé d'objet. Ce siècle, à son déclin, qui se croyait revenu de tout, se reprend, lui aussi, à croire. On l'a dit avant nous : il y a, dans la vieille et sceptique Europe, un état d'esprit socialiste ¹. Les cercles et les salons nous font assister à un spectacle qui n'est pas sans analogie avec celui de 1789. Il nous semble, par moments, revoir les bergeries idylliques de Berquin et de Gesner. Les idées vagues, les formules creuses d'un humanitarisme naïvement optimiste foisonnent autour de nous. Les gentilshommes libéraux de 1789 ont des descendants qui font complaisamment risette aux revendications du « quatrième état », comme jadis leurs ancêtres de la Révolution, à celles du tiers ; — puissent les fils être mieux récompensés que les pères !

Une autre considération retenait naguère encore la papauté. Le saint-siège, depuis trois ou quatre siècles, depuis la Révolution surtout, s'était habitué, nous l'avons dit, à faire cause commune avec les souverains et les princes. Le pape, le pontife-roi se regardait comme solidaire des rois ; l'autel s'adossait au trône. Rome mettait volontiers son espoir dans

1. M. le comte d'Haussonville, *Socialisme d'État et Socialisme chrétien*, 1890.

les monarchies. C'est là, faut-il le répéter, une confiance bien ébranlée aujourd'hui. Ici encore, se manifestent au Vatican des signes d'une évolution peut-être plus importante pour les destinées de l'Europe. On commence à se poser dans les antichambres pontificales des questions dont l'entourage de Pie IX se fût scandalisé, que Léon XIII lui-même, au début de son pontificat, eût peut-être regardées comme singulièrement déplacées. On se demande à demi-voix, au Vatican, si la révolution qui a renversé la vénérable royauté pontificale est arrivée, en Italie et en Europe, à son dernier terme.

Lui aussi, le frêle et vaillant vieillard, sur qui est tombée la succession de Pie IX, il s'était promis l'aide des monarchies et des gouvernements. A tous, à l'Allemagne, à l'Angleterre, à l'Autriche-Hongrie, à l'Espagne, à la Russie, à la France même, il ne se lassait point d'offrir l'alliance du saint-siège; sa plume infatigable leur prouvait doctement que les intérêts des princes et des États et les intérêts de l'Église étaient connexes. Il ne désespérait point de trouver, au delà des Alpes, un appui vis-à-vis de « l'usurpateur subalpin ». Peu de papes ont autant compté sur la politique et sur la diplomatie; elles lui ont valu, en Allemagne surtout, quelques succès mêlés à plus d'une déception. Le vengeur de l'Église, vainement attendu, ne s'est pas encore

levé, et rien n'annonce son approche. Aujourd'hui, l'on se demande, sous les loges vaticanes, si les cours et les monarchies ne seraient pas de précaires soutiens à qui oserait s'appuyer sur elles. On se demande si Rome ne va pas, une fois encore, être témoin des révolutions des États, et si le flot qui a emporté la royauté terrestre des papes doit longtemps s'arrêter au pied des trônes laïques, de droit héréditaire ou de droit populaire. On se dit que l'Église, qui a les promesses de la pérennité, ne doit pas s'enchaîner aux choses qui passent : ni aux institutions vieilles, ni aux dynasties vieillissantes ; qu'elle seule n'est point caduque, et que, autour d'elle, les formes politiques et sociales peuvent se modifier, sans que son antique jeunesse en soit atteinte ¹.

1. Depuis que ces lignes ont été écrites, cette idée a été exprimée solennellement, par le pape lui-même, dans sa récente encyclique aux évêques, au clergé et aux catholiques de France, datée du 12 février 1892. — « Seule l'Église de Jésus-Christ a pu conserver et conservera sûrement, jusqu'à la consommation des temps, sa forme de gouvernement... Mais, quant aux sociétés purement humaines, c'est un fait gravé cent fois dans l'histoire, que le temps, ce grand transformateur de tout ici-bas, opère dans leurs institutions politiques de profonds changements. Parfois il se borne à modifier quelque chose à la forme de gouvernement établie ; d'autres fois, il va jusqu'à substituer, aux formes primitives, d'autres formes totalement différentes, sans en excepter le mode de transmission du pouvoir souverain ».

Après avoir vu le vieux monde passer de la cité romaine à la commune du moyen âge, et de l'anarchie féodale aux grandes unités monarchiques, pourquoi la papauté s'effrayerait-elle d'assister à une nouvelle évolution des sociétés qui lui ont été données en héritage ? A-t-elle toujours eu tant à se louer des monarchies modernes, absolues ou constitutionnelles, que sa dignité ou sa liberté en doivent redouter l'ébranlement ? — Mais, s'il n'est pas du rôle de l'Église de faire obstacle aux transformations sociales ou politiques, il ne lui convient pas davantage de hâter l'écroulement des institutions édifiées par les siècles. Ce n'est pas à elle d'anticiper sur les solutions de l'avenir ; et, sans s'épouvanter des révolutions de demain et des ruines prochaines, elle n'a pas pour mission de les précipiter. A ses mains sacrées a toujours répugné la pioche des démolisseurs.

Certains voyants, lui montrant les signes entrevus à Sainte-Hélène par Napoléon, ont beau lui crier que, avant cent ans, l'Europe, comme l'Amérique, ne connaîtra plus que de libres républiques ; — certains Anglo-Saxons, lui représentant le déplacement graduel du centre de gravité de notre monde civilisé, ont beau lui conseiller de traverser les mers¹,

1. M. W. Stead, par exemple, *The Pope and the new era*, 1890.

— la papauté réside encore dans sa vieille Rome, en Europe ; et dans cette Europe arriérée, empereurs et rois font toujours quelque figure. Kaisers et tsars, monarques et chanceliers ne sont pas encore quantité négligeable. Si la papauté ne sent plus le besoin de lier son sort au leur, elle ne se sent pas le droit de les heurter sans y être contrainte. Tant que les ennemis des trônes ont été seuls à lever le drapeau de la réforme sociale, le Vatican devait hésiter à faire campagne, avec les novateurs, contre les vieilles dynasties, ses anciennes et incommodes alliées.

Mais quel scrupule peut avoir le saint-siège à remuer, à son tour, les questions ouvrières, quand il a vu des chanceliers les soulever bruyamment pour emporter un vote parlementaire, et des souverains s'efforcer de s'en emparer pour rehausser le lustre pâlissant de leurs couronnes ? Ce qu'a tenté un empereur novice, désireux de donner au principe monarchique une force nouvelle, en faisant du souverain l'arbitre des luttes de classes, pourquoi un pape n'en aurait-il pas l'audace ? S'il peut y avoir un empereur des ouvriers, pourquoi n'y aurait-il pas un pape des prolétaires ? Et si, de ces deux hommes que le moyen âge appelait les deux luminaires du monde, et le poète, les deux moitiés de Dieu ; si du vieux pape et du jeune César, il en est un qui mérite d'être taxé

de témérité, et qui, en prétendant raffermir la société, risque de la bouleverser, — assurément, ce n'est pas celui qui n'a que des âmes à conduire, qui n'est pas responsable de la paix de l'usine et de l'atelier, qui ne peut donner aux peuples que des conseils et non des lois, qui en prêchant la réforme des sociétés n'est pas chargé de l'exécuter ; celui surtout qui, alors même qu'il encourage les revendications populaires, garde toujours un frein contre le déchaînement des convoitises ; celui qui, dans ses doctrines, dans sa foi, dans les mœurs chrétiennes, peut présenter au monde une solution toute prête.

Car tel est l'avantage du pape et de l'Église sur tous les souverains et les ministres, sur les réformateurs d'en haut ou les révolutionnaires d'en bas. Seul, en s'adressant aux foules, en les conviant à prendre une place plus large au maigre banquet de cette vie terrestre, il a, de par l'Évangile, de quoi mater leurs appétits et discipliner leur grossièreté native. Seul, il sait ce qu'il promet et ne peut être accusé de chimère ou de charlatanisme, parce qu'il possède les clés du paradis rêvé, et que, si les peuples consentaient à le suivre, il saurait les conduire aux terres nouvelles où règnent la Paix et la Justice.

V

L'Église a désormais une doctrine sociale. — Jusqu'à quel point peut-on faire intervenir dans ces questions le *Roma locuta est*. — Distinction entre la partie morale et la partie économique des enseignements pontificaux. — Prudence et réserve du saint-siège sur le terrain purement économique. — Comment les catholiques entendent en pareille matière l'autorité et l'infailibilité pontificales. — Que la question dogmatique a ici peu d'importance pratique.

Rome a parlé : l'Église a désormais une doctrine sociale. Dans l'ardeur de leur foi, j'entends des catholiques nous assurer que la question est à jamais tranchée par le magistère du juge infailible. A leurs yeux, plus de problème social ; il n'y a qu'un enseignement à mettre en pratique. Pour les plus confiants, l'application ne saurait se faire attendre longtemps. Deux cents millions de catholiques, réunis en immense et docile équipe, vont opérer de concert, au

signal pontifical, et, d'un même coup d'épaule, pousser en mesure la société vers le but marqué.

Ce sont là de vastes espérances. A part leur hardiesse, je ne sais si c'est bien comprendre la portée de l'acte pontifical et le langage de Léon XIII. Est-il interdit de se demander si les questions économiques sont de celles qui peuvent être résolues par le *Roma locuta est*? C'est à quoi il vaut la peine de réfléchir quelques instants. A parler franc, nous ne soupçonnions point que les problèmes sociaux fissent partie du mystique dépôt de vérités dont le successeur de Pierre a la garde. Peut-être, étions-nous dans l'erreur ; mais l'erreur, naguère, était commune. Le large champ des questions économiques nous semblait une terre ouverte où, clercs ou laïques, les plus scrupuleux des catholiques se pouvaient mouvoir en liberté.

Il y a vingt-cinq ans, un vieil ami disait à mon frère qui commençait ses études économiques : « Jeune homme, vous faites de l'économie politique, c'est très bien ; mais il faut faire de l'économie politique chrétienne. » Le mot, à cette époque reculée, nous fit l'effet d'un non-sens. De l'économie politique chrétienne, — quoique certains écrivains, tels que Villeneuve-Bargemont ou Périn de Louvain, en eussent déjà posé les principes, — cela ne nous semblait guère moins bizarre que de la physique ou

de la chimie chrétienne. Les temps ont changé, et il en va autrement de nos jours. Mais, même après l'encyclique *De conditione opificum*, y a-t-il bien une économie politique catholique, avec un formulaire arrêté *ne varietur*, dont aucun croyant ne puisse s'écarter sans péril d'hérésie ?

Nous connaissons, en Europe et en Amérique, de nombreux catholiques qui prétendent faire de l'économie sociale chrétienne, c'est-à-dire, si nous comprenons bien, s'inspirer, dans les questions économiques, de l'esprit de l'Évangile. Hier, encore, ils étaient partagés, sur des points essentiels, en écoles diverses. L'an dernier, ces divergences s'étaient bruyamment manifestées au « congrès de Liège » convoqué pour les faire cesser. A Liège, en 1890, comme l'automne dernier, à Malines, on était entre économistes catholiques : l'unité de foi religieuse n'empêchait pas la diversité des tendances sociales. Les uns se déclaraient partisans de la liberté individuelle, les autres en faisaient bon marché. Ceux-là redoutaient l'intervention de l'État, ceux-ci la réclamaient. De ces deux sortes d'économistes chrétiens, les uns sont-ils devenus hétérodoxes, et va-t-il y avoir, pour les catholiques, une orthodoxie économique comme il y a une orthodoxie théologique ?

Si singulier que cela nous semble, c'est bien ainsi,

paraît-il, que l'entendent certains des patriarches, primats, archevêques, évêques auxquels Léon XIII s'est adressé dans son encyclique. Le souverain pontife s'est prononcé, nous affirme-t-on ; il a parlé *ex cathedra* ; les catholiques n'ont qu'à s'incliner. Autrement, écrivait naguère à son clergé le primat d'Afrique, « un schisme, une hérésie seraient bientôt à craindre ¹ ». Faire ici des distinctions entre les enseignements du vicaire de Jésus-Christ, prétendre que « dans l'ordre des faits qui intéressent pratiquement la religion et l'Église », ses conseils ou ses préceptes n'ont pas un droit absolu à la soumission des catholiques, « c'est là, maintient l'archevêque d'Alger, une erreur grave condamnée par le concile du Vatican, avec les autres erreurs de l'ancien gallicisme ² ». — « Rien ne peut être plus funeste que les conséquences d'une telle distinction, dans les temps troublés où nous vivons. » Et le cardinal conclut par cet avertissement : Sur les points décidés par Léon XIII, la libre discussion était permise jusqu'ici ; elle ne l'est plus après l'encyclique.

Il ne nous appartient pas de discuter ici l'opinion de l'ardent cardinal ; il nous suffit de la signaler. Les

1. Lettre pastorale du cardinal Lavigerie, archevêque d'Alger (août 1891.)

2. Voyez ci-dessous p. 70, note 1, les textes sur lesquels cette opinion paraît s'appuyer.

conséquences en mèneraient loin. Elles n'iraient à rien moins qu'à faire de l'économie politique, comme autrefois de la philosophie, la servante, « l'ancelle », de la théologie. Nous doutons que cela soit de l'intérêt de l'Église. Ses adversaires ont coutume de dire que, chez elle, il ne reste plus de place pour la science, parce qu'il ne reste plus de place pour la liberté. N'y a-t-il pas inconvénient à rétrécir, sans cesse, jusque dans les sciences profanes, le domaine abandonné aux libres discussions des hommes ? Si l'autorité pontificale devait, à chaque génération, rendre ainsi plus étroit le terrain où se meut la science humaine, le savant catholique ressemblerait bientôt à un homme attardé sur une plage de l'Océan, en face de la marée montante, et obligé de reculer, pas à pas, pour n'être point gagné par le flot.

Les artistes du moyen âge représentent le pape Grégoire le Grand avec une colombe lui parlant à l'oreille. La symbolique colombe va-t-elle souffler aux successeurs de Grégoire le Grand les vérités économiques avec les vérités théologiques ? et les héritiers d'Adam Smith et de J.-B. Say devront-ils se borner au commentaire des paroles pontificales ? Dans ce cas, il faudrait ajouter au catéchisme un chapitre sur les vérités et les erreurs économiques. Cela, paraît-il, est déjà fait ; certains ecclésiastiques ont, du moins,

réduit les leçons de Léon XIII en formules à apprendre par cœur ¹.

Il nous semble, quant à nous, que, au point de vue théologique même, il y aurait, dans les encycliques de Léon XIII, une distinction à faire entre la partie morale et la partie économique des enseignements du souverain pontife. Pour la morale, aucun doute : d'après la tradition et les conciles, elle rentre, assurément, dans les attributions de l'Église et du saint-siège. Qu'il s'agisse de morale sociale, ou de morale privée, les préceptes du siège apostolique ont, pour le croyant, la même valeur ; ils ont force de loi, ils sont sans appel.

En est-il de même des doctrines économiques ? Cela, je l'avoue, me paraîtrait une nouveauté : ce serait étendre la sphère de l'infailibilité pontificale à des matières que, d'habitude, les théologiens n'y faisaient pas rentrer. Rassurons-nous, du reste, l'encyclique *Rerum novarum* est bien moins une leçon d'économie politique qu'une instruction morale. Le saint-père s'y tient, de préférence, sur le terrain où l'incrédule même aurait mauvaise grâce à nier sa compétence. Dans ces irritantes questions sociales, obscurcies par l'é-

1. Un prélat français, monseigneur Lecot, archevêque de Bordeaux, a ainsi tiré de l'encyclique *Rerum novarum* un catéchisme qui, m'assure-t-on, ne contient pas moins de cent trente-six questions.

goïsme d'en haut et par l'égoïsme d'en bas, le père commun s'attache surtout aux principes de morale, au point de droit. Son encyclique est, avant tout, un code de morale sociale. Le pape, du haut de la chaire de vérité, énonce les principes de justice que, dans les rapports sociaux, les chrétiens doivent toujours avoir dans leur cœur ; — et, en même temps que ces principes, il indique, sans prétendre l'imposer, la méthode qui lui paraît la plus apte à en assurer l'application. S'il vient à toucher les questions proprement économiques, questions d'ordre pratique surtout, avec quel tact, avec quelle mesure il le fait ! et cela, en s'appuyant sur la raison et les vérités d'ordre naturel, plutôt que sur les vérités révélées. Lui, le docteur par excellence, il semble alors éviter de dogmatiser ; il se défend, au besoin, de nous apporter des solutions toutes faites ; il nous renvoie aux leçons de l'expérience et à l'étude des faits.

Ce n'est pas ainsi, nous paraît-il, que se libellent les dogmes. Sur les points les plus contestés, on chercherait vainement les formules nettes, catégoriques, décisives, habituelles au siège romain, quand il tranche des questions dogmatiques. Je ne retrouve pas ici, comme dans les suprêmes arrêts rendus sur les querelles théologiques, l'intention formelle de mettre fin à toute controverse, en pro-

clamant la vérité des uns et l'erreur des autres. L'encyclique sur la condition des ouvriers est quelque chose de plus et de mieux qu'un programme économique ; c'est un baiser du Christ à ses pauvres, et l'embrassement du peuple par l'Église. C'est un acte, — l'acte d'un père qui se jette entre ses enfants, mis aux prises par la jalousie, pour les rappeler à leurs devoirs mutuels d'amour et de condescendance. Le pape a vu la société moderne coupée en deux armées ennemies, et il est descendu au milieu des combattants rangés en bataille, et entre les deux camps, il a planté la Croix.

Après cela, peu importe la valeur dogmatique de cet enseignement social. La question en elle-même n'a aucune importance pratique. La réponse qu'y peuvent faire les docteurs n'a d'intérêt qu'autant qu'elle montre comment on entend, dans l'Église, les décrets du concile du Vatican : quel orbite reconnaît la théologie à l'infailibilité du souverain pontife. Or, nous le voyons ici : pour la plupart des catholiques, pour le clergé notamment, l'infailibilité fait au pape comme une auréole éblouissante dont l'éclat rayonne en tout sens, au delà même de la sphère dogmatique.

Laissons aux théologiens le soin de décider jusqu'à quel point les enseignements de l'encyclique *Rerum novarum*, et des encycliques en général, sont

obligatoires pour tous les fils de l'Église. La thèse soutenue, à cet égard, par certains prélats ou certaines feuilles religieuses, ne fait que confirmer nos prévisions sur les conséquences de la définition de l'infailibilité pontificale¹. Les catholiques ne se demandent plus si le pape est infailible ; ils se demandent si, en telle matière, le pape a parlé comme docteur infailible. Le différend entre « ultramontains et gallicans », déjà, en 1870, plus théorique que pratique, a seulement été déplacé et reporté plus loin. Si l'esprit d'amour et d'union n'avait banni de l'Église l'esprit de dispute, il y aurait toujours, pour ce dernier, matière à chicanes ; la dent des ergoteurs aurait encore de quoi mordre aux encycliques ou aux bulles pontificales.

En proclamant le souverain pontife infailible, le concile du Vatican n'a pas rigoureusement précisé les conditions dans lesquelles s'exerce cette infailibilité². Le pape est infailible en matière de doctrine sur la foi et sur les mœurs ; mais où finit la morale et où commence la politique ou l'économique ? Les fidèles doivent obéissance au pape pour tout ce qui concerne le gouvernement de

1. Voyez *les Catholiques libéraux, l'Église et le Libéralisme de 1830 à nos jours*, ch. XIII ; Plon, 1885.

2. *Constitutio dogmatica prima : De ecclesia Christi*, cap. III ; *De vi et ratione prim. rom. pontificis*.

l'Église ¹, mais où finit le gouvernement de l'Église et où commencent les questions d'ordre purement civil? Le pape est infaillible quand il parle *ex cathedra*, comme pasteur et docteur suprême de l'Église; mais quels sont les signes certains de l'*ex cathedra*? Les théologiens ne semblent pas tous l'entendre de la même manière; à en croire plusieurs, et non des moindres, l'*ex cathedra* n'est hors de doute, et l'infailibilité doctrinale ne s'impose à la foi des fidèles que lorsque les enseignements pontificaux sont corroborés par un anathème contre les rebelles qui ont l'audace de les repousser ².

1. « Nous enseignons, dit le décret du concile du Vatican, que les pasteurs et les fidèles, chacun et tous, quels que soient leur rite et leur rang, lui sont assujettis par le devoir de la subordination hiérarchique et d'une vraie obéissance, non seulement dans les choses qui concernent la foi et les mœurs, mais aussi dans celles qui appartiennent à la discipline et au gouvernement de l'Église répandue dans l'univers. » — « Dans ces deux ordres de choses, a dit lui-même le pape Léon XIII (Encyclique *Sapientiae christianae*), il appartient, de droit divin, à l'Église, et, dans l'Église, au Pontife romain, de déterminer ce qu'il faut croire et ce qu'il faut faire. »

2. Cette délicate question a été élucidée, avec autant de clarté que de science, par M. Ém. Ollivier, d'après les principaux théologiens romains (voyez *l'Église et l'État au concile du Vatican*, t. I^{er}, p. 186, 199; t. II, p. 359, 371. Cf. du même auteur : *Commentaire de l'encyclique de Léon XIII sur la constitution chrétienne des États (Immortale Dei)*; les mêmes réflexions peuvent s'appliquer à l'encyclique *Rerum novarum*.

Parmi les catholiques également agenouillés devant les clefs pontificales, persistent encore, tacitement, les deux tendances qui les divisaient avant 1870. Les uns, de tout temps jaloux de faire intervenir le *Roma locuta est*, sont portés à étendre, en tout sens, sur les sciences humaines, l'ombre ou la lumière de l'infailibilité pontificale. Les autres, désireux de ne point voir rétrécir le champ des « opinions libres », restent enclins à ne pas agrandir la sphère de l'autorité doctrinale. Et de même que, avec le *Syllabus* et l'encyclique *Quanta cura*, on avait voulu fermer la bouche aux catholiques suspects de libéralisme politique, certains docteurs de la chaire ou du journal voudraient, aujourd'hui, avec l'encyclique *De conditione opificum*, clore les lèvres des catholiques suspects de libéralisme économique. A entendre tel apôtre du catholicisme social, tout catholique est tenu d'être « interventionniste », sous peine de cesser d'être orthodoxe¹. En revanche, tel adversaire de l'intervention de l'État conclut déjà, de la même encyclique, que les apologistes de l'ingérence de

(Voyez également monseigneur Bougaud, *le Christianisme et les temps présents*, t. iv, 1^{re} partie, chap. v, 3 ; et Fessler, *de la Vraie et de la fausse infailibilité*.)

1. Voyez, entre autres, le P. de Pascal, *l'Église et la question sociale*.

l'État doivent, sous la même peine, renoncer à leur système.

Le document pontifical est ainsi tiré en sens opposé et comme écartelé par les écoles rivales. Comment s'en étonner, dès lors qu'on prétend trancher de telles questions par voie d'autorité ? Il reste, en effet, aux plus soumis des fils de l'Église, un droit dont ni pape ni concile ne les a privés, le droit de commenter les actes pontificaux. C'est le seul dont la plupart osent user, mais prêtres ou laïques, les plus scrupuleux en usent à l'occasion. Au lieu de disputer sur la valeur dogmatique des encycliques pontificales, on en discute le sens. Les théologiens les plus larges, ceux qui étendent le moins le domaine de l'infaillibilité, professent, en effet, que, alors même que le pape ne parle point *ex cathedra*, en pontife infaillible, il y a témérité, orgueil, partant péché, à ne pas se courber devant les enseignements du chef de l'Église. L'obéissance est devenue la première vertu du catholique ; mais, le plus souvent, par la faculté d'interprétation, la liberté d'opinion trouve moyen de se concilier avec l'obéissance.

A cet égard, il en sera des encycliques de Léon XIII comme du *Syllabus* et des encycliques de Pie IX. Elles, aussi, échapperont malaisément à la diversité des interprétations, quoique, aujourd'hui, dans l'Église, on semble se faire un devoir

de jeter, sur toutes les divergences, le voile du silence. Si bien disciplinés que soient les catholiques, il restera, parmi eux, dans les questions sociales, comme dans les questions politiques, deux tendances : ni ici, ni là, l'unité absolue n'est de ce monde. Est-il quelqu'un pour s'en plaindre, ce ne sera point nous. Qu'il s'agisse de M. de Mun ou de monseigneur Ireland, des disciples de Le Play ou des imitateurs de Ketteler, il nous déplairait de voir mettre des cadenas à des bouches éloquentes, fût-ce celles de nos contradicteurs.

VI

Nouvelle et formelle condamnation du socialisme par le saint-siège. — Importance de cette condamnation. — Ce que le saint-siège entend sous le nom de socialisme. — Comment, en le réprouvant, la papauté reste dans la tradition de l'Église. — Du prétendu socialisme évangélique. — Comment le triomphe du socialisme serait la ruine du « plan providentiel » et de l'économie sociale chrétienne. — De quelle façon le saint-père réfute le socialisme, et comment il expose les souffrances des classes ouvrières.

Si, en matière sociale, les enseignements du souverain pontife ont quelque autorité, il est désormais interdit à un catholique de se dire socialiste.

On s'en est aperçu, cet automne, au « congrès » de Malines. Un avocat de Bruxelles, M. Dumonceau, avait engagé les catholiques à ne pas se montrer hostiles au socialisme, « à ne point avoir peur d'un mot ». Ce langage a soulevé les protestations de l'assemblée et provoqué de véhémentes répliques de

la part de M. le chanoine Winterer, comme de monseigneur d'Hulst. Le débat a été résumé aux applaudissements du « congrès » par M. Hellepute, professeur à l'université catholique de Louvain. « Un socialisme chrétien, a-t-il dit, serait celui qui admettrait les principes que tous les socialistes rejettent. Il faudrait alors changer le sens du mot. Mais il est trop tard : Karl Marx, Bebel, Liebknecht l'ont fixé. On peut regretter que ce nom leur soit échu en partage, comme je regrette, pour ma part, que le nom de libéralisme soit échu aux libéraux ; mais ce sont là des regrets stériles. — Le mot de démocratie, au contraire, ajoutait le professeur de l'université catholique, n'est pas encore confisqué, et comme il exprime une idée très conforme à l'Évangile, nous le prenons, de peur qu'on nous le prenne ; — et nous saurons le justifier. » L'explication est à retenir, car, sur ce point, il est difficile aux catholiques de ne pas raisonner partout comme l'orateur de Malines.

Aucun doute, en effet ; le socialisme a été formellement et nominativement réprouvé par le pape Léon XIII. En cela, du reste, Léon XIII n'a fait que renouveler les condamnations portées par ses prédécesseurs, par le pape Pie IX notamment. Le socialisme était une des « pestes » anathématisées par le *Syllabus*. Pour Léon XIII, comme pour Pie IX,

socialisme est demeuré synonyme de communisme ou de collectivisme. Le siège apostolique ne s'est pas prêté à l'équivoque de tant de bonnes gens qui, voyant dans ce mot une amorce pour la pêche des suffrages ou un miroir à alouettes pour la chasse aux électeurs, se déclarent bravement socialistes, sauf à ajouter une épithète émolliente ou un adverbe adoucissant, comme « sagement socialistes, prudemment socialistes ». Pareille ambiguïté eût été peu digne de la chaire romaine. Le vicaire du Christ ne peut parler aux peuples comme un candidat, du balcon d'un hôtel de ville, ou de l'estrade des réunions publiques. Pour lui, le socialisme est demeuré ce qu'il était pour ses prédécesseurs, une erreur antisociale condamnée par l'Église.

En ce temps de confusion, où le scepticisme des ambitieux jongle impudemment avec les mots et les formules, cela seul est une leçon de moralité que la papauté nous donne à tous, d'autant que, en réprouvant ce mot de socialiste, elle s'enlève, sciemment, une prise sur les masses qu'elle prétend reconquérir. Il est bon que les mots gardent le sens que leur avait donné l'usage, — non seulement afin qu'en parlant l'on se puisse entendre, mais aussi, parce qu'il est mauvais que les défenseurs et les adversaires de la famille et de la propriété se donnent le même nom et se rangent, même en apparence, sous la

même bannière. On ne désarme point les passions révolutionnaires et les doctrines subversives en leur empruntant leur vocabulaire, et, tout au contraire, en prenant le mot, on risque d'être obligé de subir la chose.

Quand il identifie le socialisme et le collectivisme, le pape, dira-t-on peut-être, fait lui-même une confusion, car, à ce vague nom de socialisme, en train de perdre toute signification précise, il donne un sens plus étroit, plus défini, que ne le font beaucoup de ceux qui, en France ou ailleurs, s'intitulent socialistes ¹. Alors même que l'objection aurait quelque fondement, — quand il serait vrai que, en sacrifiant les droits individuels à l'intérêt présumé de la collectivité, tout socialisme n'aboutit pas forcément au collectivisme ², — les catholiques les plus pressés de faire intervenir Rome dans les débats économiques ou politiques seraient les derniers à pouvoir se plaindre de cette soi-disant confusion. Est-ce la seule de ce genre qu'un œil attentif puisse découvrir dans les encycliques pontificales ? Si le

1. Sur l'origine et le sens du mot socialisme à travers les diverses écoles, voyez M. Eugène d'Eichthal : *Socialisme, Communisme et Collectivisme* (Guillaumin, 1892).

2. Voyez l'ouvrage de mon frère Paul Leroy-Beaulieu : *le Collectivisme, examen critique du nouveau socialisme* (2^e édit., Guillaumin, 1892).

suprême pasteur semble à quelques-uns n'avoir pas donné du mot socialisme une définition exacte ; s'il leur paraît en avoir étendu ou aggravé la signification en l'entendant partout dans le sens le plus outré, ne pourrions-nous pas rappeler qu'il en a été de même, *a fortiori*, du libéralisme condamné par les encycliques de Grégoire XIII, de Pie IX, de Léon XIII lui-même ? Les libéraux, ou tels d'entre eux, n'auraient-ils pas le droit de dire qu'ils n'entendent pas toujours le libéralisme de la même manière que le *Syllabus* et l'encyclique *Quanta cura* ? que, lorsqu'ils défendent la liberté de la presse ou la liberté des cultes, ils ne prétendent point, comme on le suppose à Rome, que l'erreur et la vérité, le mal et le bien aient théoriquement les mêmes droits. Cela n'empêche point que le libéralisme n'ait été condamné, aux applaudissements de la majorité des catholiques militants ; cela n'empêche pas que, aujourd'hui encore, dans la plupart des séminaires, le libéralisme est taxé d'erreur et d'hérésie, et que, à l'heure même où l'Église n'a de chance de liberté que dans les libertés communes, certaines feuilles religieuses font toujours défense à ses fils de se dire libéraux.

Heureusement pour eux, et heureusement pour l'Église, la distinction, quelque peu scolastique, de la *thèse* et de l'*hypothèse* est venue donner aux

catholiques, amis des libertés publiques, le moyen de mettre d'accord leurs convictions libérales et leur foi religieuse. Un des services que Léon XIII a rendus à l'Église, c'est assurément d'avoir, par l'encyclique *Immortale Dei*¹, donné à ce compromis la sanction pontificale.

Pareil compromis se fera-t-il jamais pour le socialisme, et tout en le repoussant, en théorie, les catholiques pourront-ils, en fait, se déclarer socialistes, ou agir comme tels? Oseront-ils, là aussi, user de distinction entre le mot et la chose, entre la thèse et l'hypothèse ? Il m'étonnerait peu que d'aucuns le tentassent un jour ; que, laissant à d'autres le nom repoussé par l'Église, certains, s'abusant eux-mêmes, fissent du socialisme, en le démarquant. De cela, le saint-siège ne saurait être responsable, car, en réprouvant le socialisme, la papauté a réprouvé le nom et la chose.

— Si le pape condamne le socialisme, c'est que l'Église a oublié l'Évangile. — Qui parle ainsi ? Est-ce uniquement le prolétaire et les tenants de la révolution sociale ? Non. J'ai entendu mainte fois des réflexions analogues, jusque dans le camp adverse. Combien, parmi les gens du monde, sont persuadés

1. L'encyclique sur *la Constitution chrétienne des Etats* (voyez particulièrement le commentaire de M. Ém. Ollivier).

que l'Évangile est imprégné de socialisme ! Pour un peu, l'on ferait de Proudhon, l'athée, ou de Marx, le juif, d'inconscients disciples de Jésus. Il y a là une équivoque. Ce qu'on appelle le socialisme de l'Évangile, loin de ressembler au socialisme que nous connaissons, en est l'opposé. Il est né du renoncement et non de la cupidité ; il a pour principe le dédain et non le désir des richesses. Le prétendu socialisme évangélique, c'est celui des couvents, dont le premier article est le vœu de pauvreté. Voilà le seul socialisme qui se puisse réaliser et qui puisse durer ; mais ce n'est pas celui dont se berce notre siècle.

Avec le vœu de pauvreté, le communisme cesse d'être une utopie. Il devient aisé de faire vivre en paix de petites sociétés où tout est mis en commun, quand chaque membre se dépouille joyeusement de tout ce qu'il possède. La cité monastique, fondée sur ce communisme évangélique, est aux antipodes de la chimérique cité égalitaire, rêvée par le socialisme moderne. L'une a été bâtie par l'esprit de sacrifice et a eu pour ouvrières la charité et la libre obéissance ; l'autre ne peut être édifiée que par la convoitise et l'envie, et elle ne saurait avoir d'autre architecte que la crainte.

Bien plus, loin d'être la réalisation de l'idéal chrétien, le socialisme serait le renversement de toute

l'économie sociale chrétienne. Car le christianisme a, dès longtemps, son économie sociale, enseignée par les Pères et transmise traditionnellement dans l'Église, de siècle en siècle. Nous la trouvons résumée dans le hautain sermon de Bossuet sur « l'éminente dignité des pauvres dans l'Église ». Le principe en est simple : riches et pauvres font également partie du plan providentiel. Dieu, pour leur sanctification mutuelle, a besoin des uns et des autres. Les riches sont les intendants des pauvres, voilà la doctrine. Le superflu des uns doit, par le canal de la charité, servir au nécessaire des autres : telle est, à proprement parler, l'économie sociale catholique, celle qui appartient en propre au christianisme ; jamais l'Église ne l'a répudiée. On en retrouve la marque jusque dans l'encyclique de Léon XIII. Les inégalités sociales sont une loi de la Providence, et, si j'ose m'exprimer ainsi, une loi de la grâce, en même temps qu'une loi de la nature. Par là seul, le socialisme serait en contradiction avec le christianisme. Il ruine le plan divin ; et cela, de deux façons : en prétendant, partout, substituer l'obligation légale à la libre charité, la contrainte à l'amour. L'égalité qu'il rêve n'est qu'une lourde parodie de l'égalité évangélique, et sa solidarité, une grossière et diabolique contrefaçon de la fraternité chrétienne. On y reconnaît sans peine la main de Satan qui se plaît à

imiter, en les défigurant, les œuvres du Seigneur.

Pour l'Église, le problème de la distribution des richesses est, avant tout, un problème moral. La solution est dans la charité, et bien que la charité soit un devoir strict, un devoir de justice auquel le riche n'a pas le droit de se soustraire, la charité, pour être méritoire et demeurer une vertu, doit rester volontaire. Par là, qu'on le remarque bien, l'Église, dans la question sociale, aboutit à la liberté. Elle ne saurait, sous peine de renier son principe, se rallier au socialisme autoritaire qui prétend remplacer l'initiative privée par l'action de l'État, et la charité vivante par le mécanisme administratif. En ce sens, pourrions-nous dire, l'Église est forcément libérale; elle sera toujours avec les adversaires de l'absorption de l'individu par la collectivité.

Cela est si vrai, — il n'est pas inutile de le constater, — que s'il est sorti de l'Évangile des sectes socialistes, communistes, c'est toujours en dehors de l'Église, — que dis-je, en dehors des grandes églises chrétiennes. Prenez l'antiquité, prenez le moyen âge; regardez l'Occident, regardez l'Orient, il n'y a de socialistes que parmi les hérétiques. Des gnostiques et des manichéens aux anabaptistes, il s'est trouvé, à presque toutes les époques, de religieux prédicateurs du socialisme, mais jamais dans le giron de l'Église. Aujourd'hui même, il en surgit encore, ça

et là, dans la confusion des sectes anglo-saxonnes ; et, à l'autre extrémité du monde chrétien, j'ai rencontré de ces apôtres du communisme chez les moujiks de la Grande-Russie¹. L'Église n'a jamais été plus favorable à ceux qui ont voulu abolir la propriété qu'à ceux qui ont voulu abolir le mariage. Loin d'être une pousse naturelle du christianisme, le socialisme n'a pu être greffé sur l'arbre de la croix.

Pour ne pas condamner le socialisme, Léon XIII eût dû rompre avec toute la tradition catholique. Non content de le réprouver, le pape s'est fait un devoir de le réfuter. Dans l'encyclique où il présentait au monde les revendications des ouvriers, il a voulu prendre la défense de la société menacée par les meneurs des classes ouvrières. Il s'est appliqué à consolider l'édifice que, aux yeux des plus timorés, sa main tremblante semblait devoir ébranler. C'est pour qu'on ne pût se méprendre sur ses intentions qu'il nous a donné cette longue réfutation du socialisme. Il l'a fait d'une manière toute rationnelle, joignant aux arguments des anciens scolastiques ceux des modernes économistes. Léon XIII, il faut se le rappeler, n'est pas absolument novice en ces ques-

1. Voyez *l'Empire des Tsars et les Russes*, t. III ; la *Religion* (Hachette, 1889), liv. III, ch. vi et ix.

tions. « L'archevêque-évêque » de Pérouse s'en était inquiété avant le successeur de Pie IX. On en trouve la trace dans ses lettres pastorales de 1877-1878. Il avait étudié les auteurs, il ne dédaignait pas de citer Bastiat à côté de saint Thomas. Léon XIII n'a jamais été de ces dévots qui font fi de la science. Aussi ne sommes-nous pas étonné de retrouver, dans l'ample et ferme latin pontifical, les démonstrations classiques des économistes et des philosophes.

Le souverain pontife est ici l'interprète de la loi naturelle, en même temps que de la loi révélée. La propriété n'a jamais eu de champion plus vigoureux. C'est sur la pierre inébranlable du droit naturel qu'il prétend l'asseoir. A ses yeux, la propriété n'est pas simplement une création de la loi pour l'utilité commune ; de même que la famille, elle émane de la nature, elle repose sur un droit antérieur aux lois et aux conventions sociales. Par suite, le socialisme n'est pas seulement une utopie, il est une injustice, une violation du droit. Pour le pape, comme pour la plupart de nos économistes, la propriété est le complément naturel de la personnalité humaine ; elle a pour base le travail et l'épargne. Sa légitimité est fondée sur le droit de l'individu et sur le droit de la famille ; elle est confirmée par l'intérêt général. Et cela, selon le pape, est vrai de l'appropriation du sol, aussi bien que de l'appropriation des

capitaux, de façon qu'il combat le socialisme, sous sa double forme, le socialisme agraire de H. George ou de Tchernychevsky, non moins que le socialisme ouvrier de Marx et de Lassalle. Loin d'admettre l'abolition de la propriété privée, immobilière ou mobilière, le pape voudrait résoudre la question sociale par la diffusion de la propriété; il souhaite, à plusieurs reprises, que la loi et les mœurs en facilitent l'accès au grand nombre, et que l'impôt et les charges publiques n'y mettent pas obstacle.

Pour Léon XIII, comme pour nos économistes, la substitution de la propriété collective à la propriété personnelle appauvrirait les sociétés. Pour lui, comme pour nos juristes, le droit de propriété a pour corollaire le droit de transmettre la propriété, l'un et l'autre étant de droit naturel. Et cette propriété, et cet héritage, « l'autorité publique viole la justice, quand, sous le nom d'impôts, elle les grève de charges exagérées », car ils appartiennent aux particuliers et non au public. A l'État, comme aux foules, aux rapines masquées du fisc, comme aux convoitises brutales des masses, le souverain pontife oppose les règles éternelles de la justice, contre laquelle ne sauraient prévaloir ni décrets souverains ni lois populaires. Cela n'est pas permis ! *Non licet* ! leur crie-t-il. Les spoliateurs d'en haut, ou d'en bas, ont beau se couvrir de l'intérêt public, le pape leur barre la

route avec le vieux commandement du Décalogue :
« Tu ne prendras pas le bien d'autrui. »

A toute cette démonstration, la science laïque n'a qu'un mot à dire : *Amen*. Économistes, philosophes, juristes, doivent se féliciter d'entendre, dans les deux hémisphères, les déductions de la science répétées par la chaire chrétienne, comme des oracles d'en haut. Le savant le plus engoué de ce qu'on appelle un peu prétentieusement « l'orthodoxie économique » n'aurait qu'à s'incliner devant le langage de Léon XIII. Le premier de nos journaux spéciaux le déclarait, il y a quelques mois : si le saint-père n'était au-dessus de toutes les distinctions mondaines, l'Académie des sciences morales et politiques pourrait, à l'unanimité, l'élire comme un de ses membres¹.

Est-ce à dire que le pape, le suprême pasteur des âmes, parle toujours en savant et en économiste ? Nullement ; car tout autre est son point de vue, comme tout autre est son rôle. Un pape, faut-il le répéter ? n'est pas un professeur d'économie politique, et l'on ne saurait attendre de la chaire vaticane la même rigueur de termes que d'une chaire du Collège de France. Un pape parle, avant tout, en interprète de la morale éternelle, chargé de rappeler à ceux qui les transgressent, les lois de l'équité

1. *L'Économiste français*, 3 octobre 1891.

morale, supérieure à l'équité des lois positives. Il parle en apôtre qui veut refréner la passion des richesses et émouvoir les privilégiés de la fortune en faveur de ceux qui souffrent. Comment s'étonner de rencontrer, sous sa plume ou sur ses lèvres, une critique sévère de l'âpreté de la spéculation et de cet amour du lucre qui semble avoir gagné toutes les classes ? Le pape cherche à toucher les âmes autant qu'à éclairer les intelligences. Il secoue, pour l'éveiller, la torpeur des satisfaits insensibles aux maux de leurs frères. Il découvre, il étale, devant nous, les plaies de la société. C'est le procédé habituel de la chaire chrétienne. Ainsi ont, de tout temps, parlé les pères de l'Église et les sermonnaires.

Nous ne saurions exiger d'un pasteur de l'humanité souffrante la minutieuse et froide précision du savant qui analyse patiemment les phénomènes sociaux, avec les balances de la statistique ou le microscope de la monographie. Les accusations véhémentes contre les abus de notre régime industriel, le contraste fortement marqué de l'opulence des uns et de la misère des autres, tout ce qui, dans les discours ou les encycliques de Léon XIII, semble à quelques-uns encourager les déclamations révolutionnaires est dans le langage traditionnel de l'Église. Ce sont là les lieux communs de l'éloquence ecclé-

siastique. Chrysostome et Bourdaloue en ont dit bien d'autres aux mondains de Byzance ou aux courtisans de Versailles.

Le pape nous représente les « prolétaires dévorés par l'usure vorace », en proie à une misère imméritée ; il nous montre les richesses « affluant dans les mains du petit nombre, tandis que la multitude gémit dans l'indigence ». Ce ne sont pas là des nouveautés dans la chaire chrétienne ; nous y reconnaissons des traits habituels aux auteurs sacrés de toutes les époques. Est-ce plus vrai de la nôtre que des précédentes ? — Non, assurément. Jamais la propriété, sous toutes ses formes, titres de rente ou morceaux de terre, n'a été répartie en autant de mains ; jamais le bien-être matériel n'a été accessible à un aussi grand nombre. Ce sont là des faits d'une évidence trop manifeste pour qu'il soit nécessaire de les confirmer par des chiffres. De même, quand le saint-père nous montre la « multitude des prolétaires soumise à un joug presque servile », nous ne saurions prendre ces expressions à la lettre, au moins pour notre France ou pour l'Angleterre, pour les pays où la vie industrielle est le plus développée.

Loin d'avoir vu leur condition empirer avec les progrès de l'industrie, l'ouvrier et le paysan sont les deux classes de la société qui ont le plus gagné au développement de la richesse. Des trois facteurs de

la production, des trois copartageants habituels dans la répartition des produits, le travail est celui dont la part tend à croître le plus rapidement. Tandis que l'intérêt du capital et même les profits de l'entrepreneur vont diminuant avec le progrès de la richesse, le salaire de l'ouvrier, la rémunération du travail va sans cesse en augmentant. L'accumulation des capitaux tend à réduire le rendement du capital. C'est là un fait qui crève les yeux de qui ne veut pas les fermer. L'indolent égoïsme du rentier ne se lamente pas à tort : il devient, de jour en jour, plus difficile de vivre de ses revenus. Aux riches mêmes, la baisse du taux de l'intérêt rendra bientôt l'oisiveté malaisée. Ce n'est rien moins qu'une révolution économique qui va s'accomplissant sous nos yeux, — une révolution au détriment du capital, à l'avantage des bras du prolétaire ¹.

S'ils regardaient, derrière eux, le chemin parcouru depuis un siècle, les travailleurs, loin de jeter l'anathème à la société contemporaine, la béniraient. Mais ce qui les irrite contre elle, c'est bien moins leurs souffrances d'aujourd'hui que leurs progrès d'hier. Ne soyons pas dupes des apparences : si notre société est plus agitée, plus travaillée de convulsions

1: Voyez l'ouvrage de mon frère, Paul Leroy-Beaulieu, sur *la Répartition des richesses et la tendance à une moindre inégalité des conditions sociales* (Paris, Guillaumin).

intérieures, ce n'est point que la situation des classes populaires soit pire qu'aux époques précédentes, c'est plutôt qu'elle est sensiblement meilleure ; c'est que les améliorations obtenues récemment rendent les masses ouvrières plus rebelles aux maux du jour et plus ambitieuses de conquêtes nouvelles. Je dirai de l'ouvrier et du « quatrième état » ce que Tocqueville a dit du tiers état et de la bourgeoisie à la veille de la Révolution : c'est de ses progrès mêmes que proviennent ses impatiences et ses exigences. La misère, en se faisant plus rare, choque davantage. L'ouvrier, redevenu un homme et un citoyen, supporte avec colère des maux qu'autrefois il endurait sans révolte. Le fardeau, depuis qu'il est moins lourd, lui semble plus pesant ; c'est quand il n'en est plus écrasé, qu'il cherche à le secouer. Ses besoins ou ses appétits ont crû avec son bien-être, avec son instruction, avec ses libertés. Non content d'être quelque chose, lui aussi, à son tour, il veut être tout.

Le pape Léon XIII en a le sentiment : « l'opinion plus grande qu'ont d'eux-mêmes les ouvriers, » l'instinct de leur force et de la puissance du nombre, le relèvement intellectuel et matériel des masses, joints, comme dit le saint-père, à la corruption des mœurs et à l'altération des rapports entre les ouvriers et les patrons, voilà, bien plus que la misère,

les fauteurs du socialisme contemporain. Les causes en sont plus morales que matérielles, et c'est pourquoi l'intervention du pape et de l'Église n'a rien que de légitime. Le peuple, l'ouvrier en possession de la liberté politique et du droit du suffrage, tend à s'en faire une arme pour monter à l'assaut de l'aisance et de la richesse. Contrairement aux flatteuses prévisions de notre optimisme, l'égalité civile et l'émancipation politique des masses menacent d'aboutir à la guerre sociale. Serait-ce là le terme fatal de l'évolution démocratique ? Avec la démocratie, les questions politiques doivent reculer au second plan et laisser le peuple face à face avec la grande, l'unique question pour les foules : celle de la vie, du ménage, du pot-au-feu.

VII

Comment remédier aux maux de la société? — La médication religieuse et la solution chrétienne. — Comment le plus sûr moyen de guérir les plaies sociales serait de restaurer dans le peuple l'idée chrétienne. — Que, sur ce point, la thèse du souverain pontife est malaisée à contester. — Comment la question sociale est avant tout une question morale. — Impossibilité d'une solution en dehors d'un principe moral. — De la vertu sociale du Christianisme. — Comment elle est souvent mal comprise. — Que les riches et les hautes classes ne l'entendent guère mieux que les classes ouvrières. — Pénis d'une société privée de base morale.

Devant ce péril, que faire? *Chto délat?* comme se demandent anxieusement, là-bas aussi, de Tchernychevsky à Tolstoï, nos amis les Russes. A ces maux des modernes sociétés, où donc est le remède, et quel sera le médecin? *Remedium unde petendum?* interroge le pape. Celui que proposent les novateurs, le socialisme, est pire que le mal; « à la place de

l'égalité rêvée, il apporterait l'égalité dans la misère et le dénûment. » — Le remède, répond le pape, l'Église le possède ; le médecin, le seul qui vous puisse guérir, c'est le Christ ; il sait l'huile qui adoucit les plaies, le baume qui cicatrise les blessures. Allez à lui et vous serez guéris. Le Christ seul est capable de vous rendre la paix et de faire régner parmi vous la justice, car seul il en connaît les lois. Ces questions sociales qui vous tourmentent, riches et pauvres, effrayant les uns, irritant les autres, vous ne sauriez leur trouver de solution en dehors de Dieu et de la religion. Sans Dieu, tous les efforts des hommes seront vains, *inania conata hominum*.

Le pape a raison. Si suranné, si démodé que semble le remède qu'il nous propose, c'est encore le plus sérieux qu'on nous puisse offrir. Veut-on un spécifique, je n'en sais pas d'autre ; tous ceux qu'on nous vante d'ailleurs sont plus dangereux qu'efficaces. Dieu seul pourrait nous rendre la paix sociale ; à son Christ seul appartient de nous dire le *Pax vobiscum*. Tout l'art, toute la science des hommes y échouèrent. Il n'y faut rien moins que l'intervention divine, — et c'est pour cela que l'état de nos sociétés est si grave. Un philosophe a dit que Dieu avait fait son temps et que l'heure était venue de le reconduire à la porte de nos cités, car le monde moderne n'avait plus de services à recevoir de lui.

L'insensé ! jamais la société n'a eu plus besoin de Dieu et de l'Évangile. L'humaine solidarité dont rêve cette société industrielle, l'Évangile seul la lui peut apporter ; il lui peut seul enseigner la vraie fraternité qui, au ciel, a nom Charité. L'Évangile a pour cela d'autres ressources que la vaporeuse religion de la souffrance humaine, ou le culte vide de l'Humanité, — une assez vilaine déesse, après tout. — Il y a dans le christianisme une mystérieuse vertu sociale. La religion, un pape a le droit de s'en glorifier, a ce qui fait défaut à la loi ou à la science ; seule, elle a, pour entrer dans les âmes, pour y planter la justice et l'amour, « des instruments qui pénètrent jusqu'au fond du cœur ».

La vertu sociale du christianisme, est-il besoin d'encyclique pour la démontrer ? Irons-nous contredire le pape quand il nous affirme que c'est de toute manière, par ses enseignements, par l'éducation chrétienne, par la prédication, par l'exemple, par ses œuvres, que l'Église contribue à l'apaisement des conflits dans la société ? Qu'avons-nous à objecter quand Léon XIII nous rappelle que le christianisme a ennobli la pauvreté et réhabilité le travail ? Le travail manuel que le monde antique ne concevait que sous la forme d'un esclave, le christianisme l'a mis sur ses autels sous la forme d'un Dieu. Car, dit le pape aux ouvriers, le Dieu-Homme que nous

adorons a été lui-même ouvrier ; c'était un des vôtres, il a voulu passer pour le fils d'un artisan ; il a vécu, la plus grande partie de sa vie, du travail manuel, *opere fabril*.

Ainsi envisagé, le christianisme, en effet, est une sorte d'apothéose du travail et du travailleur¹. Je ne sais plus le nom de ce moine du moyen âge qui baisait avec respect la main calleuse du paysan. Aux yeux de l'Église, les privilégiés n'ont jamais été les riches, les grands de ce monde, mais bien les petits et les pauvres ; n'est-ce pas à eux que vont, de préférence, les béatitudes du Sermon de la montagne ? Pour entrer dans le royaume des cieux, il faut que les riches eux-mêmes se fassent pauvres en esprit, *pauperes spiritu*. Être pauvre en esprit ! combien, — parmi les riches, ou parmi les pauvres, — savent l'être aujourd'hui ?

Une erreur commune autour de nous, c'est de s'imaginer que le christianisme ne contribue à la paix des sociétés qu'en apprenant aux masses la patience et la résignation. S'il en était ainsi, vraiment, si la religion n'était, pour le peuple, qu'un agent de compression ou de subordination, les défiances du peuple pour la religion seraient justifiées. Mais

1. La dévotion moderne a rendu cela encore plus sensible par le culte spécial rendu aujourd'hui à saint Joseph, le traditionnel charpentier de Nazareth.

c'est là un préjugé de notre égoïsme d'hommes du monde.

Nous nous trompons quand nous nous figurons que l'action sociale du christianisme se borne à éteindre la flamme des colères populaires, à étouffer les plaintes d'en bas, à contenir la révolte des appétits ou l'explosion des rancunes de la foule. C'est dénaturer, en le tronquant, le rôle social de la religion. Elle n'est pas seulement un frein pour les masses, pour les pauvres, au profit des riches, mais un frein pour tous, un frein pour les riches et les puissants, au profit des pauvres et des petits. L'Évangile est le grand maître de ce que nous appelons, aujourd'hui, « le devoir social ». C'est le Christ et ses apôtres qui l'ont révélé au monde, sur les collines de Galilée, ou, plutôt, c'est, avant eux, sur les brunes montagnes de Judée, leurs lointains précurseurs, les prophètes d'Israël. Voilà des siècles et des siècles que, par tous ceux qui ont parlé en son nom, la voix de Dieu a enseigné aux maîtres, aux propriétaires, aux patrons, qu'ils avaient des devoirs envers leurs serviteurs et leurs ouvriers ; qu'ils étaient tenus de respecter, en eux, la dignité humaine ; qu'il leur était défendu d'abuser des forces de leurs subordonnés ; qu'il leur était enjoint d'attribuer, à chacun, un salaire conforme à la justice et suffisant à ses besoins : *justa unicuique*.

Si l'Évangile devait apporter la paix au monde, c'était à la condition qu'il agit, à la fois, en haut et en bas des sociétés, sur le pauvre et sur le riche, sur le patron et sur l'ouvrier. Or, il faut bien le confesser, ce n'est pas seulement au fond des sociétés modernes, c'est souvent aussi à leur sommet, parmi les classes supérieures et les classes moyennes, que le christianisme a perdu la meilleure partie de son efficacité sociale. En dépit des apparences, malgré leur mince vernis religieux, je ne sais si nos hautes classes ont beaucoup plus de christianisme que le peuple ; en tout cas, elles ne sont guère moins étrangères à l'esprit évangélique. Nous voyons la paille dans l'œil du prolétaire et nous ne voyons pas la poutre qui est dans notre œil. Le riche, en tant que riche, n'est guère plus chrétien que le pauvre, en tant que pauvre ; ils ont, l'un et l'autre, même opinion de la richesse et même opinion de la pauvreté, tous deux chérissant l'une et abhorrant l'autre, tous deux ne voyant dans la fortune qu'un instrument de jouissance. Ils ont même façon de comprendre la vie : pour tous deux, Mammon est plus que jamais le prince de ce monde.

Et jamais Mammon n'a montré une superbe aussi insolente. Je ne sais si, à aucune époque, l'opulence a eu, pour la foule, des spectacles plus démoralisateurs. Les riches, les hautes classes, sont

inconsciemment les **grands** fauteurs du socialisme. Leur vie est une prédication **contre** la société. Combien se préoccupent de la mission sociale de la richesse ? La légitimité de la fortune est sans cesse mise en question par la façon dont le monde en use et en mésuse. Les plus mauvais sentiments d'en bas découlent en quelque sorte d'en haut. L'oubli de la loi biblique du travail, la frivolité impertinente de la jeunesse de nos salons, l'oisiveté ridiculement affairée de nos *sportmen* et de nos *clubmen*, le faste provocateur de nos fêtes mondaines, l'étalage outrageant de la débauche élégante et du vice renté, quelles leçons pour le peuple de la rue ! et comme, en vérité, tout ce qu'il voit de notre vie est propre à lui inculquer le respect de la société ! Cette société, pour ne point soulever contre elle les rancœurs et les colères des foules, il faudrait qu'elle apprit à se purifier et qu'elle eût la force de se régénérer ; et comment, avec qui, si ce n'est par l'Évangile et par le christianisme. — Mais est-il seulement permis de l'espérer ?

— Soyez chrétiens, répète le pape, au riche comme au pauvre, au patron aussi bien qu'à l'ouvrier ; soyez chrétiens, et la société sera sauvée, car la question sociale deviendra facile à résoudre. Il n'y aura plus de lutte de classes ; à tout le moins, la religion en tempèrera l'âpreté. — Le pape, encore une fois,

a raison : cela est si clair et si connu que cela en est banal. A beaucoup, en effet, le pape semble, par sa mission, contraint de nous servir de fastidieuses banalités. Le malheur est que la vérité est dans ces redites, et que, pour être banale, la vérité n'en est pas moins vraie ; car c'est ici le nœud de la question.

Ils sont aveugles, ceux qui n'y voient qu'un théorème économique. Elle dépasse toute la science des économistes, et les sages, parmi eux, sont ceux qui en font l'aveu. Le problème social, — il vaut la peine de nous le persuader, — est avant tout un problème religieux, un problème moral. Ce n'est pas seulement, comme l'imagine trop souvent le matérialisme contemporain, une question de gros sous, ou, comme on dit au cabaret du coin, une question de beefsteak, une question d'estomac, c'est tout autant, et plus peut-être, une question spirituelle, une question d'âme. La réforme sociale ne peut s'accomplir que par la réforme morale. En ce sens, Tolstoï et les mystiques disent vrai ; pour relever la vie du peuple, il faut d'abord relever son âme. C'est par le dedans, plutôt que par le dehors, que doivent commencer les réformateurs. Pour réformer la société, il faut réformer l'homme, — réformer le pauvre et réformer le riche, réformer l'ouvrier et réformer le patron, leur rendre, à l'un et à l'autre, ce qui leur manque presque également, l'esprit chrétien.

Sans cela, toutes les mesures législatives, tous les progrès matériels risquent fort de demeurer stériles, car les appétits croîtront avec les moyens de se satisfaire, et les convoitises n'en deviendront que plus exigeantes et plus impérieuses. Bien plus, sans la réforme intérieure, sans le relèvement moral de l'ouvrier, l'accroissement des salaires et la diminution des heures de travail, ces deux *desiderata* de tout ce qui vit du labeur de ses mains, menacent de tourner, simplement, au profit du cabaret et du comptoir de zinc, au profit des apéritifs et du petit verre, au détriment de la santé de l'ouvrier, au détriment de sa femme et de ses enfants. Si l'Église souhaite l'augmentation des salaires et la diminution des heures de travail, c'est, nous dit Léon XIII, pour que l'âme et le corps de l'ouvrier puissent se développer librement, c'est pour qu'il y ait plus de dignité et de décence à son foyer, pour que, en un mot, l'ouvrier puisse être un homme, et l'ouvrière une femme. Or, que voyons-nous dans nos ateliers ? Ne pourrions-nous pas citer des métiers dans lesquels les hauts salaires et la courte durée des journées deviennent fréquemment la perte des ménages ?

Tous ceux qui connaissent l'ouvrier le sentent ; le grand obstacle à ses progrès, ce qui ruine sa santé et flétrit sa famille, ce sont ses vices. Les maîtres qui exploitent sa jeunesse et usent son âge mûr, ce

sont les sept péchés capitaux. Le joug dont il a besoin d'être affranchi, c'est bien moins celui de l'usure que celui de la débauche, elle aussi « omnivore », et, pour l'en délivrer, la loi ne suffit point. « La force légale, disait excellemment le juif Isaac Pereire, ne saurait suppléer la force morale. La loi punit le mal, elle ne crée pas le bien. La loi, la science, l'industrie, sont impuissantes ; il faut que la religion dénoue le drame social, qui, sans elle, ne se dénouera que par la force ¹. »

Ne laissons pas notre orgueil d'hommes modernes se bercer d'illusion. Cela est aussi vrai de nos vieilles sociétés, et de l'humanité, soi-disant adulte, que des peuples enfants. Une société ne saurait se passer d'autorité morale, de principe moral ; et, pour nos nations européennes, il n'en est guère en dehors du christianisme. La première pierre de la réforme sociale, comme le répétait jusqu'à satiété Le Play, c'est le Décalogue. En dehors de ce fondement, rien de solide. Il faut aux sociétés une base morale, et c'est précisément ce qui manque à la nôtre. Elle est pour ainsi dire en l'air, elle ne porte sur rien qui la soutienne. Elle reposait sur l'Évangile, qu'on lui a enlevé, et que rien ne remplace.

1. Isaac Pereire, *la Question religieuse*.

A toute société il faut un lien social qui en rattache et en rapproche les membres. Or, nos sociétés contemporaines tendent à n'avoir d'autre lien que les intérêts matériels, et les intérêts matériels séparent plus qu'ils n'unissent. Certes, pour le savant, pour le penseur, les intérêts sont le plus souvent connexes. Ils sont solidaires ; mais les masses ne le voient pas, et l'individu ne le sent point. Nos sociétés se montrent divisées contre elles-mêmes ; et, l'Écriture l'a dit : toute maison divisée contre elle-même croulera.

Voilà ce qui trouble nos yeux et ce qui glace nos cœurs, quand nous essayons de scruter l'avenir de notre présomptueuse société moderne. Le principe de son mal est plus moral que matériel, et elle se refuse à le voir. Le flot grossissant des convoitises monte autour de nous, il menace de nous submerger. — « Seigneur, sauvez-nous, nous périssons ! » sommes-nous tentés de nous écrier, comme les disciples sur la barque couverte par la vague. Le Christ seul peut faire tomber le vent et calmer la mer ; et le monde ne le sent point ; et le siècle ne veut pas le croire ; et, loin de le comprendre, les gouvernements qui s'intitulent progressistes s'efforcent d'arracher le Christ aux masses. Il n'y a que le sentiment religieux qui puisse soutenir la société ; qui, non content d'enseigner la fraternité, sache l'inspi-

rer ; qui puisse nous souffler ce qu'il y a de plus difficile aux hommes, partagés, par classes, en camps ennemis : la charité sociale, l'amour des classes les unes pour les autres ; il n'y a que lui, en un mot, qui puisse nous rendre la paix sociale ; et nous voyons des conducteurs de peuples, aveugles qui conduisent des aveugles, s'ingénier à déraciner, chez les couches populaires, la foi en Dieu et l'espérance au ciel. C'est là ce que j'oserai appeler le péché contre le peuple ; c'est le crime social. — Il n'y a qu'un remède à nos maux, et ce remède, les médecins, assis au chevet du malade, le rejettent dédaigneusement ; ils repoussent le seul traitement efficace pour lui appliquer un régime tout contraire.

La paix sociale ! le christianisme seul peut nous l'apporter ; en dehors de lui, il n'y a que la guerre des classes ; et la guerre des classes, nous y marchons ; la guerre des classes, nous l'avons déjà ! La papauté est là, entre les armées près d'en venir aux mains, qui nous montre dans l'Évangile les conditions de la paix, d'une paix qui dure ; — mais, faut-il le dire ? à son attitude, on sent que l'Église se fait peu d'illusion sur le succès de sa mission pacificatrice. Du train dont va le monde, les apôtres eux-mêmes, ceux qui, depuis des siècles, lui parlent de paix et d'amour, n'osent plus guère espérer le voir se ranger à leurs enseignements. Ils res-

semblent aux pères qui font, à leurs fils prodigues, la leçon de l'affection et de la sagesse, sans grande confiance d'être écoutés. Ainsi paraît-il en être de l'Église et du pape ; ils nous exposent la vertu sociale du christianisme, et, après nous avoir montré que l'Évangile seul peut nous sauver, ils se prennent, eux aussi, à regarder autour d'eux pour voir s'il n'y aurait point quelque autre moyen de salut ; car ils sentent, tout les premiers, l'insuffisance pratique du divin spécifique préconisé par eux ; — non qu'ils aient cessé de le croire efficace, mais parce qu'ils savent que nous aurons à peine le courage d'en approcher nos lèvres, et que, pour ne point lui faire détourner la tête, il faut présenter à notre démocratie une potion qui répugne moins à ses sens.

Et ainsi, après nous avoir prouvé qu'il n'y a d'espérance, pour nous, que dans un traitement spirituel, dans la religion et dans le Christ, le pape vient à chercher ce qu'on peut bien attendre des remèdes humains. Puisque les sociétés ne lui prêtent qu'une sourde oreille, l'Église, ici aussi, examine jusqu'à quel point il est loisible de faire appel au bras séculier. La force morale, par la perversité de l'homme, se montrant insuffisante, il faut bien essayer de la force matérielle. C'est ainsi que l'Église, se reconnaissant impuissante toute seule, se retourne vers son ancien allié et son vieux rival, l'État, lui de-

mandant ce qu'il peut bien faire pour parer à l'égoïsme des hommes. Le monde ne voulant pas se soumettre volontairement à la Justice, l'autorité publique l'y peut-elle contraindre ? C'est là, en somme, le grand problème de notre temps, le problème capital des démocraties modernes. La papauté, aussi, se l'est posé ; il nous faut voir comment elle l'a résolu.

VIII

Les remèdes humains. — L'intervention de l'État. — Le « laisser-faire » et le christianisme. — Du rôle de l'État selon le pape Léon XIII. — Comment l'État doit veiller au bien-être de toutes les classes de la nation et spécialement des classes les plus nombreuses. — En quel sens le pape est « interventionniste ». — La théorie pontificale et l'application des principes — En quels cas l'État doit-il intervenir ?

La papauté, se tournant vers la démocratie, s'est présentée aux foules, un programme de réforme sociale à la main ; et, à l'encontre des courtisans du peuple, elle a déclaré au siècle que le premier article de la réforme sociale devait être une réforme morale. Parole dure à beaucoup d'oreilles ! si bien que, en l'entendant, nombre des sages de ce monde hochent la tête et passent outre. — Est-ce là tout ce que vous avez à nous apprendre ? semblent dire les fils du siècle, nous n'avons que

faire de nous arrêter à écouter vos moroses conseils. Le temps de ces leçons de morale est passé ; ce qu'il faut à nos générations impatientes de progrès, c'est quelque chose de plus neuf et de plus substantiel, quelque chose que l'humanité ne peut guère aller chercher à Rome. Or, l'on dirait que, du fond de sa solitude, le pape Léon XIII a d'avance entendu ces réflexions chagrines. Ce qui distingue son langage de celui de ses prédécesseurs, ce qui en fait la nouveauté, c'est, précisément, qu'il ne se borne point à nous entretenir de religion et de morale. Il sait, tout le premier, que, à ces foules sans foi, cela ne suffit plus. Aussi, après nous avoir rappelé que Dieu seul peut nous sauver, il ne refuse pas de considérer les moyens proposés par la sagesse ou par l'imagination des hommes pour pacifier les sociétés contemporaines. Et ces moyens tout humains, tout terrestres, le souverain pontife les examine avec une sollicitude bienveillante et patiente, non point en mystique enclin à en montrer la vanité, — Léon XIII est ici le moins mystique des papes ; il n'a garde de promettre aux nations des cures miraculeuses ; il ne leur enjoint pas de se traiter uniquement par la prière et le recours aux grâces d'en haut, — mais en homme pratique, jaloux de trouver des solutions prochaines et sincèrement anxieux d'améliorer la position matérielle des classes ouvrières.

. Il y a, pour cela, deux voies ouvertes devant nos sociétés : l'une est l'intervention de l'État, l'autre est l'association professionnelle. Ces deux voies parallèles, Léon XIII les a, toutes deux, explorées, en relevant le tracé, en notant les fondrières, cherchant si l'Église y devait pousser les démocraties modernes, et à quelle condition elle pourrait leur y servir de guide. Ce qu'il pense de la première, de la plus large, de celle où se précipitent d'instinct les foules, nous l'allons voir tout à l'heure.

Des centaines d'évêques, parmi les mille et quelques prélats que compte l'épiscopat catholique, font, chaque mois, déposer au pied du trône pontifical le témoignage de leur reconnaissante admiration pour le langage tenu au monde du travail. Ainsi convient-il à qui porte la mitre et la crosse ; les hauts dignitaires de l'Église, à la fois fils et frères du pontife suprême, n'ont qu'à célébrer la prévoyance de leur chef. Ce n'est pas là pourtant, nous semble-t-il, le meilleur hommage à rendre à la papauté et au pape. Il y a mieux à faire que d'aller encenser la sagesse pontificale de laudatives formules qui s'évaporent en fumée. Le pape est rassasié d'hommages, et, s'il ne craignait de froisser la piété de ses fils, il nous dirait qu'il a assez de l'odeur de l'encens, et qu'il est las de n'entendre que des hommes qui lui parlent à genoux. Pour nous, laïques, l'hom-

mage le plus loyal, — je ne me permettrais pas de dire le plus flatteur, — que nous puissions rendre à sa sagesse, c'est de prendre ses enseignements sociaux, de les étudier, de les peser en conscience, avec la respectueuse liberté que, en semblable matière, Rome n'a jamais, que nous sachions, contestée aux plus soumis de ses enfants. Aussi bien, les leçons de Léon XIII en valent la peine.

L'intervention de l'État, tel est le point central autour duquel toute la question sociale tourne. Quelle position va prendre, à cet égard, la papauté ? L'Église est-elle pour l'ingérence de l'État, ou bien, l'Église est-elle contre l'ingérence de l'État ? Catholiques ou hétérodoxes, il faut, au dire du grand nombre, qu'on soit pour ou qu'on soit contre ; ici, comme en toutes choses, à ses yeux, pas de milieu. L'Église, pour employer le jargon à la mode, est-elle ou n'est-elle pas « interventionniste » ? Les uns répondent oui, et les autres répondent non.

Comment cela ? c'est que, selon la remarque d'un catholique, rien ne prête autant à l'inexactitude comme « la manie de classer les hommes et les idées en groupes séparés et désignés par des néologismes spéciaux ¹ ». Ici, surtout, pareille classification

1. *Quelques mots d'explication*, par le comte Albert de Mun, extrait de *l'Association catholique*. Paris, 1890.

risque d'être trompeuse, car d'hommes qui n'admettent, en aucun cas, l'intervention de l'État, j'avoue que, pour ma part, je n'en connais point. En un sens, tout le monde serait « interventionniste », car tout le monde admet, en principe, avec Léon XIII et avec les théologiens, « que l'État doit protéger les droits de chacun et qu'à l'État revient la répression des abus ». Ce n'est point là-dessus que porte le différend ; il porte, en réalité, moins sur le principe que sur l'application, sur la manière dont l'État doit protéger les droits et réprimer les abus. Où commence, où finit, jusqu'où s'étend ce rôle de protection des droits individuels, dévolu à l'État ? Sur ce point, les hommes ne s'entendent plus. Catholiques ou libres penseurs, les modernes ne se forment pas tous la même idée des attributions de la puissance publique. Or, cette divergence a, pour nos sociétés, une importance autre que les luttes des républicains et des monarchistes, ou les querelles des opportunistes avec les radicaux. C'est là, et non dans nos fastidieuses controverses sur les formes de gouvernement ou sur la valeur des constitutions, qu'est pour les nations modernes la question capitale.

Il est de bonne foi de le reconnaître : le « laisser-faire », le « laisser-passer » a naguère, en quelques États, joui d'une autorité qu'il ne méritait pas

toujours. Ce fut, en son temps, une devise libératrice; mais c'était une devise négative, et ni la science, ni les sociétés ne peuvent reposer tout entières sur une négation. Ceux qui ont semblé vouloir y ramener toute la science économique n'ont abouti qu'à discréditer l'économie politique et les économistes. Le « laisser-faire », transporté là où il n'était pas de mise, appliqué, par exemple, au travail des enfants et des jeunes filles dans l'usine ou dans la mine, le laisser-faire est devenu inhumain et parfois meurtrier; il a paru le complice de l'exploitation criminelle de la misère et du vice. De là sa défaveur; et, comme il arrive toujours à notre humaine faiblesse qui ne se redresse d'un côté que pour pencher de l'autre, l'inévitable réaction contre la fameuse maxime de Gournay a dépassé les justes bornes. Mal comprise de la foule et presque également outrée par ses adversaires et par ses partisans, elle a été dénaturée par les uns et faussée par les autres, ceux-là en tirant à plaisir des conséquences immorales ou extravagantes, ceux-ci, par défiance de la tyrannie bureaucratique, la compromettant à force de l'étendre démesurément. — Aux oreilles du chrétien, pénétré de la charité évangélique, ces mots de laisser-faire, laisser-passer, prenaient aisément un accent païen; il s'imaginait y reconnaître l'égoïsme de l'individu posé en règle de vie et l'in-

différence aux maux du prochain érigée en principe social. L'ingénuité des simples se scandalisait de n'y point retrouver l'esprit du sermon sur la Montagne.

A quoi s'appliquait-elle surtout, la sèche devise, pour ceux qui l'ont jetée dans le monde ? A l'industrie, au commerce, au travail. En réclamant le laisser-faire et le laisser-passer, Gournay et les économistes du XVIII^e siècle demandaient, pour tout Français, le droit de fabriquer, le droit de vendre, le droit d'acheter, le droit de transporter librement les produits agricoles ou industriels. C'était une protestation contre la minutieuse et ruineuse réglementation de l'ancien régime, contre la prétention de tenir en lisière tout ce qui, dans le royaume, vivait de travail. En ce sens, le « laisser-passer » reste éternellement vrai, et en ce sens, il n'a rien d'antichrétien. Les économistes n'ont pas à en faire leur *mea culpa*. C'était, quoi qu'on en dise, une formule féconde, d'où son incomparable fortune. De toutes les paroles prononcées en France, c'est une de celles qui ont résonné le plus loin, — celle peut-être qui a mis des mots français sur le plus de lèvres humaines. Elle a, elle aussi, fait son tour du monde, cette brève maxime dont presque tous ignorent l'auteur, et elle a, pour une bonne part, contribué au renouvellement du monde. C'est à elle surtout que revient l'émancipation du travail, et, par

là, le développement de la richesse publique au ^{xix}^e siècle. Parce qu'une ou deux générations, en deux ou trois pays, en ont abusé, ce n'est pas une raison pour oublier ses services, — à l'heure surtout où, de divers côtés, nous voyons apporter des chaînes anciennes, ou en forger de nouvelles pour en charger l'industrie et le travail.

De ce que l'on repousse la réglementation du travail, il ne suit nullement que l'on refuse à l'État ce qui rentre manifestement dans la mission de l'autorité publique, le droit de veiller au maintien de tous les droits. Non seulement, en effet, c'est là son droit, mais c'est là son devoir ; et contre ce droit, et contre ce devoir de l'autorité publique, l'individu ne saurait, sans sophisme, se retrancher derrière le « laisser-faire ». L'État, notamment, est tenu de veiller à la liberté aussi bien qu'à l'exécution des contrats, au respect de la morale et de la dignité humaine dans l'atelier et dans l'usine, à la sécurité du travailleur dans la mine ou dans la fabrique ; il est tenu, en particulier, de défendre contre les périls d'un labeur excessif ou prématuré les enfants, les adolescents, les jeunes filles, tous ceux qui, par leur âge ou par leur sexe, semblent incapables de se protéger efficacement eux-mêmes. Ces devoirs de l'État, trop longtemps méconnus ou négligés de nos gouvernants, comment l'Église les entend-elle ? Et, d'une manière plus géné-

rale, comment, dans son enseignement œcuménique, le pape Léon XIII envisage-t-il le rôle de l'État ?

Toute la troisième partie de sa magistrale encyclique est consacrée à ce grave sujet. « En premier lieu, dit le pape (*caput autem est*), il faut que les lois publiques soient pour les propriétés privées une protection et une sauvegarde. Et ce qui importe, par-dessus tout, au milieu de tant de cupidités en effervescence, c'est de maintenir les masses dans le devoir : *continenda in officio plebs*. » — C'est là, nous la reconnaissons, la théorie de l'État gendarme, de l'État « veilleur de nuit ». La sauvegarde des propriétés sera, en effet, de tout temps, la première fonction de l'État ; mais, pour être la première, ce n'est pas la seule. Comme il a le devoir de défendre la propriété, l'équité demande que l'État se préoccupe aussi du sort des travailleurs ; les deux devoirs, aux yeux de l'Église, sont corrélatifs. « L'État, enseigne Léon XIII, a pour principal office d'avoir soin également de toutes les classes de citoyens, en observant rigoureusement les lois de la justice dite *distributive*. » L'État peut donc s'occuper du sort des travailleurs ; il peut s'efforcer d'améliorer la condition des prolétaires, « et cela, dans la plénitude de son droit (*idque jure suo optimo*), et sans avoir à redouter le reproche d'ingérence (*neque ulla cum importunitatis suspicione*), car, en vertu même de son office,

l'État doit servir l'intérêt commun. » Et le saint-père insiste sur ce raisonnement en termes qui ne sont pas pour déplaire aux démocrates : « Les prolétaires, au même titre que les riches, sont, de par le droit naturel, des citoyens (*naturâ cives*), des parties vivantes du corps de la nation... Et comme il serait déraisonnable de pourvoir à une classe de citoyens et d'en négliger l'autre, il est évident que l'autorité publique doit aussi prendre les mesures voulues pour sauvegarder le salut et les intérêts de la classe ouvrière. Si elle y manque, elle viole la justice qui veut que, à chacun, soit rendu ce qui lui est dû. »

Voilà le principe général posé par le souverain pontife ; il est, indubitablement, favorable à l'intervention de l'État. En principe, en théorie, — il serait de mauvaise foi de le nier, — le pape est « interventionniste », en même temps qu'il est démocrate. Et, en cela, ce n'est pas nous qui l'irons contester, Léon XIII est dans la tradition des docteurs et des théologiens qui, presque tous, ont attribué à l'État le droit de veiller au bien-être des différentes classes de la nation, affirmant, comme le rappelle le saint-père, que « les dépositaires de l'autorité doivent l'exercer à l'instar de Dieu, dont provient toute autorité, et dont la paternelle sollicitude ne s'étend pas moins à chacune des créatures en particulier qu'à tout leur ensemble ». A cet argument de l'école,

Léon XIII, entretenant, selon son habitude, les idées nouvelles aux idées traditionnelles, joint un argument tout moderne, en grande faveur chez les socialistes.

« Tous les biens de la société, nous dit le pape, qui semble ici se rapprocher de Marx et de Lassalle, c'est le travail de l'ouvrier, travail des champs ou de l'usine, qui en est surtout la source féconde et nécessaire ; bien plus, dans cet ordre de choses, le travail a une telle fécondité et une telle efficacité que l'on peut affirmer, sans crainte de se tromper, qu'il est la source unique d'où procède la richesse des nations, *non aliunde quam ex opificum labore gigni divitias civitatum*¹. » La différence ici entre le pape et les socialistes, c'est que ces derniers, oubliant la juste rémunération du capital et de l'entrepreneur, réclament, pour la main-d'œuvre, le produit intégral du travail, tandis que le pape se contente d'en revendiquer, pour elle, une partie. « L'équité, conclut-il, demande donc que l'État se préoccupe

1. La traduction française, dite officielle, que nous reproduisons ici, nous paraît outrepasser quelque peu le texte latin. S'il fallait du reste prendre ce passage à la lettre, et entendre par là que le travail de l'ouvrier est l'unique facteur de la richesse et doit être la mesure unique de la valeur, nous aurions à faire des réserves, car ce serait la théorie sur laquelle s'appuie tout le socialisme contemporain prétendu scientifique. Mais la suite du texte et la condamnation même du socialisme montrent assez que ce n'est point ainsi que le pape l'entend.

des travailleurs et fasse en sorte que de tous les biens qu'ils procurent à la société, il leur en revienne une part convenable, comme l'habitation et le vêtement, et qu'ils puissent vivre au prix de moins de peines et de privations. D'où il suit que l'État doit favoriser tout ce qui, de près ou de loin, paraît de nature à améliorer leur sort. »

Telle est la thèse établie par le pape ; c'est bien la justification philosophique du droit d'intervention de l'État. Après cela, l'on s'étonne moins que certains commentateurs aient déclaré que tout catholique était tenu, désormais, d'être « interventionniste ». Telle est, disons-nous, la théorie pontificale ; mais, ici, la théorie importe moins que la pratique. Si l'État a le droit d'intervenir, quelles doivent être les conditions, et quelles doivent être les limites de son intervention ? C'est là, en réalité, toute la question, car du droit, ou mieux, du devoir de l'État de veiller au bien de toutes les classes de la société, fort peu discutent en principe. Or, c'est ici qu'il faut admirer la sagesse de l'Église et la prudence du pontife qui la gouverne. La mesure a presque toujours été un des caractères de l'Église de Rome ; c'est proprement le trait romain. Nous en avons ici encore une preuve.

Du principe, de la thèse posée dans son encyclique *Novarum Rerum*, Léon XIII se garde de tirer des

conséquences excessives. Loin de là ; quand il en vient à l'application, il se montre généralement réservé, d'aucuns diraient timide. On remarque dans son langage une sorte de balancement, de mouvement alternatif en sens inverse, comme si, après avoir établi le principe de l'intervention, il en redoutait les conséquences. Cette espèce d'oscillation n'a rien qui nous choque ; elle tient moins aux hésitations du saint-père qu'aux difficultés du sujet. Toute théorie « interventionniste » y est condamnée, sous peine de verser dans le socialisme. L'ingérence de l'État admise en principe, on ne peut échapper au socialisme qu'en s'en éloignant brusquement, chaque fois qu'on se sent près d'y toucher. C'est là l'inconvénient du principe ; il est lourd, il pèse sur vous, il risque de vous entraîner par son poids.

Le pape a soin de ne pas se laisser entraîner ; après avoir établi le droit de l'État à l'intervention, il se hâte de limiter ce droit ; il déclare que cette intervention ne doit s'exercer que là où elle est absolument indispensable, où il n'est aucun autre moyen de parer aux maux de la société. Écoutons les termes mêmes dont se sert Léon XIII : « Si donc, soit les intérêts généraux, soit l'intérêt d'une classe en particulier, se trouvent lésés ou simplement menacés, et qu'il soit impossible d'y remédier ou d'y obvier autrement (*quod sanari aut prohiberi alia*

ratione non possit), il faut, de toute nécessité, recourir à l'autorité publique ». C'est là, dans l'enseignement social de Léon XIII, le point capital ; nous le retrouverons partout : le pape n'accepte l'intervention de l'État que lorsqu'il est impossible de ne point faire appel à l'État. Pour lui, nous le verrons, à chaque pas dans cette étude, ce n'est, en quelque sorte, qu'un pis-aller.

Les cas où l'autorité publique peut être contrainte d'intervenir, Léon XIII a du reste pris soin de les énumérer ; et il en est plus d'un, hélas ! le premier, entre autres, où nous avons le regret de voir trop souvent, chez nous, l'autorité manquer à son devoir manifeste. « S'il arrive, dit Léon XIII, que les ouvriers, abandonnant le travail ou le suspendant par des grèves, menacent la tranquillité publique ; — que les liens naturels de la famille se relâchent parmi les prolétaires ; — que la religion soit violée en ne laissant pas aux ouvriers le loisir d'accomplir leurs devoirs de piété ; — si, par la promiscuité des sexes, ou par d'autres excitations au vice, les usines mettent en péril la moralité ; — si le patron accable les ouvriers de fardeaux iniques, ou déshonore en eux la personne humaine par des conditions indignes et dégradantes ; — s'il attente à leur santé par un travail excessif, hors de proportion avec leur sexe ou leur âge, — en pareil cas, il faut absolument em-

ployer, dans de certaines limites, la force et l'autorité des lois; *his in causis plane adhibenda, certos intra fines, vis et auctoritas legum.* » Et ces limites, dans lesquelles il restreint l'action de l'État, le pape prend soin d'indiquer qu'elles ne doivent pas être dépassées; que l'État doit se borner à faire disparaître les maux qui exigent absolument son intervention; « que la loi ne doit rien entreprendre au delà de ce qui est nécessaire pour réprimer les abus et écarter les dangers¹ ». Que les « interventionnistes », catholiques ou libres penseurs, définissent ainsi l'intervention de l'État, et nous n'aurons pas grand'peine à nous entendre avec eux. Selon le langage même du souverain pontife, l'action de l'État se borne, ici, à faire respecter les droits de chacun, *ut suum singuli teneant*. L'État reste dans sa fonction.

L'État doit sauvegarder religieusement les droits de tous les citoyens; « toutefois, ajoute le saint-père, dans la protection des droits privés, l'État doit se préoccuper, d'une manière spéciale, des faibles et des indigents. » A cela encore, quel est le chrétien ou quel est l'homme moderne qui voudrait contredire? « C'est pourquoi, continue Léon XIII, les sala-

1. *Quos fines eadem, quæ legum poscit opem, causa determinat: videlicet non plura suscipienda legibus, nec ultra progrediendum, quam incommodorum sanatio, vel periculi depulsio requiratur.*

riés qui appartiennent à la multitude indigente, l'Etat doit les entourer d'une sollicitude et d'une vigilance particulière¹. » Y a-t-il là de quoi choquer personne ? Mais cette inoffensive recommandation, la traduction française « officielle » l'a dénaturée, en lui prêtant un sens que le texte n'a point : « Que l'État, — fait-on dire au pape, — se fasse donc, à un titre tout particulier, la providence des travailleurs. » Comment ne pas se rappeler ici le proverbe italien : *traduttore, traditore* ? La providence des travailleurs ! Où voit-on cela dans le texte ? Nous qui devons à notre âge d'avoir passé par le collège, alors qu'on y apprenait encore le latin, nous n'avons pas besoin de lexique, pour savoir que *curâ providentiâque* n'a jamais signifié providence ; — et, puisque le pape s'adresse à l'Église universelle, en latin, nous supposons que le texte latin de ses encycliques fait seul autorité².

1. *Quocirca mercenarios,... debet curâ providentiâque singulari complecti respublica.*

2. Le mot *providentia* se trouve plus d'une fois dans l'encyclique sur la condition des ouvriers. On y lit, vers la fin, notamment : *Adhæbeant legum institutionumque providentiam qui gerunt respublicas*, et, cette fois, la traduction française dit elle-même simplement « que les gouvernements fassent usage de l'autorité protectrice des lois et des institutions. » Bien qu'il soit juste de reconnaître les difficultés d'un pareil travail, la traduction française nous semble avoir, plus d'une fois, oublié

Qu'on ne s'imagine point qu'il ne s'agit ici que d'une chicane de pédant. La « providence des travailleurs », cela sent « l'État providence », c'est-à-dire la spécieuse devise qui résume toutes les espérances et toutes les erreurs du socialisme, le mot d'ordre le plus dangereux à jeter à l'ignorance et à l'imprévoyance des foules. Aussi ne saurions-nous laisser mettre dans la bouche du souverain pontife rien qui ressemble à une formule contre laquelle protestent la science et la raison.

combien il est souvent inexact de rendre les termes latins par leurs dérivés français. C'est ainsi que nous rencontrons le latin *tutela publica*, traduit par « tutelle publique, » là où le sens est manifestement protection de l'État. Aussi, dans les passages de l'encyclique pontificale que nous avons cités, nous sommes-nous permis parfois de nous éloigner de la traduction dite officielle pour nous rapprocher du texte original.

IX

Théorie de l'État providence. — Pourquoi cette théorie nous paraît peu chrétienne. — Tendance des modernes à déifier l'État. — Enseignement des scolastiques et des théologiens. — Distinction entre l'État moderne et l'État chrétien. — Est-il prudent de la part de l'Église de contribuer à l'extension des droits de l'État ? — Nécessité quand on parle de l'État de n'en pas faire une abstraction, et d'envisager ce qu'est, en fait, l'État moderne.

Nous permettra-t-on de le dire ? la théorie de l'État providence ne nous semble pas seulement fausse et pernicieuse au point de vue social ; elle nous paraît avoir, de nos jours, quelque chose de peu chrétien. Elle a pris, pour nous, une saveur païenne ; elle nous a une odeur d'usurpation sacrilège ; on y flaire la prétention de l'État de s'ériger en divinité, qui prend la place du Dieu invisible, et s'arroe son rôle sur la terre. C'est comme une révolution dans le gou-

vernement de l'univers, comme une autre providence qui vient se substituer à l'ancienne et la détrôner.

Prenons-y garde, en effet ; c'est là où tend, de nouveau, dans nos sociétés occidentales, la notion de l'État. C'est bien un véritable culte, que nombre de modernes nous convient à rendre à l'État, quand ils font descendre Dieu et la Providence, du ciel en terre. Nous revenons, à grands pas, à l'apothéose des Césars, — avec cette différence que, au lieu d'adorer l'État dans un homme de chair et de sang, les peuples s'adorent eux-mêmes dans une abstraction, se prosternant à l'envi devant une idole anonyme, dans laquelle nos démocraties se déifient elles-mêmes. Or, cette statolâtrie, si l'on nous passe le barbarisme, nous paraît inconciliable avec l'esprit du christianisme, qui n'a jamais consenti à rendre à César ce qui est à Dieu.

Je n'ignore point que, selon la tradition chrétienne, selon les théologiens et les scolastiques, toute autorité venant de Dieu, les rois tiennent, en un sens, la place de Dieu, et sont comme les ministres de Dieu sur terre. Nous avons entendu, tout à l'heure, le pape Léon XIII, s'appropriant cette théorie, nous dire lui-même que ceux qui sont les dépositaires de l'autorité doivent l'exercer à l'instar de Dieu, dont la sollicitude s'étend, à la fois, sur tous et sur chacun. C'est,

nous l'avons dit, l'enseignement traditionnel. Le pape, en cela, ne fait que suivre la doctrine commune. Saint Thomas, le grand scolastique dont Léon XIII, en son encyclique *Æterni Patris*, s'est attaché à restaurer l'empire sur les écoles catholiques, saint Thomas allait plus loin. Le roi, ne craignait pas d'écrire l'ange de l'école, doit agir dans le royaume, comme l'âme dans le corps, ou comme Dieu dans le monde ¹. Cela, j'y consens, n'est pas sans ressembler à la théorie de l'État providence. Et l'on trouverait chez Suarez, par exemple, des textes analogues. Le coryphée des théologiens de la Compagnie de Jésus est, quant au rôle de l'État, d'accord avec le grand docteur dominicain. Les « interventionnistes » catholiques, nous l'avons déjà remarqué, peuvent se vanter d'avoir pour eux la tradition. J'ai eu, naguère, le plaisir d'en causer avec un des plus savants et des plus séduisants de leurs chefs, M. Decurtins ; il m'affirmait que ses amis et lui ne réclament que l'application des principes de saint Thomas. Loin d'innover dans ce sens, ou de dépasser les anciens docteurs, Léon XIII, si thomiste qu'il soit, me semble être resté en deçà de saint Thomas.

1. Saint Thomas *De regimine principum*, I, 14 ; en admettant l'authenticité de ce traité, dont le premier livre est regardé comme étant bien en effet du grand docteur.

— Pourquoi cela ? C'est peut-être, ce qu'oublient trop de catholiques, que depuis le ^{xiii}^e siècle et depuis le ^{xvi}^e, que depuis saint Thomas d'Aquin et depuis Suarez, le souverain, l'État a changé, et de substance, et de forme, et de rôle, et d'esprit. Le souverain, le roi de saint Thomas, s'appelait saint Louis, et le roi de Suarez s'appelait Philippe II. Or, de quel nom désigner l'État contemporain, si au lieu d'en faire une abstraction vide et un être de raison, on l'envisage comme une chose concrète et une réalité vivante ? Veut-on, ainsi qu'il convient, l'incarner dans les hommes qui le dirigent, dans ceux qui le font parler ou qui le font agir, l'État, aujourd'hui, ne se nomme ni saint Louis, ni Philippe II, ni Louis XIV, ni Ferdinand II ; — l'État s'appelait hier Bismarck, Gladstone, Tisza, Crispi, Frère-Orban, Ferry ; — et comment s'appellera-t-il demain ? comment s'appellera-t-il dans dix ans ? Nul ne le sait, et Rome l'ignore aussi bien que Paris.

N'est-ce pas là, pourtant, un point qui, de la part des théologiens, mérite quelque attention ? ou quelle est la valeur d'une science politique et d'une science sociale qui ne tiennent compte ni des situations, ni des époques ? Le défaut des scolastiques est de raisonner trop souvent dans le vide, *in abstracto*, par voie de déduction ; singulière rencontre ! c'est le défaut même qu'on a le plus reproché aux premiers

économistes. Saint Thomas n'a pas prévu l'État moderne. Saint Thomas n'a pas écrit pour l'État moderne.

Le roi ou l'empereur du moyen âge ne songeaient pas, d'habitude, à se déifier ; il n'allaient pas s'attribuer, de leur propre chef, une mission divine ; — si les légistes d'un Frédéric II ou d'un Philippe le Bel en avaient l'audace, les papes et les docteurs leur en contestaient le droit. L'État du moyen âge, l'État même de l'ancien régime, jusque dans ses plus hautes prétentions et ses usurpations les plus téméraires, ne rougissait point de s'incliner devant Dieu ; il reconnaissait tenir son pouvoir de Dieu, sinon de l'Église ; il se croyait obligé de faire respecter les lois divines. L'État, alors encore débile et timide, faisait profession de marcher d'accord avec l'Église et de s'inspirer de l'esprit de l'Église ; alors même qu'il refusait de se laisser mener par le pape ou par le clergé, il prétendait toujours conserver pour guide l'Évangile du Christ. L'État était le bras, l'Église était la tête ; il était le miroir et elle était le flambeau. Le roi était « l'évêque du dehors », et, pour régner, il avait soin de se faire oindre par les pontifes du Christ.

On comprend que, à pareille époque, l'Église fût portée à étendre la sphère des attributions de l'État ; il n'était pas encore assez fort ou assez en-

treprenant pour lui porter ombrage; c'était encore son fils, son élève, son pupille; c'était son délégué, son instrument. En travaillant pour l'État, l'Église travaillait, en quelque sorte, pour elle-même; ce que la puissance publique acquérait d'autorité, l'Église pouvait le croire gagné par l'Évangile et par la loi divine. Elle ne voyait pas encore dans l'État un adversaire ou un rival; s'il se révoltait parfois contre sa suprématie, elle pouvait encore espérer le ramener à la docilité et à l'obéissance. Dans leurs rébellions mêmes, le roi ou l'empereur, en lui disputant les corps et les biens, lui abandonnaient les âmes; à tout le moins, ils consentaient à faire, avec elle, part à deux. S'il prétendait déjà être un pouvoir indépendant, l'État reconnaissait, à côté de lui, sinon au-dessus de lui, un autre pouvoir, supérieur au sien par son essence et par sa mission, l'Église, le pouvoir spirituel.

En est-il de même de l'État contemporain? l'Église peut-elle compter sur lui? L'Église a-t-elle chance de gagner à l'extension des droits de l'État moderne et au renforcement de l'autorité publique? N'y a-t-il de changé que des formes et des noms dans la situation réciproque de l'Église et de l'État, ou de ce qu'on appelait autrefois, d'un terme qui fait sourire aujourd'hui nos juristes: « les deux pouvoirs? » Les droits qu'elle reconnaissait volontiers aux rois

et à l'État, quand l'État et les rois se faisaient honneur de s'intituler « très chrétiens » et « très catholiques », la papauté a-t-elle intérêt à les revendiquer pour l'État moderne, émancipé de tout joug religieux et réfractaire à toute tutelle ecclésiastique ? pour les gouvernements revenus à la conception païenne, à l'idée romaine de l'État, qui s'arroge tous les droits, et qui n'admet de pouvoir que le sien et de lois que les siennes, déclarant hardiment qu'il « n'est rien, s'il n'est tout¹ » ? Est-il sage, de la part de l'Église, d'exalter ou d'agrandir un pouvoir qui conteste le sien, qui, après avoir été son rival, prétend devenir son maître, qui se proclame souverain et omnipotent en toutes choses, pour qui la religion n'est plus qu'une étrangère suspecte, à moins de n'être plus guère qu'une « province du domaine public » ? Comme on l'a fort bien dit, quand l'État sera tout, l'Église est-elle sûre d'être quelque chose ?

Pour moi, je l'avoue, s'il est au monde une auto-

1. Formule employée par Portalis : *Discours et rapports sur le concordat* : « L'unité de la puissance publique et son universalité sont une conséquence nécessaire de son indépendance. La puissance publique doit se suffire à elle-même ; elle n'est rien, si elle n'est tout. » — Sur le retour de l'État moderne à la conception romaine, spécialement dans les matières religieuses, voyez M. Taine, *Revue des Deux Mondes* du 1^{er} mai 1891, p. 15.

2. M. Léon Say.

rité, et s'il est une société qui me semblent intéressées à ne pas contribuer à l'agrandissement de l'État, à ne point laisser s'établir la toute-puissance de l'État, c'est la papauté et c'est l'Église. Le triomphe du néo-césarisme, démocratique ou autocratique, ce serait la déchéance du pontificat, et ce serait l'asservissement de l'Église. C'est bien ce que sentaient les premiers chrétiens et l'Église primitive, quand ils refusaient de plier le genou devant la statue des Césars. En vérité, je suis toujours étonné quand je vois des chrétiens, les héritiers des martyrs, prêts à encenser l'antique idole relevée par la Renaissance et par la Révolution ; car, peuple ou empereur, l'État, c'est toujours César, et César prétend toujours se faire dieu. A ces chrétiens oublieux, je me sens tenté de lancer à la face le mot de l'Écriture, jeté par le Christ à Satan : « il est écrit : Tu adoreras le Seigneur ton Dieu et tu le serviras lui seul. »

Le péril — nous devons le dire — n'a pas échappé à la vigilance du saint-siège. Rome ne ressemble pas à ces dieux du psalmiste qui ont des yeux et ne voient point, qui ont des oreilles et n'entendent point. En proclamant *in abstracto* le droit d'intervention de l'État, le pape Léon XIII n'a pas omis de se demander ce que devait être l'État. La question que n'avaient guère besoin de se poser les scolast-

tiques, le successeur de Pie IX n'a eu garde de la négliger. Laissons-le parler. Écoutez son langage, il est significatif. Après avoir reconnu le droit de l'État à intervenir, sous telles conditions, dans les questions sociales, Léon XIII a soin de nous dire : « Par État, nous entendons ici, non point tel gouvernement établi chez tel ou tel peuple, mais tout gouvernement, qui répond aux préceptes de la raison naturelle et de la sagesse divine, tels que nous les avons nous-mêmes exposés, spécialement dans notre encyclique sur la constitution chrétienne des États¹. »

Ainsi, c'est à l'État, selon les enseignements de l'Église, à l'État paternel dont les chefs, sacrés par les ministres de Dieu, se regardent comme les mandataires du Roi du ciel ; c'est à l'État chrétien, en un mot, que le saint-siège semble réserver le droit de s'ingérer dans les questions sociales. Mais cet État chrétien, tel que l'ont défini les enseignements de Rome, ce n'est plus, aujourd'hui, qu'un État idéal, ou mieux, ce n'est plus qu'un souvenir à demi effacé d'un passé à jamais évanoui. Cet État chrétien, conforme « aux préceptes de la raison naturelle et de la sagesse divine », j'ai beau regarder au loin, de tous côtés, en Europe, dans les deux Amériques, je ne l'aperçois nulle part, — si ce n'est peut-être, là-bas, vers les

1. L'encyclique *Immortale Dei*.

savanes des tropiques, dans la république de l'Équateur, — car je ne pense pas que le saint-père veuille le reconnaître dans l'autocratique et schismatique Russie. Ce n'est point, cependant, pour le passé et pour les morts que le saint-siège nous communique son enseignement social, mais bien pour le présent, pour les nations de nos jours et pour les peuples vivants. Ce n'est pas, du moins, pour un Etat imaginaire ou pour un État enseveli, avec les rois très chrétiens et les rois catholiques, dans les caveaux de Saint-Denis ou de l'Escorial, que les générations contemporaines discutent, avec tant de passion, sur les limites de l'autorité publique ; c'est pour nos États actuels, pour les États dont nous subissons la loi, — en un mot, pour l'État moderne, tel qu'il fonctionne autour de nous.

Or, cet État moderne, nous nous en défions, Très-Saint-Père, non seulement comme citoyens, mais comme chrétiens, — et nos défiances, vous nous les pardonnerez, Très-Saint-Père, car nous sentons que vous les partagez. Cet État moderne, monarchique ou républicain, l'État bureaucratique aux cent bras qui pénètrent partout, l'État électif, acéphale ou polycéphale, changeant, incohérent, capricieux, mais toujours enclin à usurper sur la famille, sur les sociétés privées, sur les particuliers, nous craignons d'en étendre démesurément la compétence. Nous le con-

naissions trop pour nous abandonner à lui. Nous savons, par expérience, combien lourde et gauche est sa main, combien ses procédés sont violents, tracassiers, arbitraires, tyranniques, ses façons présomptueuses et coûteuses. L'Église elle-même, vos évêques, vos prêtres, vos moines, vos inoffensives religieuses, vous-même, Très-Saint-Père, en avez pu apprendre quelque chose. Vous savez ce qu'il a trop souvent fait de vos écoles, de vos confréries, de vos couvents, de vos noviciats. — Votre docteur préféré, saint Thomas, disait de l'État qu'il était le serviteur de Dieu pour le bien, *minister Dei in bonum*; est-ce bien de Dieu que l'État contemporain se fait toujours le ministre ?

Vos vénérables prédécesseurs, et vous-même, parfois, Très-Saint-Père, vous avez reproché sévèrement aux hommes qui osent se dire libéraux, à ceux qui, en politique comme en religion, défendent la liberté, de réclamer la liberté du Mal avec celle du Bien, et de reconnaître à l'Erreur les mêmes droits qu'à la Vérité. Le reproche était-il toujours fondé ? Peu importe ici ; mais, prenez-y garde, l'État moderne, Très-Saint-Père, l'État athée, l'État franc-maçon, comme se plaisent à dire nombre de vos fils, l'État nouveau, issu de la démocratie, nous l'avons vu, déjà, plus d'une fois, ne laisser de liberté qu'à ce que vous appelez le Mal, et ne reconnaître de droits

qu'à ce que vous nommez l'Erreur. L'oublier nous semblerait, de la part de l'Église, plus que de la mansuétude chrétienne ; mais vous savez mieux que nous, Très-Saint-Père, ce qui convient à l'Église. Méconnaissant son incompétence doctrinale, l'État démocratique se laisse volontiers aller à dogmatiser, et il ne prend pas conseil du sacerdoce établi d'en haut. Il se fait, à l'occasion, son *credo* et son catéchisme qu'il enseigne au peuple par des catéchistes à lui ; il tend à s'arroger le droit qu'il dénie à votre Église, le droit de fondre les esprits dans un moule et de façonner les générations à sa guise. — Mais, encore une fois, laissons cela, ne considérons que la paix sociale ; lors même qu'il ne pêche ni par présomption doctrinale, ni par intolérance antireligieuse, ni par usurpation sur la famille, cet État moderne nous paraît matériellement, et surtout moralement, incapable d'assumer la haute mission que certains de vos fils semblent revendiquer pour lui. Il ne s'inspire ni de la foi chrétienne, ni de la loi de Dieu, ni de la justice idéale que vous lui prescrivez comme guides ; il ne s'inspire, le plus souvent, que de l'esprit de parti et des passions du moment. Sa loi, sa règle, n'est pas la justice, mais l'intérêt électoral. Loin d'être, comme vous l'y conviez, une autorité impartialement sereine, élevée au-dessus de toutes les classes et pourvoyant équitablement aux intérêts de

tous, l'État que nous connaissons, celui que nous voyons à l'œuvre, chez nous, en France, celui que Votre Sainteté peut juger en Italie, est essentiellement partial ; issu du gouvernement de parti, il est, pour ainsi dire, partial par définition. Au lieu des traditionnelles balances de la justice, il a, en toutes choses, deux poids et deux mesures. Il n'a rien d'une Providence terrestre : ni la prévoyance, ni l'équité, ni l'intelligence, ni la sagesse. Il n'observe aucune des règles et ne respecte aucune des limites posées par vos encycliques ; il est toujours prêt à empiéter sur le domaine qui n'est pas le sien ; il usurpe en tous sens, il est peu soucieux des droits d'autrui et ne reconnaît guère que ceux qu'il a établis ; il prétend seul faire la loi, et il s'imagine volontiers créer le droit. Il se croit tout permis, et il se vante de tout s'assujettir. Il veut être tout, et sa volonté est changeante, tour à tour violente et faible, comme les majorités passionnées et comme les foules ignorantes dont il émane ; — et si médiocre est notre confiance en lui, que sa mobilité nous rassure plus qu'elle ne nous effraie. Il ressemble à une barque à voile, mal lestée et mal gouvernée, qui file au hasard, en rasant l'eau, penchant tantôt sur un flanc, tantôt sur l'autre, au gré de la brise qui souffle, à la merci d'un coup de vent.

Oui, Très-Saint-Père, nous nous défions de l'État,

monarchique ou républicain, populaire ou bourgeois, parlementaire ou césarien ; nous nous défions de sa prudence, de ses lumières, de ses doctrines et de ses visées ; nous nous défions de ses procédés, de ses méthodes, de son goût de réglementation, de ses engouements et de son outrecuidance ; nous nous défions de sa moralité, de sa conscience, de sa probité. Il nous est malaisé de voir en lui l'organe du Droit et l'instrument de la Justice. Et, en vérité, ils nous semblent bien confiants ou bien téméraires, ceux de vos fils qui veulent élargir la sphère d'action de cet État moderne, à l'heure même où, en tant de pays, dans votre Italie où vous êtes contraint de vivre en captif, dans notre France même, jadis la fille aînée de l'Église, l'État s'ingénie à éliminer la religion de la vie publique et de la vie privée, expulsant de partout, de l'hôpital comme de l'école, Dieu, le prêtre, la sœur de charité.

Car, — il ne faut pas s'y tromper, — nous n'armérons pas l'État de droits nouveaux, nous ne fortifions pas la puissance de l'État d'un côté, sans la renforcer de tous à la fois. On ne saurait étendre le domaine de l'autorité publique sur tous les intérêts et sur tous les contrats privés, sans lui asservir l'individu et lui assujettir la famille. Aucun artifice de la science politique ne trouvera le moyen de faire de l'État le maître de la vie économique,

l'arbitre omnipotent de l'usine et de l'atelier, sans que nos sociétés, qui vivent du travail, soient prises tout entières dans sa main. Il n'y a qu'une façon d'établir, à toujours, sur le monde, le despotisme de l'État ; mais il y en a une, — c'est celle-là.

X

Dangers pour le progrès social de l'ingérence de l'État. — La réglementation administrative, l'initiative privée et l'économie sociale. — Répugnances du saint-siège pour le socialisme d'État. — Comment le pape défend l'individu, la famille, les sociétés privées contre l'absorption de l'État. — Que l'Église a, elle aussi, ses droits de l'homme et du citoyen. — Qu'il est faux que le christianisme ne reconnaisse à l'homme et aux peuples que des devoirs. — Limites qu'imposent à l'autorité et à l'action de l'État les droits reconnus à l'individu et à la famille. — Comment c'est à la liberté et aux institutions nées de la liberté que l'Église demande, de préférence, la solution des questions sociales. — Comment il ne faut pas toujours identifier la liberté avec l'individualisme.

Et quand l'État moderne serait plus équitable et serait plus éclairé ; quand il serait autre chose, en réalité, qu'une collectivité irresponsable exerçant le pouvoir par des mandataires changeants et passionnés ; quand il se déferait de son esprit sectaire et de ses procédés tyranniques, nous douterions en-

core, pour réglementer l'usine et l'atelier, de sa compétence et de sa capacité. L'État est une machine pesante, aux rouages lents, inutilement compliqués, qui, pour le plus petit travail, exige une dépense considérable de combustible et de main-d'œuvre ; aucune n'a un rendement plus faible et ne laisse perdre autant de force ; par suite, plus on étend l'action de l'État, plus on risque d'appauvrir le pays. Au lieu de hâter le développement de la richesse nationale, l'intervention de l'État est faite pour le ralentir, en comprimant les libres facteurs de la richesse et du travail.

Il est un reproche, en tout cas, auquel son ingérence ne peut échapper et qui, en matière sociale ou économique, est des plus graves, c'est que l'immixtion de l'autorité publique énerve l'initiative privée. Or, cela seul serait inquiétant, car l'initiative privée a, de tout temps, été le grand ressort du progrès ; le briser ou le paralyser en l'enveloppant de lois et règlements qui en arrêtent ou en gênent le jeu, ce serait entraver les progrès de l'industrie et le progrès de la richesse, partant retarder l'amélioration du bien-être des masses. — Ce n'est point tout : dans les questions sociales elles-mêmes, dans les questions proprement ouvrières, l'ingérence de l'État, avec ses procédés vexatoires et ses habitudes tracassières, n'aboutit souvent qu'à déprimer, au lieu de les sti-

muler, les forces privées et les énergies vivantes, la philanthropie humanitaire, ou la charité chrétienne. Nous en avons déjà la preuve pour la bienfaisance publique ; elle semble, à grands frais, stériliser les champs que fécondait la bienfaisance privée. Prenons-y garde, au lieu de pousser les patrons et les capitalistes, les sociétés industrielles ou les chefs d'industrie, à remplir, plus largement, leur devoir social, l'immixtion arbitraire de l'État menace de les en dissuader ou de les en décourager. Il nous semble déjà, en France, voir des symptômes de ce découragement ; et, en vérité, cela est grand dommage.

Nous nous calomnions en effet nous-mêmes, quand nous répétons que, en pareille matière, l'initiative privée est demeurée stérile, et la liberté inerte. Non pas ; c'est, au contraire, un des domaines où notre fin de siècle, à tant d'égards si peu digne d'admiration, a le mieux mérité de la France et de l'humanité. Je n'en veux comme témoin que notre exposition universelle de 1889, et ce groupe de l'Économie sociale, ou, comme on disait si justement, de « la Paix sociale », dont les salles silencieuses et trop peu visitées s'ouvraient, sur l'Esplanade des Invalides, à quelques pas du palais de la guerre ¹. De larges

1. Le jury du groupe de l'Économie sociale s'était préoccupé d'assurer à cette exposition un caractère permanent, par la formation d'un « Musée-Bibliothèque » d'économie sociale. En

tableaux graphiques aux courbes bizarres, de longues colonnes ou de hautes pyramides de chiffres, des diagrammes de toutes formes et de toutes couleurs, des plans et des modèles de maisons ouvrières, des statistiques, des rapports, des notices de toute sorte et de tous pays montraient, à des curieux trop rares, tout ce qu'ont déjà tenté la liberté et l'initiative privée, les individus et les sociétés, pour relever la situation des ouvriers et pacifier les rapports du travail et du capital.

C'était là, dans son austère et froide nudité, un spectacle plein de promesses pour l'avenir. De toutes les sections de cette fastueuse et bruyante exhibition, c'était peut-être la plus suggestive; — par son inspiration, c'était, à tout le moins, la plus chrétienne. Le saint-père en eût pu recommander la visite à ses prêtres et à ses moines. Il y manquait une chose, il est vrai, qui en eût fait sans conteste la plus admirable des expositions du monde, il y manquait les œuvres de la charité chrétienne, — une exposition que je voudrais bien voir réunir quelque part, un jour, si ce n'est dans notre profane Paris, à Rome du moins, dans quelque couvent solitaire de

attendant que ce souhait, qui ne semblait avoir rien de présomptueux, puisse être réalisé, les objets et les documents rassemblés en 1889 sont, paraît-il, relégués dans les écuries du quai d'Orsay.

l'Aventin, ou encore chez le pape, sous les loges ou dans les jardins du Vatican, non pour décerner à de mondaines vanités des médailles d'or ou d'argent, mais pour bien faire voir, à ce monde oublieux, ce que doivent au Christ et à son Église les souffrances humaines.

Malgré cette lacune, le spectacle de l'Esplanade était digne d'attention ; le pape Léon XIII eût assurément eu joie à parcourir les seize sections de notre groupe d'Économie sociale : rémunération du travail et participation aux bénéfices, — associations coopératives de production, — syndicats professionnels, — apprentissage et sociétés de patronage, — sociétés de secours mutuels, — caisses de retraites, — caisses d'épargne, — assurances contre les accidents et assurances sur la vie, — associations coopératives de consommation, — associations coopératives de crédit, — habitations ouvrières, — cercles ouvriers et sociétés populaires, — hygiène sociale et sociétés de tempérance, — protection des enfants, — institutions patronales.

Ces seize, ou mieux, ces quinze sections de l'Économie sociale (la seizième était consacrée à l'intervention des pouvoirs publics), prouvaient, pièces en main, que les hommes de liberté ne sont pas insensibles aux maux des classes laborieuses et que, pour s'occuper des questions ouvrières, notre

société n'a pas attendu l'impulsion de l'État ¹. La plupart des œuvres, des fondations, des associations, des entreprises sociales récompensées en 1889, étaient relativement récentes, quelques-unes tout à fait nouvelles; elles tendaient, depuis quelques années, à prendre un essor rapide; fasse le ciel que la menace de l'intervention de l'État ne porte pas un coup funeste à toutes ces créations de l'initiative privée! L'État a la main, pour ne pas dire la patte lourde; ce qu'il touche, il l'écrase souvent sans le vouloir. La réglementation administrative a quelque chose de déprimant et d'étouffant; puisse-t-elle ne pas enrayer, pour longtemps, un mouvement dont on pouvait beaucoup se promettre!

Le socialisme d'État, tel est, aujourd'hui, le péril pour nos sociétés modernes. C'est de ce côté qu'elles penchent, et pousser une société du côté où elle penche, c'est la pousser à des chutes. Le pape Léon XIII en a le sentiment. A travers les formules philosophiques percent partout, dans les enseigne-

1. Voyez sur l'exposition d'Économie sociale, le remarquable rapport de M. Léon Say, rapporteur général du groupe, et parmi les rapports spéciaux des seize sections, tous dignes d'attention, mais non encore tous publiés, consulter, en particulier, ceux de MM. G. Picot, de Foville, Cheysson, Ch. Robert, Ch. Lavollée, Ch. Lucas. Cf. M. E.-M. de Vogüé : *Remarques sur l'Exposition du centenaire*, p. 213-216.

ments pontificaux, de sourdes défiances envers l'ingérence de l'État, la crainte de son immixtion arbitraire et abusive dans un domaine qui n'est pas le sien. Le socialisme d'État, vers lequel inclinent tant de gens du peuple et tant de gens du monde, avec une myopie presque égale, la plupart ne distinguant ni les conséquences de leurs doctrines ni le terme de la route où ils s'engagent, le socialisme national ou municipal, le pape ne lui est guère moins sévère qu'au socialisme révolutionnaire. Admet-il, en principe, l'intervention de l'État ou de la commune, il a soin de ne le faire qu'avec des restrictions minutieuses et répétées. Il est, partout, opposé à l'absorption du citoyen par l'État ; il en aperçoit les dangers et il les montre ; il affirme, en propres termes, à plusieurs reprises, que ni la famille ni l'individu ne doivent être absorbés par l'autorité publique : *non civem, ut diximus, non familiam absorberi a republica rectum est.*

Prenez la famille sur laquelle tant d'imprudents veulent appesantir le bras de l'État, comme le pape la défend ! comme il en revendique l'autonomie ! et, ici, il ne fait que suivre la tradition chrétienne qui, sur ce point, a toujours été contraire aux traditions de l'antiquité païenne. « La famille, nous enseigne Léon XIII, à la suite des docteurs, la société domestique a beau être très petite, c'est une vraie société,

— *perparva illa quidem, sed vera societas*, — elle est antérieure à toute société civile, — *eademque omni civitate antiquior*; — c'est pourquoi, il faut, de toute nécessité, lui attribuer des droits et des devoirs absolument indépendants de l'État, *quæ minime pendeant a republica*. » Et cela ne suffit point à Léon XIII. « Tout comme la société civile, se plaît-il à répéter, un peu plus loin, la famille est une société proprement dite (*veri nominis societas*), qui a son autorité et son gouvernement propres, l'autorité et le gouvernement paternels; et c'est pourquoi la famille, dans les limites que détermine sa fin immédiate, pour le choix et l'usage de tout ce qu'exigent sa conservation et sa juste indépendance, la famille a des droits au moins égaux à ceux de la société civile; *paria saltem cum societate civili jura obtinet*. — Des droits au moins égaux, insiste le souverain pontife, car la société domestique a sur la société civile une priorité logique et une priorité réelle auxquelles participent nécessairement ses droits et ses devoirs. »

Que voilà de hautes et fortes paroles! et comme nous aimerions à les voir inscrire en lettres d'or sur la porte de nos écoles et sur les murs de nos hôtels de ville! Au christianisme revient, en grande partie, la gloire d'avoir affranchi la famille, et, après vingt siècles, il en demeure encore le rempart le plus

ferme. C'est pour cela, et non par genre et par bigoterie, que tant de pères de famille font cause commune avec l'Église, dans sa lutte contre l'État pour la liberté de l'enseignement. Ne pouvant tenir isolés, en rase campagne, contre les envahissements de la puissance publique, ils sont heureux de s'abriter, eux et leurs enfants, derrière la vieille Église, et ils se font un devoir d'étayer la seule muraille qui puisse les défendre. — Qu'il s'agisse de l'école ou de l'atelier, de l'instruction ou de l'apprentissage, le pape s'élève, avec véhémence, contre toute autorité qui ose attenter sur le sanctuaire de la famille, contre ceux, notamment, « qui, à la providence paternelle, prétendent, comme les socialistes, substituer la providence de l'État ». Ce n'est pas lui qui voudrait assujettir le travail de la maison et les ateliers de famille à la réglementation bureaucratique. Le pape ne concède à l'État, vis-à-vis du foyer domestique, qu'un rôle, celui de faire rendre à chacun son droit, là où les droits mutuels des membres de la famille seraient violés gravement. « A cela, dit-il, doit se borner l'action de ceux qui président à la chose publique ; la nature leur interdit de dépasser ces limites : *hos excedere fines natura non patitur*. »

Et ce qu'il affirme de la famille, le saint-père le maintient, également, des sociétés et des associations

privées. A elles, aussi, il reconnaît un droit antérieur à la loi et antérieur à l'État. C'est là un point capital, pour qui sait quelle importance l'Église et la théologie ont, de tout temps, attribuée à ces questions de droit et d'origine. Aux yeux du pape, les sociétés et les associations privées reposent, elles aussi, sur le droit naturel, et non sur la volonté ou la tolérance de l'État. Par cela seul, la conception de l'Église quant au droit d'association est aux antipodes de la conception romaine, de la conception païenne, qui est demeurée celle de notre droit public et privé, celle de nos lois et de nos codes¹. La théorie pontificale, ou mieux, la théorie chrétienne est singulièrement plus large, partant plus libérale, parce qu'elle est plus restrictive des pouvoirs de l'État. « C'est la nature, ne craint pas d'écrire le pape, qui a octroyé à l'homme le droit de former des sociétés privées; — et la société civile, se permet-il d'ajouter, a été instituée pour protéger le droit naturel, non pour l'anéantir². » Ne voilà-t-il pas une déclaration catégorique pour des lèvres habituées à rendre les oracles du Très-Haut? et comme, en

1. Voyez, dans *la Revue des Deux Mondes* du 15 octobre 1891, la belle étude de M. Pierre Daresté sur *la Liberté d'association*.

2. *Privatas enim societates inire concessum est homini jure naturæ; est autem ad præsidium juris naturalis instituta civitas, non ad interitum.*

pareille matière, nos jurisconsultes et nos hommes d'État sont en retard sur le Vatican !

Le lecteur aura remarqué quelle place tiennent, dans les enseignements du saint-siège, la nature et le droit naturel, *jus naturale*, *jus naturæ*. Ici encore, ce n'est peut-être pas là le langage que le siècle attendait de Rome, aujourd'hui surtout que, après s'être si hautement prévalu de la nature et du droit naturel, le siècle est enclin à en faire bon marché. En vérité, à force d'entendre la chaire pontificale nous parler, au nom de Dieu, des droits naturels de l'homme et du citoyen, on songe involontairement aux droits de l'homme proclamés jadis, du haut de la tribune, au nom de la Raison. Et, s'il y a ici autre chose qu'une rencontre, s'il y a imitation ou plagiat, le monde s'imaginerait à tort que c'est de la part de la chaire romaine. Ce ne serait rien moins que renverser les rôles. Léon XIII, cette fois encore, n'a rien innové ; il n'a pas été, à dessein ou par mégarde, emprunter les termes d'un vocabulaire étranger. Le pape, quoi qu'en puisse penser l'ignorance contemporaine, est dans la tradition des Pères, dans celle des scolastiques, dans celle des grands théologiens.

J'entends souvent dire que l'Église ne reconnaît à l'homme que des devoirs, — que, aux individus, comme aux peuples, le christianisme ne parle que

de leurs devoirs. Certains écrivains, Lanfrey, par exemple, ont vu là le signe et, en même temps, le principe de l'antagonisme entre l'Église et la Révolution, entre la papauté et la société moderne ¹. A les en croire, c'est la Révolution et les philosophes du xviii^e siècle qui ont introduit dans le monde l'idée que l'homme avait des droits imprescriptibles, antérieurs et supérieurs à toute loi écrite. Pour professer pareille opinion, il faut n'avoir jamais eu la curiosité de jeter un regard sur les scolastiques, ou de parcourir les lourds in-quarto des théologiens. L'idée de droits, inhérents à la personne de l'homme, est en réalité une idée chrétienne. Et, à cette notion du droit naturel en discrédit dans nos écoles et dans nos assemblées, le christianisme donne une force singulière et comme une consécration divine ; car, en disant que l'homme tient son droit de la Nature, le chrétien entend que l'homme tient son droit de Dieu et, par là même, il le déclare inaliénable et inamissible ; il le place au-dessus de toutes les entreprises de la force publique ou privée, ce qui vient de Dieu ne pouvant être supprimé par l'homme ; et, ainsi, la Force ne saurait faire le Droit, ni le Droit se confondre avec la Force. Si obscurcie qu'elle ait pu sembler dans l'Église, aux époques où l'Église

1. Lanfrey, *l'Église et les philosophes au xviii^e siècle*.

était devenue une puissance de ce monde, c'est peut-être bien de l'Église, de l'Évangile, de la Bible que cette notion du droit est par infiltration venue à nos philosophes ; c'est, en grande partie, à l'Église et à la théologie que remonte notre goût français, notre goût latin pour le droit naturel, pour le droit abstrait.

Quoi qu'il en soit, il est curieux de voir combien de droits primordiaux l'Église, par la bouche du souverain pontife, reconnaît à l'homme et au citoyen. Je me ferais fort d'extraire des encycliques pontificales, de celles de Léon XIII en particulier, toute une table des droits de l'homme, comparable, par bien des côtés, à celle du Sinaï révolutionnaire, à ces droits de l'homme de 1789, si durement et parfois si justement raillés par les ministres de l'Église. On y retrouverait sans peine, avec la liberté et l'égalité primitives, jusqu'au droit de résistance à la tyrannie. Mais il importe de ne point l'oublier, ces droits de l'homme, selon le vieil Évangile, diffèrent de ceux qu'a proclamés l'Évangile révolutionnaire, en ce qu'ils sont mieux définis, plus précis et plus mesurés ; en ce que, surtout, ces droits de l'homme ont toujours pour limite les devoirs de l'homme, avec les droits de Dieu et de l'Église. Peu importe, du reste, pour ce qui nous occupe ici ; tout droit attribué à l'individu, à la famille, aux sociétés

privées, est une borne marquée à la puissance de l'État.

Et c'est bien ainsi que l'entend le pape, dans ses encycliques, sur la condition des ouvriers ou sur la liberté humaine. Je me suis permis de dire, un jour, que, en face de la démocratie, vis-à-vis de l'État moderne, de l'État laïque, l'Église était contrainte d'être libérale, au besoin malgré elle¹. Cela, je l'écrivais de la politique ; or, on en pourrait dire autant des questions sociales, parce que, alors même qu'elle oublierait les droits naturels de la famille, de l'individu, des associations, l'Église, dans les questions sociales comme dans les questions politiques, ne saurait admettre longtemps d'autre tutelle que la sienne. Si elle s'éloigne de la liberté, l'Église y sera vite ramenée par le souci de sa propre liberté ; car elle est elle-même une société, la plus vaste et la plus noble des sociétés humaines, une « société parfaite », comme aiment à dire ses docteurs ; et son premier besoin est de se gouverner librement. A ce titre, elle est, sous peine de suicide, obligée de s'opposer à l'absorption de l'individu, à l'absorption de la famille, à l'absorption des sociétés privées par l'État. Or, en quoi consiste le libéralisme,

1. Voyez les *Catholiques libéraux, l'Église et le libéralisme de 1830 à nos jours*. Paris, P'ou.

si ce n'est en cela ? — non le pseudo-libéralisme, bâtard de la Révolution et menteur à son nom, mais le sincère, le loyal libéralisme, fidèle à sa devise et à la Liberté ?

Aujourd'hui, déjà, veut-on y regarder de près, on voit que c'est à la liberté, et aux institutions nées de la liberté, que le saint-siège demande, le plus volontiers, la solution des questions sociales. Loin de condamner cette pauvre liberté, cette reine déchuë, tant vilipendée du monde, et conspuée par la foule qui l'acclamait naguère, le pape lui fait appel, le pape la réconforte, il l'invite à se relever, à ne point se décourager, à se remettre bravement à l'œuvre. En dépit des clameurs qui s'élèvent contre elle, il ne cache point qu'il la préfère à la favorite du jour, à la nouvelle venue qu'on veut partout introniser à sa place : l'intervention de l'État.

Pour Léon XIII, l'intervention des pouvoirs publics doit être l'exception, et non la règle ; il n'admet l'immixtion de l'État que là où la nécessité l'exige. Pour lui, la règle, c'est la liberté. En cela, plus on les étudie, se résument les enseignements pontificaux. — Il est juste, affirme l'encyclique *Rerum novarum*, que les citoyens puissent, en toutes choses, agir librement, pourvu qu'ils n'attendent pas contre le bien public et ne nuisent pas à autrui.

N'est-ce pas là, sous la forme d'une sorte de « truisme », la définition classique qui, à la liberté de chacun, donne pour limite la liberté de tous ? — Si nous voulions tirer la couverture à nous, nous pourrions dire que, en économie sociale, Léon XIII est avec les libéraux, qu'il est lui aussi, *volens, nolens*, un libéral. Mais Dieu nous garde d'un procédé si mesquin ! Mieux vaut cent fois, à nos yeux, que le pape ne relève d'aucune école. Le pape est pape ; il doit demeurer en son haut siège pontifical, et comme, dans la majesté des cérémonies romaines, lorsque, sur la *sedes gestatoria*, il est porté au-dessus de la tête des foules agenouillées, il doit, de sa chaire, planer au-dessus de nos disputes. Ses enseignements n'en auront, pour tous, que plus d'autorité.

Le remède aux maux du corps social, le chef de la chrétienté ne le demande donc pas à la panacée à la mode, à l'intervention de l'État ; il sait que, en maintes circonstances, ce remède peut aggraver le mal ; qu'il est d'un emploi délicat et que la dose en est malaisée à prescrire ; qu'il est essentiellement débilitant et qu'il risque d'amener lentement, après une sorte d'atonie générale, l'ataxie et la paralysie des membres. Le pape n'a garde de recourir au mécanisme bureaucratique et à la tutelle administrative. Le remède recommandé par Léon XIII, comme, avant lui, par la plupart des catholiques, c'est l'as-

sociation, ce sont les sociétés privées et les unions corporatives; et ces corporations, le pape veut qu'elles soient libres de l'État. Avec ces libres associations, il espère pouvoir éviter, d'habitude, l'ingérence de l'État et échapper, ainsi, au socialisme d'État. Et, en effet, une fois armés du droit de se syndiquer, les ouvriers semblent assez forts pour se passer du secours de l'État ; ils cessent d'être les faibles, les impuissants, à la merci des patrons ; n'étant plus isolés, ils peuvent traiter, sur un pied d'égalité, avec les capitalistes ; ils sont en mesure de soutenir leurs droits et de faire leurs conditions. Mais demander la solution des questions ouvrières à des associations libres, c'est bien la demander à la liberté ; car il faut se garder de toujours confondre la liberté avec l'individualisme.

Cette confusion, je ne reconnais à personne le droit de nous l'imposer ; et, pour ma part, je ne l'accepte point. La liberté et l'individualisme ne sont pas synonymes, et c'est faire tort à la première que de les prendre tous deux comme équivalents. Pour être la plus essentielle des libertés, celle de l'individu n'est pas la seule¹. C'est là ce que partisans ou adversaires de l'ingérence de l'État perdent trop souvent de vue. La liberté d'association, sous toutes

1. Voyez ci-dessous, chap. XIII, pag. 210 et suiv.

ses formes, commerciale, industrielle, ouvrière, religieuse ou politique, fait partie de la liberté. Sans elle, il n'y a même ni vraie liberté, ni régime vraiment libéral ; il n'y a qu'une liberté boiteuse qui cloche d'un côté. Et c'est peut-être pour cela, parce qu'elle n'a pas été complétée, et comme équilibrée, par le droit d'association, que la liberté économique n'a pas donné au monde moderne tout ce que le monde semblait en droit d'en espérer.

XI

De la législation sociale. — Initiative des catholiques à cet égard. — L'attitude du saint-siège devant les desiderata du programme ouvrier. — Réserve du pape. — Le repos hebdomadaire et l'observation du dimanche. — Les heures de travail, la journée « normale » et la journée « maximale ». — Le taux du salaire et le salaire minimum. — La théorie des salaires de Léon XIII. — Est-il vrai que cette théorie est en opposition avec les doctrines économiques? — Comment se fait jour partout le peu de goût du saint-siège pour l'ingérence de l'État.

Avant de voir comment le pape entend les corporations, voyons ce qu'il pense d'une législation sociale ; car, si l'État doit intervenir, c'est par la loi. Une législation sociale, les catholiques se font gloire d'avoir été les premiers à en réclamer une de la République française. C'est à bon droit ; l'initiative, chez nous, en revient à M. de Mun. On sait sur quels points doit porter cette législation. Des

hommes, partis de bords opposés, ont cru que, pour enlever aux travailleurs tout grief légitime, il suffisait de quelques lois sur le travail. C'est ainsi qu'ils poussent l'État à fixer la durée *maxima* de la journée de travail, et pour que l'ouvrier ne soit pas victime de la réforme, ils engagent, en même temps, l'État à fixer un *minimum* de salaire. Ce sont là les deux mesures essentielles, mais elles ne sont pas les seules. On demande, en outre, à l'État d'assurer à l'ouvrier un jour de repos par semaine, ce qui, en mainte contrée, existe déjà ; et, chose moins aisée, on invite les gouvernements à garantir la vie ou la subsistance des travailleurs contre les chômages, contre les accidents, contre les maladies, contre la vieillesse. Ce n'est pas tout ; comme les peuples qui adopteraient de pareilles lois se mettraient, vis-à-vis des autres, dans une situation d'infériorité manifeste, ne pouvant plus soutenir, à armes égales, les rudes batailles de la concurrence industrielle, on somme les divers gouvernements de s'entendre pour une législation internationale, de façon que, les mêmes lois sociales étant appliquées partout, simultanément, la réforme ne puisse appauvrir un État au profit des autres.

Ces revendications, bruyamment formulées dans de nombreux congrès, le pape ne les ignore point, et il ne les évite pas. Il examine les questions, il pose

des principes, mais, d'ordinaire, il ne précise point les mesures à prendre. Il n'a garde de recommander aux catholiques « les trois huit » du programme ouvrier. Je ne vois qu'un point sur lequel le pape donne une formule d'application nette; c'est le repos hebdomadaire. Et cela lui est facile, la journée de repos par semaine est d'invention chrétienne, d'invention hébraïque, ou mieux, elle est de précepte divin. Ce n'est pas une innovation du monde moderne, mais bien un retour à la tradition. C'est là le premier article du vieux code social promulgué, du haut du Sinaï, pour toutes les nations. Sur ce chapitre, l'Église n'a jamais varié, elle a toujours eu sa solution, et le tort des États modernes a été de s'en écarter. Le repos du dimanche, naguère si mal compris des foules, a été un des grands bienfaits que l'Église, sortie d'Israël, ait apportés au monde.

Le sabbat était une des plus hautes conceptions de la loi ancienne, d'où il est passé à la nouvelle. Le sabbat a été pour l'humanité, pour l'esclave, pour le serf, pour l'ouvrier, un instrument d'émancipation. Selon le mot d'un israélite américain, il a été le premier « abolitionniste ¹ ». Comme le disait, à Pérouse, le cardinal Pecci, ce n'est pas seulement le jour du Seigneur, c'est aussi le jour de l'homme. La

1. D^r Kohler, *Menorah*, New-York, septembre 1891.

fantaisie du poète a représenté le juif, métamorphosé durant six jours en animal immonde, qui recouvre la forme humaine, le vendredi soir, en allumant les flambeaux du sabbat¹. Ainsi de l'ouvrier chrétien, le dimanche ; lui, aussi, redevient un homme, se sent pleinement un homme. Mais, pour que l'antique sabbat garde toute sa valeur sociale, il faut que le repos hebdomadaire tombe, autant que faire se peut, pour tous, le même jour ; que tous les membres de la famille, tous les habitants du pays le fêtent ensemble ; et non point, comme le veulent des libres penseurs imbéciles et de faux démocrates, que ce soit un jour choisi au hasard, entre les sept de la semaine, par le caprice de l'ouvrier, ou par l'arbitraire du patron.

Une des tristesses de ce temps, où nous n'en sommes plus à les compter, c'est de voir l'inepte fanatisme de majorités prétendues démocratiques repousser de la loi sur le travail des enfants ou des femmes le mot de dimanche, de peur d'avoir l'air de complaire aux curés². Je dirai plus, jamais, au point de vue social, faire le lundi ne vaudra célébrer

1. H. Heine, *Prinzessin Sabbath*.

2. C'est ainsi que notre Chambre des députés, rejetant l'amendement présenté par M. Léon Say, a encore, en décembre 1891, par 316 voix contre 216, refusé d'inscrire dans la loi le nom du dimanche.

le dimanche. Pour que le jour de repos, commandé par Dieu, fût vraiment, pour l'homme, pour la femme et pour l'enfant, un jour de relèvement et d'affranchissement, il faudrait qu'il fût ramené à sa signification ancienne; que, au lieu d'un chômage, « fauteur des vices et dissipateur des salaires », ce fût le jour de Dieu, en même temps que le jour de l'homme, — le jour de la famille et du foyer, le jour de l'âme et de l'esprit, et non pas seulement le jour des guinguettes ou des *bookmakers*.

Ici, l'Église appelle l'intervention de la loi, parce que la loi humaine ne ferait que sanctionner la loi divine. En est-il de même pour les autres points du programme ouvrier? Prenons la plus simple, en apparence, des mesures réclamées par les congrès des travailleurs, la limitation des heures de travail. Que nous enseigne le saint-père? Que l'activité de l'homme a des bornes qu'elle ne peut franchir; que le nombre d'heures d'une journée de travail ne doit pas excéder la mesure des forces du travailleur. Va-t-il fixer la longueur de la journée « normale », comme disent certains sociologues, ou de la journée « maximale », comme s'expriment, avec plus de réserve, quelques catholiques¹? Non pas, le pape

1. M. le comte de Mun et M. l'abbé Winterer entre autres. Tous deux réclament une loi fixant la durée de la « journée maximale », pour les ouvriers adultes dans les usines. En fait,

est trop clairvoyant pour n'en pas sentir la difficulté; il remarque expressément, « que la durée du travail et les intervalles de repos doivent être proportionnés à la nature du travail et à la santé de l'ouvrier, et qu'ils doivent être réglés d'après les circonstances, les temps et les lieux ». Humaine ou divine, c'est là le langage de la sagesse; mais c'est la négation de la journée normale, et des « trois huit ».

Léon XIII n'est pas, comme tant de nos socialistes, dupe des progrès du « machinisme »; il ne s' imagine point que, grâce à ces ouvriers de fonte et d'acier, le travail va bientôt devenir, pour l'homme, un passetemps de quelques heures. Le pape se borne à réclamer, ce qui est admis de tous, la limitation du nombre d'heures de travail pour les enfants et les adolescents. Il est déjà moins catégorique pour les femmes; il ne va pas, sur ce point, aussi loin que M. J. Simon,

il y a, on le sait, une loi de 1848 fixant, chez nous, ce maximum à douze heures; et une loi récente, votée par la Chambre et non encore ratifiée par le Sénat, vient, pour les femmes, d'abaisser ce maximum à dix heures. Au-dessous de cette journée maximale, la détermination du nombre d'heures de travail reviendrait, d'après M. de Mun et M. l'abbé Winterer, non aux pouvoirs publics, comme le demandent les partisans des « trois huit », mais aux corporations, aux syndicats mixtes, à la juridiction professionnelle en un mot.

tout en exprimant, lui aussi, ce qui est dans notre cœur, à tous, le désir que la femme soit laissée, autant que possible, au foyer et aux travaux domestiques. Quant aux hommes valides, le pape, encore une fois, ne nous donne aucune indication ; il s'en remet à la liberté, aux associations, aux besoins de chaque pays et de chaque profession.

Les enseignements du saint-siège seront-ils plus explicites pour le taux du salaire que pour la journée de travail ? Le salaire, c'est, dans le monde du travail, la préoccupation qui prime toutes les autres ; c'est, pour l'ouvrier, comme dit M. de Mun, la question éternellement poignante. Comment l'envisage le saint-père ? Ici, comme d'habitude, il se contente de poser des principes généraux, il n'a garde d'entrer dans les détails de l'application ; et n'allons pas dire qu'avec cette méthode il évite, à bon marché, les difficultés, car, en se contentant de poser des principes, — nous l'avons montré au commencement de ces études, — le pape reste dans sa fonction de pape. Faire plus serait en sortir. Le souverain pontife, conformément à sa mission pontificale, nous remémore les règles de la justice. En docteur, il aime les définitions doctrinales ; c'est ainsi qu'il nous donne une théorie du salaire, plus philosophique peut-être qu'économique. L'argumen-

tation a beau nous en sembler quelque peu scolastique, ce qui ne surprend guère de la part d'un tel admirateur de saint Thomas, je ne vois pas que les économistes aient à s'insurger contre elle. Cette théorie, qu'on nous permette de l'exposer brièvement, car c'est une des parties de l'enseignement pontifical sur lesquelles « interventionnistes » ou socialistes insistent le plus volontiers, croyant y découvrir la consécration de leur thèse favorite.

Après avoir constaté, d'accord avec les économistes, que le taux des salaires est déterminé, en fait, par la loi de l'offre et de la demande, Léon XIII entreprend de démontrer que, pour que la justice soit intacte, il ne suffit point que les clauses du contrat de salaire soient respectées des deux parties. Quoi qu'en puissent penser des juristes à vues étroites, cela, en bonne morale, est manifeste. Ici, peut-on dire, le contrat ne fait pas la justice ; la fait-il vis-à-vis des tribunaux humains, il ne la fait point au tribunal de Dieu. Il y a eu, de tout temps, des contrats léonins, des contrats viciés par la fraude ou faussés par la violence, contre lesquels, fussent-ils les plus réguliers du monde, la conscience s'est légitimement soulevée. Que faut-il donc, aux yeux du pape, pour que le contrat du travail soit conforme à la justice ? Il faut que le salaire, consenti par le patron, assure la subsistance de l'ouvrier et

de sa famille¹. C'est là le seul salaire équitable. L'ouvrier lui-même, affirme Léon XIII, n'a pas le droit de travailler à d'autres conditions, car il ne peut se dérober au devoir de conserver son existence. « Par suite, quand un ouvrier, contraint par la nécessité, accepte des conditions trop dures qu'il ne lui est pas loisible de refuser, il subit une violence contre laquelle la justice proteste. » — La chose est de toute évidence ; aucun moraliste n'y contredira, et, ici encore, Léon XIII est bien l'interprète de la morale éternelle, en même temps que l'organe de la morale catholique². « Abuser de la nécessité ou de l'isolement du travailleur, exploiter la pauvreté et la misère » a toujours été un péché,

1. « Que le patron et l'ouvrier fassent telle convention qu'il leur plaira, qu'ils tombent d'accord notamment sur le chiffre du salaire ; au-dessus de leur libre volonté, il est une loi de justice naturelle, plus élevée et plus ancienne, à savoir que le salaire ne doit pas être insuffisant à faire subsister l'ouvrier sobre et honnête. »

2. Cette théorie du salaire, en effet, n'est pas propre au pape Léon XIII ; elle se retrouve, avant ses encycliques ou ses discours, chez la plupart des théologiens qui se sont occupés de la question, notamment chez les jésuites, en si mauvais renom près de nos démocrates, chez le P. Taparelli, le P. Forbes, le P. Lehmkuhl, le P. Liberatore, le P. Nicolas Russo, le P. Costa-Rosetti ; voyez le P. G. de Pascal ; *l'Église et la Question sociale*, 1891, p. 41-57.

une indignité morale, réprouvée par les lois divines, sinon par les lois humaines ¹.

C'est sur ce point, pourtant, qu'on a cru apercevoir une divergence fondamentale entre les enseignements de l'Église et les doctrines des économistes. J'avoue que je ne la vois point. Le pape, ici comme

1. Il est manifeste qu'en posant cette théorie du salaire, Léon XIII n'entend nullement en confier l'application à l'État. Il est bon de rappeler, à ce propos, les fortes paroles adressées, en septembre 1891, par le pape aux pèlerins ouvriers : « Nous l'avons dit : il est certain que la question ouvrière et sociale ne trouvera jamais de solution vraie et pratique dans les lois purement civiles, même les meilleures. La solution est liée aux préceptes de parfaite justice réclamant que le salaire réponde adéquatement au travail. Elle est donc du ressort de la conscience. Or, la législation humaine, visant directement les actes extérieurs de l'homme, ne saurait comprendre la direction des consciences. La question réclame aussi le concours de la charité qui va au delà de la justice. Or, la religion seule, avec les dogmes révélés et les préceptes divins, possède le droit d'imposer aux consciences la justice, la parfaite charité, avec tous ses dévouements. »

On reconnaît dans ce discours, comme dans quelques passages de l'encyclique *Novarum Rerum*, une autre théorie du salaire qui se rencontre également chez nombre de théologiens et de « sociologues ». C'est ce qu'on peut appeler la théorie commutative, d'après laquelle le salaire du travailleur doit être égal à la valeur du travail ; ce que le patron paie doit être l'équivalent de ce que l'ouvrier a fait. Ce principe est partout malheureusement d'une application malaisée. — Voyez sur cette question les articles du R. P. H^{te} Martin : *Études religieuses* des P. P. de la Compagnie de Jésus, novembre et décembre 1891.

d'ordinaire, parle au nom du droit et de la justice abstraite; le pape s'adresse à la conscience; les économistes font profession d'observer les faits; ils raisonnent d'après les faits, cherchant à les réduire en lois, non pour la conscience, mais pour la science. Et, malgré cette diversité de points de vue, il se trouve que, entre les préceptes de l'Église et les lois économiques, au lieu d'une contradiction, comme on l'imagine parfois, il y a plutôt concordance.

Qu'ont dit, en effet, les économistes, les anciens, ceux qui se sont montrés les plus durs ou les plus décourageants pour l'ouvrier, les Turgot et les Ricardo, par exemple? Ils ont précisément enseigné que le taux des salaires est réglé par ce qui est nécessaire à l'ouvrier pour sa subsistance et pour celle de sa famille. D'après les plus secs de ces économistes du vieux temps, le salaire doit, par définition, suffire à l'entretien du salarié; sans cela, en effet, l'ouvrier disparaît, et avec l'ouvrier, le patron; l'industrie perd les bras dont elle ne peut se passer. Mais la science a marché, depuis Turgot et depuis Ricardo; et toute apparence de contradiction entre les lois économiques et les règles de la justice, telles que les formule le saint-siège, disparaît, *a fortiori*, quand, au lieu d'en rester aux doctrines vieilles des fondateurs de l'économie politique, on s'en tient à la science contemporaine.

Catholiques ou hétérodoxes, nombre d'amis de l'ouvrier semblent en être encore à la théorie désolante et démodée « du fonds des salaires », et à la trop fameuse « loi d'airain » du juif Lasalle. Ils semblent croire que, d'après les enseignements des économistes, les ouvriers, obligés par la concurrence d'offrir leurs bras au rabais, ravalent eux-mêmes le taux du salaire à ce qui est strictement nécessaire à l'ouvrier pour ne pas mourir de faim. Ce sont là des vues surannées ; elles n'ont plus cours dans la science ; autant vaudrait parler à nos chimistes du phlogistique de Stahl ; il y a beau temps que l'observation des faits en a montré la fausseté, et que nos savants en ont fait justice¹.

Ce que tels économistes avaient pris, autrefois, pour le salaire naturel, normal, n'est que le salaire minimum au-dessous duquel la rémunération de l'ouvrier ne saurait descendre longtemps. En voulons-nous la preuve, nous n'avons qu'à regarder autour de nous. Là où les capitaux sont abondants et où le travail est libre, le salaire du travailleur tend à s'élever bien au-dessus de ce qui lui est indispensable pour sa subsistance. C'est ainsi que, au xix^e siècle, nous l'avons déjà remarqué, la rémuné-

1. Voyez, par exemple, l'ouvrage de mon frère Paul Leroy-Beaulieu, *Précis d'économie politique*. Cf., pour ne citer que des Français, MM. Léon Say, Levasseur, Maurice Block.

ration de la main-d'œuvre a été sans cesse en grossissant. L'ouvrier est-il porté à l'oublier ? c'est que, ainsi qu'il arrive d'habitude, ses besoins et ses appétits ont crû encore plus vite que son bien-être.

Dans les pays pauvres, où les capitaux sont rares et les bras abondants, la nature des choses met obstacle à ce que les salaires soient élevés. Dans les pays riches, au contraire, les cas où le travail de l'ouvrier ne lui donne pas de quoi subsister décemment deviennent de plus en plus rares ; ils ne se rencontrent guère, en fait, qu'en des circonstances exceptionnelles, aux époques de crises industrielles, par exemple. Et, quand les salaires sont déprimés par la situation du marché, peut-on se flatter de les relever à l'aide d'un tarif officiel, affiché dans les usines ? Presque autant vaudrait astreindre, par une loi, les patrons à faire travailler leurs ouvriers quand ils n'ont plus de commandes à exécuter, et que les marchandises s'entassent inutilement dans leurs magasins. La charité ou l'humanité peuvent les y décider, la loi ne saurait les y contraindre. Qui ne voit à combien d'impossibilités se heurterait une pareille législation ? Léon XIII a trop de sens pratique pour n'en n'avoir pas le sentiment ; aussi, nulle part, le souverain pontife n'a-t-il invité les princes ou les parlements à décréter un minimum de salaire

au-dessous duquel ni l'ouvrier, ni l'ouvrière ne pourraient louer leurs bras¹.

Sa théorie des salaires exposée, Léon XIII s'arrête court. Au moment où il semble sur le point d'invoquer le secours de la loi, le saint-père recule, effrayé, devant les difficultés et devant les périls de l'ingérence gouvernementale. Il en sort en faisant appel à l'association, aux corporations. Le langage pontifical est catégorique; il vaut la peine d'être retenu : « Mais de peur que, dans ces cas (salaires insuffisants) et dans d'autres analogues, comme en ce qui concerne la journée du travail et les soins de la santé de l'ouvrier, les pouvoirs publics n'interviennent d'une manière importune (*ne magistratus inferat sese importunius*), vu surtout la variété des circonstances, des temps et des lieux, il sera préférable que la solution soit réservée au jugement des corporations (*collegiorum*), ou que l'on recoure à quelque autre moyen de sauvegarder les intérêts des ouvriers, en y joignant, si l'affaire le réclamait, le secours et l'appui de l'État. » On voit avec quelle réserve et avec

1. Il est à noter que, dans l'encyclique sur la condition des ouvriers, il n'est nulle part question des assurances ouvrières. On sait qu'un grand nombre de catholiques sont partisans de l'assurance obligatoire, tout en se défendant de vouloir faire de l'État l'assureur universel. Le pape ne s'est pas prononcé sur la question.

quelles restrictions le pape accepte l'immixtion de l'État. A l'inverse de la foule des « interventionnistes », il ne s'y résigne qu'à son corps défendant. Léon XIII, en réalité, aboutit, en toutes choses, à déconseiller l'intervention de l'État; — là où il l'admet, c'est toujours, encore une fois, comme un pis-aller¹.

1. Sur ce point, pour être juste envers eux, il ne faut pas oublier que la plupart des réformateurs catholiques se sont toujours défendus, eux aussi, de vouloir faire régler les salaires par l'État : « A aucun moment, écrivait M. de Mun, quelques mois avant la publication de l'encyclique *De conditione operarii*, je n'ai pensé, ni admis qu'un salaire minimum pût être déterminé et fixé directement par une loi de l'État. Si la solution de ce redoutable problème peut se rencontrer, ce n'est, à mon sentiment, que dans l'accord formé, au sein de la profession, par un conseil d'arbitrage représentant les parties intéressées ou, mieux encore, par la corporation régulièrement organisée. » (*L'Association catholique* du 15 juin 1891.) Le défunt cardinal Manning, expliquant un passage de sa lettre au congrès de Liège, s'était, lui aussi, arrêté à des vues analogues.

XII

D'une législation sociale internationale. — Silence, à cet égard, de l'encyclique sur la condition des ouvriers. — Comment le saint-siège cependant ne peut avoir aucune objection de principe contre une pareille législation. — Différence sous ce rapport entre la papauté et les États temporels. — De l'action internationale de l'Église et du christianisme. — Comment pour le progrès social une législation internationale n'est pas indispensable. — Que nous sommes portés à trop attendre de la loi.

Quand on a une vue aussi nette des obstacles opposés à la réglementation du travail « par la variété des temps et des lieux », on doit avoir peu de foi dans une législation internationale. Cela est bon pour ceux qui préconisent la journée *maxima* et le salaire *minimum*. Aussi, dans la grande encyclique de Léon XIII, n'est-il nulle part question de lois internationales.

Et qui, cependant, plus que le pape, avait qualité

pour recommander une pareille législation ? La papauté n'est-elle pas elle-même un pouvoir international ou supranational ? Et ses encycliques, ne s'adressent-elles pas, d'habitude, également, aux peuples des cinq parties du monde ? Par ses origines, comme par sa fonction, le siège romain, le vrai patriarcat œcuménique est, de toutes les autorités du globe, la mieux placée pour provoquer une entente internationale. Qu'étaient donc les conciles, s'ils n'étaient des congrès internationaux ? Et papes et conciles ne se sont-ils pas maintes fois efforcés de réunir les princes et les peuples chrétiens pour une action commune ? Si l'Europe les eût écoutés, il y a longtemps qu'elle eût pu dire : Il n'y a plus d'Alpes et plus de Pyrénées, il n'y a plus de Rhin et plus de Manche. L'Église a été le grand agent d'unification du monde moderne. La papauté a travaillé, des siècles, à faire de « la chrétienté » un corps vivant, n'ayant qu'une âme et une conscience, et obéissant librement à des lois communes.

A cet égard encore, quand notre siècle montre quelque velléité de sortir de l'exclusivisme national pour essayer d'une entente entre les diverses nations ; quand, oubliant un instant leurs trop justes défiances et leurs rancunes légitimes, les gouvernements se tendent timidement une main pacifique par-dessus les frontières hérissées de douanes et de

forteresses, ils ne font que revenir aux pratiques longtemps encouragées par l'Église. Sur ce point encore, Rome avait devancé la démocratie et « l'internationalisme » contemporain.

Ce qu'elle a fait, tant de fois, à l'époque des croisades ; ce qu'elle renouvelait encore, récemment, en faveur de l'abolition de l'esclavage, pourquoi l'Église ne le tenterait-elle pas, aujourd'hui, au profit des masses ouvrières ? Aussi, à l'inverse des gouvernements civils, le saint-siège n'a-t-il aucune objection de principe contre une législation internationale du travail ; ni son autorité, ni son indépendance n'en ont rien à redouter. Lorsque, en 1889, un catholique suisse, M. Decurtins, proposa au gouvernement helvétique de réunir une conférence internationale pour l'étude des questions ouvrières, M. Decurtins obtint sans peine l'approbation pontificale¹. Et quand, en

1. Lettre adressée à M. Decurtins, le 1^{er} mai 1889 - au nom du saint-père, par monseigneur Jacobini, alors secrétaire de la Propagande. Dans cette lettre, le prélat énumérait les points sur lesquels pouvaient utilement porter les délibérations de la conférence. Ces points, les voici : « protéger l'enfance, afin que ses forces ne soient pas consumées avant le temps par des fatigues prématurées, et que son innocence ne soit plus mise en péril ; rendre les mères de famille à leur ménage et à leurs fonctions et empêcher que, attachées à des ateliers, elles ne se détournent de leur tâche naturelle ; étendre la protection même sur les ouvriers dans l'âge viril pour que leur travail journalier ne se

1890, l'empereur allemand, s'appropriant l'idée du démocrate suisse, évoqua la conférence à Berlin, Léon XIII ne se fit pas prier pour féliciter le remuant souverain de son impériale sollicitude envers les déshérités de ce monde. Le saint-siège n'eût pas mieux demandé que d'envoyer quelque prélat de la cour romaine s'asseoir, à la conférence de Berlin, à côté de M. Jules Simon. Le Vatican était, de tous les cabinets de l'Europe, le seul qui ne pût hésiter devant l'invitation de l'élève fraîchement émancipé du prince de Bismarck. N'ayant plus de sujets à qui appliquer les décisions prises en commun, le saint-siège n'avait rien à redouter des protocoles de la Friedrichstrasse.

Tout autre est la situation des gouvernements laïques. Que, pour ces derniers mêmes, des conférences où l'on se borne à discourir, entre deux banquets, sur la protection du travail et sur la situation des ouvriers, puissent demeurer inoffensives, à condition de demeurer académiques et de ne pas trop exalter les cervelles populaires; qu'elles puissent même, à l'occasion, sur quelques points déterminés, avoir quelque utilité pratique, nous ne voulons pas

prolonge pas au delà des heures équitables; enfin, garantir, par la loi civile, le repos des jours de fête dont la sanctification est prescrite par Dieu lui-même. »

le contester au saint-père. Mais en serait-il de même de traités et de conventions en forme, liant les divers États par des engagements réciproques ? On mène grand bruit, aujourd'hui, dans nos chambres françaises, de ce qu'on se plaît à nommer la liberté de nos tarifs de douanes ; il est une liberté autrement précieuse à un peuple qui prétend demeurer maître chez lui, c'est la liberté du travail national. L'aliéner, par traité, ne serait rien moins qu'abdiquer son indépendance économique, et peut-être, du même coup, son indépendance politique.

— Qui ne voit que, avec une réglementation internationale, les dangers de l'intervention de l'État seraient grossis des dangers de l'intervention étrangère ? Aux inconvénients de l'ingérence administrative viendraient se superposer les périls de l'immixtion des chancelleries diplomatiques derrière lesquelles, dans notre Europe en armes, on croit toujours entendre le fracas des bataillons en marche. Se figure-t-on le général de Caprivi ou le marquis di Rudini adressant des notes au quai d'Orsay sur l'exécution des règlements internationaux touchant la durée de la journée de travail ? Ne nous leurrions pas de songes, à tout le moins prématurés : de pareilles conventions seraient encore plus malaisées à formuler et ne seraient guère moins périlleuses à appliquer qu'un traité de désarmement général, signé

à Paris ou à Berlin. Mais, pour qu'ils gravissent simultanément la longue et montueuse côte du progrès social, est-il bien nécessaire que les divers États soient liés par des conventions ? Non, grâce à Dieu. Il suffit qu'ils soient animés d'un même esprit et que tous obéissent à une inspiration commune.

Ne le voyons-nous pas, déjà, pour ce qu'il y y a de vraiment pratique dans cette législation sociale, par les lois édictées, presque partout, en même temps, pour la protection des nouveau-nés, pour la protection des enfants ou des adolescents, pour la protection des jeunes filles, des femmes mêmes ?

Et cette commune inspiration d'humaine solidarité, d'où peut-elle mieux nous venir que de l'Évangile et du christianisme, qui, aujourd'hui encore, reste, quoi qu'on en dise, le lien de notre civilisation occidentale, le lien béni grâce auquel néo-Latins, Germains, Slaves, Anglo-Saxons, nous demeurons tous unis en un faisceau vivant, en dépit de nos vieilles querelles et de nos mesquines jalousies nationales ? Telle est, si nous savons lire, la pensée du pape.

Et c'est bien là, en effet, l'office de la religion et le rôle d'un pouvoir spirituel : souffler aux nations diverses un même sentiment, imprimer aux peuples une direction commune, en rapprochant les esprits

et en unifiant les âmes. Qu'ils soient un dans le Christ! *Unum sint!* répète l'Église en ses prières. Voilà qui rentre assurément dans la mission du christianisme. Seule, — avec la science peut-être, mais avec une autre prise sur les sociétés, — la religion peut, sans inquiétude ni menace pour personne, faire de « l'internationalisme » à la fois efficace et pacifique.

Que les gouvernements et les peuples se pénètrent des enseignements du saint-siège, ou, — ce qui revient au même, en réalité, que les catholiques, que les protestants, que les orthodoxes s'imprègnent également de l'esprit de l'Évangile; et, sans qu'il soit besoin de réunir des diplomates, autour d'un tapis vert, sous la présidence d'un chancelier, les questions ouvrières, étudiées, partout, dans le même sentiment, humain et chrétien, recevront la seule solution internationale compatible avec la variété des situations et des circonstances, avec la diversité des lieux et des temps, avec l'inégalité des hommes et des races, la seule qui se puisse concilier avec les intérêts des peuples et l'indépendance des États. Ici encore, le problème est, avant tout, moral, et c'est par une influence morale qu'il doit être résolu.

Nous sommes ainsi ramenés, en toutes choses, à la même conclusion : rien de vraiment efficace, rien

de solide et de durable, pour nos sociétés démocratiques, en dehors de l'Évangile, en dehors de l'esprit chrétien et de la fraternité chrétienne. Le progrès social, l'État est impuissant à nous l'assurer ; si grandes qu'elles soient, cela dépasse ses forces. Législation nationale, ou législation internationale, la loi ou la contrainte légale risquent trop souvent d'envenimer les plaies qu'elles prétendent fermer. A nos démocraties industrielles, il faut autre chose que des règlements sur le travail, des textes législatifs, ou des arrêtés de police sur l'usine et l'atelier.

Quand apprendrons-nous à nous défaire de nos superstitions modernes ? La loi est comme les signes cabalistiques du sorcier, ou les magiques formules du chaman : elle n'a point en elle de vertu curative. La loi, par elle-même, est chose morte, et il n'y a pas de salut à attendre d'elle. Les lois ne valent que par le principe qui les inspire, ou par l'esprit qui les applique. Toute la science et toute l'habileté des législateurs ne sauraient communiquer aux sociétés ce qui ne se donne pas par décret, un principe vivant qui agisse sur les âmes ; — car, quelque abus qu'on fasse de ce mot, il nous faut bien le dire, et le redire : la question sociale reste, avant tout, une question d'âmes.

Or, l'État et la loi n'ont rien pour les âmes. Cette

vérité nous apparaît plus manifeste encore, quand nous examinons le remède préféré des réformateurs catholiques et du pape Léon XIII, les associations professionnelles, les corporations, les syndicats. Là, nous voyons clairement que ce qui importe aux sociétés et à la paix sociale, c'est bien moins les formes matérielles, les dispositions légales et les règlements d'administration que l'homme lui-même, et l'âme de l'homme.

XIII

De l'association comme remède aux maux des sociétés. — Action des catholiques en faveur du rétablissement des corporations ouvrières. — Comment la faute capitale de la Révolution a été son antipathie pour toutes les associations et tous les « corps ». — Comment la France en a grandement souffert. — Que, par là, la Révolution et la centralisation administrative ont ouvert la voie au socialisme d'État. — Des associations professionnelles préconisées par le pape. — Comment il réclame pour elles la liberté. — Sociétés de patronage et syndicats mixtes. — Obstacles à leur formation ou à leur diffusion. — De l'esprit des associations ouvrières. — Du rétablissement des anciennes corporations. — Que les nouveaux syndicats ouvriers ne ressemblent guère aux chrétiennes associations recommandées par le saint-siège.

L'Église peut parler au siècle des associations. Elle s'y connaît. Sa maîtrise en ce genre est incontestée, et sa compétence difficile à nier. Société elle-même, *Ecclesia*, et la plus ancienne et la plus vaste des sociétés humaines, elle a eu, de tout temps, une fécondité sociale sans pareille. Rien de

plus merveilleux au monde. De son sein sont nées, durant des siècles, des associations de toute sorte, congrégations, confréries, corporations, communautés des deux sexes, ecclésiastiques et laïques, urbaines et rurales, aristocratiques et populaires, hospitalières, scolaires, scientifiques, ouvrières, militaires. Et, après deux mille ans, sa fécondité n'est pas épuisée. On dirait qu'elle ne peut vivre sans enfanter. C'est là sa faculté, ou mieux, sa fonction maîtresse. Le monde le sait si bien que, lorsqu'on parle quelque part de liberté d'association, le grand souci des ennemis de l'Église est que le principal avantage n'en soit pour elle; et, dans les lois qu'ils fabriquent, ils s'ingénient sournoisement à lui enlever le bénéfice de la liberté promise. Qu'est-ce là, si ce n'est l'hommage de la haine à la vitalité de celle dont tant de bouches menteuses dénoncent la décrépitude?

Associez-vous, dit le pape aux ouvriers. Le levier demandé pour soulever le monde, l'Église l'a dès longtemps découvert; c'est l'association. Et ce qu'il faut pour réunir les hommes et pour les tenir unis, l'Église l'a reçu de sa tradition et de l'Évangile. Si elle possède, à un degré si éminent, le génie de l'association, c'est qu'elle a tout ce qui peut le faire naître et le faire vivre : l'esprit d'amour, de douceur, de dévouement, et non moins l'esprit d'ordre

et de discipline. Comment, après cela, s'étonner que des sociétés chrétiennes grandissent et prospèrent là où nos sociétés profanes s'étiolent et meurent? C'est que, pour le chrétien, solidarité et fraternité ne sont pas une formule sonore. Le christianisme est contraire à l'isolement. En ce sens, il est opposé à l'individualisme. Tout, chez lui, pousse les hommes à s'unir en groupes fraternels. Une société vraiment chrétienne serait un vivant agrégat de libres associations de toute sorte. *Væ soli!* nous crie la Bible, depuis des siècles; et, comme nous le rappelle encore Léon XIII, *melius est duos esse simul quam unum*. En ce sens donc, le christianisme répugne non moins à l'égoïsme individualiste qu'au collectivisme obligatoire et à l'absorption de l'individu par l'État. Le *self-help* ne lui suffit point; et le jour où le problème social devait lui être posé, l'Église devait chercher la solution dans l'association.

Aussi bien, — puisque pour les deux points qui tiennent le plus au cœur des ouvriers, pour la durée du travail et pour le taux des salaires, le saint-père, à l'inverse des socialistes de toute robe, n'attend guère rien de l'État, — il était ramené aux associations libres, aux corporations. C'est à elles, nous l'avons vu, que l'Église, par la bouche de Léon XIII, demande le remède aux plaies sociales.

Cette fois, nul n'ira le contester, ce n'est pas là un palliatif sans vertu ou une inoffensive recette de bonne femme. C'est un remède énergique, un réactif violent, assez puissant pour guérir les sociétés, à moins qu'il ne les tue. Tout dépend de la façon dont on le leur applique. Nous en faisons l'épreuve en ce moment ; aux mains de certains médecins, je ne sais si le malade aura la force d'y résister.

Il est loin déjà, le temps où vingt Français ne pouvaient se réunir, pour parler de religion ou d'économie sociale, sans s'exposer à des poursuites ; le temps où l'empereur Napoléon III et M. Émile Ollivier étaient taxés de socialisme pour avoir fait concéder aux ouvriers le droit de coalition ; où M. le comte de Paris s'entendait traiter d'utopiste pour avoir révélé à la légèreté française les *trades-unions* de l'Angleterre. Nous avons fait du chemin, durant ces vingt-cinq ans, et le mérite ou la faute en revient, pour une bonne part, aux catholiques. M. de Mun a le droit de leur en faire gloire ; — puissent-ils avoir toujours de quoi en rester fiers !

Il y a quelques mois, en juin 1891, l'éloquent fondateur des cercles catholiques d'ouvriers célébrait, à sa façon, le centenaire de l'abolition des anciennes corporations, en buvant aux syndicats et à la résurrection des corps de métiers. Le hardi gentilhomme avait raison : c'est une belle revanche sur

Turgot et sur la Révolution que doivent à la troisième république l'Église et l'ancien régime. Et, pour notre part, nous l'avouons, si peu de regrets que nous aient laissés les jurandes et les maîtrises du vieux temps, nous eussions volontiers levé notre verre au rétablissement du droit d'association ; partisan de toutes les libertés, nous ne nous croyons le droit d'en rejeter aucune. Loin de là, s'il est une chose que nous ayons peine à pardonner à la Révolution, c'est d'avoir, dans les domaines les plus divers, supprimé tous les groupes historiques ou naturels, toutes les associations, tous les « corps », c'est-à-dire tout ce qui, en France, avait vie spontanée ; — et si la destruction en était nécessaire, la plupart de ces anciens « corps » ne répondant plus à leur objet, — c'est, après avoir aboli toutes les corporations, les compagnies, les communautés, plus ou moins vieilles et usées, de la France ancienne, d'avoir tout fait pour empêcher les organes sociaux de repousser et de se régénérer, d'avoir proscrit tout agrégat particulier et tout organisme vivant, de n'avoir considéré partout que l'individu isolé, en s'ingéniant à le maintenir dans son isolement.

C'est là, pour nous, comme pour M. Taine, la faute capitale de la Révolution, celle qui explique les autres. Par là seul, la Révolution aurait placé la France contemporaine dans un état d'infériorité

manifeste vis-à-vis des nations étrangères, vis-à-vis de toutes celles du moins qui n'ont pas eu la folie d'imiter son exemple. Par là, nous nous sentons déplorablement au-dessous des peuples anglosaxons, au-dessous des Anglais, au-dessous des Américains, au-dessous des jeunes colonies britanniques. La défiance invétérée de la France moderne pour tous les corps vivants, pour tout ce qui a une vie collective indépendante de l'État, et, par suite, la mise en suspicion ou en tutelle de tout ce qui tend à s'associer, l'interdiction ou la raréfaction systématique des fondations, sans lesquelles rien de grand et de durable ne peut vivre ou prospérer, l'horreur aveugle et comme superstitieuse de ce spectre d'ancien régime qu'on nomme avec une terreur d'enfant : « la mainmorte », quel obstacle à la solution de nombre de questions sociales, de questions politiques, de questions religieuses ! C'est ainsi que, à leur détriment mutuel, cela rend de longtemps impossible, en France, l'indépendance réciproque de l'État et de l'Église, avec l'entière liberté religieuse, par la séparation de l'Église et de l'État ¹.

1. Sur ce que serait en France, avec nos préjugés et avec l'esprit de notre Gouvernement, la séparation de l'Église et de l'État, voyez notre étude à ce sujet dans le volume intitulé : *la Révolution et le Libéralisme*, essais de critique et d'histoire, (Hachette, 1890).

Est-ce là l'individualisme de la Révolution ? cet individualisme tant vanté de quelques-uns, nous avons peu de goût pour lui. Loin d'y voir le palladium de la liberté individuelle, nous croyons y découvrir un péril pour la liberté de l'individu. Ainsi compris, en effet, l'individualisme nous mène tout droit au socialisme. En prohibant toute association, en supprimant toute corporation, en traitant en rivales ou en ennemies de l'État toutes les communautés, toute collectivité publique ou privée, la Révolution a, sans le savoir, frayé la voie au socialisme d'État. Ou mieux, comme ici la Révolution n'a guère fait qu'imiter, en les outrant les procédés de l'ancien régime, on peut dire que tous deux, de concert, l'ancien régime et la Révolution, la monarchie absolue et la république jacobine, résumés tous deux et comme ramassés dans la France de Napoléon, ont préparé de loin l'avènement du socialisme d'État.

— Comment cela ? dira-t-on. Mais par leur centralisation excessive, par leurs défiances invétérées contre toutes les institutions locales, par leur hostilité systématique contre toutes les forces sociales et tous les groupes naturels. Sur ce point, il nous est impossible de ne pas être de l'avis de M. de Mun et des écrivains catholiques¹. En rompant tous les liens

1. Voyez, par exemple, M. le comte de Mun : *Quelques mois d'explication*, extrait de l'*Association catholique*. Paris, 1891.

entre les citoyens, en abolissant les corps spontanés et les groupements naturels formés par le voisinage ou les intérêts communs, en rasant toutes les franchises communales et toute autonomie provinciale, en ne laissant debout, sur cette France dénudée, pareille à une table rase, que l'État omnipotent en face de l'individu isolé, — l'infiniment grand devant l'infiniment petit, — en nivelant tout sous le pesant rouleau de sa bureaucratie, la centralisation moderne a préparé le sol pour l'établissement légal du socialisme d'État. Ce peuple désagrégé, pareil à une poussière de molécules humaines, cette nation réduite à l'état de grains de sable, comme disait Napoléon, elle s'est habituée à tout attendre de l'État; et le jour où les modernes devaient s'attendre de réformes sociales, c'est vers l'État qu'ils se devaient tourner.

C'est ainsi que, en France, comme en Prusse, la centralisation administrative était grosse du socialisme d'État. C'est ainsi, que par sa guerre sans trêve à l'esprit d'association et à tout ce qu'elle poursuivait sous le nom de « fédéralisme », la Révolution devait provoquer une réaction contre l'étroitesse de son individualisme, si bien qu'elle devait, à la longue, mettre en péril les justes droits de l'individu. Loin de tenir à la tradition révolutionnaire, — est-ce qu'il devrait y avoir une tradition de ce qui a été

la négation de la tradition ? — nous sommes prêts à nous féliciter de voir renaître chez nous le goût et l'habitude de l'association, — à la seule condition que ce droit nouveau ne coûte pas trop cher à nos droits anciens.

Hâtons-nous de le dire, si elles étaient façonnées sur le patron recommandé par le pape, nous verrions sans inquiétude le sol de la France et de l'Europe se couvrir d'un réseau d'associations ouvrières et d'unions professionnelles. Quand il appelle le rétablissement des corporations (*sodalitia opificum*), Léon XIII a soin de nous avertir que ces corporations nouvelles doivent être appropriées aux mœurs actuelles ¹.

Il ne s'agit nullement, pour lui, d'exhumer du cimetière de l'histoire des institutions mortes. S'il demande à l'État de protéger ces associations professionnelles, il lui demande, en même temps, de ne pas s'ingérer dans leurs affaires. « Que l'État, dit admirablement le souverain pontife, ne s'imisce point dans leur gouvernement intérieur et ne touche point aux ressorts intimes qui leur donnent la vie, car le mouvement vital procède d'un principe intérieur et s'arrête très facilement

1. ... *perfecto sodalitia opificum flecti ad præsentem usum necesse est.*

sous l'action d'une cause externe ¹. » Remarquez ces deux lignes ; vous y reconnaitrez une idée, à notre sens, fondamentale pour l'intelligence des questions sociales ou politiques : à savoir l'opposition entre l'activité vivante des organes sociaux spontanés, — des institutions et des associations issues du libre groupement des hommes, — et l'action mécanique de l'État, dont les engrenages aveugles risquent de broyer tout ce qui se rencontre de vivant sous les dents de leurs roues.

Ce péril, accru dans nos sociétés modernes par l'énormité de la machine gouvernementale, n'échappe pas à la vigilance du saint-père. Aussi réclame-t-il pour les associations professionnelles la liberté de se donner des statuts appropriés à leur but. Quant à déterminer lui-même quels doivent être ces statuts, ou à nous en donner un modèle, le pape s'y refuse. En repoussant pour les corps de métiers la réglementation administrative, il n'a nullement la prétention d'y substituer une réglementation ecclésiastique, quoiqu'il engage les travailleurs à s'inspirer des conseils de leurs évêques et de leurs

1. Il est bon de citer ici le latin dont la traduction ne peut rendre la précision élégante : *Tutetur hos respublica civium cœtus jure sociatos; ne trudat tamen sese in eorum intimam rationem ordinemque vitæ: vitalis enim motus cietur ab interiore principio ac facillime sane pulsus eliditur externo.*

prêtres. Ici, comme partout, Léon XIII a trop bien conscience de la variété des lieux et des circonstances pour prétendre imposer à tous un type unique. Le pape se montre exempt de cette passion d'uniformité si fréquente chez les gouvernants. C'est qu'il veut des institutions animées d'une vie propre, et il sait que la première condition de la vie est la variété : « Nous ne croyons pas, dit avec modestie le souverain pontife, qu'on puisse, en pareille matière, donner des règles certaines et précises; tout dépend du génie de chaque peuple, des usages et de l'expérience, du genre de travail, de l'étendue du commerce et d'autres circonstances de choses et de temps qu'il faut peser avec maturité. »

On sent que les préférences du saint-père, comme de la plupart des catholiques, sont pour les sociétés de patronage et pour les syndicats mixtes. Par malheur, ce sont justement les deux formes d'association les plus difficiles à faire accepter des ouvriers, ou les plus malaisées à constituer et à faire fonctionner. Les sociétés de patronage qui, en tant de contrées, lui ont rendu d'incontestables services, sont généralement mal vues de l'ouvrier, par cela seul qu'elles le placent dans une situation d'infériorité vis-à-vis des patrons, ou vis-à-vis des bourgeois. Son orgueil, ou ce qu'il appelle le sentiment de sa dignité, y répugne. Pour l'y ramener, il faudrait lui inculquer

ce qui presque partout lui fait défaut, l'humilité chrétienne. Les bienfaits qui paraissent faire de lui l'obligé des hommes d'une autre classe, il ne les supporte qu'avec impatience. A l'instar des travailleurs anglo-saxons, jaloux de tout ce qui a l'air d'une tutelle du maître, les ouvriers du continent se montrent de plus en plus défiants de tout patronage. Bientôt, il n'y aura plus à s'y résigner que les enfants, les apprentis, les jeunes filles; les adultes repoussent tout ce qui ressemble à une sujétion et à une dépendance de classe. Leur prétention est d'être mis sur le même pied que les patrons; ils ne veulent rien avoir de commun avec eux, en dehors de l'usine, à moins d'être traités, par eux, en égaux.

Les syndicats mixtes ne prêtent pas à la même objection. Rien ici qui froisse la susceptibilité ombrageuse des travailleurs, puisque le syndicat mixte a précisément pour objet de réunir dans la même association, sur un pied d'égalité, les représentants des ouvriers et les représentants des patrons. A ce point de vue, c'est là, manifestement, l'idéal des associations professionnelles; cherche-t-on dans les syndicats un instrument de pacification, ce ne peut guère être que dans le syndicat mixte. Autrement, comme l'ont prévu jadis M. de Mun et l'*Association catholique*, constituer, en face les uns des autres,

des syndicats d'ouvriers et des syndicats de patrons, c'est ranger le monde du travail en deux armées hostiles, et organiser la guerre et non la paix. Incontestable vérité que les faits ne confirment que trop déjà! Mais pour faire cesser l'antagonisme du capital et du travail, il ne suffit point, hélas! de rapprocher, matériellement, ouvriers et patrons, dans un syndicat commun. Pour être associés en nom, sous la même raison sociale, les deux éléments rivaux n'en demeureront pas moins défiants. Ce n'est point les accorder que de les faire délibérer côte à côte dans la même corporation. Rassembler les hommes n'a jamais suffi pour les concilier, et mettre les intérêts en présence, c'est le plus souvent les mettre aux prises.

Les fondateurs des « cercles catholiques » ont senti la difficulté et ils se sont efforcés d'y parer. M. le comte d'Haussonville a exposé naguère la méthode recommandée par l'œuvre des cercles; il nous a décrit ces syndicats mixtes pourvus d'un « patrimoine corporatif » et ayant, au dessus d'eux, pour trancher les différends qui ne manqueraient point de surgir entre leurs membres, des « comités d'honneur », formés d'hommes des hautes classes, étrangers à la profession, qui serviraient de tiers arbitres¹.

1. M. le comte d'Haussonville, *Misère et Remèdes*, p. 352-358 (Calmann Lévy, 1886, 2^e édition 1892). Cf. Nitti, *Il Socialismo cattolico*, 1891.

Avec M. d'Haussonville, je doute que pareil système soit accepté des ouvriers ou résiste à l'épreuve des faits. Peut-être quelques lignes de l'encyclique de Léon XIII font-elles allusion à ces ingénieux projets; mais le pape y a-t-il réellement songé, il s'est bien gardé d'insister. Il glisse sur le sujet, laissant, comme d'habitude, au temps et à l'expérience le soin d'indiquer les moyens pratiques. Il a senti, d'instinct, tout ce qu'avait d'humainement malaisé le rêve de concilier, par un lien corporatif, les prétentions de l'ouvrier et les intérêts du patron. C'est là, en effet, pour les deux égoïsmes en présence, une difficulté presque insurmontable, parce qu'elle est inhérente à la nature humaine. Pour en triompher, il ne faudrait rien moins que le secours de Dieu, et, comme disent les chrétiens, le secours de la grâce, qui sait vaincre la nature.

Ici, comme presque partout, la question sociale se heurte à une question morale. Ne nous étonnons donc point, si, en traitant des syndicats professionnels, le pape revient sur une chose dont les réformateurs séculiers se troublent peu d'ordinaire, sur l'esprit qui doit régner dans les nouvelles associations. Pour quiconque a des yeux, c'est bien là le point capital. L'essentiel, sous le rapport social, c'est bien moins les règlements ou les statuts donnés aux corporations ouvrières que l'esprit de leurs

membres. Les statuts, ce n'est là, en quelque façon, que le cadre, la forme extérieure, le corps de l'association professionnelle ; et ce qui importe surtout à la société, ce qui doit décider de la vie et des œuvres des corporations nouvelles, c'est l'âme dont ce corps sera animé. Ces associations vaudront ce qu'en vaudra l'esprit, et la forme du vase nous inquiète moins que le vin qui doit y être versé.

Le pape est donc bien dans la question, quand il soutient que c'est du spirituel qu'il faut s'occuper avant tout. Veut-on qu'elles soient un instrument de prospérité pour les ouvriers et un agent de pacification pour la société, il faut d'abord, aux yeux de Léon XIII, que ces associations ouvrières fassent une place à Dieu. Sans Dieu et sans l'esprit chrétien, le pape n'en attend rien de bon. « Tout en ayant pour but l'accroissement des biens du corps, de l'intelligence et de la fortune, ces associations, nous affirme le saint-père, doivent viser, avant tout, à ce qui est l'objet principal de la vie humaine, au perfectionnement moral et religieux ». C'est l'éternel mot de l'Évangile : *Quærite primum regnum Dei* ; et ici encore l'on pourrait ajouter : le reste vous sera donné par surcroît. Certes, le souverain pontife est en droit de nous le promettre : avec des sociétés professionnelles, assises sur le fondement de la religion et inspirées de l'Évangile, il sera relative-

ment facile de « déterminer les relations mutuelles des associés et de concilier les droits et les devoirs des patrons avec les devoirs et les droits des ouvriers ». De même, en cas de contestation entre les deux classes, patrons et ouvriers n'auront pas de peine à s'entendre « pour charger des hommes prudents et intègres, tirés de leur sein, de régler le litige en qualité d'arbitres ». L'esprit de paix habitant en elles, avec l'esprit de Dieu, ces chrétiennes corporations seraient aisément un instrument de paix.

Mais est-ce de ces associations chrétiennes, de ces pieuses confraternités fondées sous le patronage des évêques et bénies par l'Église, que nous voyons surgir, de tous côtés, autour de nous ? Est-ce à ces corporations pacifiques, à ces doux troupeaux de brebis évangéliques, respirant la mansuétude et la charité, que ressemblent les syndicats ouvriers dont les revendications grondent sous nos pieds ? Elles sont peu nombreuses, hélas ! aujourd'hui, ces chrétiennes corporations qui ont jadis couvert la France, les Flandres, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne des monuments insignes de leur génie et de leur foi ; ces glorieuses guildes d'artisans qui se réunissaient dévotement dans leurs chapelles, au jour de leur saint patron, et qui, dans les fresques ou les verrières de nos cathédrales, nous ont légué tant

d'admirables témoignages de leur puissance et de leur prospérité. Les temps ont changé, de nouvelles classes ouvrières ont grandi, bien différentes de leurs devancières. Ces anciennes corporations, nées sous le patronage de l'Église, je ne sais s'il serait beaucoup plus facile de les faire revivre que de faire remonter sur leurs destriers les chevaliers casqués du heaume et couverts de la cotte d'armes, pour lesquels le moyen âge faisait travailler ses corps de métier. L'archéologie n'a malheureusement rien de commun avec la science sociale¹.

1. Je sais qu'en certains pays, en Autriche notamment, on a essayé de restaurer les anciennes corporations d'arts et métiers, avec l'obligation pour les artisans de produire un « chef-d'œuvre ». Mais l'Autriche ne semble point avoir tiré grand profit de cette restauration, et, l'expérience eût-elle réussi chez elle, il ne faut pas oublier que l'Autriche est peut-être le pays de l'Europe où les mœurs sont demeurées le plus « ancien régime » ou le plus « moyen âge ». Quant à l'Allemagne, une loi de 1881 y a rétabli nominalement les corporations (*Innungen*), mais l'entrée n'en est pas obligatoire, et, pour en faire partie, il n'est pas nécessaire de produire un « chef-d'œuvre ». Certains membres du centre catholique ont bien proposé, en 1891-92, de rendre la corporation obligatoire pour tous les patrons et d'introduire, à l'entrée de la carrière professionnelle, une sorte d'examen technique ; mais le gouvernement s'est opposé à cette demande et l'a fait repousser. De pareilles corporations n'aboutiraient, du reste, qu'à créer une classe d'artisans privilégiés aux dépens de la masse des travailleurs. Puis, il importe de le remarquer, en Allemagne comme en Autriche, il ne s'agit ici

De ces chrétiennes associations, animées de l'esprit de paix et d'évangélique fraternité que Léon XIII voudrait insuffler aux sociétés ouvrières, j'en vois bien quelques-unes, en Alsace, en Belgique, en Suisse, en Allemagne, en France même peut-être, mais combien rares ! Elles sont disséminées et comme noyées au milieu des syndicats batailleurs, embri-gadés par l'esprit de haine. Et jusque dans les unions ouvrières ou dans les cercles catholiques formés par des patrons religieux avec la bénédiction de l'Église, des industriels chrétiens nous en ont fait l'aveu, l'esprit de suspicion et les rancunes de classe ont pénétré ; les patrons et les ouvriers qui s'agenouillent, côte à côte, devant l'Agneau de Dieu ont senti passer entre eux un vent froid de méfiance jalouse. Chez l'ouvrier catholique même, l'ouvrier est souvent en lutte avec le chrétien, et de ce duel intérieur, le chrétien ne sort pas toujours victorieux. — N'importe, si elles étaient plus nombreuses, ou si elles étaient plus influentes, de pareilles sociétés nous aideraient singulièrement à résoudre le dur problème posé à nos peuples modernes ; car elles seules pourraient nous donner, ou nous rendre, ce

que des artisans et de la petite industrie, et non des multitudes d'ouvriers occupés par la grande industrie. Cela seul suffirait pour qu'on ne pût attendre de semblables corporations la solution de la question ouvrière.

qui doit être notre but à tous, la paix sociale. Mais, pauvres ou riches, qui, parmi nous, aurait l'illusion que c'est à cette œuvre pacifique que travaillent nos syndicats ?

Tandis que le saint-père et les catholiques nous montrent dans les corporations ouvrières l'instrument de la conciliation, les syndicats ouvriers remplissent l'air de leurs fanfares belliqueuses. Leurs parrains du Palais Bourbon ou de l'Hôtel de Ville ont eu beau nous promettre la paix en leur nom, ce n'est pas avec le rameau d'olivier qu'ils se présentent à nous, et ce n'est point encore la paix qu'on se vante de préparer à la Bourse du travail. Les étendards sous lesquels ils se rassemblent, ce ne sont pas les mystiques *vexilla Regis* et le drapeau de la croix arborés sur le Calvaire. Leur étendard de prédilection, nous le connaissons ; c'est celui que, sur nos places publiques, ils portent encore enroulé dans un étui en attendant l'heure de le déployer de nouveau, et de le faire flotter au vent sur les monuments de nos capitales ; c'est le drapeau rouge, et, pour eux, le rouge, l'écarlate qui semble teint dans le sang, n'est pas la couleur de l'amour qui est plus fort que la mort, ni l'emblème de la charité qui sait donner sa vie, mais la couleur de la haine et l'emblème de la lutte des classes, qui ne reculera pas devant un fleuve de sang. Ces syndicats à peine nés

d'hier, les chefs qui les mènent ne se font pas prier pour le confesser, ce qu'ils nous apportent dans leurs statuts, c'est la guerre et non la paix ; et cela, justement, parce qu'il leur manque la seule chose qui leur puisse inspirer l'amour de la paix : l'esprit chrétien. C'est bien pour livrer bataille au capital et pour réduire les patrons à merci, que nous voyons tous les corps de métiers se ranger sous les bannières des syndicats, lever des subsides sur tous les compagnons, enrégimenter partout en armées innombrables les ouvriers des deux sexes, et comme autrefois, dans nos guerres de religion, huguenots et ligueurs, chercher des alliés par delà nos frontières, jusque chez les ennemis de la France.

XIV

Les syndicats ouvriers et la guerre des classes. — Nationalité et socialisme. — Une leçon d'histoire donnée par les syndicats. — Que le saint-siège est opposé aux syndicats obligatoires et favorable à la liberté du travail. — Nécessité de la liberté d'association et nécessité de la liberté du travail. — Que le problème est de concilier ces deux libertés et qu'il n'est là rien d'impossible. — Importance pour la France d'une loi sur le droit d'association. — Ce qu'on peut attendre de notre parlement. — Comment la liberté d'association risque fort, chez nous, d'être faussée et viciée. — Que l'État ne doit ni abdiquer ni usurper. — Comment ici la liberté individuelle et les droits de l'État sont solidaires.

C'est une grande lutte qui se prépare autour de nous, rude et longue ; — je doute que nos enfants en voient la fin. La guerre sociale est déclarée, et elle durera plusieurs générations. Ce ne sera pas une guerre de trente ans, bornée à notre France et à notre vieille Europe germano-latine, mais bien une guerre de cent ans, et plus peut-être, qui mettra en

feu les deux mondes à la fois. Elle sera longue et acharnée ; elle aura, elle aussi, ses phases diverses, chaque parti ayant ses alternatives de victoire et de défaite, et nous ne savons ni quel en sera le dénouement lointain, ni quelles en seront les péripéties prochaines.

Ayons le courage de nous l'avouer, notre Europe, ou mieux, notre civilisation occidentale, n'a jamais été plus loin de la paix sociale, de la paix véritable, celle des cœurs et des âmes. L'idyllique Eldorado où nos arrière-grands-pères voyaient déjà en songe l'humanité entrer, recule sans cesse devant nous ; et ce n'est plus seulement les armements de la triple alliance et la muette douleur de l'Alsace-Lorraine qui nous font douter du règne prochain de la fraternité. Dieu me garde de paraître trop pessimiste ! mais cette Europe, toute meurtrie encore des grandes guerres nationales, il lui sera malaisé d'échapper à la guerre des classes. A défaut du sentiment chrétien, le sentiment national est seul peut-être de force à en arrêter l'explosion ; — je voudrais du moins le croire assez puissant pour nous préserver d'avoir des guerres sociales, comme nous avons eu des guerres de religion ; mais ce sentiment national, si fort, hier encore, et chez nous, Français, et chez nos voisins d'Allemagne ou d'Italie, il est déjà, partout, sourdement entamé par l'acre

acide du socialisme et le lent corrosif de l'envie. Le xix^e siècle, — « le siècle des nationalités », comme l'appellera l'histoire, — n'est pas encore à son terme, que déjà nous voyons la nationalité aux prises avec le socialisme ; et duquel des deux serions-nous en droit de dire : « Ceci tuera cela ? »

Puis, si nous n'avons pas encore de guerre sociale à coups de pique ou à coups de fusil, nous en avons déjà à coups de grèves et de coalitions, et ce n'est peut-être ni la moins meurtrière, ni la moins ruineuse. Les syndicats ouvriers en sont l'instrument. Voici cinq ou six ans qu'ils ont obtenu le droit de vivre, et déjà ils semblent tout faire pour justifier l'opposition contre leur rétablissement. Pendant longtemps, je le confesse, je me suis étonné de l'implacable hostilité manifestée par la Constituante contre toute association des gens de même métier. Je m'expliquais mal l'article 7 de la loi de juin 1791, de cette loi qui, reprenant l'édit de Turgot, de mars 1776, faisait défense aux citoyens, sous quelque prétexte que ce fût, de s'associer pour « leurs prétendus intérêts communs ». Depuis quelques mois, je comprends la Constituante et je comprends Turgot. Nos syndicats m'ont donné une leçon d'histoire. En laissant se former des associations ouvrières ou patronales, les constituants appréhendaient de voir renaître des corporations fermées, exclusives et

oppressives, qui voulussent refaire du travail un privilège, et de l'industrie ou du commerce un monopole.

Et, aujourd'hui même, — que l'État obtempère aux injonctions des syndicats professionnels, que le parlement cède à la pression de la Bourse du travail; et nos syndicats ouvriers, transformés en caste privilégiée, supprimeront la plus précieuse conquête de la Révolution, et briseront, du même coup, le grand ressort du progrès moderne, la liberté du travail. — Il s'agit de savoir si, cette fois encore, les enseignements du passé resteront lettre morte pour le présent, et si les fautes des grands-pères seront perdues pour les arrière-petits-fils. Laissez le champ libre aux exigences des syndicats, votez la loi Bovier-Lapierre, conférez-leur tous les droits qu'ils réclament vis-à-vis des patrons et vis-à-vis des travailleurs; faites-en les maîtres de l'usine et les dispensateurs du travail; permettez-leur, en un mot, de se transformer en corporations obligatoires; — et vous verrez la liberté d'association, de nouveau compromise, redevenir suspecte; et il ne faudra peut-être pas quinze ans pour que des assemblées françaises suppriment, une troisième fois, les associations professionnelles et nous ramènent, à la joie de tous, patrons et ouvriers, aux décrets de la Constituante et aux édits de Turgot. C'est à

quoi doivent prendre garde les amis de l'ouvrier.

Que nous ne soyons pas pleinement rassurés devant les procédés des syndicats, ce n'est pas au Vatican qu'on s'en montrera surpris. Le saint-siège, tout le premier, s'inquiète de leurs tendances antisociales. Le pape Léon XIII ne le cache point. Comme nous, il redoute leur despotisme ; comme nous, il flétrit leurs violences et leur tactique inhumaine. Tout en se félicitant de la renaissance des associations ouvrières, Léon XIII déplore hautement que « la plupart obéissent à un mot d'ordre également hostile au nom chrétien et à la sécurité des États ¹ ». Il va jusqu'à engager les ouvriers chrétiens « à ne pas donner leur nom à des sociétés dont la religion a tout à craindre » ; il les pousse à fonder entre eux des groupes indépendants, « à joindre leurs forces pour se délivrer hardiment d'une oppression injuste et intolérable ; *quo se animose queant ab illa injusta ac non ferenda oppressione redimere* ». — Pesez bien ces paroles ; il en ressort une chose importante ; c'est que le pape n'admet point de syndicats obligatoires.

Loin de là, Léon XIII signale la tyrannie des

1. *Opinio tamen est, multis confirmata rebus, præesse ut plurimum occultiores auctores, eosdemque disciplinam adhibere non christiano nomini, non saluti civitatum consentaneam.*

syndicats vis-à-vis de l'ouvrier qui ne veut pas supporter leur joug ; Léon XIII se plaint de ce qu'ils prétendent « accaparer toutes les entreprises et condamner à la misère les travailleurs qui refusent de s'affilier à eux¹ ». Ou cela n'a pas de sens, ou cela est la revendication de la liberté du travail, partant la condamnation du monopole réclamé par les syndicats. Car de quelle façon les syndicats réduisent-ils l'ouvrier récalcitrant à la misère, si ce n'est en lui interdisant le travail ? S'il demande la liberté des associations professionnelles, s'il en fait, à bon droit, la clé de la réforme sociale, le saint-siège ne s'est, nulle part, prononcé contre la liberté du travail. Tout au contraire, le pape en enjoint partout le respect ; s'il permet aux ouvriers de faire grève, — ce qui est manifestement de leur droit strict, — il défend aux grévistes d'employer la contrainte, il leur recommande expressément de ne pas violer la liberté des travailleurs qui veulent travailler, ni la propriété des patrons qui ne veulent pas céder à la grève. Pour s'opposer aux désordres, le pape ne craint pas de faire appel à l'État : « Il faut, dit-il, mettre un frein aux excitations des meneurs et empêcher les grèves de tourner en violence et en tumulte. »

1. *Occupataque efficiendorum operum universitate, id agere ut qui secum consociari recusarint, luere pœnas egestate cogantur.*

N'est-ce pas, encore ici, la sagesse et la justice qui parlent par la bouche du vicaire du Christ ? — Mais la chose est si claire, et le devoir de l'ouvrier et le devoir de l'État sont si manifestes, que ce serait faire injure au pape que de lui faire un mérite d'oser le leur rappeler.

Retenons ceci, et que, au milieu de tant de points encore obscurs et contestés, ce soit, au moins, pour nous, un point acquis. L'ouvrier a le droit de s'associer à l'ouvrier ; et ce droit qu'il tient de la loi de Dieu, ou de la loi naturelle, supérieure aux lois humaines, ni l'État ni le patron n'ont le droit de lui en refuser l'exercice. Voilà ce que la Révolution a eu le tort de méconnaître. Elle qui a eu l'orgueilleuse prétention de dresser, pour tous les peuples et pour tous les temps, la table éternelle des droits de l'homme, elle a oublié ce droit essentiel, d'autant plus respectable et d'autant plus sacré qu'il est, de fait, la grande sauvegarde des masses populaires. Par suite, elle a eu beau proclamer la souveraineté du peuple ; en inscrivant en tête de ses lois, comme au fronton de ses monuments, les mots de liberté et d'égalité, la Révolution mentait à sa devise : la liberté et l'égalité la trouvaient infidèle sur le point peut-être qui importait le plus au grand nombre. Et ainsi, alors qu'elle faisait profession d'abolir tous les privilèges, la Révolution constituait indirecte-

ment un privilège pour le patron, pour le maître, pour le riche, qui, libre en dépit des lois de s'entendre avec ses pareils, avait un avantage marqué sur l'ouvrier et le prolétaire. Et ainsi, ce dernier avait vraiment le droit de se plaindre de la société « bourgeoise » qui lui retirait la seule arme qu'il eût pour sa défense, le droit de se coaliser et de s'associer. Il y avait là une inégalité qui ne pouvait se prolonger indéfiniment sans devenir une injustice. L'excuse de la Révolution, l'excuse du code et de notre société bourgeoise, c'était la nécessité d'établir, d'abord, la liberté du travail, et de garantir cette liberté du travail contre toute réaction. Si un siècle n'y a pas suffi, il faut désespérer de nous.

Nous avons, plus que nos pères sans doute, le souci de la justice sociale, et la justice exige que le travail et le capital soient mis, devant la loi, sur un pied d'égalité. Or, ils ne peuvent l'être que par la liberté d'association. C'est là ce que nous voudrions voir admis de tous. Accorder aux ouvriers, aussi bien qu'aux patrons, le droit de s'associer, c'est le plus souvent, il est vrai, nous l'avons dit, leur reconnaître le droit de préparer la guerre du travail contre le capital. Mais, quoi que nous fassions, le travail et le capital sont déjà en état de guerre ; si elle n'éclate pas encore dans la rue, la guerre

entre eux n'en est pas moins déclarée ; elle est dans les esprits, et, pour y mettre fin, ce sont les âmes qu'il faudrait pacifier. Dès lors que cet état de guerre existe, et que tout annonce qu'il doit persister, la justice exige que les deux adversaires soient mis sur le même pied, que l'un ne soit pas favorisé aux dépens de l'autre. Qu'avons-nous fait, en réalité, quand nous avons octroyé aux ouvriers le droit de se masser en syndicats ? Nous leur avons reconnu la qualité de belligérants que nous leur avions déniée jusque-là. C'est, à peu près, tout ce que l'État et la loi peuvent faire ici pour la justice. Qu'on ne s'y trompe point ; la justice défend à l'État de prêter main-forte à une partie contre l'autre ; elle lui commande de maintenir entre elles la balance égale. L'État n'a pas plus le droit de concéder à l'ouvrier des privilèges contre le patron que d'en conférer au patron contre l'ouvrier ; vis-à-vis de l'un, comme vis-à-vis de l'autre, son devoir est de maintenir intacts et les droits de l'individu et les droits même de l'État.

C'est là le grand point. Aux associations professionnelles, l'État doit la liberté, toute la liberté ; mais il est deux choses que l'État doit défendre contre les empiètements des syndicats, deux choses qu'il n'a pas le droit de leur livrer, la liberté individuelle et la puissance publique. Ni l'ouvrier, ni

encore moins l'État ne doivent être asservis aux syndicats. Liberté pour l'individu, liberté pour l'association, telle est, nous semble-t-il, la seule formule équitable, la seule qui donne satisfaction à tous les droits; si elle ne suffit point à nous assurer la paix sociale, elle peut seule empêcher les luttes de classes d'aboutir à l'oppression d'une moitié de la nation par l'autre.

Pas plus que la liberté individuelle, la liberté d'association ne doit dégénérer en tyrannie. Toutes deux, et la dernière davantage encore, ont à la fois besoin d'être soutenues et besoin d'être contenues. C'est à la loi et à l'autorité publique de les faire vivre côte à côte. La liberté d'association a, elle aussi, sa limite dans la liberté d'autrui; et cette limite, il importe d'autant plus de ne point la lui laisser dépasser que, de sa nature, elle est plus portée aux envahissements et aux usurpations. S'il fallait payer cette liberté nouvelle du prix des libertés individuelles, ce serait l'acheter trop cher. Individuelle ou collective, toute liberté doit répondre de ses actes et de ses méfaits devant la loi et les tribunaux; et pour les associations, comme pour les individus, cette responsabilité doit se traduire, au besoin, par des peines effectives, par l'amende, par des dommages-intérêts, par la prison. Aussi, tout comme M. de Mun, serions-nous, pour notre part,

enclin à conférer aux syndicats professionnels la personnalité civile.

Bossuet, dans son traité du *Libre arbitre*, voulant accorder la liberté de l'homme avec la prescience, ou mieux avec la Providence divine, les compare aux extrémités d'une chaîne dont nous devons « tenir fortement les deux bouts », quoique nos yeux ne voient pas toujours le « milieu par où l'enchaînement se continue ». J'en dirai autant de la liberté du travail et de la liberté des syndicats. Parce qu'il nous semble parfois malaisé de les concilier, nous n'avons pas le droit de lâcher l'une pour l'autre ; nous devons, au contraire, nous tenir ferme à toutes deux, sans en laisser échapper aucune. Pour les mettre d'accord, nul besoin, du reste, de recourir au mystère ou au miracle. Ces deux libertés qui, dans leur apparente opposition, se complètent et se redressent, quand, jusqu'ici, a-t-on sérieusement, en France du moins, tenté de les faire vivre ensemble ? Ce que nos pères n'ont pas su, ou n'ont pas osé, nous sommes contraints de le faire. Le problème s'impose à nous, et notre fin de siècle ne peut l'éluder. A cela, en somme, se ramène tout le problème social, c'est-à-dire le problème du travail ; il n'a rien d'insoluble dans les termes ; c'est une équation entre deux libertés qui ne sont point contradictoires. Pour le résoudre, il ne faut ni génie, ni grande science. Ce

qu'il faut, aux détenteurs du pouvoir, pour faire cohabiter ces deux libertés si portées à faire mauvais ménage, la liberté du travail et la liberté d'association, ce n'est guère que de la loyauté et de la probité. C'est assez, pour cela, d'un peu d'énergie et d'un peu d'esprit de suite. Tranchons le mot, il suffit que le gouvernement, l'administration, la police ne trahissent pas leur devoir. Point n'est besoin que l'État sorte de ses attributions; il suffit, au contraire, qu'il accomplisse sa fonction essentielle qui sera toujours d'assurer la paix de la rue, avec le respect des droits de chacun¹.

De toutes les lois ou de toutes les réformes réclamées de la France contemporaine, si l'on me demande quelle est, à mon sens, la plus urgente et la plus importante, je répondrai : c'est une loi sur la liberté d'association, — une loi qui assure enfin, à tous les Français, ce que leur ont vainement

1. A cet égard, rien de plus blâmable que la faiblesse montrée par l'administration et la police aux ouvriers qui, durant les grèves, prétendent empêcher leurs camarades de travailler; rien de plus démoralisant que les décrets qui, à la fin de chaque grève, portent remise de leur peine aux hommes condamnés pour entraves à la liberté du travail. Par cette coupable condescendance, les autorités publiques tendent à fausser dans les masses la notion du droit et la notion de la liberté, en même temps qu'elles poussent l'ouvrier à se jeter légèrement dans les grèves, au détriment de tous les intérêts publics ou privés.

promis tant de constitutions mortes : le plein et libre exercice du droit d'association. Cette loi, il nous la faudrait également pour nos besoins sociaux, pour nos besoins économiques, pour nos besoins religieux et moraux. Rien, pour l'avenir de la France, ne vaudrait pareille réforme; avec cela, elle pourrait braver bien des crises; elle saurait traverser jusqu'aux expériences les plus dangereuses, à commencer par la séparation de l'Église et de l'État, puisqu'il semble bien que la république n'ait plus la force d'en épargner longtemps l'épreuve au pays. Pareille loi serait vraiment une loi sociale; et c'est ici que la législation peut être un moyen de salut; — non point par ce que le législateur se permet d'enjoindre aux sociétés ou d'imposer aux individus; mais, tout au rebours, par la liberté que la loi doit assurer à toutes les initiatives, à toutes les spontanéités vivantes, collectives ou individuelles.

Une loi rendant aux Français le droit de s'associer dans l'espace et dans le temps, à travers les générations qui se succèdent, comme à travers les lieux et les distances qui séparent; une loi consacrant le droit de travailler en commun à une même œuvre, de créer des entreprises et des sociétés qui dépassent les bornes d'un groupe local et les limites d'une vie humaine, qui puissent s'administrer librement et durer indéfiniment à l'aide de fondations

temporaires ou perpétuelles; une pareille loi serait, pour notre pays, le plus puissant instrument de rénovation. Elle réveillerait, elle raviverait partout, chez nous, — dans le corps anémié et dans les membres engourdis de la France, — ce qui a lentement décliné depuis la Révolution, la vigueur virile et l'énergie vitale, et, avec la virilité et la vitalité françaises, elle doublerait les forces sociales, comme les forces morales de la nation. Une fois en possession des mêmes droits que nos rivaux, nous pourrions lutter, à armes égales, avec les mieux doués et les mieux équipés des peuples contemporains. Mais, pour qu'elle soit un instrument de salut, et non un jouet inutile, ou un engin de perdition, il nous faut, non point une loi tronquée et bâtarde, n'accordant la liberté que de nom et la soumettant de fait à l'arbitraire administratif, — non point une loi de privilège déliant les mains des uns et enchaînant les bras des autres, — mais une loi d'un large esprit libéral garantissant à tous, riches et pauvres, patrons et ouvriers, laïques et ecclésiastiques, une égale liberté ¹.

1. La nécessité du droit d'association pour les démocraties a été fort bien établie dans le dernier ouvrage de M. Émile de Laveleye, *le Gouvernement dans la Démocratie* (Félix Alcan, 1892, t. I, p. 141) : « La démocratie, en faisant les hommes égaux, les isole et les rend faibles. Si l'on ne veut

Cette loi de liberté, tant de fois annoncée, pouvons-nous l'attendre de nos ministres et de nos majorités parlementaires ? Le demander semble se moquer. On a déjà, au ministère de l'intérieur, rédigé, depuis une dizaine d'années, trois ou quatre projets de loi sur la liberté d'association. M. Constans s'y est essayé après M. Waldeck-Rousseau, après M. Floquet et M. Goblet. Dans lequel de ces projets, également tissés par l'esprit de secte, a-t-on pu découvrir le canevas de cette loi de liberté, attendue depuis des générations ? Ministres d'hier ou ministres de demain, la liberté qu'on nous offre est toujours une liberté boiteuse et menteuse. C'est une liberté, selon nos vieilles formules, tempérée par l'arbitraire gouvernemental. Les lois qu'on apporte au Palais Bourbon se ressemblent toutes par un point : elles reprennent aux uns, en dessous, d'une main hypocrite, ce qu'elles affirment solennellement concéder à tous. Et ainsi, la liberté toujours promise, ministres et majorités se montrent impuissants à nous la donner. Les législatures se succèdent, les cabinets tombent, et la république, en tra-

pas que l'État soit chargé de faire les mille choses nécessaires au progrès, il faut permettre aux individus de s'associer, afin qu'ils puissent faire ce qu'isolément ils sont impuissants à accomplir. »

vail depuis des années, ne peut accoucher d'une loi sur les associations.

Le législateur a sous sa garde deux droits à défendre contre les usurpations ou les empiètements des associations et des syndicats : le droit de l'individu et le droit de l'État, celui des citoyens isolés et celui de la collectivité nationale. Cela peut être parfois une besogne incommode en face d'associations professionnelles qui, de Perpignan à Dunkerque, sont en train de couvrir le sol français d'un réseau de corporations ouvrières.

Or, de quel côté se portent les défiances et les précautions gouvernementales ? Est-ce du côté des nouveaux syndicats, qui ont déjà la puissance du nombre et le prestige de la force, qui, non contents d'user envers les travailleurs de la contrainte morale, se permettent déjà, sous nos yeux, dans les grèves, d'employer vis-à-vis des patrons ou des ouvriers récalcitrants la violence matérielle ? Non, toutes les mesures de défense, toutes les sévérités de la loi et les rigueurs du fisc semblent devoir être réservées pour les associations dont l'objet est le soin des pauvres, l'entretien des vieillards, l'éducation des orphelins, la garde des malades ; pour celles dont les membres renoncent à tout avantage personnel, n'ayant d'autre souci que d'adoucir les maux de l'humanité souffrante, et de répandre autour d'eux,

avec la foi au devoir et l'espérance en Dieu, l'esprit d'amour et de charité; — car, frères ou sœurs, hommes ou femmes, tel est, en somme, pour la société, le but commun, et, si je puis dire, la fin terrestre de toutes les congrégations religieuses. Voilà les associations contre l'envahissement desquelles nos législateurs vont s'entourer de triples retranchements. Cent ans après la Révolution, c'est, paraît-il, le moine en froc blanc ou brun, c'est la sœur au voile noir et à la cornette blanche, qui sont une menace pour l'État et pour la tranquillité publique.

Quant aux associations qui disposent déjà de formidables masses ouvrières et qui s'apprentent à enrégimenter, dans leurs cadres disciplinés, tous les travailleurs de la France et du monde; quant aux syndicats, dont les chefs prennent pour mot d'ordre la haine des classes et préparent au grand jour la guerre sociale, il leur sera beaucoup permis et beaucoup pardonné. Ne sont-ils pas laïques? N'ont-ils pas, d'habitude, à leur tête, des libres penseurs? Cela suffit aux esprits forts du Palais Bourbon. A défaut de la liberté, dont on n'osera peut-être pas leur faire trop large mesure, de peur d'en laisser profiter d'autres, les associations ouvrières non catholiques peuvent compter sur la tolérance, si ce n'est sur la complicité des pouvoirs publics. Ce sera

beaucoup si, pour en assurer la sincérité, on exige des syndicats ouvriers qu'ils ne soient ouverts qu'aux travailleurs, aux gens du métier, et non aux agitateurs de profession et aux politiciens en quête de collège électoral. Et ainsi, nos hommes d'État, nos législateurs, dupes des visions qui hantent leur cervelle, et toujours obsédés par les spectres qui ont terrifié leur enfance, tournent le dos au péril et se mettent en garde contre les fantômes et les revenants. Et telle sera la liberté d'association qu'on daignera nous octroyer : les hommes qui enseignent la haine et qui préconisent l'emploi de la force auront le champ libre ; ceux qui prêchent l'amour et qui recommandent l'union et la fraternité auront les pieds et les poings liés.

Cette manière d'entendre la liberté nous paraît aussi peu rassurante pour l'intérêt public que pour les intérêts privés. Après avoir si longtemps dénié aux classes ouvrières le droit de se coaliser et de se syndiquer, nous craignons que l'État, cédant à la pression d'en bas, ne sacrifie aux exigences des foules les droits de l'État, avec les droits de l'individu. Tel est, à nos yeux, le péril prochain, péril pour l'indépendance de l'État, péril pour la liberté individuelle.

Il est une maxime dont, depuis deux ou trois siècles, nos légistes nous ont rebattu les oreilles ;

toutes les entreprises contre les libertés collectives se sont couvertes de cette spécieuse formule : l'État ne peut tolérer d'État dans l'État. Quelque abus qu'en aient fait rois et jacobins, peut-être serait-ce ici le lieu de s'en souvenir ; car, si quelque chose menace de former un État dans l'État et de subordonner la puissance publique à un intérêt de classe, c'est manifestement « le quatrième État », le parti ouvrier. Que l'on se soumette aux arrogantes exigences des syndicats ; que, non content de leur accorder tous les droits compatibles avec la liberté individuelle, l'État leur concède les privilèges qu'ils réclament, à savoir le monopole du travail et la tutelle des travailleurs, la puissance publique n'est plus intacte. Qu'on ne l'oublie point, la puissance publique, l'indépendance de l'État est ici solidaire de la liberté individuelle. Vous ne pouvez sacrifier l'une sans aliéner l'autre.

Comment ne serions-nous pas anxieux ? Pour compromettre la paix sociale, au lieu de l'assurer, pour nous précipiter dans des conflits dont la France ne sortirait qu'affaiblie et appauvrie, il suffit de l'imprévoyance du législateur et de la mollesse des pouvoirs publics. La liberté d'association, faussée et viciée, deviendrait bien vite un agent d'oppression et un instrument de ruine. C'est là, encore une fois, le péril prochain. Y voulons-nous échapper, il n'y a

qu'un moyen. En face de ces syndicats ouvriers qui, en attendant de devenir les maîtres de la chose publique, prétendent déjà régenter l'État, il importe que l'État n'abdique point, que l'État ne laisse pas usurper, qu'il ne devienne point la chose d'une classe et le serviteur d'une caste. Il doit maintenir entière l'autorité publique et ne la déléguer à aucune association privée ; car l'abdication de l'État est peut-être encore, pour la société, un mal pire que tous les empiétements de l'État. Au milieu des intérêts en conflit, son rôle est de maintenir l'égalité des droits, avec la paix matérielle, la paix de la place publique. En fait de paix sociale, c'est peut-être la seule qu'il puisse nous garantir. Pour la paix des cœurs, pour l'union des âmes, je doute fort, en vérité, que l'État soit compétent.

XV

Comment l'Église espère que les classes ouvrières désabusées se tourneront vers elle. — De l'alliance de la papauté et de la démocratie. — Avantages qu'elles y trouveraient toutes deux. — Comment les préjugés de la démocratie n'y font pas seuls obstacle. — Quelle est entre la démocratie et l'Église la divergence fondamentale. — Comment elles ne conçoivent pas de même la destinée de l'homme. — Ce qui fait la vertu sociale du christianisme en fait, pour le socialisme, une doctrine antisociale. — Comment le socialisme n'en est pas moins prêt à accepter tous les concours. — Que l'Église ne peut acheter l'alliance de la démocratie ouvrière au prix de ses principes. — Que la papauté peut être un arbitre entre les classes en lutte, mais non l'alliée d'une classe contre les autres. — L'internationale de la paix et l'internationale de la guerre.

La paix des âmes et des cœurs, l'union des volontés, ni l'État et la loi, ni les rois et les parlements ne peuvent nous la donner. C'est pour eux une source scellée, et la clé n'en est pas dans leur

main. Cette paix-là ne nous peut venir que d'en haut, avec l'amour ; c'est du ciel qu'elle doit descendre sur nous, du ciel d'où les anges ont laissé tomber le *Pax hominibus bonæ voluntatis*. Un pape n'a pas le droit de nous le laisser oublier ; aussi, après avoir énuméré tous les remèdes que la science ou l'empirisme peuvent appliquer aux maux des nations contemporaines, le saint-père en revient à sa maxime fondamentale, terminant par où il avait commencé. « Si la société humaine doit être guérie, — *si societati generis humani medendum est*, — elle ne le sera que par le retour à la vie et aux institutions chrétiennes. » Nous dirions, quant à nous, tout simplement, par le retour à l'esprit de l'Évangile.

Le meilleur de tous les baumes sociaux, le plus efficace et le seul inoffensif, c'est le baume évangélique, l'onguent fait de charité et d'espérance ; il n'y entre rien d'irritant ; on peut, avec confiance, l'appliquer à tous les ulcères ; — les autres, ceux qui se préparent dans les officines gouvernementales, gardent toujours quelque chose d'âpre, de cuisant, de caustique, ils risquent d'enflammer la plaie qu'ils prétendent guérir. Le malheur, nous l'avons dit, c'est que ce remède agréé peu aux médecins, et qu'il répugne au patient, qui n'y veut guère voir qu'une recette de bonne femme. L'Église ne l'ignore point ; mais elle ne se lasse pas, pour

cela, d'offrir ses soins au malade ; elle prend à cœur de ne pas le rebuter, le traitant au besoin en enfant, évitant de se montrer trop sévère pour ses caprices et ses lubies. Elle espère que, après avoir inutilement essayé de tout et éprouvé l'insuffisance du prétendu spécifique des socialistes, le monde moderne lui reviendra, et que les classes populaires, lassées de tous les charlatans, finiront par se tourner vers elle.

Certains catholiques croient qu'il approche, ce moment tant désiré, et ils en montrent, avec joie, les signes avant-coureurs. Dans l'ardeur de leurs espérances, beaucoup, — non seulement à Rome, mais en France, en Allemagne, en Belgique, en Suisse, en Autriche, en Italie, en Angleterre, jusqu'en Amérique, — voient déjà la démocratie acceptant loyalement la main que lui tend Léon XIII, et, comme au court printemps de 1848, proclamant, à la face du monde, la solidarité de l'Évangile et des nouvelles aspirations sociales. Ils se la représentent, cette inquiète démocratie moderne, concluant, pour les siècles, avec la papauté, un pacte d'alliance semblable à celui conclu sur la montagne entre la maison d'Israël et Jéhovah. — Et ils prouvent, sans grande peine, qu'à pareille alliance des deux grandes puissances de notre monde occidental, rien sur le globe ne résisterait. Je le crois volontiers : nous aurions là un beau spectacle. Ce serait le plus

grand événement peut-être des temps modernes.

Quelle révolution, dans l'histoire de l'avenir, que l'union de la jeune et turbulente reine des temps nouveaux avec la gardienne de la tradition des vieux jours, avec l'antique Église, héritière à la fois de Rome et de Jérusalem ! Mais pareille alliance est-elle possible ? Et, si possible, est-elle prochaine ? C'est là, comme disent les Italiens, un *connubio* moins aisé à négocier que celui de deux groupes parlementaires. Grands et manifestes en seraient les avantages pour l'une et l'autre partie ; mais cela ne suffit point. Il faudrait faire taire les rancunes et dissiper les préjugés qui les séparent ; et, si l'Église — chaque acte de Léon XIII en fait foi — a secoué ses préventions contre la démocratie, celle-ci n'a pu encore s'affranchir de ses défiances contre l'Église. En aura-t-elle jamais la raison, et en aura-t-elle la force ? Qui la connaît en peut douter.

Certes, puisqu'elle prétend conquérir le monde, la démocratie ouvrière accroîtrait ses chances de victoire si, arborant, à son tour, le *labarum*, elle acceptait les bénédictions de l'Église, qui étend déjà la main sur son front. Le « quatrième État » n'est pas encore si puissant, ou si aveugle, qu'il doive faire fi d'un auxiliaire tel que la papauté : sur les champs de bataille où il concentre ses troupes, les dociles milices de Rome ne seraient pas, pour

lui, un renfort inutile. Mais, pour être assuré de la coopération de l'Église, il ne lui suffirait pas de recevoir des mains du pape une bannière bénie, un gonfalon aux clés pontificales; il lui faudrait d'abord se plier à une discipline contre laquelle ses instincts se révoltent. L'Église offre deux choses à la démocratie : la foi à l'invisible et un gouvernement spirituel. Ce sont là justement les deux choses dont la démocratie moderne aurait peut-être le plus besoin, et ce sont précisément celles pour lesquelles le quatrième État a le moins de goût. Il n'a cure de l'invisible, et il se soucie peu d'être gouverné, comme un enfant de bonne maison, par un précepteur ecclésiastique. Tout joug lui répugne, tout joug spirituel surtout; et quand il voit l'Église s'approcher de lui, l'appeler, le caresser, il craint de tendre le col au licou.

L'Église, dira-t-on, a dompté d'aussi fiers courages et courbé l'orgueil de plus nobles et plus altiers conquérants. Des empereurs romains et des rois barbares au néo-Charlemagne corse, toutes les puissances qui ont régné sur le monde se sont fait sacrer et légitimer par elle. Pourquoi la nouvelle souveraine, l'impatiente héritière des vieilles dynasties ne ferait-elle point comme ses prédécesseurs à l'empire, et n'irait-elle pas, à son tour, s'agenouiller devant la main qui a baptisé les Césars et oint les

monarques? La papauté est là, semble-t-il, qui l'attend sur le parvis des romaines basiliques, prête à la couronner dans Saint-Pierre, ou à traverser les Alpes pour aller, à Reims ou à Notre-Dame, répandre sur son front l'huile de la sainte ampoule. Mais, au rebours de tous les fondateurs de dynasties et des usurpateurs d'autrefois, l'orgueilleuse parvenue se soucie peu de faire consacrer son droit à régner; elle a plus de présomption, et elle a plus de confiance en son droit que tous les potentats et les monarques qui ont tenu dans la main le globe surmonté de la croix. Elle prétend être reine, par droit de naissance, comme par droit de conquête; elle ne veut tenir sa souveraineté que d'elle-même et n'entend point la partager; elle rejette toute tutelle, et, plus que toute autre, celle de l'Église, celle des prêtres, des moines, des hommes qui portent la robe et la calotte, race dont elle goûte peu l'autorité, dont sa jeunesse a trouvé les leçons importunes et dont son humeur gouailleuse aime à se gausser librement.

Le mal, en effet, le grand mal, — il faut toujours en revenir là, — c'est que, loin de sentir la vertu sociale du christianisme, la démocratie moderne la méconnaît. Si elle ne met pas plus d'empressement à répondre aux avances de l'Église, ce n'est pas uniquement par orgueil, par manque de foi, par horreur de tout joug. Entre la papauté et la démo-

cratie ouvrière, il y a, je le crains, autre chose que les rancunes du passé, autre chose encore que des malentendus et des préjugés, autre chose même qu'une sorte d'incompatibilité d'humeur. Entre elles, pour qui veut creuser un peu, le différend est plus profond.

Nous touchons ici à un point essentiel que nous avons, plus d'une fois, indiqué ¹. La démocratie moderne, — qu'on nous permette de le rappeler à qui semble l'oublier, — la démocratie continentale a, contre l'Église et contre le christianisme, des griefs et des antipathies fondés sur des aspirations inverses. Toutes deux ont une manière opposée de concevoir la vie et la destinée de l'homme. Elles ont beau faire, leurs yeux ne sont pas tournés du même côté; l'Église regarde d'habitude en haut; la démocratie ouvrière en bas. L'une montre du doigt le ciel, l'autre n'aime pas que les yeux de l'homme se détournent de la terre. De là leur opposition et leur mésintelligence; de là, au moins, leur peine à se comprendre et leur peine à s'entendre. Ce qui fait le mérite incomparable de la religion et la vertu sociale du christianisme est ce qui indispose, contre le chris-

1. Voyez notamment *les Catholiques libéraux, l'Église et le libéralisme*, ch. III. Cf. *la Révolution et le libéralisme* (Hachette, 1890), 3^e partie : *les Mécomptes du libéralisme*.

tianisme et contre la religion, les socialistes et l'extrême démocratie. Ils ne lui pardonnent point d'enseigner, comme l'ose faire encore Léon XIII, jusque dans l'encyclique *de Conditione opificum*, « que Dieu ne nous a pas faits pour les choses fragiles et caduques, mais pour les choses célestes et éternelles ».

Voilà un langage qui sonne faux aux oreilles des plèbes modernes, et que l'Église pourtant ne peut désapprendre pour gagner leurs bonnes grâces. Plaçant toutes leurs espérances en ce monde sublunaire, les meneurs des classes laborieuses prétendent ramener sur cette terre et sur cette brève vie mortelle toutes les espérances et les ambitions des foules. Ils se font un devoir de borner à l'horizon terrestre les destinées et les songes de l'humanité. Le mystérieux « au delà » auquel nous ne nous décidons pas à renoncer, ils ne veulent plus en entendre parler; et, dans leur cœur charnel, ils regrettent de n'avoir pas la main assez longue pour éteindre les étoiles du ciel qui nous font, malgré nous, rêver de l'infini. Ils s'irritent d'entendre le pape et ses prêtres s'entêter à dire aux peuples que ce monde n'est qu'un lieu d'exil et de passage. — Et, ainsi, ce qui fait, à nos yeux, la valeur sociale du christianisme en fait, pour les socialistes, une doctrine antisociale. En entreprenant de persuader aux hommes que le but de leur existence n'est pas sur

évangélique, la vertu calmante du christianisme qui endort la douleur et aide à supporter la vie, les masses ouvrières le rejettent avec dédain; beaucoup n'y veulent voir qu'un fade narcotique, un engourdissant opiacé qui paralyse la virilité, détruit la vigueur de l'homme et l'assoupit dans la misère, au lieu de lui donner la force d'en sortir.

Ce n'est pas que, dans sa présomption, la démocratie ouvrière soit partout assez infatuée d'elle-même pour ne point accepter, à l'occasion, le concours de la vieille mère dont elle raille dédaigneusement les crédules espérances. Le socialisme est en train de se faire politique; il a passé par les universités de l'Allemagne et il y a pris ses degrés; il a suivi, à Berlin, les leçons des maîtres du réalisme et du grand professeur de la politique pratique; il devient, lui aussi, diplomate; il se dépouille, peu à peu, de ses préjugés de naissance, et son ancien fanatisme lui paraît suranné. Ses idées se sont affinées, en même temps que ses manières; ce n'est déjà plus le rustre grossier, le butor ignorant que nous avons connu; il a appris à se présenter dans un salon et à parler aux puissants et aux grands de ce monde; il commence à savoir compter avec les faits; il ne songe plus autant à emporter les obstacles de vive force; il est prêt à se servir de toutes les complaisances et les com-

plicités qu'il peut rencontrer en chemin. Suivant l'exemple de l'ermite de Friedrichsruhe, il ne répugnerait point, au milieu des hasards d'une bataille électorale, à faire intervenir, en sa faveur, le vieux pontife de Rome, les *Pfaffen* et les curés. Pour se hisser au faite où il prétend monter, il prendrait volontiers toutes les mains, celle de Dieu, comme celle du diable. N'était le respect humain, s'il y croyait trouver son compte, il irait peut-être, au besoin, jusqu'à baiser la mule du pape.

N'avons-nous pas entendu, à la tribune du Palais Bourbon, au milieu des trépignements de la gauche scandalisée, le gendre de Karl Marx, le député collectiviste de Lille, se mettre, pour ses débuts au parlement, sous le patronage de Léon XIII¹? Cela seul est un symptôme dont les colères de l'extrême gauche ont montré qu'elle comprenait la gravité. Qu'importent, après tout, aux masses ouvrières la lutte contre les évêques et « le péril clérical »? Elles commencent à s'apercevoir que ce n'est là, pour les radicaux bourgeois, qu'un leurre décevant à piper le suffrage des naïfs. Le bon sens du peuple semble se lasser de ce jeu des politiciens dont il a été si longtemps la dupe. Le prolétaire réclame des satisfactions plus substantielles et il est prêt à les

1. Discours de M. Paul Lafargue, en février 1892.

accepter d'où qu'elles viennent. « L'Église veut-elle nous donner un coup d'épaule, nous pourrions bien laisser les curés tranquilles », disait un des chefs du socialisme français, M. Guesde, si je ne me trompe. Et c'est à peu près ce que répétaient, en d'autres termes, vers le même moment, les *leaders* socialistes de l'Allemagne, les Bebel et les Liebknecht. — Laisser les curés tranquilles, c'est à cela, il faut bien le dire, que se bornerait, pour les mieux disposés, la reconnaissance des socialistes envers l'Église. Certes, par le temps qui court, cela seul est quelque chose, et n'eût-il, avec son encyclique et ses discours aux ouvriers, rien gagné de plus sur les masses ouvrières, le pape Léon XIII n'eût pas fait de mauvaise besogne. Mais est-ce assez pour sceller une alliance entre Rome et la démocratie sociale? et y a-t-il là le point de départ d'une action commune entre les deux grandes rivales d'hier, entre l'Église du Christ et ce qui reste toujours la Révolution, entre les deux grandes internationales, la rouge et la noire?

Cette alliance, il s'est trouvé des catholiques et des hétérodoxes, des mystiques et des politiques pour la conseiller, malgré tout, à l'Église¹. Ils in-

1. Ainsi notamment un écrivain anglais protestant, M. W. Stead, *The Pope and the new era*, 1890.

vitent le pape à faire du Vatican le centre du mouvement social et le quartier général de l'Internationale nouvelle. — Courage, très saint-père! vont-ils lui criant de divers côtés; ne vous laissez pas arrêter par des scrupules vains ou des terreurs surannées! Allez, osez! donnez aux forces cosmopolites de la démocratie ouvrière la direction et l'unité qui leur font défaut; et l'univers est à vos pieds! — Ainsi parlent, en même temps, les devins des Gentils et les prophètes d'Israël, comme si, à ce prix, les oracles promettaient de nouveau à la vieille Rome l'empire du monde. Qu'est-ce à dire? et que penser de pareils conseils? A parler franc, cela me rappelle l'histoire du Christ emporté, par Satan, sur la montagne du désert de Judée, d'où le Prince de ce monde lui montrait tous les royaumes de la terre. — « Et le diable lui dit : si tu veux te prosterner devant moi, je te donnerai tous ces royaumes, leur puissance et leur gloire; car ils m'ont été donnés et je les donne à qui je veux. » — C'est, sous une forme appropriée aux temps nouveaux, la vieille, l'éternelle tentation de la puissance. L'Église ira-t-elle prêter l'oreille au tentateur? Elle, qui s'est refusée à plier le genou devant les empereurs et les rois, peut-elle s'agenouiller devant cette parvenue de démocratie qui prétend, à son tour, régner seule sur le monde? Et la papauté ne va-t-elle pas lui

répondre, comme le Christ au Mauvais : « Il est écrit : Tu adoreras le Seigneur ton Dieu, et tu le serviras lui seul. »

Dût-elle lui valoir l'empire du monde, le vicaire du Christ ne peut acheter l'alliance de la démocratie ouvrière au prix de l'abandon des maximes évangéliques et des règles de la justice. Devant lui, s'il en avait jamais la tentation, se dresserait l'éternel *Non licet* : Il n'est pas permis. Le langage de Léon XIII en est la preuve. Après avoir condamné le socialisme, avec une netteté qui est de la vaillance, la papauté ne saurait lui faire la courte échelle. Aucun intérêt humain ne la fera passer par-dessus ses principes. Il n'en est pas de l'Église comme des empires et des républiques, des États politiques dont les ligues et les alliances sont dictées par leurs intérêts ou par leurs convenances du moment. On peut marier la république de Venise avec le Grand-Turc, — voire même la République française avec le tsar autocrate; — mais non le pape avec le socialisme. L'Église est captive de ses principes; elle ne peut passer outre; et ses principes lui interdisent tout pacte avec le socialisme, — avec ce que du moins nous désignons, aujourd'hui, sous pareil nom. Entre elle et lui, il n'y a pas seulement incompatibilité d'humeur, il y a incompatibilité de principes; et, s'il doit jamais se nouer entre eux

une alliance, ce n'est pas l'Église qui abdiquera les siens. Aussi, nous pouvons être tranquilles; nous ne verrons pas de sitôt les clefs de saint Pierre sur le drapeau rouge.

L'amour des faibles, la charité pour les opprimés, la défense des pauvres du Christ, ne sauraient, à cet égard, nous faire illusion. L'Église, par sa tradition, doit se ranger du côté des faibles, des humbles, des petits, des pauvres; elle doit étendre sur eux sa protection, quand ils sont foulés par les patrons ou exploités par le capital. Mais lui sied-il encore de prendre fait et cause pour eux, quand les humbles se font arrogants, quand les faibles et les petits veulent, à leur tour, devenir les forts et les puissants, et qu'ils tentent de s'ériger en oppresseurs? Méritent-ils encore d'être appelés les bien-aimés du Christ, la foule des petits et des pauvres, lorsque, forts de leur multitude, ils prétendent devenir les maîtres du monde, et que, pour s'emparer du sceptre de la souveraineté, ils ne craignent pas de recourir à la violence? Or, n'est-ce pas là ce qui, en France et ailleurs, va se préparant sous nos yeux?

Encore un peu de temps, et nous verrons dans le monde un singulier renversement des rôles; encore un peu de temps, et celui qui aura besoin de protection, ce ne sera plus le prolétaire, le travailleur manuel, devenu, à son tour, l'arbitre de l'État

et l'inspirateur des lois ; — ce sera, chose nouvelle, le patron d'aujourd'hui, le maître d'hier, celui qui détient une partie du sol ou du capital, par droit d'héritage ou par droit de travail. L'Église a pour mission de maintenir les règles éternelles de la justice ; elle ne peut les faire fléchir, ni pour les riches, ni pour les pauvres, ni pour l'ouvrier, ni pour le patron. Elle n'a pas le droit de faire entre eux acception de personne, sacrifiant les droits des uns aux convoitises des autres. L'Église ne se pare pas d'un titre menteur quand elle se vante d'être notre mère à tous ; le pape est bien le père commun ; il pourrait servir d'arbitre entre ses enfants ; ni rois, ni présidents, ni ministres, ne le vaudraient pour un pareil office ; il serait encore le plus impartial et le plus fiable des conciliateurs entre les classes en lutte. Le pape ne peut, dans la bataille, se jeter tout entier dans un camp, et surtout du côté des violents, bénissant ceux qui attaquent, maudissant ceux qui se défendent. Le pape, en un mot, ne saurait être partisan.

Je ne vois pas, à son commandement, les cardinaux, les évêques, les chanoines, les grands ordres monastiques, s'engageant dans l'armée qui monte bruyamment à l'assaut du capital. Grands ou petits, il n'est qu'un rôle, pour les ministres du Christ, en ces déplorables conflits ; c'est celui de

médiateur, de pacificateur; et si leur voix, comme il est à craindre, n'est pas écoutée, c'est celui du vaillant archevêque tombant sur la barricade en s'efforçant d'arrêter les combattants; — celui que, à défaut de maire ou de sous-préfet, un humble curé de province, osait reprendre, il y a quelques mois, à Fourmies, devant les fusils Lebel. La voix de l'Église ne peut prêcher que la paix : « Je vous laisse ma paix, je vous donne ma paix », a dit Jésus à ses disciples, en manière de testament; et le mot qui demeurera le dernier sur les lèvres de ses prêtres sera le *pax vobiscum*.

Le clergé catholique, avec ses moines et ses frères, ses congrégations d'hommes et de femmes, ses missionnaires, ses confréries, est bien une internationale; mais c'est l'internationale de la paix et de l'amour; il lui est défendu de faire cause commune avec l'internationale de la haine qui se vante, dans ses congrès, d'organiser partout la guerre des classes. Cette guerre des classes, l'une prétend la déchaîner sur le monde et travaille à l'étendre à tous les pays; l'autre veut la prévenir, et si elle n'en peut arrêter l'explosion, elle s'efforce d'en rétrécir le champ et d'en adoucir les maux. L'une y pousse de toutes ses forces, y voyant un moyen de conquête; l'autre la repousse de tout son pouvoir, n'y voyant que péché et malédiction. L'une provoque le conflit,

l'autre cherche à l'apaiser. Telle est la vérité, et telle est la différence de point de vue et d'attitude qui, en dépit de tous les sophismes et de toutes les habiletés, empêchera toujours l'Église de se faire l'instrument du socialisme révolutionnaire. Leur activité s'exerce en sens inverse. Tandis que le socialisme travaille à couper l'humanité en deux camps, se réjouissant de tout ce qui sépare les hommes nés pour être frères, l'Église s'obstine à réveiller chez tous, riches et pauvres, la notion chrétienne de la fraternité ; l'Église s'ingénie loyalement à concilier les intérêts et à rapprocher les classes. Au milieu des défis et des cris de guerre qui retentissent, de tous côtés, par-dessus les mers et les montagnes, sa devise reste le *Beati pacifici* des Évangiles.

XVI

Vanité des terreurs excitées par l'action sociale de l'Église. — Comment le danger, pour nos sociétés, ne vient pas du saint-siège ni du clergé. — Avantages qu'aurait pour tous leur action sociale. — Réflexions sur la France. — Le fort et le faible de notre constitution sociale. — Fonction sociale de l'officier et du curé; comment ils ne savent ou ne peuvent la remplir. — La déchristianisation de la France et l'œuvre de décomposition morale.

On le voit bien, partout où peut s'exercer son action sociale, là surtout où ses lois et ses ministres ont gardé le plus d'empire. N'allons pas donner trop d'importance aux témérités de langage, ou aux écarts de doctrine de quelque véhément prédicateur ou de quelque tribun échauffé par les ardeurs de la lutte et les applaudissements de la foule. Sachons voir les choses de haut : ces haines de classes sur lesquelles les socialistes se plaisent, à

souffler, l'Église cherche à les éteindre. En Europe, comme en Amérique, elle s'applique à fermer les voies à l'internationalisme révolutionnaire. Elle seule peut-être lui dispute hardiment le terrain. Que tel ou tel groupe catholique, en tel ou tel pays, soit emporté par le belliqueux tempérament de ses chefs, ou entraîné par les passions de parti ou les intérêts de la politique locale, — l'action générale de l'Église n'en reste pas moins salubre, fortifiante, pacificatrice.

Ne nous effrayons point de l'initiative prise par la papauté. Les hommes qui s'en alarment font fausse route. Ce n'est point pour bouleverser la société, c'est pour la consolider que l'Église se risque à intervenir dans nos luttes sociales. La fonction que lui attribuait notre égoïsme, celle de barrière contre les cupidités et de rempart contre les appétits d'en bas, l'Église continuera, malgré tout, à la remplir, parce qu'elle est conforme à sa mission divine. Si peu dignes que nous en soyons, la religion demeurera pour nous, pour nos propriétés, pour nos droits légitimes, une défense et une protection ; aujourd'hui encore, la pire calamité qui puisse atteindre nos sociétés modernes, battues par la marée montante des convoitises, serait la ruine de ce qui reste de l'antique digue.

Je souris, ou mieux, je suis pris de pitié quand

je vois des hommes soi-disant éclairés et soi-disant libéraux s'alarmer pour nos libertés publiques, ou pour l'ordre social, de ces velléités d'intervention de l'Église. Il me semble entendre des revenants d'un autre siècle. Et vraiment se peut-il que notre France attardée en reste éternellement à ses vieilles querelles sur les envahissements du clergé et l'insatiable esprit de domination de l'Église ? Cela était bon pour les bourgeois de la Restauration ou de la monarchie de Juillet ; mais ne s'est-il donc rien passé, et n'avons-nous rien appris depuis Béranger, ou depuis M. Havin ? Que tout cela cependant semble mesquin et misérable en face des formidables problèmes qui se dressent devant nous ! Qui ne voit que ce n'est plus du côté de « Rome et des jésuites » qu'est le péril ? Ceux qui frémissent encore à l'apparition d'une soutane ont beau se targuer d'être des hommes de progrès, ils ont beau s'affubler des noms de philosophes et de libres penseurs, ils ne sont que des hommes du passé, momifiés dans des formules vieilles, captifs d'une tradition surannée. Ils n'ont ni l'intelligence ni la force de se dégager des lisières de leur enfance et des préventions de leur éducation. Ce sont eux les rétrogrades ; c'est l'anticléricisme, le mangeur de curés qui retarde sur le siècle. En craignant d'être dupes de l'Église, ils sont le jouet des préjugés d'un autre âge.

Et quand l'Église viserait à reprendre, entre les classes en lutte, le rôle d'arbitre, je ne vois pas ce qu'il y aurait là de si terrifiant pour nos sociétés modernes ? Qui oserait soutenir, en conscience, que l'Église du Christ ne serait pas, pour nos différends sociaux, un juge aussi intègre et plus équitable que l'État et les gouvernements de partis, si souvent corrompus et toujours dominés par l'intérêt électoral ? Quand la papauté rêverait de remplacer, par cette sorte de magistrature bienveillante, sa puissance temporelle perdue, la papauté en aurait le droit ; car ce serait là une fonction en rapport avec la mission de l'apôtre et avec l'esprit du Christ. Cette autorité nouvelle, librement consentie par la confiance des peuples, cette restauration spirituelle de son antique royauté, pour le bien de l'humanité et pour la paix de nos sociétés, est-ce au nom de l'Évangile qu'on oserait la lui interdire ? Et serait-ce ici qu'on pourrait jeter au pape le mot du Sauveur : « Mon royaume n'est pas de ce monde ? » Que d'autres gardent leurs défiances séniles et leurs terreurs enfantines : ce que je redoute, quant à moi, ce que je crains pour notre civilisation, pour notre France surtout, ce n'est pas que l'Église réussisse, c'est qu'elle échoue.

Plût à Dieu qu'elle eût plus de prise sur les travailleurs ! et heureux le pays où les masses populaires

la choisiraient comme interprète de leurs vœux et comme avocate de leurs doléances ! Les revendications ouvrières en passant par ses lèvres perdraient de leur âcreté ; elles se purifieraient, elles se rassérèneraient, et il nous serait moins malaisé d'y faire droit. Le malheur précisément, ce qui rend la guerre sociale inévitable et ce qui menace d'en faire une guerre inexpiable, c'est que l'Église n'a plus d'empire sur les masses ; c'est que, dans nos faubourgs, l'Évangile est un livre presque aussi inconnu que s'il n'avait jamais été traduit du grec ; c'est que l'ombre de la Croix offusque le peuple qui au pied du crucifix trouvait force et réconfort. — Et c'est là surtout le malheur de notre France ; c'est là sa grande infériorité vis-à-vis des nations rivales ; car, autrement, par la diffusion de la propriété et du capital, la constitution sociale de la France est sans comparaison la plus robuste de l'Europe. A cet égard, pour qui n'envisage que la répartition de la richesse, notre supériorité est incontestable ; nous sommes des millions de Français intéressés à la défense de la société. C'est par là que nous pouvons nous rassurer ; mais cela ne suffit point. Une société fondée tout entière sur les intérêts ne peut échapper aux commotions violentes. Or, telle est la France, ou telle devient chaque jour la France. Elle a pour clé de voûte le code civil, et elle repose tout entière

sur deux piles : le cadastre et le grand livre ; mais ces deux piles, naguère encore réputées inébranlables, deviennent trop étroites et menacent de fléchir. Aux peuples, il faut d'autres fondements que le cadastre et le grand livre. Forté et bien assise au point de vue matériel, notre société française est faible au point de vue moral. Elle manque de base morale. Elle manque de lien spirituel. — A quoi ressemble-t-elle, notre France moderne, si fière de sa cohésion ? Elle ressemble à une maison en pierres sèches, posées les unes sur les autres sans ciment ; — le ciment c'était la religion ; il est tombé, et nous ne savons par quel mortier le remplacer.

Il y a, dans notre Europe convertie en camp retranché, deux hommes qui semblent spécialement appelés à une action sociale, à une mission sociale. Ces deux hommes, c'est le curé et l'officier. Nulle part peut-être le prêtre et l'officier ne valent mieux que chez nous ; et nulle part peut-être ils ne remplissent moins leur mission sociale. C'est que l'un ne sait point, et que l'autre n'ose point. — L'un, tout entier à ses devoirs professionnels et à la technique du métier, ne croit pas avoir autre chose à faire qu'à dresser un fantassin ou à former un cavalier ; il s' imagine avoir rempli toute sa tâche quand il a présidé aux évolutions des recrues sur le champ de manœuvres, qu'il a veillé à l'alignement et à

l'astiquage de ses hommes et fait partout, dans la caserne, respecter la discipline et la consigne. Il ne se préoccupe que de l'extérieur ; il ne songe pas que le soldat puisse apprendre autre chose, sous le drapeau tricolore, que le maniement du sabre ou du fusil à répétition. Il semble oublier que, sous la tunique ou sous le dolman, se cache un cœur d'homme, avec une âme humaine sensible aux bonnes paroles et aux bons procédés, une âme humaine qui mérite un peu d'attention et qui aurait besoin qu'on lui donnât, une fois par hasard, quelque marque d'intérêt ; — ou, si l'idée lui en vient, l'officier craint de se singulariser ; il voudrait s'occuper de ses hommes, en dehors des heures de service, qu'il ne saurait trop comment s'y prendre ; à peine s'il sait leur parler ; il trouve plus militaire de les traiter comme des machines à faire l'exercice, ou comme il traite ses chevaux, ne soignant dans le soldat que le corps et la bête ; et les meilleurs se disent qu'après tout ils n'ont pas charge d'âmes ¹. — L'autre, le curé n'ignore point que les âmes le concernent ; les âmes, il en a reçu la garde, il sait que c'est son affaire ; mais il est obligé d'attendre

1. La fonction sociale de l'officier, quelques-uns, un bien petit nombre encore, commencent à en apercevoir l'importance. Voir dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 mars 1891, l'article intitulé : *du Rôle social de l'officier*.

qu'elles viennent à lui, et il ne peut atteindre celles qui auraient le plus besoin de ses paroles et de ses secours ; il n'ose aller aux vieux ou aux jeunes qui ne savent plus le chemin de l'Eglise. Lui aussi, comme l'officier, il tend à s'enfermer dans la pratique minutieuse et mécanique de ses devoirs professionnels ; il croit avoir rempli sa tâche quand il a chanté les vêpres et fait réciter le catéchisme. Sa haute mission, il est inconsciemment porté à en faire un métier comme un autre ; il n'en comprend plus guère l'importance sociale ; ou la sent-il encore, il ne lui est plus guère permis de le montrer. Banni de l'école, exclu du bureau de bienfaisance, suspect à l'administration, regardé avec une défiance malveillante ou une rancune jalouse par le maire et l'instituteur, tenu à distance, comme un voisin compromettant, par tous les petits fonctionnaires, employés de la commune ou de l'État, espionné par le garde champêtre et sans cesse guetté par le débi-tant, exposé aux dénonciations anonymes de la feuille locale, il se cloître peu à peu dans son église et son presbytère, avec son bréviaire et ses livres, heureux de se faire oublier. Il vit isolé, silencieux, n'osant toujours lever les yeux par-dessus le mur de son jardin. Le monde lui est fermé, — non seulement le vaste monde à l'existence fiévreuse et éner-vante des grandes villes, — mais le petit monde

routinier et endormi, provincial et campagnard, qui l'entoure ; nos préjugés et nos défiances lui défendent de s'y mêler ; et ainsi lui, l'homme du dévouement par vocation, il prend l'habitude de vivre en célibataire égoïste, occupé surtout de son maigre bien-être, se faisant petit, cherchant « à ne pas faire parler » ; il passe ses matinées à réciter des *oremus* devant des bancs vides, ses après-midi à tailler ses rosiers ou à planter ses choux. Il avait cependant, ce curé, devenu presque inutile, une fonction à remplir au village ou dans le faubourg, un rôle, non point politique mais social, ce qui est tout différent ; et là où les mœurs locales le lui ont conservé, là où l'opinion ne le lui interdit point, la famille du paysan ou de l'artisan, le père, l'enfant et le jeune homme, la veuve et le vieillard se trouvent bien de ses avis. Il y avait là sur place, naguère, en chaque paroisse, un conseiller affectueux et désintéressé, au besoin un arbitre gratuit, un pacificateur pour les brouilles domestiques ou les querelles d'intérêts, un homme voué par sa fonction au rapprochement des hommes. Aujourd'hui, elle a presque partout été détruite, cette influence conciliatrice dont les pauvres gens profitaient encore plus que les riches ; et dans les campagnes françaises où il en subsiste encore des restes, en Bretagne, en Anjou, en Auvergne, toutes les forces de

l'administration, tous les efforts de l'enseignement public et de la presse populaire s'emploient à l'annuler et à la déraciner.

Veut-on savoir quel est, chez nous, le successeur du prêtre dans la confiance des masses ; qui est devenu, à la place du curé, le conseiller habituel de l'homme du peuple, de l'ouvrier surtout ? Il n'est pas malaisé de le découvrir ; il n'y a qu'à regarder où se rassemblent, de préférence, les ouvriers et où se prennent les grandes résolutions qui intéressent les travailleurs. Le nouveau conseiller du peuple, le directeur de l'ouvrier, le guide moral qui s'entend le mieux à le conduire, c'est le marchand de vins. On le voit aux heures de crise, dans toutes les grèves notamment ; le « mastroquet » est là, soufflant les syndicats, montant les têtes, excitant l'ouvrier à lutter contre les patrons, lui avançant au besoin des fonds pour la grève, bien sûr que toute augmentation de salaire tournera au profit de son comptoir, et ayant pour sa peine la chance d'aller un jour représenter les travailleurs à la maison commune ou au parlement. Et voilà ce que d'aveugles ou serviles libres penseurs ont le front d'appeler l'émancipation spirituelle du peuple.

Ce n'est pas impunément qu'une société se prive du secours moral que lui apporte la tradition religieuse, car la religion est un réservoir de forces

sociales où les peuples puisent patience, amour et courage. Les hommes ont longtemps voulu croire à l'existence d'une fontaine de Jouvence, où vieux et vieilles n'avaient qu'à se plonger pour retrouver la force et la beauté. La fontaine de Jouvence est, hélas ! un mythe des poètes, et ceux qui, dans la confiance des peuples, ont succédé au poète, les savants ont eu beau explorer tous les champs de la science, ils n'ont pu encore la découvrir. Mais nous avons, non loin de nous, une fontaine plus admirable dont les eaux jaillissantes nous versent quelque chose de plus de prix que la jeunesse et la force ou la beauté juvénile. Cette source merveilleuse, point n'est besoin de la nommer ; c'est la religion, le christianisme, dont nous pouvons vraiment dire : *Fons vitæ, fons amoris*. Jeunes ou vieux, riches ou pauvres, ceux qui viennent y tremper leurs lèvres y boivent l'amour de l'humanité, l'amour du prochain ; et qui veut y baigner ses membres s'y imprègne de l'esprit de charité et de dévouement. Cette fontaine miraculeuse, l'on croirait que les autorités préposées au bien-être des nations s'appliquent à en rendre l'accès facile à tous. Nullement, chez nous du moins ; elles s'efforcent, au contraire, d'en éloigner le peuple et de la rendre inabordable aux foules. Ne pouvant la tarir ni la souiller, elles essaient d'en faire oublier le chemin. Pour éprouver l'efficacité de ses eaux, il suffit

d'y croire ; mais le mal, justement, c'est que, de nos jours, on y croit peu ; l'on enseigne aux peuples à n'y plus avoir foi, et si vous osez lui en parler, le gamin de Belleville ricane.

Ainsi en est-il de notre France, ainsi en va-t-il de notre peuple français et de nos classes ouvrières. Il leur manque ce qu'il nous est malaisé de leur rendre, une foi, une religion vivante ; car de quelle manière rendre à autrui ce que, trop souvent, nous n'avons plus nous-mêmes ? Heureuse encore cette France si, à travers ses crises politiques et ses luttes sociales, elle conserve intact ce qui lui reste de foi en Dieu et en l'Évangile ! Le pape a beau nous dire et nous faire dire, et dans ses encycliques, et par ses cardinaux, et par le *Petit Journal*, que l'Église n'a rien d'incompatible avec la république, — la déchristianisation du peuple continue à nous être donnée comme la tâche essentielle de la république. L'œuvre de destruction religieuse et de décomposition morale entreprise par les héritiers attardés du xviii^e siècle s'y poursuit sûrement, sous le couvert des défiances et des rancunes politiques. Un nihilisme haineux et patient, plus pernicieux peut-être que le terrorisme violent des jacobins d'autrefois, pénètre peu à peu les couches gouvernementales ; il suinte lentement le long des murs de nos édifices publics et, de proche en proche, il s'infiltré jusqu'au

cœur du pays. Presque partout déjà la haute main est aux « destructeurs », et, derrière le radicalisme qui leur fraie le chemin, s'avancent les partisans des démolitions totales. Cette pauvre France, déjà amputée de plus d'un organe social par le fanatisme « laïque », nous risquons fort de la voir bientôt livrée, par ses préjugés, à toutes les mutilations des barbares opérateurs qui portent témérairement le couteau sur le cerveau et sur la poitrine du peuple.

Comment, dans un pareil pays, quand chaque législature marque une nouvelle conquête de l'athéisme militant et des négateurs obstinés, comment restituer à Dieu et à son Christ leur rôle social ? — N'est-ce pas, en vérité, une chimère décevante ? — Pas autant peut-être que cela le semble à notre incrédulité ; car, au-dessous de la vie publique et de l'action de l'État, il reste l'initiative privée, l'action des hommes de foi et de dévouement qui s'exerce en sens inverse, et qui, à la longue, peut amener le pays à s'arracher au joug intolérant des ennemis de l'Évangile et des contempteurs du Christ. Si malaisée que soit l'entreprise, ne vaut-elle point la peine d'être tentée ? et pourquoi retenir ceux qui disent : « Dieu le veut ! » Mais quand notre scepticisme devrait avoir raison, quand la moderne croisade, prêchée aux peuples par Léon XIII, ne devrait trouver, chez nous, que des indifférents et ne donner en

France que des résultats minimes, les regards de la papauté s'étendent au delà des plaines de France. L'univers n'est pas encore tout entier fait à notre image, et nous ne pouvons toujours juger des autres par nous-mêmes.

XVII

La France n'est pas le monde. — Les horizons du Vatican. — Les mondes nouveaux. — L'Europe; comment, à l'étranger, il n'y a point partout, entre le prêtre et le laïque, le même divorce que chez nous. — Que la science et la raison ne suffisent point pour vaincre le socialisme révolutionnaire. — Qu'on ne peut, pour cela, toujours compter sur l'État et sur la force matérielle. — Il y faut une force morale. — Supériorité, à cet égard, de la religion. — Le devoir présent. — Il faut aller au peuple. — Mais qu'avons-nous à lui apporter? — De la foi comme mobile d'action et comme moyen d'action. — Ce qu'il faut aux barbares de la civilisation.

La France n'est pas l'Europe, et l'Europe même n'est plus la Terre. Jamais il n'a été plus vrai, le mot du Christ : il y a plusieurs demeures dans la maison du Père céleste. En dehors de notre vieux monde romain qui forme son patrimoine primitif, Rome aperçoit dans la chrétienté, dont les limites vont sans cesse s'élargissant, trois ou quatre mondes

nouveaux qui grandissent et se peuplent rapidement. Ces nouveaux venus encore jeunes et déjà pleins de force, qui surgissent de la nuit, à l'Occident et à l'Orient, Rome se rappelle que, avant qu'ils eussent un nom, ils ont, eux aussi, été donnés en héritage au pêcheur de Galilée. Et l'Église se dit tout bas qu'elle peut trouver bientôt, chez eux, un champ plus vaste et un sol plus libre que dans notre Europe vieillie, aux terres épuisées. — Et moi aussi, bien souvent, attardé dans Saint-Pierre, à l'approche de l'*angelus* du soir, quand, au-dessus de ma tête, je voyais les derniers rayons du soleil s'éteindre sur l'or des mosaïques de la coupole et l'ombre envahir les larges voûtes de la nef, je me demandais, malgré moi, si le flambeau jadis confié à Rome et porté de l'Orient à nos races occidentales ne devait pas, encore une fois, se déplacer, et si, après avoir, durant tant de générations, éclairé et réchauffé l'univers, notre Europe méditerranéenne n'allait point, à son tour, retomber dans l'obscurité et le froid de la nuit. N'est-il pas écrit quelque part : *Candelabrum movebitur*? — Les siècles sont comme un jour devant le Seigneur, et lui seul sait à quelles races et à quel continent aura, dans quelques siècles, passé le flambeau.

Rome elle-même l'ignore ; mais ses yeux ont toujours été attirés par les terres vierges et les peuples

neufs. Le massif palais qu'habitent les papes est haut ; il domine le Borgo et les quartiers voisins, et des appartements pontificaux où il vit en prisonnier, les regards du saint-père s'étendent, par-dessus la ville et la campagne, jusqu'aux croupes violacées des monts Albains ; mais qu'est ce grandiose horizon auprès des perspectives que découvrent, des fenêtres du Vatican, les yeux de l'esprit ? De toutes les demeures terrestres, c'est assurément celle d'où la vue porte le plus loin ; quel panorama faire entrer en comparaison ? Les papes ont, de tout temps, été habitués à regarder jusqu'aux extrémités de l'univers. Aujourd'hui surtout qu'ils conservent à peine, en Europe, un coin de terre où reposer leur tête, ils ont les yeux ouverts sur les mondes nouveaux, et ils les contemplent d'un œil avide, reportant involontairement, sur ces nouveau-nés d'hier, les espérances trahies par leurs aînés d'Occident. — C'est le monde anglo-saxon, le plus vaste et le plus dispersé de tous, débordant à la fois les océans et les continents ; déjà, de l'Atlantique à la mer des Indes, il couvre le Nord-Amérique et l'Australasie et le Sud-Afrique, et partout sur les terres saxonnes lèvent, au soleil de la liberté britanno-américaine, les semences jetées par Rome, églises, couvents, confréries, séminaires, noviciats. — C'est le monde ibéro-américain, où trois ou quatre Europes tiendraient à l'aise,

enfant de Rome à l'humeur indocile, adolescent sauvage et turbulent, dont la force et les membres grandissent à travers toutes ses guerres civiles et ses révolutions. — Et, vers l'autre pôle et l'autre hémisphère, c'est le monde slave, géant qui s'éveille après dix siècles d'assoupissement et qui étire lentement ses bras au soleil, jeune en dépit des mille années qu'il a obscurément dormi, jeune d'âme et novice de cœur, tout plein de l'ardeur de vivre et déjà jaloux de dépasser ses aînés ; ce monde slave sur lequel Rome a, d'ancienne date, plus d'une prise, et qu'elle ne désespère pas de ramener à elle, tout entier, avec le Slave russe, le plus intimement chrétien peut-être des peuples contemporains, celui dont l'Evangile a le mieux pénétré les moelles et qui, au fond de ses moujiks, semble garder des trésors de charité et des réserves de foi auxquelles peut venir un jour se réchauffer la vieillesse de notre Occident. — C'est encore l'Afrique, le massif continent noir, que nous aurons bientôt tout entier découvert et dépecé, et où nos Stanley et nos Crampel, avec leurs laptots sénégalais ou leurs porteurs zanzibariens, ne sont guère, à leur insu, que les pionniers de Rome et du Christ ; car, si l'esclavage, — encore une question sociale, et la plus vieille de toutes, — si l'antique esclavage, avec la traite hideuse, doit jamais être aboli, et si le nègre peut être émancipé et civi-

lisé, ce ne sera ni par les lois des parlements, ni par les congrès de diplomates, mais par la Croix. — C'est enfin la vieille Asie elle-même, l'extrême Orient décrépît aux multitudes vieillottes, qui, avec la Chine et la dynastie tartare, menace de s'écrouler sur nous ; car, lui aussi, l'homme jaune, s'il doit jamais être rajeuni, et s'il peut être un jour annexé à notre civilisation, ce ne peut guère être autrement que par le baptême et par l'Évangile. — Quels larges horizons ! et que de champs de moisson, pour qui contemple le globe, du haut de la lanterne de la coupole vaticane, comme un domaine promis à l'apôtre !

Mais laissons ces vastes perspectives, aujourd'hui encore lointaines, et qui bientôt, en moins d'un siècle peut-être, sembleront prochaines à nos fils. Ramenons nos regards sur notre Occident et sur notre minuscule Europe. La situation de l'Église et de ses prêtres n'y est pas toujours la même que chez nous. Nos préjugés français contre les curés n'ont guère encore passé les Alpes et les Vosges. A nos portes mêmes, dans notre ancienne et chère Alsace, à côté de nous, en Suisse, en Belgique, en Allemagne, en Autriche-Hongrie, le clergé est souvent demeuré près du peuple. Entre le prêtre et le laïque il n'y a pas encore le même divorce social qu'en Champagne et en Bourgogne. L'ouvrier de

Westphalie, de Silésie ou de Bohême, le *Bauer* de Salzbourg, le paysan de Navarre, le *contadino* de Toscane, ne se scandalisent point d'entendre l'homme d'église leur parler de leurs affaires ; ils ne demandent point encore au prêtre de se contenter de marmotter ses *oremus*. En plus d'un pays de l'Europe, au village, dans le bourg, dans les petites villes même, le prêtre est resté un homme comme un autre, ou mieux, plus respecté et plus écouté que les autres. Les mœurs lui permettent de s'intéresser à tous et de parler de tout. Regardez-le parcourant les campagnes, dans maintes régions de l'Allemagne ou de la Hongrie, avec son costume presque laïque, ses hautes bottes et son air dégagé : rien qu'à sa démarche, on sent que le prêtre est resté en communion d'idées et de sentiments avec ses voisins du peuple. — Et, chez nous-mêmes, si difficile que soit l'action du moine ou du curé, l'action même des patrons ou des ouvriers chrétiens, n'allons pas les décourager. Au lieu d'en sourire, admirons plutôt leur courage, et imitons-le. Dans la détresse commune, nous n'avons pas trop de toutes les bonnes volontés et de toutes les initiatives. Laissons les hommes de cœur et les hommes de foi s'appliquer au devoir social ; il est non moins urgent que le devoir politique, et il est parfois plus clair. Souhaitons seulement que, dans ces pacifiques milices

catholiques, les soldats de toute robe et de toute langue imitent la prudence de leur chef ; — et si certains dépassent la consigne et prétendent nous entraîner aux aventures, eh bien ! ne nous croyons pas obligés de les suivre et ne craignons point de leur crier : halte-là !

Ce que nous ne nous sentons pas de force à faire, pourquoi irions-nous empêcher les autres de le tenter ? Est-ce avec nos livres et nos revues, avec nos chaires de professeur et nos académies que nous comptons barrer longtemps la route au socialisme révolutionnaire ? Mince rempart que tout cela devant les passions des foules déchaînées ! Nous avons pour nous, la Science et la Raison, deux hautes puissances, sans doute, mais deux puissances qui ont trop peu de corps, — ou trop peu d'âme, — pour avoir beaucoup de prise sur les masses. Nous tenons pour certain, à bon droit, que contre ces deux filles de l'esprit, contre la Science et la Raison, ni la force ni le nombre ne sauraient prévaloir ; mais nous savons aussi que, pour témoigner de leur victoire, il peut ne rester que des ruines. Comme il est loin déjà, le temps où nous voulions nous persuader que Science et Raison, étant les reines légitimes du monde nouveau, devaient suffire à mener les hommes !

Gardons-nous de l'orgueil stérile d'un doctrina-

risme aveugle. Pour arrêter le socialisme, ce n'est pas assez de démontrer savamment l'inanité de sa logique, la fausseté de ses principes ou la folie de ses chimères ; il faut autre chose que la dissection des sophismes ou l'anatomie des utopies. Il faut agir sur le peuple, le disputer à la haine et à l'envie, l'arracher aux sectaires et aux passions mauvaises, et quelle ressource ont pour cela la science et les économistes ? Ne rejetons donc pas les concours qui s'offrent à nous. Cette plèbe à demi lettrée, adulte de corps, majeure de droits et toujours enfant d'esprit ; ces masses urbaines ou rurales, rendues plus redoutables peut-être par les fumées de notions scientifiques qui leur montent au cerveau ; la force publique ne saurait longtemps suffire à les contenir, d'autant que déjà la force publique, la force armée est en train de passer dans leurs mains. Il y faut autre chose, une force morale. L'État, nous ne pouvons longtemps compter sur lui, même pour ce qui est strictement de sa fonction, la défense de l'ordre matériel. L'État, en tout cas, n'est pas un être moral ; il n'a ni autorité, ni action morale ; il n'a guère, en réalité, que la force matérielle, et cette force, il n'est pas sûr qu'il l'emploie toujours à la défense de la société. L'État peut devenir, un jour, traître à sa mission ; cela s'est vu, plus d'une fois ; les portes de fer dont il a la garde, l'État peut, à certaines heures,

en ouvrir les grilles aux foules envahissantes. Si nous n'avons d'espérance et de recours qu'en lui, je plains nos enfants, encore innocemment endormis au berceau ; leur sommeil peut avoir de brusques réveils.

Et dès qu'il faut recourir aux forces morales, où en trouverons-nous de plus actives que la religion et de plus efficaces que le christianisme ? Entre toutes les disciplines religieuses et toutes les églises chrétiennes, laquelle nous semble mieux que l'Église de Rome équipée à la fois pour combattre et pour consoler ? Elle me fait penser, la vieille Église, à ses jeunes saintes, à ses vierges martyres, à qui les maîtres anciens mettaient dans la main, comme attribut, un glaive avec un vase de baume. — Nous entendons, autour de nous, de vaillants esprits, de ceux « qui ne peuvent regarder d'un œil désintéressé, les maladies corporelles ou spirituelles », et qui croient que « le bonheur personnel ne saurait être la fin de l'univers » ; nous les entendons inviter les jeunes hommes qu'a touchés le mal nouveau du siècle à rejeter la vaine curiosité du dilettante, ou l'ironie stérile du sceptique, pour passer à l'action, et apprendre à vivre en vivant de la vie d'autrui. Le remède à notre détresse morale, c'est, nous assure-t-on, de nous tourner vers le peuple, vers les masses, vers ceux de nos frères dont la misère morale est encore

plus noire que la nôtre : en travaillant à les sauver, nous nous sauverons nous-mêmes ¹. Et ainsi, pour notre salut spirituel, non moins que pour le salut de notre société, on nous convie à aller au peuple, *itti v narod*, comme disait, il y a quinze ans, entre la forêt et le steppe, l'élite de la jeunesse russe; jeunes gens et jeunes filles quittant la famille et l'université pour l'usine ou l'atelier, et, comme des religieux d'un genre nouveau, échangeant joyeusement les habits du monde et les pelisses coûteuses pour le *touloupe* de peau de mouton du moujik ou de l'ouvrier ².

Itti v narod, c'est bien, en ce temps de tolstoïsme et de russophilisme, une devise que nos étudiants, comme nos désœuvrés, feraient sagement d'emprunter à ces Slaves mystico-réalistes, chez qui les aspirations idéales se mêlent si bizarrement, aux instincts pratiques et au besoin d'action. Oui, il faut aller au peuple, il faut prendre contact avec les plus humbles classes; il peut être bon, pour un fils de famille, de s'exiler à Montrouge ou à Ménilmontant et d'y « faire, pendant quelques mois, sa tournée

1. Voyez M. Paul Desjardins, *le Devoir présent*, 1892; cf. M. le pasteur Wagner, *la Jeunesse* (Fischbacher, 1892), et M. M.-x Leclerc, *le Rôle social des Universités* (Collin, 1892).

2. Voyez *l'Empire des Tsars et les Russes*, tome I, livre III, chap. IV; cf. tome II, livre VIII, chap. I. (Hachette).

d'apprentissage de la vie. » Il faut apprendre, du moins, à tendre notre main aux mains qui manient l'outil ou la machine, cela pour nous réconforter l'âme en relevant l'âme de nos frères. Encore que semblable conseil soit peut-être plus facile à donner qu'à suivre, l'ouvrier des faubourgs se souciant fort peu d'ordinaire de frayer avec les fils de bourgeois, c'est là, comme dit M. P. Desjardins, « le devoir présent » ; et il y a mieux à faire, pour les hommes de loisir et pour les patriotes, que de jouer au club ou de parier aux courses, ou même que d'affronter le tumulte des réunions électorales, ou de s'enfermer dans leur cabinet, avec leurs livres et leur lampe de travail. Ce qu'ont osé, dans les campagnes moscovites, sous le régime autocratique, avec les déserts de Sibérie en perspective, de jeunes athées et d'enthousiastes missionnaires du matérialisme, pour insuffler au moujik des idées de révolte, comment ne se trouverait-il pas, chez nous, des jeunes hommes assez épris d'idéal et assez dévoués au devoir pour le tenter à leur tour, sous un gouvernement libre ; — non plus pour agiter stérilement des masses inconscientes et éveiller en elles des convoitises irréalisables ; mais, tout au rebours, pour apporter au peuple l'esprit d'union et de concorde ; pour lui enseigner un idéal et lui rendre le goût de Dieu et du divin ; pour lui révéler le sens de la vie, comme

dit Tolstoï, et réveiller, chez lui, avec le sentiment du bien moral, la notion chrétienne du péché?

Belle œuvre, en vérité, et noble apostolat bien digne de séduire des âmes de vingt ans! Y rêver est déjà un signe d'élection. Aussi Dieu me garde de décourager ceux de nos amis, les Pierre l'Hermite de journal, les saint Bernard de lettres, qui prêchent vaillamment cette croisade fin de siècle! Je ne saurais, pour ma part, sourire des efforts de ces affamés de vérité et de justice, qui veulent chercher un principe de vie, avec une raison de vivre, dans l'action sociale. Bien au contraire, je les admire et je les envie. Si j'étais né un quart de siècle plus tard, il me semble que je serais des leurs, que j'irais, moi aussi, grossir le nombre de ces échappés du scepticisme qui s'ingénient, à la Pascal, à trouver la foi dans les œuvres. Qui de nous ne souhaite ardemment que leur rêve d'action puisse être autre chose qu'un rêve d'énergie, qu'un beau feu de jeunesse, ou un songe de poète, jaloux de se donner l'illusion de l'action, la plume à la main! — Et quand elle ne servirait qu'à réchauffer quelques âmes de ce temps, pareille prédication ne serait ni peine perdue, ni parole inutile. De ces paroles qui nous remuent et qui nous font lever, alors même qu'elles ne nous décideraient pas à marcher, il nous en faut souvent, ne fût-ce que pour nous préserver de la

pire des paralysies, de l'engourdissement moral.

Aussi, encore une fois, loin de moi la pensée de retenir ces modernes apôtres ou, de refroidir leur ferveur ! Mais quand ils auraient là, vraiment, comme nous le voudrions, un principe d'action, qui ne voit quelle est la disproportion entre leur but et leurs moyens ? L'œuvre est immense, et les moyens combien limités ! et s'il nous est facile de nous faire du bien, à nous-mêmes, en allant au peuple, combien moins aisé de faire du bien au peuple ! Comment, et avec quoi, pénétrer l'épaisseur de ces masses profondes ? Jamais il n'a été plus vrai de dire : la moisson est abondante et les ouvriers sont rares. C'est ici surtout que notre indifférence ou notre incrédulité est obligée de confesser la supériorité des religions, des cultes positifs, des Églises ; et c'est une des raisons pour lesquelles je ne me lasserai point de défendre leur liberté. Quelles forces comparées à nous ! comme elles se montrent plus puissantes, et par leur principe d'action, et par leurs moyens d'action ! et combien nous tous, qui nous croyons plus ou moins dignes de figurer parmi les « compagnons de la vie nouvelle », il nous sera toujours malaisé de rivaliser avec elles !

Et, cela, malgré tout, est particulièrement vrai de la vieille Église. Pour sentir ce qu'il lui reste de force, il faut faire un retour sur notre faiblesse. Que sont,

en face d'elle, toutes les sociétés de secours moral que nous pouvons imaginer ? et combien notre zèle intermittent, à nous, hommes de peu de foi, plus ou moins enlisés dans les glaises du scepticisme, aura peine à jamais égaler la passion de charité de ses frères et de ses sœurs ! La remarque d'Isaac Pereire n'a pas perdu de sa vérité ¹. Où est, sur le globe, la puissance assez fortement constituée pour exercer une action sociale à mettre en parallèle avec celle de l'Église ? Aujourd'hui, comme hier, n'est-elle pas la seule qui, à l'organisation internationale du socialisme, puisse opposer une organisation aussi vaste ? Et ce n'est là que sa moindre supériorité. Qui possède, au même degré, le zèle de l'apôtre et sait goûter, comme ses fils et ses filles, « les béatitudes du renoncement » ? Qui surtout a, comme elle, la foi qui fait braver, non seulement le froid et le chaud, la fatigue et la soif, mais ce qui arrête souvent les plus braves d'entre nous, le ridicule ? Pour cette œuvre à laquelle on nous convie, pour ce « devoir présent » qui attire, de loin, l'élite de la jeunesse, beaucoup d'entre ces jeunes se sentiraient assez de cœur, mais non assez de foi. — Et la foi n'est pas seulement nécessaire comme mobile d'action ; elle l'est presque autant, et davantage peut-être, comme

1. Isaac Pereire, *la Question religieuse*.

moyen d'action : la foi est le levier qui soulève le poids que nos bras ne peuvent remuer. Pour renouveler le monde, il n'a pas fallu cinquante apôtres, douze ont suffi ; mais ils avaient une foi : c'est bien d'aller au peuple, mais encore faut-il avoir dans la main quelque chose à lui porter ; et si nos mains ne sont vides, ce qu'elles contiennent, pour lui, est bien maigre et peu substantiel. Le chrétien a un livre à porter au peuple, l'Évangile. L'Église peut lui offrir quelque chose qu'on ne tient point dans nos académies ou dans nos bureaux de rédaction : une foi et une espérance.

Et cette foi, l'Église y croit ; cette espérance, elle y a confiance, et rien ne saurait la décourager. Elle a foi au triomphe final de la Croix, et, par la Croix, à la victoire de Dieu sur terre. Autrefois, quand le malheur des temps ne nous avait pas donné un démenti, nous aimions à dire : impossible n'est pas français ; le catholique continue à répéter : impossible n'est pas chrétien. Ne raillons pas le croyant, le prêtre ou le moine qui, le crucifix à la main ou le rosaire à la ceinture, ne craint pas de s'aventurer dans la salle enfumée des meetings populaires et ose disputer la tribune des réunions publiques aux apôtres de la révolution sociale et aux prophètes de la grossière Jérusalem que le socialisme se fait fort de substituer à la céleste Sion des apocalypses an-

ciennes. Ils me font penser, ces chrétiens dont nous sommes tentés de sourire, aux missionnaires désarmés qui vont prêcher la bonne nouvelle à des sauvages enfants et cruels, dont la langue imparfaite ne leur fournit même pas de termes pour exposer les mystères. Et ces multitudes, sans espérance et sans foi, des faubourgs de nos grandes villes n'ont pas moins besoin de missionnaires que les noirs anthropophages de l'Oubanghi. Je ne sache pas d'apostolat plus ingrat et plus ardu ; les grands convertisseurs de païens ou de barbares, de saint Colomban ou de saint Boniface à François-Xavier, n'ont pas entrepris une tâche plus héroïque ni plus malaisée. Le plus éclatant miracle du christianisme serait de la mener à bonne fin, et lui seul en est capable. Ici, encore, il s'agit du salut de la civilisation, et si, par un prodige vraiment divin, l'Église réussissait dans cette mission à travers les bas-fonds de nos capitales, elle pourrait se vanter d'avoir, une fois de plus, sauvé notre culture européenne. Cette culture que nous aimons, d'un amour de décadents, moins peut-être pour ses sciences et pour son génie que pour ses grâces perverses ou sa beauté morbide, les barbares qui la menacent, — c'est chose pour nous devenue banale, — ne campent plus en dehors de nos frontières ; ils ne viennent plus des steppes de l'Est ou des forêts du Nord ; ils sont établis au milieu

de nous, ils parlent notre langue, ils sont de notre race et de notre sang ; et, s'ils sont retombés dans la barbarie, c'est en perdant la foi en Dieu et l'espérance au ciel. Ce qui les rend redoutables, ces barbares de la civilisation, ce n'est pas tant leur ignorance, l'incurable ignorance de l'école primaire, qui survit à tous les certificats d'études, ce sont les passions, les rancunes, les ambitions, les haines que plus rien ne comprime et qui, dans les âmes vides, ont rempli la place des croyances évanouies. Telles sont les masses qu'il nous faut évangéliser, car il n'y a pas de salut pour nous, si nous ne les sauvons. Et la bonne parole qu'il nous faut leur porter, ce n'est pas la parole de la Science, car la Science, aux mains d'un enfant mauvais, est un engin de destruction autant qu'un instrument de vie. Ses formules sont pareilles aux vieilles formules magiques qui, sur des lèvres imprudentes ou malveillantes, renversaient au lieu d'édifier, et tuaient au lieu de guérir. Ce qu'il faut au peuple, nous ne l'ignorons plus, et en cela, seulement, nous sommes supérieurs à nos pères, c'est une parole morale, une parole de foi et d'amour, la seule qui puisse donner la Paix avec la Vie.

XVIII

Conclusion. — De l'avenir de nos sociétés occidentales. — Dissolution ou Rénovation? — Comment s'accomplit le progrès social. — Que les sociétés civilisées sont toujours en mouvement. — Qu'il ne faut pas confondre le changement avec le progrès, ni la stabilité avec l'immobilité. — Ce que nous savons sur l'évolution des sociétés. — Comment, à cet égard, la Science et la Religion sont d'accord. — *Adveniat regnum tuum!*

Un siècle à peine après la Révolution, nous nous retrouvons, de nouveau, à un tournant de l'histoire. Cela encore est devenu banal; mais ce n'en est ni moins vrai, ni moins inquiétant. Marchons-nous à une dissolution, ou à une rénovation de nos sociétés occidentales? Les signes que nous apercevons à l'horizon annoncent-ils la fin de notre civilisation, ou l'aurore d'une ère nouvelle? De toutes les doctrines en conflit dans notre cahos intellectuel, seraient-ce les apôtres de l'anarchie qui auraient raison? et nos espérances humanitaires et nos rêves

de justice ne devraient-ils aboutir qu'à la destruction de tout ce qui fait le charme et le prix de notre culture européenne? Nous faudra-t-il vraiment repasser par une nouvelle barbarie et par un second moyen âge de quelques dix siècles? A mesurer la hauteur des ambitions de la foule et l'imprudence de tant de bonnes volontés téméraires, la peur m'en prend parfois.

Il y a quelques semaines, je rencontrai, dans le cabinet d'un de nos maîtres à tous, deux « compagnons anarchistes », disciples ingénus de Bakounine et de Kropotkine. C'étaient deux croyants; leur foi dans le prochain paradis terrestre égalait celle du chrétien dans le paradis du Père céleste. Cette foi au chimérique avenir, ils essayaient de nous la faire partager, soutenant imperturbablement que, pour renouveler notre société, il suffit d'une chose : la jeter bas. Que de bonnes gens se montrent, sans bien s'en rendre compte, les adeptes et les complices des compagnons anarchistes, s'imaginant, eux aussi, que tout changement est progrès, et que tout ce qui ébranle la vieille société prépare l'avènement de la nouvelle! Pour que la cité idéale, resplendissante de justice et de richesse, surgisse du sol, ils semblent croire qu'il suffirait de lui faire place, en laissant crouler la vieille bâtisse qui nous abrite depuis des siècles. Plus raisonnables et plus pra-

tiques étaient les millénaires qui s'attendaient à voir la Jérusalem nouvelle, aux murailles de diamant et aux portes de pierres précieuses, descendre, tout à coup, du ciel en terre. Eux, du moins, étaient logiques en se fiant au miracle. Ce n'est pas à coups de tonnerre et à coups de révolutions que s'accomplit le progrès social, mais, bien plutôt, par une évolution lente des mœurs et du travail. Or tout ce qui bouleverse les sociétés risque, en les appauvrissant, d'en ralentir ou d'en troubler l'évolution. Les pires ennemis du progrès social sont peut-être bien les fanatiques adorateurs du Progrès qui, sous prétexte de hâter l'avenir, en veulent semer la route de ruines et de décombres.

En face de ceux qui rêvent de tout renverser, il y a ceux qui se méfient de tout mouvement et à qui il ne déplairait point d'arrêter l'histoire. Ceux-là aussi se trompent. Les sociétés humaines sont toujours en mouvement. Elles l'ont toujours été, aux époques mêmes où elles semblaient immobiles, pareilles à ces larges et lentes rivières des plaines russes dont les eaux endormies ont le calme d'un lac. Les contemporains ne savaient trop alors en quel sens coulait l'histoire. Aujourd'hui, l'œil le plus myope ne peut s'y tromper ; un aveugle, assis sur la rive, le devinerait, rien qu'au murmure des eaux. Le courant des choses humaines se précipite, et il est

aisé de distinguer vers quel versant incline la pente des temps nouveaux. Jamais l'évolution des sociétés n'a été plus rapide, ni plus marquée. Tout change, tout se meut autour de nous; rien n'est stationnaire, et l'état social moins que toute chose. A la différence de nos pères, nous avons la sensation du mouvement qui nous emporte, et cette sensation nouvelle, délicieuse et inquiétante à la fois, nous donne à certaines heures le vertige. On pourrait presque dire de l'homme moderne qu'il sent, sous ses pieds, la Terre tourner dans l'espace. Comment, après cela, irions-nous confondre la stabilité avec l'immobilité?

Ce n'est point ce que fait la vieille Église dont la jeunesse a bercé le passé dans ses bras. Elle qui ose se dire éternelle, elle que nous nous étions habitués à regarder comme la borne de l'immobilité, elle a, non moins que nous, la notion du mouvement des sociétés humaines, et elle ne s'en épouvante point. Elle ne va pas, comme Josué, prier Dieu d'arrêter le soleil. Elle qui a été la reine du passé, au lieu de s'attacher à ce qui passe et de se suspendre aux basques des sociétés pour arrêter leur marche, elle cherche à leur aplanir la route et à écarter les pierres de leur chemin. C'est un grand exemple qu'elle nous donne. Convient-il de nous mettre en garde contre l'optimisme puéril des aveugles dévots du progrès qui s'imaginent que toute

révolution nous rapproche de la justice idéale et de la lointaine Sion entrevue, du haut du Moriah, par les voyants d'Israël, — il faut, non moins, nous défendre contre le pessimisme chagrin des satisfaits du jour.

Ils ont la vue courte aussi et ils sont dupes d'une autre illusion, les hommes qui croiraient l'humanité civilisée arrivée au terme de l'évolution sociale. Nous ne savons, en réalité, qu'une chose, — ou mieux nous en savons deux. — C'est, d'abord, qu'il y a des lois naturelles, dans le monde économique, aussi bien que dans le monde physique, et que ces lois issues de la nature des choses et de la nature de l'homme, il ne dépend pas de l'homme de les supprimer. — « Contre la nature, tous les efforts sont vains », nous a dit lui-même le pape Léon XIII. — Et nous savons encore, car c'est précisément la première de ces lois naturelles, que toute organisation artificielle de la société ne saurait amener que décadence, appauvrissement et tyrannie; qu'il ne peut y avoir de progrès social durable et fécond sans la liberté, et que la liberté, à son tour, ne peut se passer d'un principe moral, sans quoi elle risque d'aboutir, elle aussi, à l'anarchie et au despotisme. Tels sont les deux points auxquels il convient de nous tenir ferme. Tout le reste est obscur.

Et faut-il ajouter une dernière remarque? Si trop de choses nous font craindre pour l'avenir prochain de

nos sociétés civilisées, rien encore ne nous contraint à en désespérer. A coup sûr, ce n'est pas la science; la science ne nous défend point les longs espoirs et les vastes pensers, — à condition seulement de ne pas rêver, pour l'humanité, de mues trop brusques ou de métamorphoses trop complètes. Sur ce point, l'ancienne et la nouvelle institutrice des hommes sont d'accord : la science, comme la religion, ne prohibe que les ambitions trop présomptueuses. Elle nous dit, elle aussi, à sa manière, que l'homme n'est pas un dieu, et que la terre ne sera jamais un paradis.

Voici déjà deux mille ans que, dans sa prière quotidienne au Père céleste, le chrétien de tout rite va répétant : *Adveniat regnum tuum!* — Que votre règne arrive! c'est le cri séculaire de l'humanité souffrante. S'il n'est pas encore arrivé, ce règne de Dieu, c'est que l'esprit chrétien n'a pas encore assez pénétré le monde. Et ce que l'amour du Christ n'a pu faire, en vingt siècles, comment espérer que le moderne « altruisme » ou la religion de la « Pitié » l'accompliront, en deux ou trois générations ?

N'importe; notre prière n'a pas le droit de se lasser, et l'humanité ne veut point cesser d'espérer. Et nous aussi, au milieu des ombres qui s'épaississent sur nos têtes, continuons à répéter : *Adveniat regnum tuum!* — alors même que l'aveu-

blement des hommes, que les exigences irréalisables des foules et les éruptions violentes de l'antique égoïsme nous feraient douter, tout bas, que notre planète puisse jamais le voir, ce royaume de Dieu. — La semaine dernière, je recevais du Midi une lettre d'un curé inconnu, me disant que, pour établir la paix parmi les hommes et installer sur la terre le règne de la Justice, il ne fallait rien moins qu'une intervention divine et un nouvel avènement du Sauveur Jésus. Seul, m'affirmait ce prêtre, le Christ, le Prince de la paix, descendant sur les nuées, est de taille à fonder parmi nous le royaume de Dieu, prédit par les prophètes; et, conformément aux espérances des premiers chrétiens, il viendra bientôt, de sa personne, le Christ, le Messie attendu, régner sur le monde; et alors seulement, il n'y aura plus de question sociale. — Avec son langage d'illuminé, peut-être ce curé a-t-il raison, si malaisé est l'établissement de la paix parmi les hommes. Ce royaume de Dieu, qu'il nous annonce comme prochain, il croit que, par nos prières et par nos œuvres, nous pouvons en préparer et en hâter l'avènement. Si tous avaient cette foi, l'humanité serait sauvée!

APPENDICE

ENCYCLIQUE DU PAPE LÉON XIII

SUR LA CONDITION DES OUVRIERS

Pour que le lecteur puisse se rendre compte de l'enseignement de l'Église touchant la question sociale, nous donnons en appendice le texte latin et la traduction française de l'Encyclique du Pape Léon XIII, *De conditione opificum*. Pour la version

française, nous avons cru, malgré ses défauts, que le mieux était de nous en tenir ici à la traduction dite « officielle » : l'on ne pourra ainsi nous accuser d'avoir rendu avec infidélité les enseignements du souverain pontife. Nous prévenons seulement le lecteur désireux d'étudier cet important document, que l'on ne peut entièrement s'en rapporter à la traduction, et qu'il importe de la contrôler par le texte original. Nous lui avons facilité ce travail en imprimant, en regard l'un de l'autre, le latin et le français.

De même, pour rendre les recherches plus aisées, nous nous sommes permis d'indiquer, par des numéros, les quatre grandes divisions auxquelles se laisse naturellement ramener l'encyclique *Sur la condition des ouvriers*. Il n'est pas d'usage, on le sait, de couper les encycliques pontificales en chapitres; celle-ci ne s'en divise pas moins nettement en quatre parties, sans compter une rapide introduction et une brève conclusion. La I^{re} partie est consacrée à l'examen du socialisme; la II^e à l'action sociale de la religion et de l'Église; la III^e au rôle de l'État; la IV^e et dernière aux associations et corporations. Ce qui

concerne la législation sociale, les grèves, le salaire, la durée du travail, le repos du dimanche rentre naturellement dans la III^e partie. où il est traité de l'intervention de l'État ¹.

1. Voyez, à la fin du volume les indications, de la table.

DE CONDITIONE OPIIFICUM

VENERABILIBUS FRATRIBUS

PATRIARCHIS, PRIMATIBUS, ARCHIEPISCOPIS ET EPISCOPIS

UNIVERSI CATHOLICI ORBIS

GRATIAM ET COMMUNIONEM CUM APOSTOLICA SEDE HABENTIBUS

LEO PP. XIII

VENERABILES FRATRES

SALUTEM ET APOSTOLICAM BENEDICTIONEM

Rerum novarum semel excitatâ cupidine, quæ diu quidem commovet civitates, illud erat consecuturum ut commutationum studia a rationibus politicis in œconomicarum cognatum genus aliquando defluerent. — Revera nova industriæ incrementa novisque euntes itineribus artes : mutatæ dominorum et mercenariorum rationes mutuæ : divitiarum in exiguo numero affluentia, in multitudine inopia : opificum cum de se confidentia major, tum inter se necessitudo conjunctor, præterea versi in deteriora mores, effecere, ut certamen erumperet. In quo quanta rerum momenta vertantur, ex hoc apparet, quod animos habet acri expectatione suspensos : idemque ingenia exercet doctorum, concilia

DE LA CONDITION DES OUVRIERS

A TOUS NOS VÉNÉRABLES FRÈRES
LES PATRIARCHES, PRIMATS, ARCHEVÊQUES ET ÉVÊQUES
DU MONDE CATHOLIQUE
EN GRACE ET COMMUNION AVEC LE SIÈGE APOSTOLIQUE

LÉON XIII, PAPE

VÉNÉRABLES FRÈRES
SALUT ET BÉNÉDICTION APOSTOLIQUE

La soif d'innovations qui depuis longtemps s'est emparée des sociétés et les tient dans une agitation fiévreuse devait, tôt ou tard, passer des régions de la politique dans la sphère voisine de l'économie sociale. — Et, en effet, ces progrès incessants de l'industrie, ces routes nouvelles que les arts se sont ouvertes, l'altération des rapports entre les ouvriers et les patrons, l'affluence de la richesse dans les mains du petit nombre à côté de l'indigence de la multitude, l'opinion enfin plus grande que les ouvriers ont conçue d'eux-mêmes et leur union plus compacte, tout cela, sans parler de la corruption des mœurs, a eu pour résultat final un redoutable conflit. Partout les esprits sont en suspens

prudentum, conciones populi, legumlatorum iudicium, consilia principum, ut jam causa nulla reperiatur tanta, quæ teneat hominum studia vehementius. — Itaque, proposita Nobis Ecclesiæ causâ et salute comuni, quod alias consuevimus, Venerabiles Fratres, datis ad Vos Litteris de imperio politico, de libertate humana, de civitatum constitutione christiana, aliisque non dissimili genere, quæ ad refutandas opinionum fallacias opportuna videbantur, idem nunc faciendum *de conditione opificum* iisdem de causis duximus. — Genus hoc argumenti non semel jam per occasionem attigimus : in his tamen litteris totam data opera tractare quæstionem apostolici muneris conscientia monet ut principia emineant, quorum ope, uti veritas atque æquitas postulant, dimicatio dirimatur. Causa est ad expediendum difficilis nec vacua periculo. Arduum siquidem metiri jura et officia, quibus locupletes et proletarios, eos qui rem, et eos qui operam conferant, inter se oportet contineri. Periculosa vero contentio, quippe quæ ab hominibus tuburlentis et callidis ad pervertendum iudicium veri concitandamque seditiose multitudinem passim detorquetur. Utcumque sit, plane videmus, quod consentiunt universi, infimæ sortis hominibus celeriter esse atque opportune consulendum, cum pars maxima in misera calamitosaque fortuna indigne versentur. Nam veteribus artificum collegiis superiore sæculo deletis, nulloque in eorum locum suffecto præsidio, cum ipsa instituta legesque publicæ avitam religionem exuissent, sensim factum est ut opifices inhumanitati dominorum effrenatæque competitorum cupiditati solitarios atque indefensos tempus tradiderit. — Malum auxit usura vorax, quæ non semel Ecclesiæ iudicio damnata, tamen ab hominibus avidis et quæstuosis per aliam speciem exercetur eadem : huc accedunt et conductio operum et rerum omnium com-

et dans une anxieuse attente, ce qui suffit à lui seul pour prouver combien de graves intérêts sont ici engagés. Cette situation préoccupe et exerce à la fois le génie des doctes, la prudence des sages, les délibérations des réunions populaires, la perspicacité des législateurs et les conseils des gouvernants, et il n'est pas de cause qui saisisse en ce moment l'esprit humain avec autant de véhémence. — C'est pourquoi, Vénérables Frères, ce que, pour le bien de l'Eglise et le salut commun des hommes, Nous avons fait ailleurs par nos Lettres sur la souveraineté politique, la liberté humaine, la constitution chrétienne des Etats et sur d'autres sujets analogues, afin de réfuter, selon qu'il nous semblait opportun, les opinions erronées et fallacieuses, Nous jugeons devoir le réitérer aujourd'hui et pour les mêmes motifs, en vous entretenant de la *condition des ouvriers*. — Ce sujet, nous l'avons, suivant l'occasion, effleuré plusieurs fois; mais la conscience de Notre charge apostolique Nous fait un devoir de le traiter dans ces Lettres, plus explicitement et avec plus d'ampleur, afin de mettre en évidence les principes d'une solution conforme à la justice et à l'équité. Le problème n'est pas aisé à résoudre, ni exempt de péril. Il est difficile, en effet, de préciser avec justesse les droits et les devoirs qui doivent à la fois commander la richesse et le prolétariat, le capital et le travail. D'autre part, le problème n'est passans danger, parce que trop souvent des hommes turbulents et astucieux cherchent à en dénaturer le sens et en profitent pour exciter les multitudes et fomenter des troubles. Quoi qu'il en soit, Nous sommes persuadé, et tout le monde en convient, qu'il faut, par des mesures promptes et efficaces, venir en aide aux hommes des classes inférieures, attendu qu'ils sont pour la plupart dans une situation d'infortune et de misère imméritée. Le dernier siècle a détruit,

mercia fere in paucorum redacta potestatem, ita ut opulenti ac prædivites perpauci prope servile jugum infinitæ proletariorum multitudini imposuerint.

I

Ad hujus sanationem mali *Socialistæ* quidem, sollicitatâ egentium in locupletes invidiâ, evertere privatas bonorum possessiones contendunt oportere, earumque loco communia universis singulorum bona facere; procurantibus viris qui aut municipio præsent, aut totam rempublicam gerant. Ejusmodi tralatione bonorum a privatis ad commune, mederi se posse præsent malo arbitrantur, res et commoda inter cives æquabiliter partiendo. Sed est adeo eorum ratio ad contentionem dirimendam inepta, ut ipsum opificum genus afficiat incommodo: eademque præterea est valde injusta, quia vim possessoribus legitimis affert, pervertit officia rei-publicæ, penitusque miscet civitates.

sans rien leur substituer, les corporations anciennes, qui étaient pour eux une protection ; tout principe et tout sentiment religieux ont disparu des lois et des institutions publiques, et ainsi, peu à peu, les travailleurs isolés et sans défense se sont vus avec le temps livrés à la merci de maîtres inhumains et à la cupidité d'une concurrence effrénée. — Une usure dévorante est venue ajouter encore au mal. Condamnée à plusieurs reprises par le jugement de l'Eglise, elle n'a cessé d'être pratiquée sous une autre forme par des hommes avides de gain, d'une insatiable cupidité. A tout cela, il faut ajouter le monopole du travail et des effets de commerce, devenus le partage d'un petit nombre de riches et d'opulents, qui imposent ainsi un joug presque servile à l'innfinie multitude des prolétaires.

I

Les *socialistes*, pour guérir ce mal, poussent à la haine jalouse des pauvres contre ceux qui possèdent, et prétendent que toute propriété de biens privés doit être supprimée, que les biens d'un chacun doivent être communs à tous et que leur administration doit revenir aux municipalités ou à l'État. Moyennant cette translation des propriétés et cette égale répartition entre les citoyens des richesses et de leurs commodités, ils se flattent de porter un remède efficace aux maux présents. Mais pareille théorie, loin d'être capable de mettre fin au conflit, ferait tort à l'ouvrier si elle était mise en pratique. D'ailleurs, elle est souverainement injuste, en ce qu'elle viole les droits légitimes des propriétaires,

Sane, quod facile est pervidere, ipsius operæ, quam suscipiunt qui in arte aliqua quæstuosa versantur, hæc per se causa est, atque hic finis quo proxime spectat artifex, rem sibi quærere privatoque jure possidere uti suam ac propriam. Is enim si vires, si industriam suam alteri commodat, hanc ob causam commodat ut res adipiscatur ad victum cultumque necessarias : ideoque ex opera data jus verum perfectumque sibi quærit non modo exigendæ mercedis, sed et collocandæ uti velit. Ergo si tenuitate sumptuum quicquam ipse comparsit, fructumque parcimoniæ suæ, quo tutior esse custodia possit, in prædio collocavit, profecto prædium istiusmodi nihil est aliud quam merces ipsa aliam induta speciem : proptereaque coemptus sic opifici fundus tam est in ejus potestate futurus, quam parta labore merces. Sed in hoc plane, ut facile intelligitur, rerum dominium vel moventium vel solidarum consistit. In eo igitur quod bona privatorum transferre *Socialistæ* ad commune nituntur, omnium mercenariorum faciunt conditionem deteriore, quippe quos, collocandæ mercedis libertate sublata, hoc ipso augendæ rei familiaris utilitatumque sibi comparandarum spe et facultate despoliant.

Verum, quod majus est, remedium proponunt cum justitia aperte pugnans, quia possidere res privatim ut suas, jus est homini a natura datum. — Revera hac etiam in re maxime inter hominem et genus interest animantium ceterarum. Non enim se ipsæ regunt belluæ, sed reguntur gubernanturque duplici naturæ instinctu : qui tum custodiunt expectant in eis facul-

qu'elle dénature les fonctions de l'État et tend à bouleverser de fond en comble l'édifice social.

De fait, comme il est facile de le comprendre, la raison intrinsèque du travail entrepris par quiconque exerce un art lucratif, le but immédiat visé par le travailleur, c'est de conquérir un bien qu'il possèdera en propre et comme lui appartenant; car, s'il met à la disposition d'autrui ses forces et son industrie, ce n'est pas évidemment pour un motif autre, sinon pour obtenir de quoi pourvoir à son entretien et aux besoins de la vie, et il attend de son travail non seulement le droit aux salaires, mais encore un droit strict et rigoureux d'en user comme bon lui semblera. Si donc en réduisant ses dépenses il est arrivé à faire quelques épargnes, et si, pour s'en assurer la conservation, il les a, par exemple, réalisées dans un champ, il est de toute évidence que ce champ n'est pas autre chose que le salaire transformé : le fonds ainsi acquis sera la propriété de l'artisan au même titre que la rémunération même de son travail. Mais qui ne voit que c'est précisément en cela que consiste le droit de propriété mobilière et immobilière? Ainsi, cette conversion de la propriété privée en propriété collective, tant préconisée par le socialisme, n'aurait d'autre effet que de rendre la situation des ouvriers plus précaire, en leur retirant la libre disposition de leur salaire et en leur enlevant par le fait même tout espoir et toute possibilité d'agrandir leur patrimoine et d'améliorer leur situation.

Mais, et ceci paraît plus grave encore, le remède proposé est en opposition flagrante avec la justice, car la propriété privée et personnelle est pour l'homme de droit naturel. Il y a, en effet, sous ce rapport, une très grande différence entre l'homme et les animaux dénués de raison. Ceux-ci ne se gouvernent pas eux-mêmes; ils sont dirigés et gouvernés par la nature, moyennant

tatem agendi, viresque opportune evolvunt, tum etiam singulos earum motus exsuscitant iidem et determinant. Altero instinctu ad se vitamque tuendam, altero ad conservationem generis ducuntur sui. Utrumque vero commode assequuntur earum rerum usu quæ adsunt, quæque præsentibus sunt : nec sane progredi longius possent, quia solo sensu moventur rebusque singularibus sensu perceptis. — Longe alia hominis natura. Inest in eo tota simul ac perfecta vis naturæ animantis, ideoque tributum ex hac parte homini est, certe non minus quam generi animantium omni, ut rerum corporearum fruatur bonis. Sed natura animans quantumvis cumulate possessa, tantum abest ut naturam circumscribat humanam, ut multo sit humanâ naturâ inferior, et ad parendum huic obediendumque nata. Quod eminet atque excellit in nobis, quod homini tribuit ut homo sit, et a belluis differat genere toto, mens seu ratio est. Et ob hanc causam quod solum hoc animal est rationis particeps, bona homini tribuere necesse est non utenda solum, quod est omnium animantium commune, sed stabili perpetuoque jure possidenda, neque ea dumtaxat quæ usu consumuntur, sed etiam quæ, nobis utentibus, permanent.

Quod magis etiam apparet, si hominum in se natura altius spectetur. — Homo enim cum innumerabilia ratione comprehendat, rebusque præsentibus adjungat atque annectat futuras, cumque actionum suarum sit ipse dominus, propterea sub lege æterna, sub potestate omnia providentissime gubernantis Dei, se ipse gubernat providentia consilii sui : quamobrem in ejus est potestate res eligere quas ad consulendum sibi non modo in præsens, sed etiam in reliquum tempus, maxime judicet

un double instinct, qui, d'une part, tient leur activité constamment en éveil et en développe les forces; de l'autre, provoque tout à la fois et circonscrit chacun de leurs mouvements. Un premier instinct les porte à la conservation et à la défense de leur vie propre, un second à la propagation de l'espèce; et ce double résultat, ils l'obtiennent aisément par l'usage des choses présentes et mises à leur portée. Ils seraient d'ailleurs incapables de tendre au delà, puisqu'ils ne sont mus que par les sens et par chaque objet particulier que les sens perçoivent. — Bien autre est la nature humaine. En l'homme d'abord, réside dans la perfection toute la vertu de la nature sensitive et dès lors il lui revient, non moins qu'à celle-ci, de jouir des objets physiques et corporels. Mais la vie sensitive, même possédée dans toute la plénitude, non seulement n'embrasse pas toute la nature humaine, mais lui est bien inférieure et faite pour lui obéir et lui être assujettie. Ce qui excelle en nous, qui nous fait hommes et nous distingue essentiellement de la bête, c'est la raison ou l'intelligence, et en vertu de cette prérogative il faut reconnaître à l'homme non seulement la faculté générale d'user des choses extérieures, mais en plus le droit stable et perpétuel de les posséder, tant celles qui se consomment par l'usage que celles qui demeurent après nous avoir servi.

Une considération plus profonde de la nature humaine va faire ressortir mieux encore cette vérité. — L'homme embrasse par son intelligence une infinité d'objets, et aux choses présentes il ajoute et rattache les choses futures; il est d'ailleurs le maître de ses actions; aussi, sous la direction de la loi éternelle et sous le gouvernement universel de la Providence divine, est-il en quelque sorte à lui-même et sa loi et sa providence. C'est pourquoi il a le droit de choisir les

idoneas. Ex quo consequitur, ut in homine esse non modo terrenorum fructuum, sed ipsius terræ dominatum oporteat, quia e terræ fetu sibi res suppeditari videt ad futurum tempus necessarias. Habent cujusque hominis necessitates velut perpetuos redditus, ita ut hodie expletæ, in crastinum nova imperent. Igitur rem quamdam debet homini natura dedisse stabilem perpetuoque mansuram, unde perennitas subsidii expectari posset. Atqui istiusmodi perennitatem nulla res præstare, nisi cum ubertatibus suis terra, potest.

Neque est, cur providentia introducatur reipublicæ : est enim homo, quam respublica, senior : quocirca jus ille suum ad vitam corpusque tuendum habere naturâ ante debuit quam civitas ulla cõisset. — Quod vero terram Deus universo generi hominum utendam, fruendam dederit, id quidem non potest ullo pacto privatis possessionibus obesse. Deus enim generi hominum donavisse terram in commune dicitur, non quod ejus promiscuum apud omnes dominatum voluerit, sed quia partem nullam cuique assignavit possidendam, industriæ hominum institutisque populorum permissâ privatarum possessionum descriptione. — Ceterum utcumque inter privatos distributa, inservire communi omnium utilitati terra non cessat, quoniam nemo est mortalium, quin alatur eo, quod agri efferunt. Qui re carent, suppleant operâ : ita ut vere affirmari possit, universam comparandi victus cultusque rationem in labore consistere, quem quis vel in fundo insumat suo, vel in arte aliqua operosa, cujus merces tandem non aliunde, quam a multiplici terræ fetu ducitur, cum eoque permutat.

choses qu'il estime les plus aptes non seulement à pourvoir au présent, mais encore au futur. D'où il suit qu'il doit avoir sous sa domination non seulement les produits de la terre, mais encore la terre elle-même qu'il voit appelée à être par sa fécondité sa pourvoyeuse de l'avenir. Les nécessités de l'homme ont de perpétuels retours : satisfaites aujourd'hui, elles renaissent demain avec de nouvelles exigences. Il a donc fallu, pour qu'il pût y faire droit en tout temps, que la nature mit à sa disposition un élément stable et permanent, capable de lui en fournir perpétuellement les moyens. Or, cet élément ne pouvait être que la terre avec ses ressources toujours fécondes.

Et qu'on n'en appelle pas à la providence de l'État, car l'État est postérieur à l'homme, et avant qu'il pût se former, l'homme déjà avait reçu de la nature le droit de vivre et de protéger son existence. — Qu'on n'oppose pas non plus à la légitimité de la propriété privée le fait que Dieu a donné la terre en jouissance au genre humain tout entier, car Dieu ne l'a pas livrée aux hommes pour qu'ils la dominassent confusément tous ensemble. Tel n'est pas le sens de cette vérité. Elle signifie uniquement que Dieu n'a assigné de part à aucun homme en particulier, mais a voulu abandonner la délimitation des propriétés à l'industrie humaine et aux institutions des peuples. — Au reste, quoique divisée en propriétés privées, la terre ne laisse pas de servir à la commune utilité de tous, attendu qu'il n'est personne parmi les mortels qui ne se nourrisse du produit des champs. Qui en manque y supplée par le travail, de telle sorte que l'on peut affirmer en toute vérité, que le travail est le moyen universel de pourvoir aux besoins de la vie, soit qu'on l'exerce dans un fonds propre, ou dans quelque art lucratif dont la rémunération ne se tire que des produits

Qua ex re rursus efficitur, privatas possessiones plane esse secundum naturam. Res enim eas, quæ ad conservandam vitam maximeque ad perficiendam requiruntur, terra quidem cum magna largitate fundit, sed fundere ex se sin hominum cultu et curatione non posset. Jamvero cum in parandis naturæ bonis industriam mentis viresque corporis homo insumat, hoc ipso applicat ad sese eam naturæ corporeæ partem, quam ipse percoluit, in qua velut formam quamdam personæ suæ impressam reliquit; ut omnino rectum esse oporteat, eam partem ab eo possideri uti suam, nec ullo modo jus ipsius violare cuiquam licere.

Horum tam perspicua vis est argumentorum, ut mirabile videatur, dissentire quosdam exoletarum opinionum restitutores: qui usum quidem soli, variosque prædiorum fructus homini privato concedunt: at possideri ab eo ut domino vel solum, in quo ædificavit, vel prædium quod excoluit, plane jus esse negant. Quod cum negant, fraudatum iri partis suo labore rebus hominem, non vident. Ager quippe cultoris manu atque arte subactus habitum longe mutat: e silvestri frugifer, ex infecundo ferax efficitur. Quibus autem rebus est melior factus, illæ sic solo inhaerent miscenturque penitus, ut maximam partem nullo pacto sint separabiles a solo. Atqui id quemquam potiri illoque perfrui, in quo alius desudavit, utrumne justitia patiatur? Quo modo effectæ res causam sequuntur a qua effectæ sunt, sic operæ fructum ad eos ipsos qui operam dederint, rectum est pertinere. Merito igitur universitas generis humani, dissentientibus paucorum

multiples de la terre avec lesquels elle est convertible.

De tout cela, il ressort, une fois de plus, que la propriété privée est pleinement conforme à la nature. La terre, sans doute, fournit à l'homme avec abondance les choses nécessaires à la conservation de sa vie et plus encore à son perfectionnement, mais elle ne le pourrait d'elle-même sans la culture et les soins de l'homme. Or, celui-ci, que fait-il en consommant les ressources de son esprit et les forces de son corps pour se procurer ces biens de la nature? Il s'applique pour ainsi dire à lui-même la portion de la nature corporelle qu'il cultive, et y laisse comme une certaine empreinte de sa personne, au point qu'en toute justice ce bien sera possédé dorénavant comme sien et qu'il ne sera licite à personne de violer son droit en n'importe quelle manière.

La force de ces raisonnements est d'une évidence telle qu'il est permis de s'étonner comment certains tenants d'opinions surannées peuvent encore y contredire, en accordant sans doute à l'homme privé l'usage du sol et les fruits des champs, mais en lui refusant le droit de posséder en qualité de propriétaire ce sol où il a bâti, cette portion de terre qu'il a cultivée. Ils ne voient donc pas qu'ils dépouillent par là cet homme du fruit de son labeur ; car enfin ce champ remué avec art par la main du cultivateur a changé complètement de nature : il était sauvage, le voilà défriché ; d'infécond il est devenu fertile ; ce qui l'a rendu meilleur est inhérent au sol et se confond tellement avec lui, qu'il serait en grande partie impossible de l'en séparer. Or, la justice tolérerait-elle qu'un étranger vint alors s'attribuer cette terre arrosée des sueurs de celui qui l'a cultivée ? De même que l'effet suit la cause, ainsi est-il juste que le fruit du travail soit au travailleur. C'est donc avec

opinionibus nihil admodum mota, studioseque naturam intuens, in ipsius lege naturæ fundamentum reperit partitionis bonorum, possessionesque privatas, ut quæ cum hominum natura pacatoque et tranquillo convictu maxime congruant, omnium sæculorum usu consecravit. — Leges autem civiles, quæ, cum justæ sunt, virtutem suam ab ipsa naturali lege ducunt, id jus, de quo loquimur, confirmant ac vi etiam adhibenda tuentur. — Idem divinarum legum sanxit auctoritas, quæ vel appetere alienum gravissime vetant. *Non concupisces uxorem proximi tui: non domum, non agrum, non ancillam, non bovem, non asinum, et universa quæ illius sunt* ¹.

Jura vero istiusmodi, quæ in hominibus insunt singulis, multò validiora intelliguntur esse si cum officiis hominum in convictu domestico apta et connexa spectentur. — In deligen lo genere vitæ non est dubium, quin in potestate sit arbitrioque singulorum alterutrum malle, aut Jesu Christi sectari de virginitate consilium, aut maritali se vincolo obligare. Jus conjugii naturale ac primigenum homini adimere, causamve nuptiarum præcipuam, Dei auctoritate initio constitutam, quoquo modo circumscribere lex hominum nulla potest. *Crescite et multiplicamini* ². En igitur familia, seu societas domestica, perparva illa quidem, sed vera societas, eademque omni civitate antiquior; cui propterea sua quædam jura officiaque esse necesse est, quæ minime pendeant a republica. Quod igitur demonstravimus, jus dominii personis singularibus naturâ tributum, id

1. Deut. v, 21.

2. Gen. i, 28.

raison que l'universalité du genre humain, sans s'émouvoir des opinions contraires d'un petit groupe, reconnaît, en considérant attentivement la nature, que dans ses lois réside le premier fondement de la répartition des biens et des propriétés privées ; c'est avec raison que la coutume de tous les siècles a sanctionné une situation si conforme à la nature de l'homme et à la vie calme et paisible des sociétés. De leur côté, les lois civiles, qui tirent leur valeur, quand elles sont justes, de la loi naturelle, confirment ce même droit et le protègent par la force. — Enfin, l'autorité des lois divines vient y apposer son sceau, en défendant, sous une peine très grave, jusqu'au désir même du bien d'autrui. *Tu ne convoiteras pas la femme de ton prochain, ni sa maison, ni son champ, ni sa servante, ni son bœuf, ni son âne, ni rien de ce qui est à lui.*

Cependant ces droits, qui sont innés à chaque homme pris isolément, apparaissent plus rigoureux encore quand on les considère dans leurs relations et leur connexité avec les devoirs de la vie domestique. — Nul doute que dans le choix d'un genre de vie il ne soit loisible à chacun ou de suivre le conseil de Jésus-Christ sur la virginité, ou de contracter un lien conjugal. Aucune loi humaine ne saurait enlever d'aucune façon le droit naturel et primordial de tout homme au mariage, ni circonscrire la fin principale pour laquelle il a été établi par Dieu dès l'origine. *Croissez et multipliez-vous.* Voilà donc la famille, c'est-à-dire la société domestique, société très petite sans doute, mais réelle et antérieure à toute société civile, à laquelle dès lors il faudra de toute nécessité attribuer certains droits et certains devoirs absolument indépendants de l'État. Ainsi, ce droit de propriété que Nous avons, au nom même de la nature, revendiqué pour l'individu, il le faut maintenant transférer à l'homme, constitué chef

transferri in hominem, qui caput est familiæ, oportet : immo tanto jus est illud validius, quanto persona humana in convictu domestico plura complectitur. Sanctissima naturæ lex est, ut victu omnique cultu paternam tueatur, quos ipse procreavit : idemque illuc a natura ipsa deducitur ut velit liberis suis, quippe qui paternam referunt et quodam modo producant personam, anquirere et parare, unde se honeste possint in ancipiti vitæ cursu a misera fortuna defendere. Id vero efficere non alia ratione potest, nisi fructuosarum possessione rerum, quas ad liberos hereditate transmittat. — Quemadmodum civitas, eodem modo familia, ut memoravimus, veri nominis societas est, quæ potestate propria, hoc est paterna, regitur. Quamobrem, servatis utique finibus quos proxima ejus causa præscripserit, in deligendis adhibendisque rebus incolumitati ac justæ libertati suæ necessariis, familia quidem paria saltem cum societate civili jura obtinet. Paria saltem diximus, quia cum convictus domesticus et cogitatione sit et re prior, quam civilis conjunctio, priora quoque esse magisque naturalia jura ejus officiaque consequitur. Quod si cives, si familiæ, convictus humani societatisque participes factæ, pro adjumento offensionem, pro tutela deminutionem juris sui in republica reperirent, fastidenda citius, quam optanda societas esset.

Velle igitur ut pervadat civile imperium arbitrato suo usque ad intima domorum, maguus ac perniciosus est error. — Certe si qua forte familia in summa rerum difficultate consilii inopia versetur, ut inde se ipsa expedire nullo pacto possit, rectum est subveniri

de la famille. Ce n'est pas assez : en passant dans la société domestique, ce droit y acquiert d'autant plus de force que la personne humaine y reçoit plus d'extension. La nature impose au père de famille le devoir sacré de nourrir et d'entretenir ses enfants. Elle va plus loin. Comme les enfants reflètent la physionomie de leur père et sont une sorte de prolongement de sa personne, la nature lui inspire de se préoccuper de leur avenir et de leur créer un patrimoine, qui les aide à se défendre, dans la périlleuse traversée de la vie, contre toutes les surprises de la mauvaise fortune. Mais ce patrimoine, pourra-t-il le leur créer sans l'acquisition et la possession de biens permanents et productifs qu'il puisse leur transmettre par voie d'héritage? — Aussi bien que la société civile, la famille, comme Nous l'avons dit plus haut, est une société proprement dite, avec son autorité et son gouvernement propre, l'autorité et le gouvernement paternel. C'est pourquoi, toujours sans doute dans la sphère que lui détermine sa fin immédiate, elle jouit, pour le choix et l'usage de tout ce qu'exigent sa conservation et l'exercice d'une juste indépendance de droits au moins égaux à ceux de la société civile. Au moins égaux, disons-nous, car la société domestique a sur la société civile une priorité logique et une priorité réelle, auxquelles participent nécessairement ses droits et ses devoirs. Que si les individus, si les familles entrant dans la société y trouvaient au lieu d'un soutien un obstacle, au lieu d'une protection une diminution de leurs droits, la société serait bientôt plus à fuir qu'à rechercher.

Vouloir donc que le pouvoir civil envahisse arbitrairement jusqu'au sanctuaire de la famille, c'est une erreur grave et funeste. — Assurément, s'il existe quelque part une famille qui se trouve dans une situation désespérée et qui fasse de vains efforts pour en sortir, il

publice rebus extremis ; sunt enim familiæ singulæ pars quædam civitatis. Ac pari modo, sicubi intra domesticos parietes gravis extiterit perturbatio jurium mutuatorum, suum cuique jus potestas publica vindicato : neque enim hoc est ad se rapere jura civium, sed munire atque firmare justâ debitâque tutelâ. Hic tamen consistent necesse est, qui præsent rebus publicis : hos excedere fines natura non patitur. Patria potestas est ejusmodi, ut nec extingui, neque absorberi a republica possit, quia idem et commune habet cum ipsa hominum vita principium. *Filii sunt aliquid patris*, et velut paternæ amplificatio quædam personæ : proprieque loqui si volumus, non ipsi per se, sed per communitatem domesticam, in qua generati sunt, civilem ineunt ac participant societatem. Atque hac ipsa de causa, quod filii sunt *naturaliter aliquid patris... antequam usum liberi arbitrii habeant, continentur sub parentum cura*¹. Quod igitur *Socialistæ*, posthabitâ providentiâ parentum, introducunt providentiam reipublicæ, faciunt *contra justitiam naturalem*, ac domorum compaginem dissolvunt.

Ac præter injustitiam, nimis etiam apparet qualis esset omnium ordinum commutatio perturbatioque, quam dura et odiosa servitus civium consecutura. Aditus ad invidentiam mutuam, ad obtrectiones et discordias patefieret : ademptis ingenio singulorum sollertięque stimulis ipsi divitiarum fontes necessario exarescerent : eaque, quam fingunt cogitatione, æqualitas, aliud revera non esset nisi omnium hominum æque misera atque ignobilis, nullo discrimine, conditio. — Ex quibus omnibus perspicitur, illud *Socialismi* placitum de possessionibus in commune redigendis omnino repudiari oportere, quia iis ipsis, quibus

1. S. Thomas. II-II. Quæst. x, art. xii.

est juste que, dans de telles extrémités, le pouvoir public vienne à son secours, car chaque famille est un membre de la société. De même, s'il existe quelque part un foyer domestique qui soit le théâtre de graves violations des droits mutuels, que le pouvoir public y rende son droit à un chacun. Ce n'est point là usurper sur les attributions des citoyens, c'est affermir leurs droits, les protéger, les défendre comme il convient. Là, toutefois, doit s'arrêter l'action de ceux qui président à la chose publique; la nature leur interdit de dépasser ces limites. L'autorité paternelle ne saurait être abolie, ni absorbée par l'État, car elle a sa source là où la vie humaine prend la sienne. *Les fils sont quelque chose de leur père*; ils sont en quelque sorte une extension de sa personne; et, pour parler avec justesse, ce n'est pas immédiatement par eux-mêmes qu'ils s'agrègent et s'incorporent à la société civile, mais par l'intermédiaire de la société domestique dans laquelle ils sont nés. De ce que *les fils sont naturellement quelque chose de leur père... ils doivent rester sous la tutelle des parents jusqu'à ce qu'ils aient acquis l'usage du libre arbitre*. Ainsi, en substituant à la providence paternelle la providence de l'État, les socialistes vont contre la justice naturelle et brisent les liens de la famille.

Mais, en dehors de l'injustice de leur système, on n'en voit que trop toutes les funestes conséquences : la perturbation, dans tous les rangs de la société, une odieuse et insupportable servitude pour tous les citoyens, la porte ouverte à toutes les jalousies, à tous les mécontentements, à toutes les discordes; le talent et l'habileté privés de leurs stimulants, et, comme conséquence nécessaire, les richesses taries dans leur source, enfin à la place de cette égalité tant rêvée, l'égalité dans le dénûment, dans l'indigence et la misère. — Par tout ce que Nous venons de dire, on comprend

est opitulandum, nocet; naturalibus singulorum juribus repugnat, officia reipublicæ tranquillitatemque communem perturbat. Maneat ergo, cum plebis sublevatio quæritur, hoc in primis haberi fundamenti instar oportere, privatas possessiones inviolate servandas. Quo posito, remedium, quod exquiritur, unde petendum, sit, explicabimus.

II

Confidenter ad argumentum aggredimur ac plane jure Nostro, propterea quod causa agitur ea, cujus exitus probabilis quidem nullus, nisi advocata religione Ecclesiæque, reperietur. Cum vero et religionis custodia, et earum rerum, quæ in Ecclesiæ potestate sunt, penes Nos potissimum dispensatio sit, neglexisse officium taciturnitate videremur. — Profecto aliorum quoque operam et contentionem tanta hæc causa desiderat : principium reipublicæ intelligimus, dominorum ac locupletium, denique ipsorum, pro quibus contentio est, proletariorum : illud tamen sine dubitatione affirmamus, inania conata hominum futura, Ecclesiâ posthabita. Videlicet Ecclesia est, quæ promit ex Evangelio doctrinas, quarum virtute aut plane componi certamen potest, aut certe fieri, detracta asperitate, mollius : eademque est, quæ non instruere mentem tantummodo, sed regere vitam et mores singulorum præceptis suis contendit : quæ statum ipsum proletariorum ad meliora promovet

que la théorie *socialiste* de la propriété collective est absolument à répudier, comme préjudiciable à ceux-là mêmes qu'on veut secourir, contraire aux droits naturels des individus; comme dénaturant les fonctions de l'État et troublant la tranquillité publique. Qu'il reste donc bien établi que le premier fondement à poser par tous ceux qui veulent sincèrement le bien du peuple, c'est l'inviolabilité de la propriété privée. A présent, expliquons où il convient de chercher le remède tant désiré.

II

C'est avec assurance que nous abordons ce sujet, et dans toute la plénitude de Notre droit; car la question qui s'agite est d'une nature telle, qu'à moins de faire appel à la religion et à l'Église, il est impossible de lui trouver une solution efficace. Or, comme c'est à Nous principalement qu'ont été confiées la sauvegarde de la religion et la dispensation de ce qui est du domaine de l'Église, Nous taire serait aux yeux de tous négliger notre devoir. — Assurément, une cause de cette gravité demande encore à d'autres agents leur part d'activité et d'efforts; nous voulons parler des gouvernants, des maîtres et des riches, des ouvriers eux-mêmes, dont le sort est ici en jeu. Mais ce que Nous affirmons sans hésitation, c'est l'inanité de leur action en dehors de celle de l'Église. C'est l'Église, en effet, qui puise dans l'Évangile des doctrines capables soit de mettre fin au conflit, soit au moins de l'adoucir, en lui enlevant tout ce qu'il a d'âpreté et d'aigreur; l'É-

pluribus utilissime institutis : quæ vult atque expetit omnium ordinum consilia viresque in id consociari ut opificum rationibus, quam commodissime potest, consulatur : ad eamque rem adhiberi leges ipsas auctoritatemque reipublicæ, utique ratione ac modo putat oportere.

Illud itaque statuatur primo loco, ferendam esse conditionem humanam : ima summis paria fieri in civili societate non posse. Agitant id quidem *Socialistæ* : sed omnis est contra rerum naturam vana contentio. Sunt enim in hominibus maximæ plurimæque naturæ dissimilitudines : non omnium paria ingenia sunt, non solertia, non valetudo, non vires : quarum rerum necessarium discrimen sua sponte sequitur fortuna dispar. Idque plane ad usus cum privatorum tum communis accomodate; indiget enim varia ad res gerendas facultate diversisque muneribus vita communis; ad quæ fungenda munera potissimum impelluntur homines differentiâ rei cuiusque familiaris. — Et ad corporis laborem quod attinet : in ipso *statu innocentie* non iners omnino erat homo futurus : at vero quod ad animi delectationem tunc libere optavisset voluntas, idem postea in expiationem culpæ subire non sine molestiæ sensu coegit necessitas. *Maledicta terra in opere tuo : in laboribus comedes ex ea cunctis diebus vitæ tuæ*¹. — Similique modo finis acerbitatum reliquarum in terris nullus est futurus, quia mala peccati consecraria as-

1. Gen. III, 17.

glise, qui ne se contente pas d'éclairer l'esprit de ses enseignements, mais s'efforce encore de régler en conséquence la vie et les mœurs d'un chacun; l'Église, qui, par une foule d'institutions éminemment bienfaisantes, tend à améliorer le sort des classes pauvres; l'Église, qui veut et désire ardemment que toutes les classes mettent en commun leurs lumières et leurs forces pour donner à la question ouvrière la meilleure solution possible; l'Église enfin, qui estime que les lois et l'autorité publique doivent, avec mesure, sans doute et avec sagesse, apporter à cette solution leur part de concours.

Le premier principe à mettre en avant, c'est que l'homme doit prendre en patience sa condition; il est impossible que, dans la société civile, tout le monde soit élevé au même niveau. Sans doute, c'est là ce que poursuivent les *socialistes*; mais contre la nature tous les efforts sont vains. C'est elle, en effet, qui a disposé parmi les hommes des différences aussi multiples que profondes : différences d'intelligence, de talent, d'habileté, de santé, de force; différences nécessaires, d'où naît spontanément l'inégalité des conditions. Cette inégalité, d'ailleurs, tourne au profit de tous, de la société comme des individus : car la vie sociale requiert un organisme très varié et des fonctions fort diverses; et ce qui porte précisément les hommes à se partager ces fonctions c'est surtout la différence de leurs conditions respectives. — Pour ce qui regarde le travail en particulier, l'homme dans l'état même d'innocence, n'était pas destiné à vivre dans l'oisiveté; mais ce que la volonté eût embrassé librement comme un exercice agréable, la nécessité y a ajouté, après le péché, le sentiment de la douleur et l'a imposé comme une expiation. *La terre sera maudite à cause de toi; c'est par le travail que tu en tireras de quoi te nourrir tous les jours de ta vie.* — Il en

pera ad tolerandum sunt, dura, difficilia : eaque homini usque ad ultimum vitæ comitari est necesse. Itaque pati et perpeti humanum est, et ut homines experiantur ac tentent omnia, istiusmodi incommoda evellere ab humano convictu penitus nulla vi, nulla arte poterunt. Si qui id se profiteantur posse, si miseræ plebi vitam polliceantur omni dolore molestiaque vacantem, et refertam quiete ac perpetuis voluptatibus, næ illi populo imponunt, fraudemque struunt, in mala aliquando erupturam majora præsentibus. Optimum factu res humanas, ut se habent, ita contueri, simulque opportunum incommodis levamentum, uti diximus, aliunde petere.

Est illud in causa, de qua dicimus, capitale malum, opinione fingere alterum ordinem sua sponte infensum alteri, quasi locupletes et proletarios ad digladiandum inter se pertinaci duello natura comparaverit. Quod adeo a ratione abhorret et a veritate, ut contra verissimum sit, quo modo in corpore diversa inter se membra conveniunt, unde illud existit temperamentum habitudinis, quam symmetriam recte dixeris, eodem modo naturam in civitate præcepisse ut geminæ illæ classes congruant inter se concorditer, sibi que convenienter ad æquilibratam respondeant. Omnino altera alterius indiget : non res sine operâ, nec sine re potest opera consistere. Concordia gignit pulchritudinem rerum atque ordinem : contra ex perpetuitate certaminis oritur necesse est cum agresti immanitate confusio. Nunc vero ad dirimendum certamen, ipsasque ejus radices

est de même de toutes les autres calamités qui ont fondu sur l'homme ; ici-bas, elles n'auront pas de fin ni de trêve, parce que les funestes fruits du péché sont amers, âpres, acerbes, et qu'ils accompagnent nécessairement l'homme jusqu'à son dernier soupir. Oui, la douleur et la souffrance sont l'apanage de l'humanité, et les hommes auront beau tout essayer, tout tenter pour les bannir, ils n'y réussiront jamais, quelques ressources qu'ils déploient et quelques forces qu'ils mettent en jeu. S'il en est qui s'en attribuent le pouvoir, s'il en est qui promettent au pauvre une vie exempte de souffrances et de peines, toute au repos et à de perpétuelles jouissances, ceux-là certainement trompent le peuple et lui dressent des embûches, où se cachent pour l'avenir de plus terribles calamités que celles du présent. Le meilleur parti consiste à voir les choses telles qu'elles sont, et, comme nous l'avons dit, à chercher ailleurs un remède capable de soulager nos maux.

L'erreur capitale dans la question présente, c'est de croire que les deux classes sont ennemies-nées l'une de l'autre, comme si la nature avait armé les riches et les pauvres pour qu'ils se combattent mutuellement dans un duel obstiné. C'est là une aberration telle qu'il faut placer la vérité dans une doctrine absolument opposée, car de même que, dans le corps humain, les membres, malgré leur diversité, s'adaptent merveilleusement l'un à l'autre, de façon à former un tout exactement proportionné et qu'on pourrait appeler symétrique, ainsi, dans la société, les deux classes sont destinées par la nature à s'unir harmonieusement et à se tenir mutuellement dans un parfait équilibre. Elles ont un impérieux besoin l'une de l'autre : il ne peut y avoir de capital sans travail, ni de travail sans capital. La concorde engendre l'ordre et la beauté ; au contraire,

amputandas, mira vis est institutorum christianorum, eaque multiplex. — Ac primum tota disciplina religionis cujus est interpret et custos Ecclesia, magnopere potest locupletes et proletarios componere invicem et conjungere, scilicet utroque ordine ad officia mutua revocando, in primisque ad ea quæ a justitia ducuntur. Quibus ex officiis illa proletarium atque opificem attingunt; quod libere et cum æquitate pactum operæ sit, id integre et fideliter reddere: non rei ullo modo nocere, non personam violare dominorum: in ipsis tuendis rationibus suis abstinere a vi, nec seditionem induere unquam: nec commisceri cum hominibus flagitiosis, immodicas spes et promissa ingentia artificiose jactantibus, quod fere habet pœnitentiam inutilem et fortunarum ruinas consequentes. — Ista vero ad divites spectant ac dominos: non habendos mancipiorum loco opifices: vereri in eis æquum esse dignitatem personæ, utique nobilitatam ab eo, character christianus qui dicitur. Quæstuosas artes, si naturæ ratio, si christiana philosophia audiat, non pudori homini esse, sed decori, quia vitæ sustentandæ præbant honestam potestatem. Illud vere turpe et inhumanum, abuti hominibus pro rebus ad quæstum, nec facere eos pluris, quam quantum nervis polleant viribusque. Similiter præcipitur, religionis et bonorum animi haberi rationem in proletariis oportere. Quare dominorum partes esse, efficere ut idoneo temporis spatio pietati vacet opifex: non hominem dare obvium lenociniis corruptelarum illecebrisque peccandi: neque ullo pacto a cura domestica parsimoniæque studio abducere. Item non plus imponere operis, quam vires ferre queant, nec id genus, quod cum ætate sexuque dissideat. In maximis autem officiis dominorum illud eminet, justa unicuique præbere. Profecto ut mercedis statuatur ex æquitate modus, causæ sunt considerandæ plures: sed

d'un conflit perpétuel il ne peut résulter que la confusion des luttes sauvages. Or, pour dirimer ce conflit et couper le mal dans sa racine, les institutions chrétiennes possèdent une vertu admirable et multiple. — Et d'abord toute l'économie des vérités religieuses, dont l'Église est la gardienne et l'interprète, est de nature à rapprocher et à réconcilier les riches et les pauvres, en rappelant aux deux classes leurs devoirs mutuels, et avant tous les autres, ceux qui dérivent de la justice. Parmi ces devoirs, voici ceux qui regardent le pauvre et l'ouvrier : il doit fournir intégralement et fidèlement tout le travail auquel il s'est engagé par contrat libre et conforme à l'équité ; il ne doit point léser son patron, ni dans ses biens, ni dans sa personne ; ses revendications mêmes doivent être exemptes de violences et ne jamais revêtir la forme de séditions ; il doit fuir les hommes pervers qui, dans des discours artificieux, lui suggèrent des espérances exagérées et lui font de grandes promesses, qui n'aboutissent qu'à de stériles regrets et à la ruine des fortunes. — Quant aux riches et aux patrons, ils ne doivent point traiter l'ouvrier en esclave ; il est juste qu'ils respectent en lui la dignité de l'homme relevée encore par celle du chrétien. Le travail du corps, au témoignage commun de la raison et de la philosophie chrétienne, loin d'être un sujet de honte, fait honneur à l'homme, parce qu'il lui fournit un noble moyen de sustenter sa vie. Ce qui est honteux et inhumain, c'est d'user de l'homme comme d'un vil instrument de lucre, de ne l'estimer qu'en proportion de la vigueur de ses bras. Le christianisme, en outre, prescrit qu'il soit tenu compte des intérêts spirituels de l'ouvrier et du bien de son âme. Aux maîtres il revient de veiller qu'il y soit donné pleine satisfaction ; que l'ouvrier ne soit point livré à la séduction et aux sollicitations corruptrices ; que rien

generatim locupletes atque heri meminerint, premere emolumentum sui causa indigentes ac miseros, alienaque ex inopia captare quæstum, non divina, non humana jura sinere. Fraudare vero quemquam mercede debita grande piaculum est, quod iras e cælo ultrices clamore devocat. *Ecce merces operariorum... quæ fraudata est a vobis, clamat: et clamor eorum in aures Domini Sabaoth introivit* ¹. Postremo religiose cavendum locupletibus ne proletariorum compendiis quicquam noceant nec vi, nec dolo, nec fenebribus artibus: idque eo vel magis quod non satis illi sunt contra injurias atque impotentiam muniti, eorumque res, quo exilior, hoc sanctior habenda.

His obtemperatio legibus nonne posset vim causasque dissidii vel sola restringere? — Sed Ecclesia tamen, Jesu Christo magistro et duce, persequitur majora: videlicet perfectius quiddam præcipiendo, illuc spectat, ut alterum ordinem vicinitate proxima amicitiaque alteri conjungat. — Intelligere atque æstimare mortalia ex veritate non possumus, nisi dispexerit animus vitam alteram eamque immortalem: qua quidem dempta, continuo forma ac vera notio honesti interiret; immo tota hæc rerum universitas in arcanum abiret

1. Jac. v, 4.

ne vienne affaiblir en lui l'esprit de famille, ni les habitudes d'économie. Défense encore aux maîtres d'imposer à leurs subordonnés un travail au-dessus de leurs forces ou en désaccord avec leur âge ou leur sexe. Mais, parmi les devoirs principaux du patron, il faut mettre au premier rang celui de donner à chacun le salaire qui convient. Assurément, pour fixer la juste mesure du salaire, il y a de nombreux points de vue à considérer ; mais, d'une manière générale, que le riche et le patron se souviennent qu'exploiter la pauvreté et la misère et spéculer sur l'indigence sont choses que réprouvent également les lois divines et humaines. Ce qui serait un crime à crier vengeance au ciel, serait de frustrer quelqu'un du prix de ses labeurs. *Voilà que le salaire que vous avez dérobé par fraude à vos ouvriers crie contre vous, et que leur clameur est montée jusqu'aux oreilles du Dieu des armées.* Enfin les riches doivent s'interdire religieusement tout acte violent, toute fraude, toute manœuvre usuraire qui serait de nature à porter atteinte à l'épargne du pauvre, et cela d'autant plus que celui-ci est moins apte à se défendre et que son avoir, pour être de mince importance, revêt un caractère plus sacré.

L'obéissance à ces lois, Nous le demandons, ne suffirait-elle pas, à elle seule, pour faire cesser tout antagonisme et en supprimer les causes ? — L'Église toutefois, instruite et dirigée par Jésus-Christ, porte ses vues encore plus haut ; elle propose un corps de préceptes plus complets, parce qu'elle ambitionne de resserrer l'union des deux classes jusqu'à les unir l'une à l'autre par les liens d'une véritable amitié. — Nul ne saurait avoir une intelligence vraie de la vie mortelle, ni l'estimer à sa juste valeur, s'il ne s'élève jusqu'à la considération de cette autre vie qui est immortelle. Supprimez celle-ci, et aussitôt toute forme et toute vraie

nulli hominum investigationi pervium. Igitur, quod naturâ ipsa admonente didicimus, idem dogma est christianum, quo ratio et constitutio tota religionis tamquam fundamento principe nititur, cum ex hæc vita excesserimus, tum vere nos esse victuros. Neque enim Deus hominem ad hæc fragilia et caduca, sed ad cælestia atque æterna generavit, terramque nobis ut exulandi locum, non ut sedem habitandi dedit. Divitiis ceterisque rebus, quæ appellantur bona, affluas, careas, ad æternam beatitudinem nihil interest: quemadmodum utare, id vero maxime interest. Acerbitates varias, quibus vita mortalis fere contextitur, Jesus Christus *copiosa redemptione* sua nequaquam sustulit, sed in virtutum incitamenta, materiamque bene mendi traduxit: ita plane ut nemo mortalium queat præmia sempiterna capessere, nisi cruentis Jesu Christi vestigiis ingrediatur. *Si sustinebimus et conregnabimus* ¹. Laboribus ille et cruciatibus sponte susceptis, cruciatuum et laborum mirifice vim delenivit: nec solum exemplo, sed gratia sua perpetuæque mercedis spe proposita, perpersionem dolorum effecit faciliorem: *id enim, quod in præsentis est momentaneum et leve tribulationis nostræ, supra modum in sublimitate æternæ gloriæ pondus operatur in cælis* ².

Itaque fortunati monentur, non vacuitatem doloris afferre, nec ad felicitatem ævi sempiterni quicquam prodesse divitias, sed potius obesse ³: terrori locupletibus

1. II, ad Tim. II, 12.

2. II Cor. IV, 17.

3. Matth. XIX, 23-24.

notion de l'honnête disparaît ; bien plus, l'univers entier devient un impénétrable mystère. Quand nous aurons quitté cette vie, alors seulement nous commencerons à vivre ; cette vérité, que la nature elle-même nous enseigne, est un dogme chrétien sur lequel repose, comme sur son premier fondement, toute l'économie de la religion. Non, Dieu ne nous a point faits pour ces choses fragiles et caduques, mais pour les choses célestes et éternelles ; ce n'est point comme une demeure fixe qu'il nous a donné cette terre, mais comme un lieu d'exil. Que vous abondiez en richesses et en tout ce qui est réputé biens de la fortune, ou que vous en soyez privé, cela n'importe nullement à l'éternelle béatitude ; l'usage que vous en ferez, voilà ce qui intéresse. Jésus-Christ n'a point supprimé les afflictions, qui forment presque toute la trame de la vie mortelle ; il en a fait des stimulants de la vertu et des sources du mérite : en sorte qu'il n'est point d'homme qui puisse prétendre aux récompenses éternelles s'il ne marche sur les traces sanglantes de Jésus-Christ. *Si nous souffrons avec lui, nous règnerons avec lui.* D'ailleurs, en choisissant de lui-même la croix et les tourments, il en a singulièrement adouci la force et l'amertume, et afin de nous rendre encore la souffrance plus supportable, à l'exemple il a ajouté sa grâce et la promesse d'une récompense sans fin. *Car le moment si court et si léger des afflictions que nous souffrons en cette vie, produit en nous le poids éternel d'une gloire souveraine et incomparable.*

Ainsi, les fortunés de ce monde sont avertis que les richesses ne les mettent pas à couvert de la douleur, qu'elles ne sont d'aucune utilité pour la vie éternelle, mais plutôt un obstacle ; qu'ils doivent trembler devant les menaces inusitées que Jésus-Christ profère contre les riches ; qu'enfin, il viendra un jour où ils devront rendre à Dieu, leur juge, un compte très rigoureux de

esse debere Jesu Christi insuetas minas¹: rationem de usu fortunarum Deo judici severissime aliquando reddendam. De ipsis opibus utendis excellens ac maximi momenti doctrina est, quam si philosophia inchoatam, at Ecclesia tradidit perfectam plane, eademque efficit ut non cognitione tantum, sed moribus teneatur. Cujus doctrinæ in eo est fundamentum positum, quod justa possessio pecuniarum a justo pecuniarum usu distinguitur. Bona privatim possidere, quod paulo ante vidimus, jus est homini naturale: eoque uti jure, maxime in societate vitæ, non fas modo est, sed plane necessarium. *Licetum est, quod homo propria possideat. Et est etiam necessarium ad humanam vitam*². At vero si illud quæretur, qualem esse usum bonorum necesse sit, Ecclesia quidem sine ulla dubitatione respondet: *quantum ad hoc, non debet homo habere res exteriores ut proprias sed ut communes, ut scilicet de facili aliquis eas communicet in necessitate aliorum. Unde Apostolus dicit: divitibus hujus sæculi præcipe... facile tribuere, communicare*³.

Nemo certe opitulari aliis de eo jubetur, quod ad usus pertineat cum suis tum suorum necessarios: immo nec tradere aliis quo ipse egeat ad id servandum quod personæ conveniat, quodque deceat: *nullus enim inconvenienter vivere debet*⁴. Sed ubi necessitati satis et decoro datum, officium est de eo quod superat gratificari indigentibus. *Quod superest, date eleemosynam*⁵. Non justitiæ, excepto in rebus extremis, officia ista sunt, sed caritatis christianæ, quam profecto lege agendo petere jus non est. Sed legibus judiciisque hominum lex antecedit judiciumque Christi Dei, qui multis modis suadet

1. Luc. vi, 24-25.

2. II-II Quæst. LXVI, a. II.

3. II-II Quæst. LXV, a. II.

4. II-II Quæst. XXXII, a. VI.

5. Luc. xi, 41.

l'usage qu'ils auront fait de leur fortune. Sur l'usage des richesses, voici l'enseignement d'une excellence et d'une importance extrême que la philosophie a pu ébaucher, mais qu'il appartenait à l'Église de nous donner dans sa perfection et de faire descendre de la connaissance à la pratique. Le fondement de cette doctrine est dans la distinction entre la juste possession des richesses et leur usage légitime. La propriété privée, Nous l'avons vu plus haut, est pour l'homme de droit naturel ; l'exercice de ce droit est chose non seulement permise, surtout à qui vit en société, mais encore absolument nécessaire. Maintenant, si l'on demande en quoi il faut faire consister l'usage des biens, l'Église répond sans hésitation : *Sous ce rapport, l'homme ne doit pas tenir les choses extérieures pour privées, mais bien pour communes, de telle sorte qu'il en fasse part facilement aux autres dans leurs nécessités. C'est pourquoi l'Apôtre a dit : Ordonne aux riches de ce siècle... de donner facilement, de communiquer leurs richesses.*

Nul assurément n'est tenu de soulager le prochain en prenant sur son nécessaire ou sur celui de sa famille, ni même de rien retrancher de ce que les convenances ou la bienséance imposent à sa personne : *Nul en effet ne doit vivre contrairement aux convenances.* Mais dès qu'on a suffisamment donné à la nécessité et au décorum, c'est un devoir de verser le superflu dans le sein des pauvres. C'est un devoir non pas de stricte justice, sauf les cas d'extrême nécessité, mais de charité chrétienne ; un devoir, par conséquent, dont on ne peut poursuivre l'accomplissement par les voies de la justice humaine. Mais, au-dessus des jugements de l'homme et de ses lois, il y a la loi et le jugement de Jésus-Christ, notre Dieu, qui nous persuade de toutes les manières de faire habituellement l'aumône : *Il est plus heureux, dit-il, celui qui donne que celui qui reçoit,* et le

consuetudinem largiendi; *beatius est magis dare, quam accipere*¹: et collatam negatamve pauperibus beneficentiam perinde est ac sibi collatam negatamve iudicaturus. *Quamdiu fecistis uni ex his fratribus meis minimis, mihi fecistis*². Quarum rerum hæc summa est; quicumque majorem copiam bonorum Dei munere accepit, sive corporis et externa sint, sive animi, ob hanc causam accepisse, ut ad perfectionem sui pariterque, velut minister providentiæ divinæ, ad utilitates adhibeat ceterorum. *Habens ergo talentum, curet omnino ne taceat: habens rerum affluentiam, vigilet ne a misericordiæ largitate torpescat: habens artem qua regitur, magnopere studeat ut usum atque utilitatem illius cum proximo partiatur*³.

Bonis autem fortunæ qui careant, ii ab Ecclesia perdocentur, non probro haberi, Deo iudice, paupertatem, nec eo pudendum, quod victus labore quærat. Idque confirmavit re et factis Christus Dominus, qui pro salute hominum *egenus factus est, cum esset dives*⁴: cumque esset filius Dei ac Deus ipsemet, videri tamen ac putari fabri filius voluit: quin etiam magnam vitæ partem in opere fabrilis consumere non recusavit. *Nonne hic est faber, filius Mariæ*⁵? Hujus divinitatem exempli intuentibus, ea facilius intelliguntur: veram hominis dignitatem atque excellentiam in moribus esse, hoc est in virtute, positam: virtutem vero commune mortalibus patrimonium, imis et summis, divitibus et proletariis æque parabile: nec aliud quippiam quam virtutes

1. Actor. xx, 35.

2. Matth. xxv, 40.

3. S. Greg. Magn. in Evang. Hom. ix, n. 7.

4. II Corinth. viii, 9.

5. Marc. vi, 3.

Seigneur tiendra pour faite ou refusée à lui-même, l'aumône qu'on aura faite ou refusée aux pauvres. *Chaque fois que vous avez fait l'aumône à l'un des moindres de mes frères que vous voyez, c'est à moi que vous l'avez faite.* Du reste, voici en quelques mots le résumé de cette doctrine : Quiconque a reçu de la divine Bonté une plus grande abondance soit des biens externes et du corps, soit des biens de l'âme, les a reçus dans le but de les faire servir à son propre perfectionnement, et, tout ensemble, comme ministre de la Providence, au soulagement des autres. C'est pourquoi : *quelqu'un a-t-il le talent de la parole, qu'il prenne garde de se taire ; une surabondance de biens, qu'il ne laisse pas la miséricorde s'engourdir au fond de son cœur ; l'art de gouverner, qu'il s'applique avec soin à en partager avec son frère et l'exercice et les fruits.*

Quant aux déshérités de la fortune, ils apprennent de l'Eglise que, selon le jugement de Dieu lui-même, la pauvreté n'est pas un opprobre et qu'il ne faut pas rougir de devoir gagner son pain à la sueur de son front. C'est ce que Jésus-Christ Notre-Seigneur a confirmé par son exemple, lui qui, *tout riche qu'il était, s'est fait indigent* pour le salut des hommes ; qui, fils de Dieu et Dieu lui-même, a voulu passer aux yeux du monde pour le fils d'un artisan ; qui est allé jusqu'à consumer une grande partie de sa vie dans un travail mercenaire. Quiconque tiendra sous son regard le modèle divin, comprendra plus facilement ce que Nous allons dire : que la vraie dignité de l'homme et son excellence réside dans ses mœurs, c'est-à-dire dans sa vertu : que la vertu est le patrimoine commun des mortels, à la portée de tous, des petits et des grands, des pauvres et des riches ; que seule la vertu et les mérites, n'importe en quel sujet ils se trouvent, obtiendront la récompense de l'éternelle béatitude. Bien plus, c'est vers les classes

et merita, in quocumque reperiantur, mercedem beatitudinis æternæ sequuturam. Immo vero in calamitosorum genus propensior Dei ipsius videtur voluntas : beatos enim Jesus Christus nuncupat pauperes¹ : invitat paramanter ad se, solatii causa, quicumque in labore sint ac luctu² : infimos et injuria vexatos complectitur caritate præcipua. Quarum cognitione rerum facile in fortunatis deprimitur tumens animus, in ærumnosis demissus extollitur : alteri ad facilitatem, alteri ad modestiam flectuntur. Sic cupitum superbiæ intervallum efficitur brevius, nec difficulter impetrabitur ut ordinis utriusque, junctis amice dextris, copulentur voluntates.

Quos tamen, si christianis præceptis paruerint, parum est amicitia, amor etiam fraternus inter se conjugabit. Sentient enim et intelligent, omnes plane homines a communi parente Deo procreatos ; omnes ad eundem finem bonorum tendere, qui Deus est ipse, qui afficere beatitudine perfecta atque absoluta et homines et Angelos unus potest : singulos item pariter esse Jesu Christi beneficio redemptos et in dignitatem filiorum Dei vindicatos, ut plane necessitudine fraterna cum inter se tum etiam cum Christo Domino, *primogenito in multis fratribus*, contineantur. Item naturæ bona, munera gratiæ divinæ pertinere communiter et promiscue ad genus hominum universum, nec quemquam, nisi indignum, bonorum cœlestium fieri exheredem. *Si autem filii, et heredes : heredes quidem Dei, coheredes autem Christi*³.

Talis est forma officiorum ac jurium, quam christiana philosophia profitetur. Nonne quieturum per brevi tempore certamen omne videatur, ubi illa in civili convictu valeret ?

1. Matth. v, 3 : *Beati pauperes spiritu.*

2. Matth. xi, 28 : *Venite ad me omnes, qui laboratis et onerati estis, et ego reficiam vos.*

3. Rom. viii, 17.

infortunées que le cœur de Dieu semble s'incliner davantage. Jésus-Christ appelle les pauvres des bienheureux ; il invite avec amour à venir à lui, afin qu'il les console, tous ceux qui souffrent et qui pleurent ; il embrasse avec une charité plus tendre les petits et les opprimés. Ces doctrines sont bien faites sans nul doute pour humilier l'âme hautaine du riche et le rendre plus condescendant, pour relever le courage de ceux qui souffrent et leur inspirer de la résignation. Avec elles se trouverait diminué un abîme cher à l'orgueil, et l'on obtiendrait sans peine que des deux côtés on se donnât la main et que les volontés s'unissent dans une même amitié.

Mais c'est encore trop peu de la simple amitié : si l'on obéit aux préceptes du christianisme, c'est dans l'amour fraternel que s'opérera l'union. De part et d'autre, on saura et l'on comprendra que les hommes sont tous absolument issus de Dieu, leur père commun ; que Dieu est leur unique et commune fin, et que lui seul est capable de communiquer aux anges et aux hommes une félicité parfaite et absolue : que tous ils ont été également rachetés par Jésus-Christ et rétablis par lui dans leur dignité d'enfants de Dieu, et qu'ainsi un véritable lien de fraternité les unit soit entre eux, soit au Christ leur Seigneur, qui est le premier-né de beaucoup de frères. Ils sauront enfin que tous les biens de la nature, tous les trésors de la grâce appartiennent en commun et indistinctement à tout le genre humain et qu'il n'y a que les indignes qui soient déshérités des biens célestes : *Si vous êtes fils, vous êtes aussi héritiers : héritiers de Dieu, cohéritiers de Jésus-Christ.*

Telle est l'économie des droits et des devoirs qu'enseigne la philosophie chrétienne. Ne verrait-on pas l'apaisement se faire à bref délai, si ces enseignements pouvaient une fois prévaloir dans les sociétés ?

Denique nec satis habet Ecclesia viam inveniendæ curationis ostendere, sed admovet sua manu medicinam. Nam tota in eo est ut ad disciplinam doctrinamque suam excolat homines atque instituat : cujus doctrinæ saluberrimos rivos, episcoporum et cleri operâ, quam latissime potest, curat deducendos. Deinde pervadere in animos nititur flectereque voluntates, ut divinorum disciplina præceptorum regi se gubernarique patiantur. Atque in hac parte, quæ princeps est ac permagni momenti, quia summa utilitatum causaque tota in ipsa consistit, Ecclesia quidem una potest maxime. Quibus enim instrumentis ad permovendos animos utitur ea sibi hanc ipsam ob causam tradita a Jesu Christo sunt, virtutemque habent divinitus insitam. Istiusmodi instrumenta sola sunt, quæ cordis attingere penetrales sinus apte queant, hominemque adducere ut obedientem se præbeat officio, motus animi appetentis regat, Deum et proximos caritate diligit singulari ac summa, omniaque animose, perrumpat, quæ virtutis impediunt cursum. — Satis est in hoc genere exempla veterum paulisper cogitatione repetere. Res et facta commemoramus, quæ dubitationem nullam habent : scilicet civilem hominum communitatem funditus esse institutis christianis renovatam : hujusce virtute renovationis ad meliora promotum genus humanum, immo revocatum ab interitu ad vitam, auctumque perfectione tanta, ut nec extiterit ulla antea, nec sit in omnes consequentes ætates futura major. Denique Jesum Christum horum esse beneficiorum principium eundem et finem : ut ab eo profecta, sic ad eum omnia referenda. Nimirum accepta Evangelii luce, cum incarnationis Verbi hominumque redemptionis grande mysterium orbis terrarum didicisset, vita Jesu Christi Dei et hominis pervasit civitates, ejusque fide et præceptis et legibus totas imbuunt. Quare si societati gene-

Cependant l'Eglise ne se contente pas d'indiquer la voie qui mène au salut, elle y conduit et applique de sa propre main le remède au mal. Elle est toute entière à instruire et à élever les hommes d'après ses principes et sa doctrine, dont elle a soin de répandre les eaux vivifiantes aussi loin et aussi largement qu'il lui est possible, par le ministère des évêques et du clergé. Puis elle s'efforce de pénétrer dans les âmes et d'obtenir des volontés qu'elles se laissent conduire et gouverner par la règle des préceptes divins. Ce point est capital et d'une importance très grande, parce qu'il renferme comme le résumé de tous les intérêts qui sont en cause, et ici l'action de l'Eglise est souveraine. Les instruments dont elle dispose pour toucher les âmes, elle les a reçus à cette fin de Jésus-Christ, et ils portent en eux l'efficace d'une vertu divine. Ce sont les seuls qui soient aptes à pénétrer jusque dans les profondeurs du cœur humain, qui soient capables d'amener l'homme à obéir aux injonctions du devoir, à maîtriser ses passions, à aimer Dieu et son prochain d'une charité sans mesure, à briser courageusement tous les obstacles qui entravent sa marche dans la voie de la vertu. — Il suffit ici de passer légèrement en revue par la pensée les exemples de l'antiquité. Les choses et les faits que nous allons rappeler sont hors de toute controverse. Ainsi, il n'est pas douteux que la société civile des hommes a été foncièrement renouvelée par les institutions chrétiennes, que cette rénovation a eu pour effet de relever le niveau du genre humain, ou pour mieux dire, de le rappeler de la mort à la vie, et de le porter à un si haut degré de perfection qu'on n'en vit de semblable ni avant ni après, et qu'on n'en verra jamais dans tout le cours des siècles. Qu'enfin ces bienfaits, c'est Jésus-Christ qui en a été le principe et qui en doit être la fin ; car, de même que tout est part

LE SOCI
de lui, ainsi tout
l'Evangile eut ray
ples eurent app
tion du Verbe et d
de Jésus-Christ, Die
et les imprégna to
mes et de ses lois
maine doit être guérie
à la vie et aux ins
veut régénérer une s
on prescrit avec raison
Car la perfection de tou
et à atteindre la fin en
dée ; en sorte que tou
actes de la vie sociale n
est née la société. Aussi,
la mort ; y revenir, c'est
Nous disons du corps soci
lement à cette classe de
travail et qui forment la tr
Et que l'on ne pense pas
ment absorber par le soin
qui se rapporte à la vie ter
ce qui est en particulier de
elle fait tous les efforts pou
et leur procurer un sort me
pas un faible appoint qu'elle
le fait seul qu'elle travaille
ramener les hommes à la
tiennes, dès qu'elles sont en
rellement sur la prospérité
bienfaisante influence ; car e
Dieu, principe et source de
ment le désir excessif des
voluptés, ces deux fléaux

ris humani medendum est, revocatio vitæ institutorumque christianorum sola medebitur. De societatibus enim dilabentibus illud rectissime præcipitur, revocari ad origines suas, cum restitui volunt, oportere. Hæc enim omnium consociationum perfectio est, de eo laborare idque assequi, cujus gratia institutæ sunt : ita ut motus actusque sociales eadem causa pariat, quæ peperit societatem. Quamobrem declinare ab instituto corruptio est : ad institutum redire sanatio. Verissimeque id quemadmodum de toto reipublicæ corpore, eodem modo de illo ordine civium dicimus, qui vitam sustentant opere, quæ est longe maxima multitudo.

Nec teamen putandum, in colendis animis totos esse Ecclesiæ curas ita defixas, ut ea negligat quæ ad vitam pertinent mortalem ac terrenam. — De proletariis nominatim vult et contendit ut emergant e miserrimo statu fortunamque meliorem adipiscantur. Atque in id confert hoc ipso operam non mediocrem, quod vocat et instituit homines ad virtutem. Mores enim christiani, ubi servantur integri, partem aliquam prosperitatis sua sponte pariunt rebus externis, quia conciliant principium ac fontem omnium bonorum Deum : coercent geminas vitæ pestes, quæ nimium sæpe hominem efficiunt in ipsa opum abundantia miserum, rerum appetentiam nimiam et voluptatum sitim¹ : contenti

1. *Radix omnium malorum est cupiditas.* I Tim. vi, 10.

de lui, ainsi tout doit lui être rapporté. Quand donc l'Evangile eut rayonné dans le monde, quand les peuples eurent appris le grand mystère de l'incarnation du Verbe et de la rédemption des hommes, la vie de Jésus-Christ, Dieu et homme, envahit les sociétés et les imprégna tout entières de sa foi, de ses maximes et de ses lois. C'est pourquoi, si la société humaine doit être guérie, elle ne le sera que par le retour à la vie et aux institutions du christianisme. A qui veut régénérer une société quelconque en décadence, on prescrit avec raison de la ramener à ses origines. Car la perfection de toute société consiste à poursuivre et à atteindre la fin en vue de laquelle elle a été fondée ; en sorte que tous les mouvements et tous les actes de la vie sociale naissent du même principe d'où est née la société. Aussi, s'écarter de la fin, c'est aller à la mort ; y revenir, c'est reprendre de la vie. Et ce que Nous disons du corps social tout entier s'applique également à cette classe de citoyens qui vivent de leur travail et qui forment la très grande majorité,

Et que l'on ne pense pas que l'Eglise se laisse tellement absorber par le soin des âmes, qu'elle néglige ce qui se rapporte à la vie terrestre et mortelle. — Pour ce qui est en particulier de la classe des travailleurs, elle fait tous les efforts pour les arracher à la misère et leur procurer un sort meilleur. Et, certes, ce n'est pas un faible appoint qu'elle apporte à cette œuvre, par le fait seul qu'elle travaille, de paroles et d'actes, à ramener les hommes à la vertu. Les mœurs chrétiennes, dès qu'elles sont en honneur, exercent naturellement sur la prospérité temporelle leur part de bienfaisante influence ; car elles attirent la faveur de Dieu, principe et source de tout bien ; elles compriment le désir excessif des richesses et la soif des voluptés, ces deux fléaux qui trop souvent jettent

denique cultu victuque frugi, vectigal parsimonia supplent, procul a vitiis, quæ non modo exiguas pecunias, sed maximas etiam copias exhauriunt, et lauta patrimonia dissipant. Sed præterea, ut bene habeant proletarii, recta providet, instituendis fovendisque rebus, quas ad sublevandam eorum inopiam intelligat conducibiles. Quin in hoc etiam genere beneficiorum ita semper excelluit, ut ab ipsis inimicis prædicatione efferatur. Ea vis erat apud vetustissimos christianos caritatis mutuæ, ut persæpe sua se re privarent, opitulandi causâ, divitiores, quamobrem *neque.... quisquam egens erat inter illos*¹. Diaconis, in id nominatim ordine instituto, datum ab Apostolis negotium, ut quotidianæ beneficentiæ exercerent munia : ac Paulus apostolus, etsi sollicitudine districtus omnium Ecclesiarum, nihilominus dare se in laboriosa itinera non dubitavit, quo ad tenuiores christianos stipem præsens afferret. Cujus generis pecunias, a christianis in unoquoque conventu ultro collatas, *deposita pietatis* nuncupat Tertullianus, quod scilicet insumerentur *egenis alendis humanisque, et pueris ac puellis re ac parentibus destitutis, inque domesticis senibus, item naufragis*². — Hinc sensim illud extitit patrimonium, quod religiosâ curâ tamquam rem familiarem indigentium Ecclesia custodivit. Immo vero subsidia miseræ plebi, remissâ rogandi verecundiâ, comparavit. Nam et locupletium et indigentium communis parens, excitatâ ubique ad excellentem magnitudinem caritate, collegia condidit sodalium religiosorum, aliaque utiliter permulta instituit quibus opem ferentibus, genus miseriarum prope nullum esset, quod solatio careret. Hodie quidem multi, quod eodem modo fecere olim ethnici, ad arguendam transgrediuntur Ecclesiam hujus etiam tam

1. Act. iv, 34.

2. Apol. II, xxxix.

l'amertume et le dégoût dans le sein même de l'opulence, elles se contentent enfin d'une vie et d'une nourriture frugale et suppléent par l'économie à la modicité du revenu, loin de ces vices qui consomment non seulement les petites, mais les plus grandes fortunes et dissipent les plus gros patrimoines. L'Église, en outre, pourvoit encore directement au bonheur des classes déshéritées par la fondation et le soutien d'institutions qu'elle estime propres à soulager leur misère; et même en ce genre de bienfaits elle a tellement excellé, que ses propres ennemis ont fait son éloge. Ainsi chez les premiers chrétiens, telle était la vertu de leur charité mutuelle, qu'il n'était point rare de voir les plus riches se dépouiller de leur patrimoine en faveur des pauvres; *aussi l'indigence n'était-elle point connue parmi eux*. Aux diacres, dont l'ordre avait été spécialement institué à cette fin, les apôtres avaient confié la distribution quotidienne des aumônes; et saint Paul lui-même, quoique absorbé par une sollicitude qui embrassait toutes les Églises, n'hésitait pas à entreprendre de pénibles voyages pour aller en personne porter des secours aux chrétiens indigents. Des secours du même genre étaient spontanément offerts par les fidèles dans chacune de leurs assemblées; ce que Tertullien appelle *les dépôts de la piété* parce qu'on les employait *à entretenir et à inhumer les personnes indigentes, les orphelins pauvres des deux sexes, les domestiques âgés, les victimes du naufrage*. — Voilà comment peu à peu s'est formé ce patrimoine, que l'Église a toujours gardé avec un soin religieux comme le bien propre de la famille des pauvres. Elle est allée jusqu'à assurer des secours aux malheureux en leur épargnant l'humiliation de tendre la main. Car cette commune mère des riches et des pauvres, profitant des merveilleux élans de charité qu'elle avait partout provoqués,

egregiæ caritatis : cujus in locum subrogare visum est constitutam legibus publicis beneficentiam. Sed quæ christianam caritatem suppleant, totam se ad alienas porrigentem utilitates, artes humanæ nullæ reperiuntur. Ecclesiæ solius est illa virtus, quia nisi a sacratissimo Jesu Christi corde ducitur, nulla est uspiam : vagatur autem a Christo longius, quicumque ab Ecclesia disceserit.

III

At vero non potest esse dubium quin, ad id quod est propositum, ea quoque, quæ in hominum potestate sunt, adjumenta requirantur. Omnino omnes, ad quos causa pertinet, eodem intendant idemque laborent pro rata parte necesse est. Quod habet quamdam cum moderatrice mundi providentia similitudinem : fere enim videmus rerum exitus a quibus causis pendent, ex earum omnium conspiratione procedere.

Jamvero quota pars remedii a republica expectanda sit, præstat exquirere. — Rempublicam hoc loco intelligimus non quali populus utitur unus vel alter, sed qualem et vult recta ratio naturæ congruens, et pro-

fonda des sociétés religieuses et une foule d'autres institutions utiles, qui ne devaient laisser sans soulagement à peu près aucun genre de misère. Il est, sans doute, un certain nombre d'hommes aujourd'hui qui, fidèles échos des païens d'autrefois, en viennent jusqu'à se faire même d'une charité aussi merveilleuse une arme pour attaquer l'Église; et l'on a vu une bienfaisance établie par les lois civiles se substituer à la charité chrétienne; mais cette charité, qui se voue tout entière et sans arrière-pensée à l'utilité du prochain, ne peut être suppléée par aucune industrie humaine. L'Église seule possède cette vertu, parce qu'on ne la puise que dans le cœur sacré de Jésus-Christ, et que c'est errer loin de Jésus-Christ que d'être éloigné de son Église.

III

Toutefois, il n'est pas douteux que pour obtenir le résultat voulu, il ne faille de plus recourir aux moyens humains. Ainsi, tous ceux que la cause regarde doivent viser au même but et travailler de concert chacun dans sa sphère. Il y a là comme une image de la Providence gouvernant le monde; car nous voyons d'ordinaire que les faits et les événements qui dépendent de causes diverses sont le résultat de leur action commune.

Or, quelle part d'action et de remède sommes-nous en droit d'attendre de l'État? — Disons d'abord que par État nous entendons ici non point tel gouvernement établi chez tel peuple en particulier, mais tout gouver-

bant divinæ documenta sapientiæ, quæ Nos ipsi nominatim in litteris encyclicis de civitatum constitutione christiana explicavimus. Itaque per quos civitas regitur, primum conferre operam generatim atque univarse debent totâ ratione legum atque institutorum, scilicet efficiendo ut ex ipsa conformatione atque administratione reipublicæ ultro prosperitas tam communitalis quam privatorum efflorescat. Id es enim civilis prudentiæ munus propriumque eorum, qui præsumt, officium. Nunc vero illa maxime efficiunt prosperas civitates, morum probitas, recte atque ordine constitutæ familiæ, custodia religionis ac justitiæ, onerum publicorum cum moderata irrogatio, tum æqua partitio, incrementa artium et mercaturæ, florens agrorum cultura, et si qua sunt alia generis ejusdem, quæ quo majore studio provehuntur, eo melius sunt victuri cives et bealius. — Harum igitur virtute rerum in potestate rectorum civitatis est, ut ceteris prodesse ordinibus, sic et proletariorum conditionem juvare plurimum : idque jure suo optimo, neque ulla cum importunitatis suspicione : debet enim respublica ex lege muneris sui in commune consulere. Quo autem commodorum copia provenierit ex hac generali providentia major, eo minus oportebit alias ad opificum salutem experiri vias.

Sed illud præterea considerandum, quod rem altius attingit, unam civitatis esse rationem, communem summorum atque infimorum. Sunt nimirum proletarii pari jure cum locupletibus naturâ cives, hoc est partes

nement qui répond aux préceptes de la raison naturelle et des enseignements divins, enseignements que Nous avons exposés Nous-même spécialement dans nos lettres encycliques sur la constitution chrétienne des sociétés. Ce qu'on demande d'abord aux gouvernants, c'est un concours d'ordre général, qui consiste dans l'économie tout entière des lois et des institutions; Nous voulons dire qu'ils doivent faire en sorte que, de l'organisation même et du gouvernement de la société, découle spontanément et sans effort la prospérité tant publique que privée. Tel est en effet l'office de la prudence civile et le devoir propre de tous ceux qui gouvernent. Or, ce qui fait une nation prospère, c'est la probité des mœurs, des familles fondées sur des bases d'ordre et de moralité, la pratique de la religion et le respect de la justice, une imposition modérée et une répartition équitable des charges publiques, le progrès de l'industrie et du commerce, une agriculture florissante et d'autres éléments, s'il en est, du même genre, toutes choses que l'on ne peut porter plus haut sans faire monter d'autant la vie et le bonheur des citoyens. — De même donc que, par tous ces moyens, l'État peut se rendre utile aux autres classes, de même il peut grandement améliorer le sort de la classe ouvrière; et cela dans toute la rigueur de son droit et sans avoir à redouter le reproche d'ingérence; car, en vertu même de son office, l'État doit servir l'intérêt commun. Et il est évident que plus se multiplieront les avantages résultant de cette action d'ordre général, et moins on aura besoin de recourir à d'autres expédients pour remédier à la condition des travailleurs.

Mais voici une autre considération qui atteint plus profondément encore notre sujet. La raison formelle de toute société est une et commune à tous ses membres, grands et petits. Les pauvres, au même titre que

veræ vitamque viventes, unde constat, interjectis familiis, corpus reipublicæ : ut ne illud adjungatur, in omni urbe eos esse numero longe maximo. Cum igitur illud sit perabsurdum, parti civium consulere, partem negligere, consequitur, in salute commodisque ordinis proletariorum tuendis curas debitas collocari publice oportere : ni fiat, violatum iri justitiam, suum cuique tribuere præcipientem. Qua de re sapienter S. Thomas : *sicut pars et totum quodammodo sunt idem, ita id, quod est totius quodammodo est partis*¹. Proinde in officiis non paucis neque levibus populo bene consulentium principum, illud in primis eminet, ut unumquemque civium ordinem æquabiliter tueantur, eâ nimirum, quæ *distributiva* appellatur, justitiâ inviolate servandâ.

Quamvis autem cives universos, nemine excepto, conferre aliquid in summam bonorum communium necesse sit, quorum aliqua pars virilis sponte recidit in singulos, tamen idem et ex æquo conferre nequaquam possunt. Qualescumque sint in imperii generibus vicissitudines, perpetua futura sunt ea in civium statu discrimina, sine quibus nec esse, nec cogitari societas ulla posset. Omnino necesse est quosdam reperiri, qui se reipublicæ dedant, qui leges condant, qui jus dicant, denique quorum consilio atque auctoritate negotia urbana, res bellicæ administrentur. Quorum virorum priores esse partes, eosque habendos in omni populo primarios, nemo non videt, propterea quod communi bono dant operam proxime atque excellenti ratione. Contra vero qui in arte aliqua exercentur, non eâ, qua

1. II-II. Quæst. Lxi, a. 1 ad 2.

les riches, sont de par le droit naturel des citoyens, c'est-à-dire du nombre des parties vivantes dont se compose, par l'intermédiaire des familles, le corps entier de la nation, pour ne pas dire qu'en toutes les cités, ils sont le grand nombre. Comme donc il serait déraisonnable de pourvoir à une classe de citoyens et d'en négliger l'autre, il devient évident que l'autorité publique doit aussi prendre les mesures voulues pour sauvegarder le salut et les intérêts de la classe ouvrière. Si elle y manque, elle viole la stricte justice, qui veut qu'à chacun soit rendu ce qui lui est dû. A ce sujet, saint Thomas dit fort sagement : *De même que la partie et le tout sont en quelque manière une même chose, ainsi ce qui appartient au tout est en quelque sorte à chaque partie.* C'est pourquoi parmi les graves et nombreux devoirs des gouvernants qui veulent pourvoir comme il convient au bien public, celui qui domine tous les autres consiste à avoir soin également de toutes les classes de citoyens, en observant rigoureusement les lois de la justice dite *distributive*.

Mais, quoique tous les citoyens sans exception doivent apporter leur part à la masse des biens communs, lesquels du reste, par un retour naturel se répartissent de nouveau entre les individus, néanmoins les apports respectifs ne peuvent être ni les mêmes, ni d'égale mesure. Quelles que soient les vicissitudes par lesquelles les formes de gouvernement sont appelées à passer, il y aura toujours entre les citoyens ces inégalités de conditions sans lesquelles une société ne peut exister ni être conçue. A tout prix, il faut des hommes qui gouvernent, qui fassent des lois, qui rendent la justice, qui enfin, de conseil ou d'autorité, administrent les affaires de la paix et les choses de la guerre. Que ces hommes doivent avoir la prééminence dans toute société et y tenir le premier rang, personne n'en peut douter,

illi, ratione nec iisdem muneribus prosunt civitati : sed tamen plurimum et ipsi quamquam minus directe, utilitati publicæ inserviunt. Sane sociale bonum cum debeat esse ejusmodi, ut homines ejus fiant adeptione meliores, est profecto in virtute præcipue collocandum. Nihilominus ad bene constitutam civitatem suppeditatio quoque pertinet bonorum corporis atque externorum, *quorum usus est necessarius ad actum virtutis*¹. Jamvero his pariendis bonis est proletariorum maxime efficax ac necessarius labor sive in agris artem atque manum, sive in officinis exerceant. Immo eorum in hoc genere vis est atque efficientia tanta, ut illud verissimum sit, non aliunde quam ex opificum labore gigni divitias civitatum. Jubet igitur æquitas, curam de proletario publice geri, ut ex eo, quod in communem affert utilitatem, percipiat ipse aliquid, ut tectus, ut vestitus, ut salvus vitam tolerare minus ægre possit. Unde consequitur, favendum rebus omnibus esse quæ conditioni opificum quoquo modo videantur profuturæ. Quæ cura tantum abest ut noceat cuiquam, ut potius profutura sit universis, quia non esse omnibus modis eos miseros, a quibus tam necessaria bona proficiscuntur, prorsus interest reipublicæ.

Non civem, ut diximus, non familiam absorberi a republica rectum est : suam utrique facultatem agendi cum libertate permittere æquum est, quantum incolumi bono communi et sine cujusquam injuria potest.

1. S. Tom., De reg. Princip. I, c. xv.

puisque'ils travaillent directement au bien commun et d'une manière si excellente. Les hommes, au contraire, qui s'appliquent aux choses de l'industrie, ne peuvent concourir à ce bien commun ni dans la même mesure, ni par les mêmes voies; mais eux aussi, cependant, quoique d'une manière moins directe, ils servent grandement les intérêts de la société. Sans nul doute, le bien commun dont l'acquisition doit avoir pour effet de perfectionner les hommes, est principalement un bien moral. Mais, dans une société bien constituée, il doit se trouver encore une certaine abondance de biens extérieurs, *dont l'usage est requis à l'exercice de la vertu*. Or, tous ces biens, c'est le travail de l'ouvrier, travail des champs ou de l'usine, qui en est surtout la source féconde et nécessaire. Bien plus, dans cet ordre de choses, le travail a une telle fécondité et une telle efficacité, que l'on peut affirmer, sans crainte de se tromper, qu'il est la source unique d'où procède la richesse des nations. L'équité demande donc que l'État se préoccupe des travailleurs et fasse en sorte que de tous les biens qu'ils procurent à la société il leur en revienne une part convenable, comme l'habitation et le vêtement, et qu'ils puissent vivre au prix de moins de peines et de privations. D'où il suit que l'État doit favoriser tout ce qui, de près ou de loin, paraît de nature à améliorer leur sort. Cette sollicitude, bien loin de préjudicier à personne, tournera au contraire au profit de tous, car il importe souverainement à la nation que des hommes qui sont pour elle le principe de biens aussi indispensables ne se trouvent point continuellement aux prises avec les horreurs de la misère.

Il est dans l'ordre, avons-nous dit, que ni l'individu ni la famille ne soient absorbés par l'État; il est juste que l'un et l'autre aient la faculté d'agir avec liberté aussi longtemps que cela n'atteint pas le bien général

Nihilominus eis, qui imperant, videndum ut communitatem ejusque partes tueantur. Communitatem quidem, quippe quam summæ potestati conservandam natura commisit usque eo, ut publicæ custodia salutis non modo suprema lex sed tóla causa sit ratioque principatus : partes vero, quia procurationem reipublicæ non ad utilitatem eorum quibus commissa est, sed ad eorum, qui commissi sunt, naturâ pertinere, philosophia pariter et fides christiana consentiunt. Cumque imperandi facultas proficiscatur a Deo, ejusque sit communicatio quædam summi principatus, gerenda ad exemplar est potestatis divinæ, non minus rebus singulis quam universis cura paterna consulentis. Si quid igitur detrimenti allatum sit aut impendeat rebus communibus, aut singulorum ordinum rationibus quod sanari aut prohiberi alia ratione non possit, obviam iri auctoritate publica necesse est. — Atqui interest salutis cum publicæ, tum privatæ pacatas esse res et compositas : item dirigi ad Dei jussa naturæque principia omnem convictus domestici disciplinam : observari et coli religionem : florere privatim ac publice mores integros : sanctam retineri justitiam, nec alteros ab alteris impune violari : validos adolescere cives, juvandæ tutandæque, si res postulet, civitati idoneos. Quamobrem si quando fiat, ut quippiam turbarum impendeat ob secessionem opificum, aut intermissas ex composito operas : ut naturalia familiæ nexa apud proletarios relaxentur : ut religio in opificibus violetur non satis impertiendo commodi ad officia pietatis : si periculum in officinis integritati morum ingruat a sexu promiscuo, aliisve perniciosis invitamentis peccandi : aut opificum ordinem herilis ordo iniquis premat oneribus, vel alienis a persona ac dignitate humana conditionibus affligat : si valetudini noceatur opere immodico, nec ad sexum ætatemve accommodato

et ne fait injure à personne. Cependant aux gouvernants il appartient de protéger la communauté et ses parties ; la communauté, parce que la nature en a confié la conservation au pouvoir souverain, de telle sorte que le salut public n'est pas seulement ici la loi suprême, mais la cause même et la raison d'être du principat ; les parties, parce que de droit naturel le gouvernement ne doit pas viser l'intérêt de ceux qui ont le pouvoir entre les mains, mais le bien de ceux qui leur sont soumis : tel est l'enseignement de la philosophie non moins que de la foi chrétienne. D'ailleurs, toute autorité vient de Dieu et est une participation de son autorité suprême ; dès lors ceux qui en sont les dépositaires doivent l'exercer à l'instar de Dieu, dont la paternelle sollicitude ne s'étend pas moins à chacune des créatures en particulier qu'à tout leur ensemble. Si donc soit les intérêts généraux, soit l'intérêt d'une classe en particulier se trouvent ou lésés ou simplement menacés, et qu'il soit impossible d'y remédier ou d'y obvier autrement, il faudra de toute nécessité recourir à l'autorité publique. — Or, il importe au salut public et privé que l'ordre et la paix règnent partout ; que toute l'économie de la vie domestique soit réglée d'après les commandements de Dieu et les principes de la loi naturelle ; que la religion soit honorée et observée ; que l'on voie fleurir les mœurs privées et publiques ; que la justice soit religieusement gardée et que jamais une classe ne puisse opprimer l'autre impunément ; qu'il croisse de robustes générations, capables d'être le soutien, et, s'il le faut, le rempart de la patrie. C'est pourquoi, s'il arrive que les ouvriers, abandonnant le travail ou le suspendant par les grèves, menacent la tranquillité publique ; que les liens naturels de la famille se relâchent parmi les travailleurs ; qu'on foule aux pieds la religion des ouvriers, en ne leur facilitant point l'accomplissement de leurs devoirs

his in causis plane adhibenda, certos intra fines, vis et auctoritas legum. Quos fines eadem quæ legum poscit opem, causa determinat: videlicet non plura suscipienda legibus nec ultra progrediendum, quam incommodorum sanatio, vel periculi depulsio requirat.

Jura quidem, in quocumque sint, sancte servanda sunt: atque ut suum singuli teneant, debet potestas publica providere, propulsandis atque ulciscendis injuriis. Nisi quod in ipsis protegendis privatorum juribus, præcipue est infimorum atque inopum habenda ratio. Siquidem natio divitum suis septa præsiidiis, minus eget tutelâ publicâ: miserum vulgus, nullis opibus suis tutum, in patrocínio reipublicæ maxime nititur. Quocirca mercenarios, cum in multitudine egeni numerentur, debet curâ providentiæque singulari complecti respublica.

Sed quædam majoris momenti præstat nominatim perstringere. — Caput autem est imperio ac munito legum tutari privatas possessiones oportere. Potissimumque, in tanto jam cupiditatum ardore, continenda in officio plebs: nam si ad meliora contendere concessum est non repugnante justitia, at alteri, quod suum est, detrahere, ac per speciem absurdæ cujusdam æquabilitatis in fortunas alienas involare, justitia vetat, nec ipsa communis utilitatis ratio sinit. Utique pars

envers Dieu ; que la promiscuité des sexes, ou d'autres excitations au vice constituent dans les usines un péril pour la moralité ; que les patrons écrasent les travailleurs sous le poids de fardeaux iniques, ou déshonorent en eux la personne humaine par des conditions indignes et dégradantes ; qu'ils attentent à leur santé par un travail excessif et hors de proportion avec leur âge et leur sexe ; dans tous ces cas, il faut absolument appliquer, dans de certaines limites, la force et l'autorité des lois ; les limites seront déterminées par la fin même qui appelle le secours des lois : c'est-à-dire que celles-ci ne doivent pas s'avancer ni rien entreprendre au delà de ce qui est nécessaire pour réprimer les abus et écarter les dangers.

Les droits, où qu'ils se trouvent, doivent être religieusement respectés et l'État doit les assurer à tous les citoyens, en prévenant ou en vengeant leur violation. Toutefois, dans la protection des droits privés, il doit se préoccuper d'une manière spéciale des faibles et des indigents. La classe riche se fait comme un rempart de ses richesses et a moins besoin de la tutelle publique. La classe indigente, au contraire, sans richesse pour la mettre à couvert des injustices, compte surtout sur la protection de l'État. Que l'État se fasse donc, à un titre tout particulier, la providence des travailleurs, qui appartiennent à la classe pauvre en général.

Mais il est bon de traiter à part certains points de plus grande importance. — En premier lieu, il faut que les lois publiques soient pour les propriétés privées une protection et une sauvegarde. Et ce qui importe par-dessus tout, au milieu de tant de cupidités en effervescence, c'est de contenir les masses dans le devoir ; car, s'il est permis de tendre vers de meilleures destinées avec l'aveu de la justice, enlever de force le bien d'autrui, envahir les propriétés étrangères, sous le pré-

opificum longe maxima res meliores honesto labore comparare sine cujusquam injuria malunt : verumtamen non pauci numerantur pravis imbuti opinionibus rerumque novarum cupidi, qui id agunt omni ratione ut turbas moveant, ac ceteros ad vim impellant. Intersit igitur reipublicæ auctoritas, injectoque concitatoribus freno, ab opificum moribus corruptrices artes, a legitimis dominis periculum rapinarum coerceat.

Longinquior vel operosior labos, atque opinatio curtæ mercedis causam non raro dant artificibus quamobrem opere se solvant ex composito, otioque dedant voluntario. Cui quidem incommodo usitato et gravi medendum publice, quia genus istud cessationis non heros dumtaxat, atque opifices ipsos afficit damno, sed mercaturis obest rei que publicæ utilitatibus : cumque haud precul esse a vi turbisque soleat, sæpenumero tranquillitatem publicam in discrimen adducit. Qua in re illud magis efficax ac salubre, antevertere auctoritate legum, malumque ne erumpere possit prohibere, amotis mature causis, unde dominorum atque operariorum conflictus videatur extiturus.

Similique modo plura sunt in opifice, præsidio munienda reipublicæ : ac primum animi bona. Siquidem vita mortalis quantumvis bona et optabilis, non ipsa tamen illud est ultimum, ad quod nati sumus : sed via tantummodo atque instrumentum ad animi vitam perspicientia veri et amore boni complendam. Animus est, qui expressam gerit imaginem similitudinemque divi-

texte d'une absurde égalité, sont choses que la justice condamne et que l'intérêt commun lui-même répudie. Assurément les ouvriers qui veulent améliorer leur sort par un travail honnête et en dehors de toute injustice forment la très grande majorité; mais combien n'en compte-t-on pas qui, imbus de fausses doctrines et ambitieux de nouveautés, mettent tout en œuvre pour exciter des tumultes et entraîner les autres à la violence! Que l'autorité publique intervienne alors, et que, mettant un frein aux excitations des meneurs, elle protège les mœurs des ouvriers contre les artifices de la corruption et les légitimes propriétés contre le péril de la rapine.

Il n'est pas rare qu'un travail trop prolongé ou trop pénible et un salaire réputé trop faible donnent lieu à ces chômages voulus et concertés qu'on appelle des grèves. A cette plaie, si commune et en même temps si dangereuse, il appartient au pouvoir public de porter un remède; car ces chômages non seulement tournent au détriment des patrons et des ouvriers eux-mêmes, mais ils entravent le commerce et nuisent aux intérêts généraux de la société, et comme ils dégénèrent facilement en violences et en tumultes, la tranquillité publique s'en trouve souvent compromise. Mais ici il est plus efficace et plus salulaire que l'autorité des lois prévienne le mal et l'empêche de se produire, en écartant avec sagesse les causes qui paraissent de nature à exciter des conflits entre ouvriers et patrons.

Chez l'ouvrier pareillement il est des intérêts nombreux qui réclament la protection de l'État, et en première ligne ce qui regarde le bien de son âme. La vie du corps, en effet, quelque précieuse et désirable qu'elle soit, n'est pas le but dernier de notre existence; elle est une voie et un moyen pour arriver, par la connaissance du vrai et l'amour du bien, à la

nam, et in quo principatus ille residet, per quem dominari jussus est homo in inferiores naturas, atque efficere utilitati suæ terras omnes et maria parentia. *Replete terram et subjicite eam : et dominamini piscibus maris et volatilibus cæli et universis animantibus, quæ moventur super terram*¹. Sunt omnes homines hac in re pares, nec quippiam est quod inter divites atque inopes, inter dominos et famulos, inter principes privatosque differat : *nam idem Dominus omnium*². Nemini licet hominis dignitatem, de qua Deus ipse disponit *cum magna reverentia*, impune violare, neque ad eam perfectionem impedire cursum, quæ sit vitæ in cælis sempiternæ consentanea. Quin etiam in hoc genere tractari se non convenienter naturæ suæ, animique servitutem servire velle, ne sua quidem sponte homo potest : neque enim de juribus agitur, de quibus sit integrum homini, verum de officiis adversus Deum, quæ necesse est sancte servari. — Hinc consequitur requies operum et laborum per festos dies necessaria. Id tamen nemo intelligat de majore quadam inertis otii usura, multoque minus de cessatione, qualem multi expetunt, faultrice vitiorum et ad effusiones pecuniarum adjutrice, sed omnino de requiete operum per religionem consecrata. Conjuncta cum religione quies sevocat hominem a laboribus negotiisque vitæ quotidianæ ut ad cogitanda revocet bona cælestia, tribuendumque cultum numini æterno justum ac debitum, Hæc maxime natura. atque hæc causa quietis est in dies festos capiendæ : quod Deus et in Testamento veteri præcipua lege sanxit : *memento ut diem sabbati sanctifices*³; et facto ipse suo docuit, arcana requiete, statim

1. Gen. 1, 28.

2. Rom. x, 12.

3. Exod. xx, 8.

perfection de la vie de l'âme. C'est l'âme qui porte gravées en elle-même l'image et la ressemblance de Dieu ; c'est en elle que réside cette souveraineté dont l'homme fut investi quand il reçut l'ordre de s'assujettir la nature inférieure et de mettre à son service les terres et les mers. *Remplissez la terre et l'assujettissez; dominez sur les poissons de la mer, et sur les oiseaux du ciel et sur tous les animaux qui se meuvent sur la terre.* A ce point de vue, tous les hommes sont égaux ; point de différence entre riches et pauvres, maîtres et serviteurs, princes et sujets : *Ils n'ont tous qu'un même Seigneur.* Cette dignité de l'homme, que Dieu lui-même traite avec un grand respect, il n'est permis à personne de la violer impunément, ni d'entraver la marche de l'homme vers cette perfection qui répond à la vie éternelle et céleste. Bien plus, il n'est même pas loisible à l'homme, sous ce rapport, de déroger spontanément à la dignité de sa nature, ou de vouloir l'asservissement de son âme, car il ne s'agit pas de droits dont il ait la libre disposition, mais de devoirs envers Dieu qu'il doit religieusement remplir. — C'est de là que découle la nécessité du repos et de la cessation du travail aux jours du Seigneur. Qu'on n'entende pas toutefois par ce repos une plus large part faite à une stérile oisiveté, ou encore moins, comme un grand nombre le souhaitent, ce chômage fauteur des vices et dissipateur des salaires, mais bien un repos sanctifié par la religion. Ainsi allié avec la religion, le repos retire l'homme des labeurs et des soucis de la vie quotidienne, et l'élève aux grandes pensées du ciel, et l'invite à rendre à son Dieu le tribut d'adoration qu'il lui doit. Tel est surtout le caractère et la raison de ce repos du septième jour dont Dieu avait fait même déjà dans l'Ancien Testament un des principaux articles de la loi : *Souviens-toi de sanctifier le jour du sabbat* et dont

posteaquam fabricatus hominem erat, sumptâ : *requievit die septimo ab universo opere quod patrarat* ¹.

Quod ad tutelam bonorum corporis et externorum, primum omnium eripere miseros opifices e sævitia oportet hominum cupidorum, personis pro rebus ad quæstum intemperanter abutentium. Scilicet tantum exigi operis, ut hebescat animus labore nimio, unâque corpus defatigationi succumbat, non justitia, non humanitas patitur. In homine, sicut omnis natura sua, ita et vis efficiens certis est circumscripta finibus, extra quos egredi non potest. Acuitur illa quidem exercitatione atque usu, sed hac tamen lege ut agere intermittat identidem et acquiescat. De quotidiano igitur opere videndum ne in plures extrahatur horas, quam vires sistant. Intervalla vero quiescendi quanta esse oporteat, ex vario genere operis, ex adjunctis temporum et locorum, ex ipsa opificum valetudine iudicandum. Quorum est opus lapidem e terra excindere, aut ferrum, æs, aliaque id genus effodere penitus abdita, eorum labor, quia multo major est idemque valetudini gravis, cum brevitatem temporis est compensandus. Anni quoque dispicienda tempora : quia non raro idem operæ genus alio tempore facile est ad tolerandum, alio aut tolerari nulla ratione potest, aut sine summa difficultate non potest. — Denique quod facere enititur vir adulta ætate beneque validus potest, id a femina puerove non est æquum postulare. Immo de pueris valde cavendum, ne prius officina capiat, quam corpus, ingenium, animum satis firmaverit ætas. Erumpentes enim in pueritia vires, velut herbescentem viriditatem, agitatio præcox elidit : qua ex re omnis est

1. Gen. II, 2.

il avait lui-même donné l'exemple par ce mystérieux repos pris incontinent après qu'il eut créé l'homme : *Il se reposa le septième jour de tout le travail qu'il avait fait.*

Pour ce qui est des intérêts physiques et corporels, l'autorité publique doit tout d'abord les sauvegarder en arrachant les malheureux ouvriers aux mains de ces spéculateurs qui, ne faisant point de différence entre un homme et une machine, abusent sans mesure de leurs personnes pour satisfaire d'insatiables cupidités. Exiger une somme de travail qui, en émoussant toutes les facultés de l'âme, écrase le corps et en consume les forces jusqu'à l'épuisement, c'est une conduite que ne peuvent tolérer ni la justice, ni l'humanité. L'activité de l'homme, bornée comme sa nature, a des limites qu'elle ne peut franchir. Elle s'accroît sans doute par l'exercice et l'habitude, mais à la condition qu'on lui donne des relâches et des intervalles de repos. Ainsi le nombre d'heures d'une journée de travail ne doit-il pas excéder la mesure des forces des travailleurs et les intervalles de repos devront-ils être proportionnés à la nature du travail et à la santé de l'ouvrier, et réglés d'après les circonstances des temps et des lieux. L'ouvrier qui arrache à la terre ce qu'elle a de plus caché, la pierre, le fer et l'airain, a un labeur dont la brièveté devra compenser la peine et la gravité, ainsi que le dommage physique qui peut en être la conséquence. Il est juste en outre que la part soit faite des époques de l'année : tel même travail sera souvent aisé dans une saison qui deviendra intolérable ou très pénible dans une autre. — Enfin, ce que peut réaliser un homme valide et dans la force de l'âge, il ne serait pas équitable de le demander à une femme ou à un enfant. L'enfance en particulier — et ceci demande à être observé strictement — ne doit entrer à l'usine

institutio puerilis interitura. Sic certa quædam artificia minus apte conveniunt in feminas ad opera domestica natas : quæ quidem opera et tumentur magnopere in muliebri genere decus, et liberorum institutioni prosperitatique familiæ naturâ respondent. Universe autem statuatur, tantum esse opificibus tribuendum otii, quantum cum viribus compensetur labore consumptis ; quia detritas usu vires debet cessatio restituere. In omni obligatione, quæ dominis atque artificibus invicem contrahatur, hæc semper aut adscripta aut tacita conditio inest, utrique generi quiescendi ut cautum sit : neque enim honestum esset convenire secus, quia nec postulare cuiquam fas est nec spondere neglectum officiorum, quæ vel Deo vel sibimetipsi hominem obstringunt.

Rem hoc loco attingimus sat magni momenti : quæ recte intelligatur necesse est, in alterutram partem ne peccetur. Videlicet salarii definitur libero consensu modus : itaque dominus rei, pacta mercede persoluta, liberavisse fidem, nec ultra debere quidquam videatur. Tunc solum fieri injuste, si vel pretium dominus solidum, vel obligatas artifex operas reddere totas recusaret : his causis rectum esse potestatem politicam intercedere, ut suum cuique jus incolume sit, sed præterea nullis. — Cui argumentationi æquus rerum iudex non facile, neque in totum assentiatur, quia non est absoluta omnibus partibus : momentum quoddam rationis abest maximi ponderi. Hoc est enim operari, exercere se rerum comparandarum causâ, quæ sint ad varios vitæ usus, potissimumque ad tuitionem sui necessariæ. *In*

qu'après que l'âge aura suffisamment développé en elle les forces physiques, intellectuelles et morales ; sinon, comme une herbe encore tendre, elle se verra flétrie par un travail trop précoce, et il en sera fait de son éducation. De même, il est des travaux moins adaptés à la femme, que la nature destine plutôt aux ouvrages domestiques ; ouvrages d'ailleurs qui sauvegardent admirablement l'honneur de son sexe et répondent mieux de leur nature à ce que demandent la bonne éducation des enfants et la prospérité de la famille. En général, la durée du repos doit se mesurer d'après la dépense des forces qu'il doit restituer. Le droit au repos de chaque jour, ainsi que la cessation du travail le jour du Seigneur, doivent être la condition expresse ou tacite de tout contrat passé entre patrons et ouvriers. Là où cette condition n'entrerait pas, le contrat ne serait pas honnête, car nul ne peut exiger ou promettre la violation des devoirs de l'homme envers Dieu et envers lui-même.

Nous passons à présent à un autre point de la question d'une importance grande et qui, pour éviter tout extrême, demande à être défini avec justesse. Nous voulons parler de la fixation du salaire. Le salaire, ainsi raisonne-t-on, une fois librement consenti de part et d'autre, le patron en le payant a rempli tous ses engagements et n'est plus tenu à rien. Alors seulement la justice se trouverait lésée si lui refusait de tout solder, ou l'ouvrier d'achever tout son travail et de satisfaire à ses engagements, auxquels cas, à l'exclusion de tout autre, le pouvoir public aurait à intervenir pour protéger le droit d'un chacun. — Parcil raisonnement ne trouvera pas de juge équitable qui consente à y adhérer sans réserve, car il n'embrasse pas tous les côtés de la question et il en omet un de fort sérieux. Travailler, c'est exercer son activité dans le but

*sudore vultûs tui vesceris pane*¹. Itaque duas velut notas habet in homine labor naturâ insitas, nimirum ut *personalis* sit, quia vis agens adhæret personæ, atque ejus omnino est propria, a quo exercetur, et cujus est utilitati nata; deinde ut sit *necessarius*, ob hanc causam, quod fructus laborum est homini opus ad vitam tuendam: vitam autem tueri ipsa rerum, cui maxime parendum, natura jubet. Jamvero si ex ea dumtaxat parte spectetur quod *personalis* est, non est dubium quin integrum opifici sit pactæ mercedis angustius finire modum: quemadmodum enim operas dat ille voluntate sic, et operarum mercede vel tenui vel plane nulla contentus esse potest. Sed longe aliter judicandum si cum ratione *personalitatis* ratio conjungitur *necessitatis*, cogitatione quidem non re ab illa separabilis. Reapse manere in vita, commune singulis, officium est, cui scelus est deesse. Hinc jus rependiendarum rerum, quibus vita sustentatur, necessario nascitur: quarum rerum facultatem infimo cuique non nisi quæsitâ labore merces suppeditat. Esto igitur, ut opifex atque herus libere in idem placitum, ac nominatim in salarii modum consentiant: subest tamen semper aliquid ex justitia naturali, idque libera paciscentium voluntate majus et antiquius, scilicet alendo opifici, frugi quidem et bene morato, haud imparem esse mercedem oportere. Quod si necessitate opifex coactus, aut mali peioris metu permotus duriores conditionem accipiat, quæ, etiamsi nolit, accipienda sit, quod a domino vel a redemptore operum imponitur, istud quidem est subire vim, cui justitia reclamât. — Verumtamen in his similibusque causis, quales illæ sunt in unoquoque genere artificii quotâ sit elaborandum horâ, quibus præsidii valetudini maxime in offi-

1. Gen. III, 19.

de se procurer ce qui est requis pour les divers besoins de la vie, mais surtout pour l'entretien de la vie elle-même. *Tu mangeras ton pain à la sueur de ton front.* C'est pourquoi le travail a reçu de la nature comme une double empreinte : Il est *personnel*, parce que la force active est inhérente à la personne et qu'elle est la propriété de celui qui l'exerce et qui l'a reçue pour son utilité : il est *nécessaire*, parce que l'homme a besoin du fruit de son travail pour se conserver son existence, et qu'il doit la conserver pour obéir aux ordres irréfragables de la nature. Or, si l'on ne regarde le travail que par le côté où il est personnel, nul doute qu'il ne soit au pouvoir de l'ouvrier de restreindre à son gré le taux du salaire. La même volonté qui donne le travail peut se contenter d'une faible rémunération ou même n'en exiger aucune. Mais il en va tout autrement si au caractère de *personnalité* on joint celui de *nécessité*, dont la pensée peut bien faire abstraction, mais qui n'en est pas séparable en réalité. Et, en effet, conserver l'existence est un devoir imposé à tous les hommes et auquel ils ne peuvent se soustraire sans crime. De ce devoir découle nécessairement le droit de se procurer les choses nécessaires à la subsistance et que le pauvre ne se procure que moyennant le salaire de son travail. Que le patron et l'ouvrier fassent donc tant et de telles conventions qu'il leur plaira, qu'ils tombent d'accord notamment sur le chiffre du salaire, au-dessus de leur libre volonté, il est une loi de justice naturelle plus élevée et plus ancienne, à savoir que le salaire ne doit pas être insuffisant à faire subsister l'ouvrier sobre et honnête. Que si, contraint par la nécessité, ou poussé par la crainte d'un mal plus grand, il accepte des conditions dures que d'ailleurs il ne lui était pas loisible de refuser, parce qu'elles lui sont imposées par le patron ou par celui qui fait l'offre du

cinis cavendum, ne magistratus inferat sese importunus, præsertim cum adjuncta tam varia sint rerum, temporum, locorum, satius erit eas res judicio reservare collegiorum, de quibus infra dicturi sumus, aut aliam inire viam, qua rationes mercenariorum, uti par est, salvæ sint, accedente, si res postulaverit, tutela præsidioque reipublicæ.

Mercedem si ferat opifex satis amplam ut ea se uxoremque et liberos tueri commodum queat, facile studebit parsimoniæ, si sapit, efficietque, quod ipsa videtur natura monere, ut detractis sumptibus, aliquid etiam redundet, quo sibi liceat ad modicum censum pervenire. Neque enim efficaci ratione dirimi causam, de qua agitur, posse vidimus, nisi hoc sumpto et constituto, jus privatorum bonorum sanctum esse oportere. Quamobrem favere huic juri leges debent, et quoad potest, providere ut quamplurimi ex multitudine rem habere malint. Quo facto, præclaræ utilitates consecuturæ sunt: ac primum certe æquior partitio bonorum. Vis enim commutationum civilium in duas civium classes divisit urbes, immenso inter utramque discrimine interjecto. Ex una parte factio præpotens, quia prædives: quæ cum operum et mercaturæ universum genus sola potiatur, facultatem omnem copiarum effectricem ad sua commoda ac rationes trahit, atque in ipsa administratione reipublicæ non parum potest. Ex altera inops atque infirma multitudo, exulcerato animo et ad turbas semper parato. Jamvero si plebis excitetur industria in spem adipiscendi quippiam, quod solo contineatur, sensim fiet ut alter ordo evadat finitimus alteri, sublato

travail, c'est là subir une violence contre laquelle la justice proteste. — Mais, de peur que dans ces cas et d'autres analogues, comme en ce qui concerne la journée du travail et les soins de la santé des ouvriers, les pouvoirs publics n'interviennent importunément, vu surtout la variété des circonstances, des temps et des lieux, il sera préférable qu'en principe la solution en soit réservée aux corporations ou syndicats dont Nous parlerons plus loin, ou que l'on recoure à quelque autre moyen de sauvegarder les intérêts des ouvriers, même, si la cause le réclamait, avec le secours et l'appui de l'État.

L'ouvrier qui percevra un salaire assez fort pour parer aisément à ses besoins et à ceux de sa famille, suivra, s'il est sage, le conseil que semble lui donner la nature elle-même : il s'appliquera à être parcimonieux et fera en sorte, par de prudentes épargnes, de se ménager un petit superflu, qui lui permette de parvenir, un jour, à l'acquisition d'un modeste patrimoine. Nous avons vu, en effet, que la question présente ne pouvait recevoir de solution vraiment efficace si l'on ne commençait par poser comme principe fondamental l'inviolabilité de la propriété privée. Il importe donc que les lois favorisent l'esprit de propriété, le réveillent et le développent autant qu'il est possible dans les masses populaires. Ce résultat, une fois obtenu, serait la source des plus précieux avantages ; et d'abord d'une répartition des biens certainement plus équitable. La violence des révolutions politiques a divisé le corps social en deux classes et a creusé entre elles un immense abîme. D'une part la toute-puissance dans l'opulence : une faction qui, maîtresse absolue de l'industrie et du commerce, détourne le cours des richesses et en fait affluer en elle toutes les sources : faction d'ailleurs qui tient en sa main plus d'un ressort de l'administration

inter summas divitias summamque egestatem discrimine. — Præterea rerum, quas terra gignit, major est abundantia futura. Homines enim, cum se elaborare sciunt in suo, alacritatem adhibent studiumque longe majus: immo prorsus adamare terram instituunt sua manu perculam, unde non alimenta tantum, sed etiam quamdam copiam et sibi et suis expectant. Ista voluntatis alacritas, nemo non videt quam valde conferat ad ubertatem fructuum, augendasque divitias civitatis. — Ex quo illud tertio loco manabit commodi, ut qua in civitate homines editi susceptique in lucem sint, ad eam facile retineantur: neque enim patriam cum externa regione commutarent, si vitæ degendæ tolerabilem daret patria facultatem. Non tamen ad hæc commoda perveniri nisi ea conditione potest, ut privatus census ne exhauriatur immanitate tributorum et vectigalium. Jus enim possidendi privatim bona cum non sit lege hominum sed natura datum, non ipsum abolere, sed tantummodo ipsius usum temperare et cum communi bono componere auctoritas publica potest. Faciat igitur injuste atque inhumane, si de bonis privatorum plus æquo, tributorum nomine, detraxerit.

publique. De l'autre, la faiblesse dans l'indigence : une multitude, l'âme ulcérée, toujours prête au désordre. Eh bien, que l'on stimule l'industrielle activité du peuple par la perspective d'une participation à la propriété du sol, et l'on verra peu à peu se combler l'abîme qui sépare l'opulence de la misère et s'opérer le rapprochement des deux classes. — En outre, la terre produira toute chose en plus grande abondance. Car l'homme est ainsi fait, que la pensée de travailler sur un fonds qui est à lui redouble son ardeur et son application. Il en vient même jusqu'à mettre tout son cœur dans une terre qu'il a cultivée lui-même, qui lui promet, à lui et aux siens, non seulement le strict nécessaire, mais encore une certaine aisance. Et nul qui ne voit sans peine les heureux effets de ce redoublement d'activité sur la fécondité de la terre et sur la richesse des nations. — Un troisième avantage sera l'arrêt dans le mouvement d'émigration : nul, en effet, ne consentirait à échanger contre une région étrangère sa patrie et sa terre natale s'il y trouvait les moyens de mener une vie plus tolérable. Mais une condition indispensable pour que tous ces avantages deviennent des réalités, c'est que la propriété privée ne soit pas épuisée par un excès de charges et d'impôts. Ce n'est pas des lois humaines, mais de la nature qu'émane le droit de propriété individuelle ; l'autorité publique ne peut donc l'abolir ; tout ce qu'elle peut, c'est en tempérer l'usage et le concilier avec le bien commun. C'est pourquoi elle agit contre la justice et l'humanité quand, sous le nom d'impôts, elle grève outre mesure les biens des particuliers.

IV

Postremo domini ipsique opifices multum hac in causa possunt, iis videlicet institutis, quorum ope et opportune subveniatur indigentibus, et ordo alter propius accedat ad alterum. Numeranda in hoc genere sodalitia ad suppetias mutuo ferendas: res varias, privatorum providentiâ constitutas, ad cavendum opifici, itemque orbitati uxoris et liberorum, si quid subitum ingruat, si debilitas affligerit, si quid humanitus accidat: instituti patronatus pueris, puellis, adolescentibus natuque majoribus tulandis. Sed principem locum obtinent sodalitia artificum, quorum complexu fere cætera continentur. Fabrum corporatorum apud majores nostros diu benefacta constitere. Revera non modo utilitates præclaras artificibus, sed artibus ipsis, quod perplura monumenta testantur, decus atque incrementum peperere. Eruditior nunc ætate, moribus novis, auctis etiam rebus quas vita quotidiana desiderat, profecto sodalitia opificum flecti ad præsentem usum necesse est. Vulgo coiri ejus generis societates, sive totas ex opificibus conflatas, sive ex utroque ordine mixtas, gratum est: optandum vero ut numero et actiosa virtute crescant. Etsi vero de iis non semel verba fecimus, placet tamen hoc loco ostendere, eas esse valde opportunas, et jure suo coalescere: item qua illas disciplina uti, et quid agere oporteat.

IV

En dernier lieu, les maîtres et les ouvriers eux-mêmes peuvent singulièrement aider à la solution, par toutes les œuvres propres à soulager efficacement l'indigence et à opérer un rapprochement entre les deux classes. De ce nombre sont les sociétés de secours mutuels; les institutions diverses dues à l'initiative privée, qui ont pour but de secourir les ouvriers, ainsi que leurs veuves et leurs orphelins, en cas de mort, d'accidents ou d'infirmités; les patronages qui exercent une protection bienfaisante sur les enfants des deux sexes, sur les adolescents et sur les hommes faits. Mais la première place appartient aux corporations ouvrières, qui en soi embrassent à peu près toutes les œuvres. Nos ancêtres éprouvèrent longtemps la bienfaisante influence de ces corporations; car, tandis que les artisans y trouvaient d'inappréciables avantages, les arts, ainsi qu'une foule de monuments le proclament, y puisaient un nouveau lustre et une nouvelle vie. Aujourd'hui les générations étant plus cultivées, les mœurs plus policées, les exigences de la vie quotidienne plus nombreuses, il n'est point douteux qu'il ne faille adapter les corporations à ces conditions nouvelles. Aussi est-ce avec plaisir que Nous voyons se former partout des sociétés de ce genre, soit composées des seuls ouvriers, ou mixtes, réunissant à la fois des ouvriers et des patrons; il est à désirer qu'elles accroissent leur nombre et l'efficacité de leur action. Bien que Nous en soyons occupé plus d'une fois, Nous voulons exposer ici leur opportunité et leur droit à l'existence,

Virium suarum explorata exiguitas impellit hominem atque hortatur, ut opem sibi alienam velit adjungere. Sacrarum litterarum est illa sententia : *melius est duos esse simul, quam unum : habent enim emolumentum societatis suæ. Si unus ceciderit, ab altero fulcietur. Væ soli : quia cum ceciderit, non habet sublevantem se* ¹. Atque illa quoque : *frater, qui adjuvatur a fratre, quasi civitas firma* ². Hac homo propensione naturali sicut ad conjunctionem ducitur congregationemque civilem, sic et alias cum civibus inire societates expetit, exiguas illas quidem nec perfectas, sed societates tamen. Inter has et magnam illam societatem ob differentes causas proximas interest plurimum. Finis enim societati civili propositus pertinet ad universos, quoniam communi continetur bono : cujus omnes et singulos pro portione compotes esse jus est. Quare appellatur *publica* quia per eam *homines sibi invicem communicant in una republica constituenda* ³. Contra vero quæ in ejus velut sinu junguntur societates, privatæ habentur et sunt, quia videlicet illud, quo proxime spectant, privata utilitas est, ad solos pertinens consociatos. *Privata autem societas est quæ ad aliquod negotium privatum exercendum conjungitur, sicut quod duo vel tres societatem ineunt, ut simul negotientur* ⁴. Nunc vero quamquam societates privatæ existunt in civitate, ejusque sunt velut partes totidem, tamen universe ac per se non est in potestate reipublicæ ne existant prohibere. Privatas enim societates inire concessum est homini jure naturæ : est autem

1. Eccl. iv, 9-12.

2. Prov. xviii, 19.

3. S. Thom. *Contra impugnantes Dei cultum et religionem*, cap. II.

4. *Ib.*

et indiquer comment elles doivent s'organiser et quel doit être leur programme d'action.

L'expérience quotidienne que fait l'homme de l'exiguïté de ses forces l'engage et le pousse à s'adjoindre une coopération étrangère. C'est dans les Saintes Lettres qu'on lit cette maxime : *Il vaut mieux que deux soient ensemble que d'être seul, car alors ils tirent de l'avantage de leur société. Si l'un tombe, l'autre le soutient. Malheur à l'homme seul ! car lorsqu'il sera tombé il n'aura personne pour le relever.* Et cette autre : *Le frère qui est aidé par son frère est comme une ville forte.* De cette propension naturelle, comme d'un même germe, naissent la société civile d'abord, puis au sein même de celle-ci, d'autres sociétés qui, pour être restreintes et imparfaites, n'en sont pas moins des sociétés véritables. Entre ces petites sociétés et la grande, il y a de profondes différences, qui résultent de leur fin prochaine. La fin de la société civile embrasse universellement tous les citoyens, car elle réside dans le bien commun, c'est-à-dire dans un bien auquel tous et chacun ont le droit de participer dans une mesure proportionnelle. C'est pourquoi on l'appelle *publique* parce qu'elle réunit les hommes pour en former une nation. Au contraire, les sociétés qui se constituent dans son sein sont tenues pour *privées* et le sont en effet, car leur raison d'être immédiate est l'utilité particulière et exclusive de leurs membres. *La société privée est celle qui se forme dans un but privé, comme lorsque deux ou trois s'associent pour exercer ensemble le négoce.* Or, de ce que les sociétés privées n'ont d'existence qu'au sein de la société civile, dont elles sont comme autant de parties, il ne suit pas, à ne parler qu'en général et à ne considérer que leur nature, qu'il soit au pouvoir de l'État de leur dénier l'existence. Le droit à l'existence leur a été octroyé par la nature elle-même, et la société civile a été

ad præsidium juris naturalis instituta civitas, non ad interitum : eaque si civium cœtus sociari vetuerit, plane secum pugnancia agat, propterea quod tam ipsa quam cœtus privati uno hoc e principio nascuntur, quod homines sunt natura congregabiles. — Incidunt aliquando tempora cum ei generi communitatum rectum sit leges obsistere ; scilicet si quidquam ex instituto persequantur, quod cum probitate, cum justitia, cum reipublicæ salute aperte dissideat. Quibus in causis jure quidem potestas publica, quominus illæ coalescant, impedit : jure etiam dissolvit coalitas : summam tamen adhibeat cautionem necesse est, ne jura civium migrare videatur, neu quidquam per speciem utilitatis publicæ statuatur, quod ratio non probet. Eatenus enim obtemperandum legibus, quoad cum recta ratione adeoque cum lege Dei sempiterna consentiant ¹.

Sodalitates varias hic reputamus animo et collegia et ordines religiosos, quos Ecclesiæ auctoritas et pia christianorum voluntas genuerant : quanta vero cum salute gentis humanæ, usque ad nostram memoriam historia loquitur. Societates ejusmodi, si ratio sola dijudicet, cum initæ honestâ causâ sint, jure naturali initas apparet fuisse. Qua vero parte religionem attingunt, sola est Ecclesia cui juste pareant. Non igitur in eas quicquam sibi arrogare juris, nec earum ad se tradu-

1. *Lex humana in tantum habet rationem legis, in quantum est secundum rationem rectam, et secundum hoc manifestum est quod a lege æterna derivatur. In quantum vero a ratione recedit, sic dicitur lex iniqua, et sic non habet rationem legis, sed magis violentiæ cujusdam.* (S. Thom. Summ. Theol. I-II, Quæst. XII, a III.)

instituée pour protéger le droit naturel, non pour l'anéantir. C'est pourquoi une société civile qui interdirait les sociétés privées s'attaquerait elle-même, puisque toutes les sociétés, publiques et privées, tirent leur origine d'un même principe, la naturelle sociabilité de l'homme. — Assurément, il y a des conjonctures qui autorisent les lois à s'opposer à la formation de quelque société de ce genre. Si une société, en vertu même de ses statuts organiques, poursuivait une fin en opposition flagrante avec la probité, avec la justice, avec la sécurité de l'État, les pouvoirs publics auraient le droit d'en empêcher la formation, et, si elle était formée, de la dissoudre. Mais encore faut-il qu'en tout cela ils n'agissent qu'avec une très grande circonspection pour éviter d'empiéter sur les droits des citoyens et de statuer, sous couleur d'utilité publique, quelque chose qui serait désavoué par la raison. Car une loi ne mérite obéissance qu'autant qu'elle est conforme à la droite raison et à la loi éternelle de Dieu.

Ici, se présentent à Notre esprit les confréries, les congrégations et les ordres religieux de tout genre, auxquels l'autorité de l'Église et la piété des fidèles avaient donné naissance; quels en furent les fruits de salut pour le genre humain jusqu'à nos jours, l'histoire le dit assez. Considérées simplement par la raison, ces sociétés apparaissent comme fondées dans un but honnête, et conséquemment comme établies sur le droit naturel; du côté où elles touchent à la religion, elles ne relèvent que de l'Église. Les pouvoirs publics ne peuvent donc légitimement s'arroger sur elles aucun droit, ni s'en attribuer l'administration; leur office plutôt est de les respecter, de les protéger, et, s'il en est besoin, de les défendre. Or, c'est justement tout l'opposé que nous avons été condamnés à voir surtout en ces derniers temps. Dans beaucoup de pays, l'État

cere administrationem recte possunt qui præsint civitali : eas potius officium est reipublicæ vereri, conservare, et, ubi res postulaverint, injuriâ prohibere. Quod tamen longe aliter fieri hoc præsertim tempore vidimus. Multis locis communitates hujus generis respublica violavit, ac multiplici quidem injuria : cum et civilium legum nexu devinxerit, et legitimo jure personæ moralis exuerit, et fortunis suis despoliarit. Quibus in fortunis suum habebat Ecclesia jus, suum singuli sodales, item qui eas certæ cuidam causæ addixerant, et quorum essent commodo ac solatio addictæ. Quamobrem temperare animo non possumus quin spoliationes ejusmodi tam injustas ac perniciosas conqueramur, eo vel magis quod societatibus catholicorum virorum, pacatis iis quidem et in omnes partes utilibus, iter præcludi videmus, quo tempore edicatur, utique coire in societatem per leges licere : eaque facultas large revera hominibus permittitur consilia agitantibus religioni simul ac reipublicæ perniciosa.

Profecto consociationum diversissimarum, maxime ex opificibus, longe nunc major, quam alias frequentia. Plures unde ortum ducant, quid velint, qua grassentur via, non est hujus loci quærere. Opinio tamen est, multis confirmata rebus, præesse ut plurimum occultiores auctores, eosdemque disciplinam adhibere non christiano nomini, non saluti civitatum consentaneam : occupataque efficiendorum operum universitate, id agere ut qui secum consociari recusarint, luere poenas egestate cogantur. — Hoc rerum statu, alterutrum malint artifices christiani oportet, aut nomen collegiis dare, unde periculum religioni extimescendum : aut sua inter se sodalitia condere, viresque hoc pacto conjungere, quo se animose queant ab illa injusta ac non ferenda oppressione redimere. Omnino optari hoc

a porté la main sur ces sociétés et a accumulé à leur égard injustice sur injustice : assujettissement aux lois civiles, privation du droit légitime de personne morale, spoliation des biens. Sur ces biens, l'Église avait pourtant ses droits ; chacun des membres avait les siens ; les donateurs qui leur avaient fixé une destination, ceux enfin qui en retiraient des secours et du soulagement avaient les leurs. Aussi ne pouvons-Nous Nous empêcher de déplorer amèrement des spoliations si iniques et si funestes ; d'autant plus qu'on frappe de proscription les sociétés catholiques dans le temps même où l'on affirme la légalité des sociétés privées, et que, ce que l'on refuse à des hommes paisibles et qui n'ont en vue que l'utilité publique, on l'accorde, et certes très largement, à des hommes qui roulent dans leur esprit des desseins funestes à la religion tout à la fois et à l'Etat.

Jamais, assurément, à aucune autre époque, on ne vit une si grande multiplicité d'associations de tout genre, surtout d'associations ouvrières. D'où viennent beaucoup d'entre elles, où elles tendent, par quelle voie, ce n'est pas ici le lieu de le rechercher. Mais c'est une opinion confirmée par de nombreux indices qu'elles sont ordinairement gouvernées par des chefs occultes, et qu'elles obéissent à un mot d'ordre également hostile au nom chrétien et à la sécurité des nations ; qu'après avoir accaparé toutes les entreprises, s'il se trouve des ouvriers qui se refusent à entrer dans leur sein, elles leur font expier ce refus par la misère. — Dans cet état de choses, les ouvriers chrétiens n'ont plus qu'à choisir entre ces deux partis : ou de donner leur nom à des sociétés dont la religion a tout à craindre, ou de s'organiser eux-mêmes et de joindre leurs forces pour pouvoir secouer hardiment un joug si injuste et si intolérable. Qu'il faille opter

alterum necesse esse, quam potest dubitationem apud eos habere, qui nolint summum hominis bonum in præsentissimum discrimen conjicere?

Valde quidem laudandi complures ex nostris, qui probe perspecto quid a se tempora postulent, experiuntur ac tentant qua ratione proletarios ad meliora adducere honestis artibus possint. Quorum patrocínio suscepto, prosperitatem augere cum domesticam tum singulorum student : item moderari cum æquitate vincula, quibus invicem artifices et domini continentur : alere et confirmare in utrisque memoriam officii atque evangelicorum custodiam præceptorum ; quæ quidem præcepta, hominem ab intemperantia revocando, excedere modum vetant, personarumque et rerum dissimillimo statu harmoniam in civitate tuentur. Hac de causa unum in locum sæpe convenire videmus viros egregios, quo communicent consilia invicem, viresque jungant, et quid maxime expedire videatur, consultant. Alii varium genus artificum opportuna copulare societate student ; consilio ac re juvant, opus ne desit honestum ac fructuosum, provident. Alacritatem addunt ac patrocinium impertiunt Episcopi : quorum auctoritate auspiciisque plures ex utroque ordine cleri, quæ ad excolendum animum pertinent, in consociatis sedulo curant. Denique catholici non desunt copiosis divitiis, sed mercenariorum velut consortes voluntarii, qui constituere lateque fundere grandi pecunia consociationes adnitantur ; quibus adjuvantibus facile opitici liceat non modo commoda præsentia, sed etiam honestæ quietis futuræ fiduciam sibi labore quærere. Tam multiplex tamque alacris industria quantum attulerit rebus communibus boni plus est cognitum, quam ut attineat dicere. Hinc jam bene de reliquo tempore sperandi auspicia sumimus, modo societates istiusmodi cons-

pour ce dernier parti, y a-t-il des hommes ayant vraiment à cœur d'arracher le souverain bien de l'humanité à un péril imminent qui puissent avoir là-dessus le moindre doute ?

Certes, il faut louer hautement le zèle d'un grand nombre des nôtres, lesquels, se rendant parfaitement compte des besoins de l'heure présente, sondent soigneusement le terrain, pour y découvrir une voie honnête qui conduise au relèvement de la classe ouvrière. S'étant constitués les protecteurs des personnes vouées au travail, ils s'étudient à accroître leur prospérité tant domestique qu'individuelle, à régler avec équité les relations réciproques des patrons et des ouvriers, à entretenir et à affermir dans les uns et les autres le souvenir de leurs devoirs et l'observation des préceptes divins ; préceptes qui, en ramenant l'homme à la modération et condamnant tous les excès, maintiennent dans les nations, et parmi les éléments si divers de personnes et de choses, la concorde et l'harmonie la plus parfaite. Sous l'inspiration des mêmes pensées, des hommes de grand mérite se réunissent fréquemment en congrès, pour se communiquer leurs vues, unir leurs forces, arrêter des programmes d'action. D'autres s'occupent de fonder des corporations assorties aux divers métiers et d'y faire entrer les artisans ; ils aident ces derniers de leurs conseils et de leur fortune et pourvoient à ce qu'ils ne manquent jamais d'un travail honnête et fructueux. Les évêques, de leur côté, encouragent ces efforts et les mettent sous leur haut patronage : par leur autorité et sous leurs auspices, des membres du clergé, tant séculier que régulier, se dévouent en grand nombre aux intérêts spirituels des corporations. Enfin, il ne manque pas de catholiques qui, pourvus d'abondantes richesses, mais devenus en quelque sorte compagnons volontaires des travailleurs,

tanter incrementa capiant, ac prudenti temperatione constituentur. Tutetur hos respublica civium cœtus jure sociatos : ne trudent sese in eorum intimam rationem ordinemque vitæ : vitalis enim motus cietur ab interiore principio ac facillime sane pulsu eliditur externo.

Est rofecto temperatio ac disciplina prudens ad eam rem necessaria ut consensus in agendo fiat conspiratioque voluntatum. Proinde si libera civibus coeundi facultas est, ut profecto est, jus quoque esse oportet eam libere optare disciplinam easque leges, quæ maxime conducere ad id, quod propositum est, judicentur. Eam, quæ memorata est temperationem disciplinamque collegiorum qualem esse in partibus suis singulis oporteat, decerni certis definitisque regulis non censemus posse, cum id potius statuendum sit ex ingenio cujusque gentis, ex periclitatione et usu, ex genere atque efficientia operum, ex amplitudine commerciorum, aliisque rerum ac temporum adjunctis, quæ sunt prudenter ponderanda. Ad summam rem quod spectat, hæc tamquam lex generalis ac perpetua sanciat, ita constitui itaque gubernari opificum collegia oportere, ut instrumenta suppedient aptissima maximeque expedita ad id, quod est propositum, quodque in eo con-

ne regardent à aucune dépense pour fonder et étendre au loin des sociétés, où ceux-ci puissent trouver, avec une certaine aisance pour le présent, le gage d'un repos honorable pour l'avenir. Tant de zèle, tant et de si industrieux efforts, ont déjà réalisé parmi les peuples un bien très considérable et trop connu pour qu'il soit nécessaire d'en parler en détail. Il est à Nos yeux d'un heureux augure pour l'avenir, et Nous Nous promettons de ces corporations les plus heureux fruits, pourvu qu'elles continuent à se développer et que la prudence préside toujours à leur organisation. Que l'État protège ces sociétés fondées selon le droit; que toutefois il ne s'immisce point dans leur gouvernement intérieur, et ne touche point aux ressorts intimes qui lui donnent la vie; car le mouvement vital procède essentiellement d'un principe intérieur et s'éteint très facilement sous l'action d'une cause externe.

A ces corporations il faut évidemment, pour qu'il y ait unité d'action et accord des volontés, une organisation et une discipline sage et prudente. Si donc, comme il est certain, les citoyens sont libres de s'associer, ils doivent l'être également de se donner les statuts et règlements qui leur paraissent les plus appropriés au but qu'ils poursuivent. Quels doivent être ces statuts et règlements? Nous ne croyons pas qu'on puisse donner de règles certaines et précises pour en déterminer le détail; tout dépend du génie de chaque nation, des essais tentés et de l'expérience acquise, du genre de travail, de l'étendue du commerce, et d'autres circonstances de choses et de temps qu'il faut peser avec maturité. Tout ce qu'on peut dire en général, c'est qu'on doit prendre pour règle universelle et constante, d'organiser et gouverner les corporations de façon qu'elles fournissent à chacun de leurs membres les moyens propres à lui faire atteindre, par la voie la

sistit ut singuli e societate incrementum bonorum corporis, animi, rei familiaris, quoad potest, assequantur. Perspicuum vero est, ad perfectionem pietatis et morum tamquam ad causam præcipuam spectari oportere: eaque potissimum causâ disciplinam socialem penitus dirigendam. Secus enim degenerarent in aliam formam, eique generi collegiorum, in quibus nulla ratio religionis haberi solet, haud sane multum præstarent. Ceterum quid prosit opifici rerum copiam societate quæsisse, si ob inopiam cibi sui de salute periclitetur anima? *Quid prodest homini, si mundum universum lucretur, animæ vero suæ detrimentum patiatur* ¹? Hæc quidem docet Christus Dominus velut notam habendam, qua ab ethnico distinguatur homo christianus: *hæc omnia gentes inquirunt... quærite primum regnum Dei, et justitiâ ejus, et hæc omnia adjicientur vobis* ². Sumptis igitur a Deo principiis, plurimum eruditioni religiosæ tribuatur loci, ut sua singuli adversus Deum officia cognoscant: quid credere oporteat, quid sperare atque agere salutis sempiternæ causâ, probe sciant: curaque præcipuâ adversus opinionum errores variasque corruptelas muniantur. Ad Dei cultum studiumque pietatis excitetur opifex, nominatim ad religionem dierum festorum colendam. Vereri diligereque communem omnium parentem Ecclesiam condiscat: itemque ejus et obtemperare præceptis et sacramenta frequentare, quæ sunt ad expiandas animi labeles sanctitatemque comparandam instrumenta divina.

Socialium legum posito in religione fundamento, pronum est iter ad stabiliendas sociorum rationes mu-

1. Matth. xvi, 26.

2. Matth. vi, 32-33.

plus commode et la plus courte, le but qu'il se propose, et qui consiste dans l'accroissement le plus grand possible des biens du corps, de l'esprit de la fortune. Mais il est évident qu'il faut viser avant tout à l'objet principal, qui est le perfectionnement moral et religieux ; c'est surtout cette fin qui doit régler toute l'économie de ces sociétés : autrement, elles dégénéraient bien vite et tomberaient, ou peu s'en faut, au rang des sociétés où la religion ne tient aucune place. Aussi bien, que servirait à l'artisan d'avoir trouvé au sein de la corporation l'abondance matérielle, si la disette d'aliments spirituels mettait en péril le salut de son âme ? *Que sert à l'homme de gagner l'univers entier, s'il vient à perdre son âme ?* Voici le caractère auquel Notre-Seigneur Jésus-Christ veut qu'on distingue le chrétien d'avec le Gentil : *Les Gentils recherchent toutes ces choses... cherchez d'abord le royaume de Dieu, et toutes ces choses vous seront ajoutées par surcroît.* Ainsi donc, après avoir pris Dieu comme point de départ, qu'on donne une large place à l'instruction religieuse, afin que tous connaissent leurs devoirs envers lui ; ce qu'il faut croire, ce qu'il faut espérer, ce qu'il faut faire en vue du salut éternel, tout cela doit leur être soigneusement inculqué ; qu'on les prémunisse avec une sollicitude particulière contre les opinions erronées et toutes les variétés du vice. Qu'on porte l'ouvrier au culte de Dieu, qu'on excite en lui l'esprit de piété, qu'on le rende surtout fidèle à l'observation des dimanches et des jours de fête. Qu'il apprenne à respecter et à aimer l'Eglise, la commune mère de tous les Chrétiens ; à obtempérer à ses préceptes, à fréquenter ses sacrements, qui sont des sources divines où l'âme se purifie de ses taches et puise la sainteté.

La religion ainsi constituée comme fondement de toutes les lois sociales, il n'est pas difficile de détermi-

tuas, ut convictus quietus ac res florentes consequantur. Munia sodalitatum dispartienda sunt ad communes rationes accommodate, atque ita quidem ut consensum ne minuat dissimilitudo. Officia partiri intelligenter, perspicueque definiri, plurimum ob hanc causam interest, ne cui fiat injuria. Commune administretur integre, ut ex indigentia singulorum præfinitur optulandi modus: jura officiaque dominorum cum juri-
bus officiisque opificum apte conveniant. Si qui ex alterutro ordine violatum se ulla re putarit, nihil optandum magis, quam adesse ejusdem corporis viros prudentes atque integros, quorum arbitrio litem dirimi leges ipsæ sociales jubeant. Illud quoque magnopere providendum ut copia operis nullo tempore deficiat opificem, utque vectigal suppeditet, unde necessitati singulorum subveniat nec solum in subitis ac fortuitis industriæ casibus, sed etiam cum valetudo, aut senectus, aut infortunium quemquam oppressit. — His legibus, si modo voluntate accipiantur, satis erit tenuiorum commodis ac saluti consultum: consociationes autem catholicorum non minimum ad prosperitatem momenti in civitate sunt habituræ. Ex eventis præteritis non temere providemus futura. Truditur enim ætas ætate, sed rerum gestarum miræ sunt similitudines, quia reguntur providentia Dei, qui continuationem seriemque rerum ad eam causam moderatur ac flectit, quam sibi in procreatione generis humani præstituit. — Christianis in prisca Ecclesiæ adolescentis ætate probro datum accepimus, quod maxima pars stipe precaria aut opere faciendo victitarent. Sed destituti ab opibus potentiaque, pervicere tamen ut gratiam sibi locupletium, ac patrocinium potentium adjungerent. Cernere licebat impigros, laboriosos, pacificos, justitiæ maximeque caritatis in exemplum retinentes. Ad ejusmodi vitæ morumque spectaculum, evanuit

ner les relations mutuelles à établir entre les membres pour obtenir la paix et la prospérité de la société. Les diverses fonctions doivent être réparties de la manière la plus profitable aux intérêts communs et de telle sorte que l'inégalité ne nuise point à la concorde. Il importe grandement que les charges soient distribuées avec intelligence et clairement définies, afin que personne n'ait à souffrir d'injustice. Que la masse commune soit administrée avec intégrité et qu'on détermine d'avance, par le degré d'indigence de chacun des membres, la mesure de secours à lui accorder; que les droits et les devoirs des patrons soient parfaitement conciliés avec les droits et les devoirs des ouvriers. Afin de parer aux réclamations éventuelles qui s'élèveraient dans l'une ou l'autre classe au sujet de droits lésés, il serait très désirable que les statuts mêmes chargeassent des hommes prudents et intègres, tirés de son sein, de régler le litige en qualité d'arbitres. Il faut encore pourvoir d'une manière toute spéciale à ce qu'en aucun temps l'ouvrier ne manque de travail, et qu'il y ait un fonds de réserve destiné à faire face non seulement aux accidents soudains et fortuits inséparables du travail industriel, mais encore à la maladie, à la vieillesse et aux coups de la mauvaise fortune. — Ces lois, pourvu qu'elles soient acceptées de bon cœur, suffisent pour assurer aux faibles la subsistance et un certain bien-être; mais les corporations catholiques sont appelées encore à apporter leur bonne part à la prospérité générale. Par le passé, nous pouvons juger sans témérité de l'avenir. Un âge fait place à un autre, mais le cours des choses présente de merveilleuses similitudes, ménagées par cette Providence qui dirige tout et fait tout converger vers la fin que Dieu s'est proposée en créant l'humanité. — Nous savons que dans les premiers âges de l'Église, on lui faisait un crime de l'indigence de ses membres, con-

omnis præjudicata opinio, obtrectatio obmutuit malevolorum, atque inveteratæ superstitionis commenta veritati christianæ paullatim cessere. — De statu opificum certatur in præsens : quæ certatio ratione dirimatur an secus, plurimum interest reipublicæ in utramque partem. Ratione autem facile dirimetur ab artificibus christianis, si societate conjuncti ac prudentibus auctoribus usi, viam inierint eandem, quam patres ac majores singulari cum salute et sua et publica tenuerunt. Etenim quantumvis magna in homine vis opinionum præjudicarum cupiditatumque sit, tamen nisi sensum honesti prava voluntas obstupescerit, futura est benevolentia civium in eos sponte propensior, quos industrios ac modestos cognoverint, quos æquitatem lucro, religionem officii rebus omnibus constituerit antepondere. Ex quo illud etiam consequetur commodi, quod spes et facultas sanitatis non minima supeditabitur opificibus iis, qui vel omnino despecta fide christiana, vel alienis a professione moribus vivant. Isti quidem se plerumque intelligunt falsa spe simula-taque rerum specie deceptos. Sentiunt enim, sese apud cupidos dominos valde inhumane tractari, nec fieri fere pluris quam quantum pariant operando lucri : quibus autem sodalitatibus implicati sunt, in iis pro caritate atque amore intestinas discordias existere, petulantis atque incredulæ paupertatis perpetuas comites. Fracto animo, extenuato corpore, quam valde se multi vellent e servitute tam humili vindicare : nec tamen audent, seu quod hominum pudor, seu metus inopiæ prohibeat. Jamvero his omnibus mirum quantum prodesse ad salutem collegia catholicorum possunt, si hæsitantes ad sinum suum, expediendis difficultatibus, invitarint, si resipiscentes in fidem tutelamque suam acceperint.

damnés à vivre d'aumônes ou de travail. Mais, dénués comme ils étaient de richesse et de puissance, ils surent se concilier la faveur des riches et la protection des puissants. On pouvait les voir diligents, laborieux, pacifiques, modèles de justice et surtout de charité. Au spectacle d'une vie si parfaite et de mœurs si pures, tous les préjugés se dissipèrent, le sarcasme se tut et les fictions d'une superstition invétérée s'évanouirent peu à peu devant la vérité chrétienne. — Le sort de la classe ouvrière, telle est la question qui s'agite aujourd'hui ; elle sera résolue par la raison ou sans elle, et il ne peut être indifférent aux nations qu'elle soit résolue par l'une ou l'autre voie. Or, les ouvriers chrétiens la résoudront facilement par la raison si, unis en sociétés et conduits par une direction prudente, ils entrent dans la voie où leurs pères et leurs ancêtres trouvèrent leur salut et celui des peuples. Quelle que soit dans les hommes la force des préjugés et des passions, si une volonté perverse n'a pas entièrement étouffé le sentiment du juste et de l'honnête, il faudra que tôt ou tard la bienveillance publique se tourne vers ces ouvriers, qu'on aura vus actifs et modestes, mettant l'équité avant le gain et préférant à tout la religion du devoir. Il résultera de là cet autre avantage, que l'espoir et de grandes facilités de salut seront offerts à ces ouvriers, qui vivent dans le mépris de la foi chrétienne ou dans les habitudes qu'elle réprouve. Ils comprennent d'ordinaire, ces ouvriers, qu'ils ont été le jouet d'espérances trompeuses et d'apparences mensongères. Car ils sentent par les traitements inhumains qu'ils reçoivent de leurs maîtres, qu'ils n'en sont guère estimés qu'au poids de l'or produit par leur travail ; quant aux sociétés qui les ont circonvenus, ils voient bien qu'à la place de la charité et de l'amour, ils n'y trouvent que les discordes intestines, ces compagnes inséparables de la pauvreté

Habetis, Venerabiles Fratres, quos et qua ratione elaborare in causa perdifficili necesse sit. — Accingendum ad suas cuique partes, et maturrime quidem, ne tantæ jam molis incommodum fiat insanabilius cunctatione medicinæ. Adhibeant legum institutorumque providentiam, qui gerunt respublicas : sua meminerint officia locupletes et domini : enitantur ratione, quorum res agitur, proletarii : cumque religio, ut initio diximus, malum pellere funditus sola possit, illud reputent universi, in primis instaurari mores christianos oportere, sine quibus ea ipsa arma prudentiæ, quæ maxime putantur idonea, parum sunt ad salutem valitura. Ad Ecclesiam quod spectat, desiderari operam suam nullo tempore nulloque modo sinet, tanto plus allatura adjuvamenti, quanto sibi major in agendo libertas contigerit : idque nominatim intelligant, quorum munus est saluti publicæ consulere. Intendant omnes animi industriæ que vires ministri sacrorum : vobisque, Venerabiles Fratres, auctoritate præeuntibus et exemplo, sumpta ex evangelio documenta vitæ hominibus ex omni ordine inculcare ne desinant : omni qua possunt ope pro salute populorum contendant, potissimumque studeant et tueri in se, et excitare in aliis, summis juxta atque infimis, omnium dominam ac reginam virtutum, caritatem. Optata quippe salus expectanda præcipue est ex

insolente et incrédule. L'âme brisée, le corps exténué, combien qui voudraient secouer un joug si humiliant ? mais, soit respect humain, soit crainte de l'indigence, ils ne l'osent pas. Eh bien, à tous ces ouvriers, les sociétés catholiques peuvent être d'une merveilleuse utilité, si, hésitants, elles les invitent à venir chercher dans leur sein un remède à tous leurs maux, si, repentants, elles les accueillent avec empressement et leur assurent sauvegarde et protection.

Vous voyez, Vénérables Frères, par qui et par quels moyens cette cause si difficile demande à être traitée et résolue. — Que chacun se mette à la part qui lui incombe, et cela sans délai, de peur qu'en différant le remède, on ne rende incurable un mal déjà si grave. Que les gouvernants fassent usage de l'autorité protectrice des lois et des institutions ; que les riches et les maîtres se rappellent leurs devoirs ; que les ouvriers dont le sort est en jeu poursuivent leurs intérêts par des voies légitimes, et puisque la religion seule, comme Nous l'avons dit dès le début, est capable de détruire le mal dans sa racine, que tous se rappellent que la première condition à réaliser, c'est la restauration des mœurs chrétiennes, sans lesquelles même les moyens suggérés par la prudence humaine comme les plus efficaces seront peu aptes à produire de salutaires résultats. — Quant à l'Église, son action ne fera jamais défaut en aucune manière et sera d'autant plus féconde qu'elle aura pu se développer avec plus de liberté, et ceci, Nous désirons que ceux-là surtout le comprennent dont la mission est de veiller au bien public. Que les ministres sacrés déploient toutes les forces de leur âme et toutes les industries de leur zèle, et que, sous l'autorité de vos paroles et de vos exemples, Vénérables Frères, ils ne cessent d'inculquer aux hommes de toutes les classes

magna effusione caritatis : christianæ caritatis intelligimus, quæ totius Evangelii compendiaría lex est, quæque semetipsam pro aliorum commodis semper devovere parata, contra sæculi insolentiam atque immoderatum amorem sui certissima est homini antidotus : cujus virtutis partes ac lineamenta divina Paulus Apostolus iis verbis expressit : *Caritas patiens est, benigna est : non quærit quæ sua sunt : omnia suffert : omnia sustinet*¹.

Divinorum munerum auspicem ac benevolentiae Nostræ testem vobis singulis, Venerabiles Fratres, et clero populoque vestro apostolicam benedictionem peramanter in Domino impertimus.

Datum Romæ apud S. Petrum die xv Maii An. MDCCCXCI, Pontificatus Nostri decimoquarto.

LEO PP. XIII.

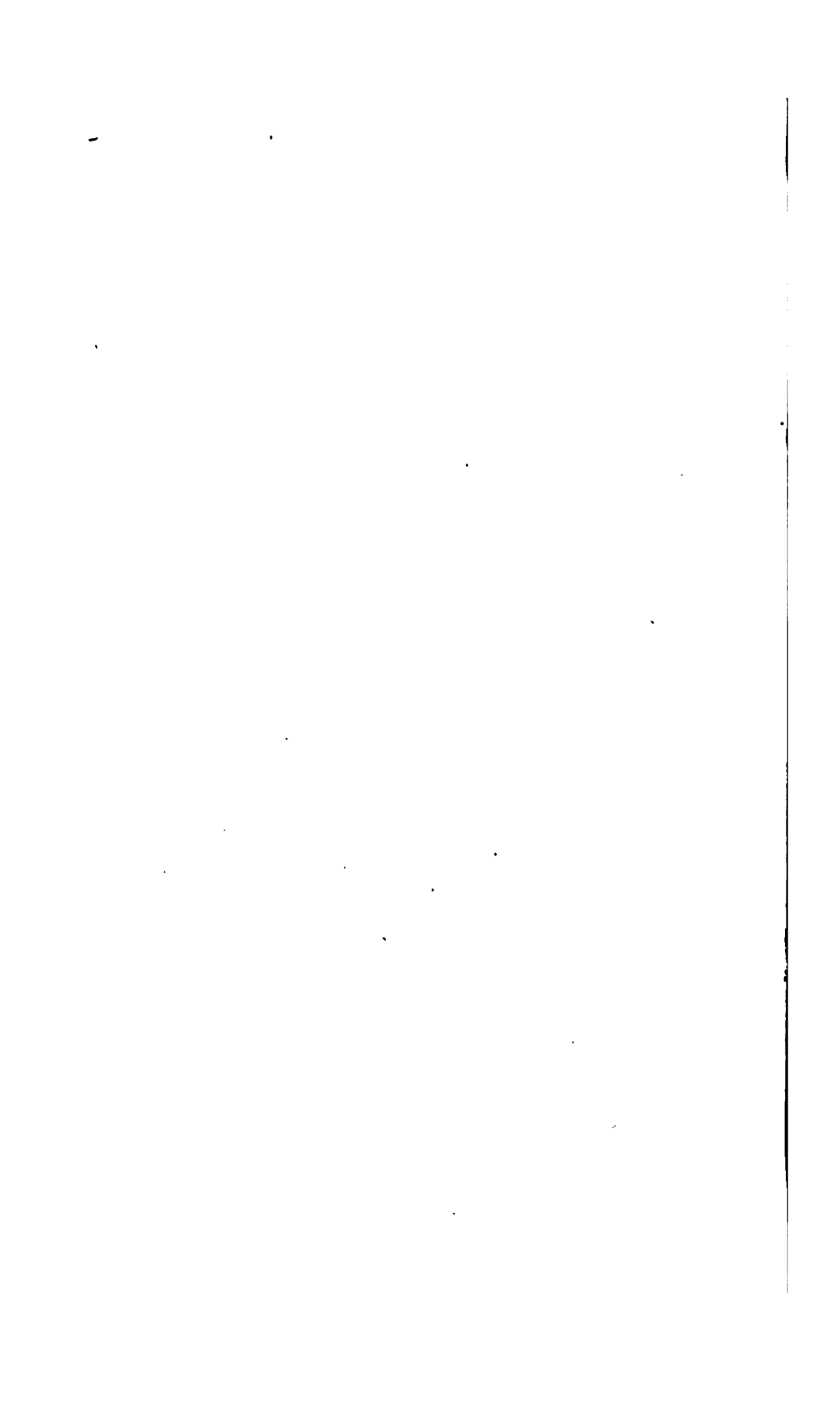
1. I Corinth. XIII, 4-7.

les règles évangéliques de la vie chrétienne ; qu'ils travaillent de tout leur pouvoir au salut des peuples, et par-dessus tout qu'ils s'appliquent à nourrir en eux-mêmes et à faire naître dans les autres, depuis les plus élevés jusqu'aux plus humbles, la charité, reine et maîtresse de toutes les vertus. C'est, en effet, d'une abondante effusion de charité qu'il faut principalement attendre le salut. Nous parlons de la charité chrétienne, qui résume tout l'Évangile et qui, toujours prête à se dévouer au soulagement du prochain, est un antidote très assuré contre l'arrogance du siècle et l'amour immodéré de soi-même : vertu dont l'apôtre saint Paul a décrit les offices et les traits divins dans ces paroles : *la charité est patiente; elle est bénigne; elle ne cherche pas son propre intérêt; elle souffre tout; elle supporte tout.*

Comme gage des faveurs divines et en témoignage de Notre bienveillance, Nous vous accordons, de tout cœur, à chacun de vous, Vénérables Frères, à votre clergé et à vos fidèles la bénédiction apostolique dans le Seigneur.

Donné à Rome, près Saint-Pierre, le 15 mai de l'année 1891, de Notre Pontificat la quatorzième.

LÉON XIII, PAPE.



TABLE

I. — Comment le XIX ^e siècle avait prétendu exclure l'Église des affaires de ce monde. — Qui a le premier sollicité l'intervention du pape dans les questions sociales. — Saint-Simon et les saint-simoniens. — La Mennais. — Le mouvement de 1848. — Ce qui a retardé l'évolution démocratique de la papauté.	1
II. — Comment au Vatican tout a été longtemps subordonné au maintien du pouvoir temporel des papes. — Comment cela eût suffi à rendre la démocratie suspecte au saint-siège. — Conséquences, à cet égard, de la chute de la monarchie pontificale. — Il devient plus aisé à la papauté de se tourner vers la démocratie. — Pourquoi l'Église s'effraierait-elle des aspirations sociales ? — L'Église et la société bourgeoise ; comment elle avait eu peu à s'en louer. — Pourquoi elle devait se tourner vers les foules démocratiques	15
III. — La tradition de l'Église et les petits de ce monde. — L'Évangile, la charité et la justice sociale. — En se tournant vers le peuple, l'Église revenait à son principe. — Évolution sociale et évolution politique de la papauté. — D'où est partie l'impulsion ?	29

- IV. — Que l'Église n'est pas un mécanisme mu par un moteur unique. — Erreur de ce point de vue. — Comment l'initiative du mouvement social catholique n'est pas venue de Rome, mais d'outre-mont et d'outre-mer. — Comment ce mouvement rentrait dans le plan de Léon XIII. — Raisons qui, après l'avoir fait hésiter, ont décidé le saint-siège. — La papauté en face des idées nouvelles et des questions nouvelles. 42
- V. — L'Église a désormais une doctrine sociale. — Jusqu'à quel point peut-on faire intervenir dans ces questions le *Roma locuta est*. — Distinction entre la partie morale et la partie économique des enseignements pontificaux. — Prudence et réserve du saint-siège sur le terrain purement économique. — Comment les catholiques entendent en pareille matière l'autorité et l'infaillibilité pontificales. — Que la question dogmatique a ici peu d'importance pratique. 61
- VI. — Nouvelle et formelle condamnation du socialisme par le saint-siège. — Importance de cette condamnation. — Ce que le saint-siège entend sous le nom de socialisme. — Comment, en le réprouvant, la papauté reste dans la tradition de l'Église. — Du prétendu socialisme évangélique. — Comment le triomphe du socialisme serait la ruine du « plan providentiel » et de l'économie sociale chrétienne. — De quelle façon le saint-père réfute le socialisme, et comment il expose les souffrances des classes ouvrières. 74
- VII. — Comment remédier aux maux de la société? — La médication religieuse et la solution chrétienne. — Comment le plus sûr moyen de guérir les plaies sociales serait de restaurer dans le peuple l'idée chrétienne. — Que, sur

ce point, la thèse du souverain pontife est malaisée à contester. — Comment la question sociale est avant tout une question morale. — Impossibilité d'une solution en dehors d'un principe moral. — De la vertu sociale du Christianisme. — Comment elle est souvent mal comprise. — Que les riches et les hautes classes ne l'entendent guère mieux que les classes ouvrières. — Périils d'une société privée de base morale.

92

VIII. — Les remèdes humains. — L'intervention de l'État. — Le « laisser-faire » et le christianisme. — Du rôle de l'État selon le pape Léon XIII. — Comment l'État doit veiller au bien-être de toutes les classes de la nation et spécialement des classes les plus nombreuses. — En quel sens le pape est « interventionniste ». — La théorie pontificale et l'application des principes. — En quels cas l'État doit-il intervenir ?

106

IX. — Théorie de l'État providence. — Pourquoi cette théorie nous paraît peu chrétienne. — Tendance des modernes à déifier l'État. — Enseignement des scolastiques et des théologiens. — Distinction entre l'État moderne et l'État chrétien. — Est-il prudent de la part de l'Église de contribuer à l'extension des droits de l'État ? — Nécessité quand on parle de l'État de n'en pas faire une abstraction, et d'envisager ce qu'est, en fait, l'État moderne.

123

X. — Dangers pour le progrès social de l'ingérence de l'État. — La réglementation administrative, l'initiative privée et l'économie sociale. — Répugnances du saint-siège pour le socialisme d'État. — Comment le pape défend l'individu, la famille, les sociétés privées contre l'absorption de l'État. — Que l'Église a, elle aussi, ses

droits de l'homme et du citoyen. — Qu'il est faux que le christianisme ne reconnaisse à l'homme et aux peuples que des devoirs. — Limites qu'imposent à l'autorité et à l'action de l'État les droits reconnus à l'individu et à la famille. — Comment c'est à la liberté et aux institutions nées de la liberté que l'Église demande, de préférence, la solution des questions sociales. — Comment il ne faut pas toujours identifier la liberté avec l'individualisme. 138

XI. — De la législation sociale. — Initiative des catholiques à cet égard. — Attitude du saint-siège devant les desiderata du programme ouvrier. — Réserve du pape. — Le repos hebdomadaire et l'observation du dimanche. — Les heures de travail, la journée « normale » et la journée « maximale ». — Le taux du salaire et le salaire minimum. — La théorie des salaires de Léon XIII. — Est-il vrai que cette théorie est en opposition avec les doctrines économiques ? — Comment se fait jour partout le peu de goût du saint-siège pour l'ingérence de l'État. 156

XII. — D'une législation sociale internationale. — Silence à cet égard de l'encyclique sur la condition des ouvriers. — Comment le saint-siège cependant ne peut avoir aucune objection de principe contre une pareille législation. — Différence sous ce rapport entre la papauté et les États temporels. — De l'action internationale de l'Église et du christianisme. — Comment pour le progrès social une législation internationale n'est pas indispensable. — Que nous sommes portés à trop attendre de la loi. 171

XIII. — De l'association comme remède aux maux des sociétés. — Action des catholiques en faveur du rétablissement des corporations ouvrières.

— Comment la faute capitale de la Révolution a été son antipathie pour toutes les associations et tous les « corps ». — Comment la France en a grandement souffert. — Que, par là, la Révolution et la centralisation administrative ont ouvert la voie au socialisme d'État. — Des associations professionnelles préconisées par le pape. — Comment il réclame pour elles la liberté. — Sociétés de patronage et syndicats mixtes. — Obstacles à leur formation ou à leur diffusion. — De l'esprit des associations ouvrières. — Du rétablissement des anciennes corporations. — Que les nouveaux syndicats ouvriers ne ressemblent guère aux chrétiennes associations recommandées par le saint-siège. 180

- XIV. — Les syndicats ouvriers et la guerre des classes.
 — Nationalité et socialisme. — Une leçon d'histoire donnée par les syndicats. — Que le saint-siège est opposé aux syndicats obligatoires et favorable à la liberté du travail. — Nécessité de la liberté d'association et de la liberté du travail. — Que le problème est de concilier ces deux libertés et qu'il n'est là rien d'impossible. — Importance pour la France d'une loi sur le droit d'association. — Ce qu'on peut attendre de notre parlement. — Comment la liberté d'association risque fort chez nous d'être faussée et viciée. — Que l'État ne doit ni abdiquer, ni usurper. — Comment ici la liberté individuelle et les droits de l'État sont solidaires. 200

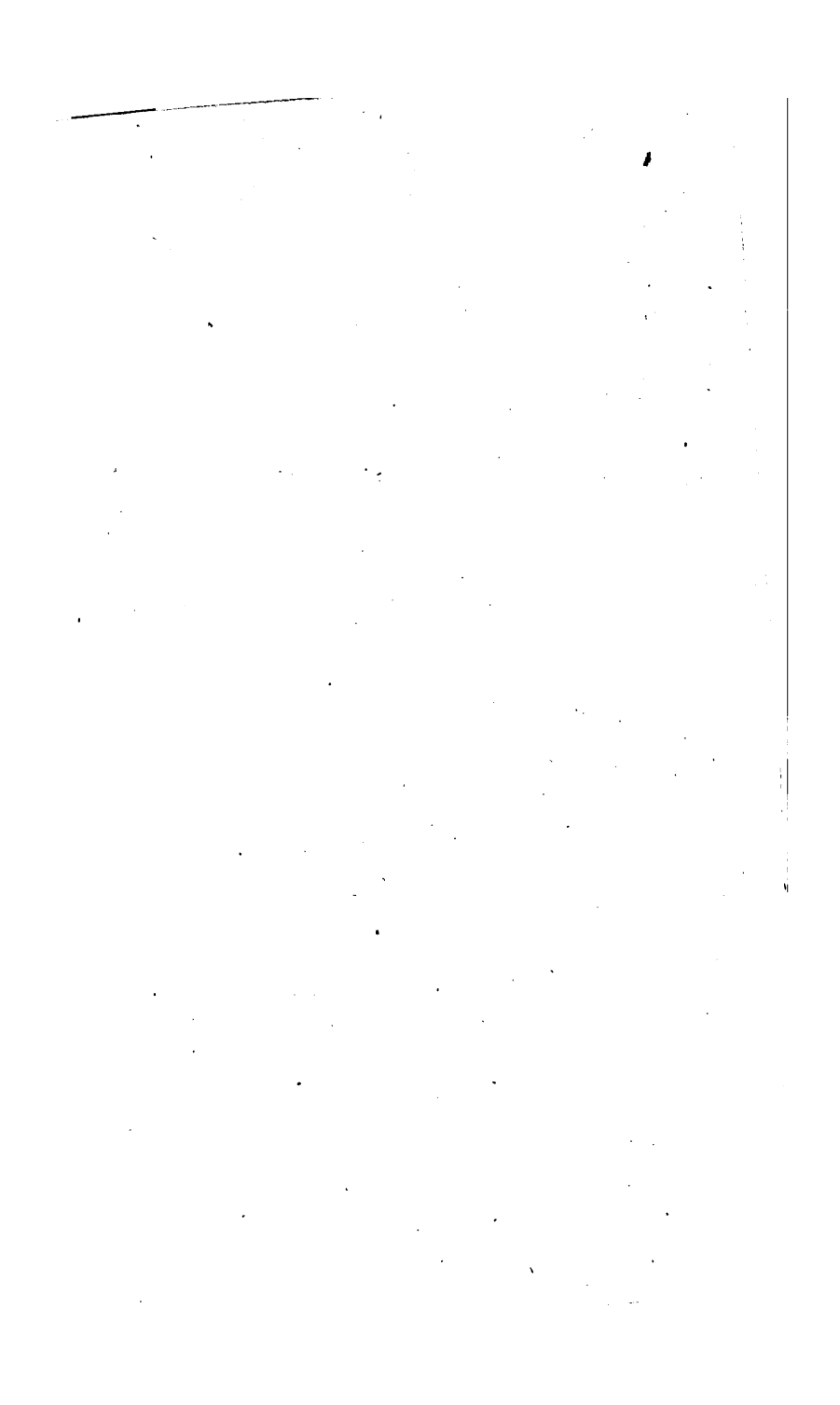
- XV. — Comment l'Église espère que les classes ouvrières désabusées se tourneront vers elle. — De l'alliance de la papauté et de la démocratie. — Avantages qu'elles y trouveraient toutes deux. — Comment les préjugés de la démocratie n'y font pas seuls obstacle. — Quelle est entre

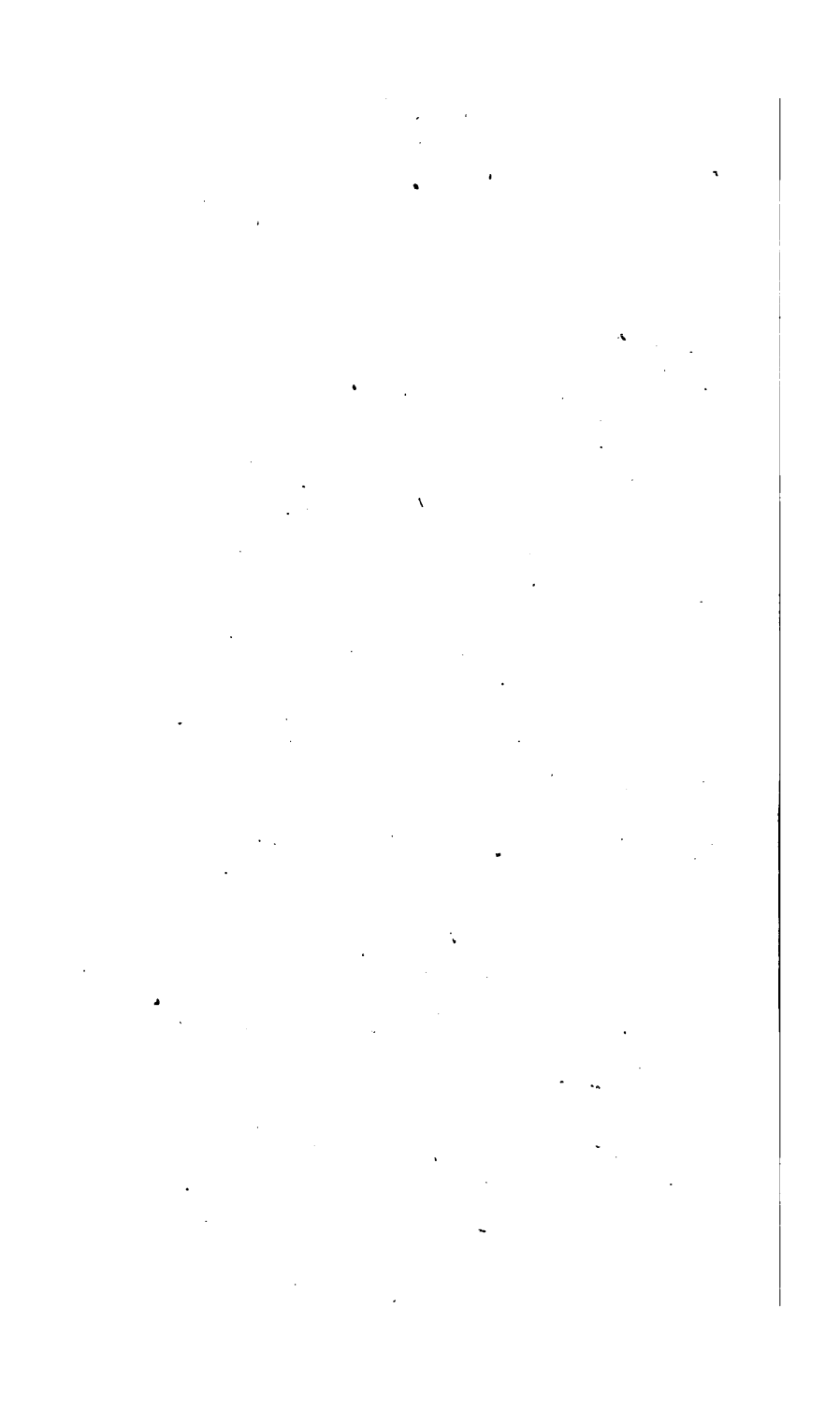
le démocratie et l'Église la divergence fondamentale. — Comment elles ne conçoivent pas de même la destinée de l'homme. — Ce qui fait la vertu sociale du christianisme en fait pour le socialisme une doctrine antisociale. — Comment le socialisme n'en est pas moins prêt à accepter tous les concours. — Que l'Église ne peut acheter l'alliance de la démocratie ouvrière au prix de ses principes. — Que la papauté peut être un arbitre entre les classes en lutte, mais non l'alliée d'une classe contre les autres. — L'internationale de la paix et l'internationale de la guerre. 20

XVI. — Vanité des terreurs excitées par l'action sociale de l'Église. — Comment le danger pour nos sociétés ne vient pas du saint-siège ni du clergé. — Avantages qu'aurait pour tous leur action sociale. — Réflexion sur la France. — Le fort et le faible de notre constitution sociale. — Fonction sociale de l'officier et du curé; comment ils ne savent ou ne peuvent la remplir. — La déchristianisation de la France et l'œuvre de décomposition morale. . 239

XVII. — La France n'est pas le monde. — Les horizons du Vatican. — Les mondes nouveaux. — L'Europe; comment, à l'étranger, il n'y a point partout, entre le prêtre et le laïque, le même divorce que chez nous. — Que la science et la raison ne suffisent point pour vaincre le socialisme révolutionnaire. — Qu'on ne peut pour cela toujours compter sur l'État et sur la force matérielle. — Il y faut une force morale. — Supériorité, à cet égard, de la religion. — Le devoir présent. — Il faut aller au peuple. — Mais qu'avons-nous à lui apporter? — De la foi comme mobile d'action et comme moyen d'ac-

tion. — Ce ce qu'il faut aux barbares de la civilisation.	253
XVIII. — Conclusion. — De l'avenir de nos sociétés occidentales. — Dissolution ou Rénovation? Comment s'accomplit le progrès social. — Que les sociétés civilisées sont toujours en mouvement. — Qu'il ne faut pas confondre le changement avec le progrès, ni la stabilité avec l'immobilité. — Ce que nous savons sur l'évolution des sociétés. — Comment, à cet égard, la Science et la Religion sont d'accord. — <i>Adveniat regnum tuum</i> !.	270
APPENDICE	277
ENCYCLIQUE DE LÉON XIII SUR LA CONDITION DES OUVRIERS. — Texte latin et traduction française. — Introduction. — Position de la question.	280-281
I. — Le socialisme et la propriété.	284-285
II. — La solution chrétienne et l'action de l'Église.	300-301
III. — L'intervention de l'État et la législation sociale : jours fériés ; durée du travail ; taux du salaire, etc.	324-325
IV. — Associations et Corporations.	350-351
Conclusion.	368-369





14 DAY USE
RETURN TO DESK FROM WHICH BORROWED

LOAN DEPT.

This book is due on the last date stamped below, or
on the date to which renewed.

Renewed books are subject to immediate recall.

14 Oct 59 FC

REC'D LD

SEP 30 1959

19 Oct '53 ZF

IN STACKS

OCT 1 1963
REC'D LD

OCT 6 '63 - 1 PM

MAR 16 1993

NO DISC REC FEB 16 '97

LD 21A-50m-4.59
(A1724a10)476B

General Library
University of California
Berkeley

U. C. BERKELEY LIBRARIES



C042566175

M 9468

BX957

L4

1892

YOC 5791

THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA LIBRARY

